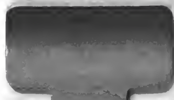

BIBLIOTECA NAZIONALE VITT. EMANUELE
201
50 I
30





ÉTUDES

MORALES ET POLITIQUES

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 le volume

Paris en Amérique, 26e édition. . . . . 1 vol.

Le Prince-Caniche, 16e édition. . . . . 1 vol.

Abdallah, ou le Trèfle à quatre feuilles, suivi de Aziz et Aziza. 4e édition, ornée du *portrait de l'auteur*. . . . . 1 vol.

Souvenirs d'un voyageur. Nouvelles. 4e édition. . . . . 1 vol.

Contes bleus (Yvon et Finette. — La bonne femme. — Poucinet. — Contes bohêmes. — Les trois citrons. — Pif paf, ou l'art de gouverner les hommes). 4e édition. . . . . 1 vol.

Le Parti libéral. 8e édition. . . . . 1 vol.

L'État et ses limites. 5e édition . . . . 1 vol.

La Liberté religieuse. 4e édition. . . . . 1 vol.

Études sur l'Allemagne contemporaine et les pays slaves, 3e édition. . . . . 1 vol.

Histoire des États-Unis d'Amérique, depuis les premiers essais de la colonisation jusqu'à l'adoption de la constitution fédérale (1620-1789). 4e édition. . . . . 3 vol.

Discours populaires (Droit de réunion. — Éducation. — Bibliothèques, etc.), suivis d'une *Rhétorique populaire*. 3e édition. . 1 vol.

Sous presse

Questions constitutionnelles . . . . 1 vol.

Histoire de l'Assemblée constituante. . . . . 2 vol.

Paris. — Imp. Viéville et Capiomont, rue des Poitevins, 6.

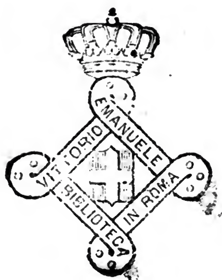
ÉTUDES
MORALES
ET POLITIQUES

PAR

ÉDOUARD LABOULAYE

MEMBRE DE L'INSTITUT

PROFESSEUR DE LÉGISLATION COMPARÉE AU COLLÉGE DE FRANCE



CINQUIÈME ÉDITION

PARIS

CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

28, QUAI DU LOUVRE

1871

A M. S. DE SACY

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

Mon cher ami,

Permettez-moi de vous dédier ces pages, où votre nom revient plus d'une fois. Ne les lisez point; je ne suis point un classique, et ne veux point troubler de douces habitudes; mais gardez ce volume dans un coin de votre bibliothèque, comme le souvenir d'un compagnon d'armes et d'un ami. Depuis dix ans enrôlé sous votre drapeau, je suis resté fidèle à notre mot d'ordre : *Évangile et liberté.* Plus j'avance dans la vie, plus cette devise me console et me soutient, plus j'essaye de faire partager notre commun espoir à ceux qui m'écoutent ou me lisent. C'est à ce titre, mon cher de Sacy, que j'ose vous offrir ce livre, et que j'ai la hardiesse de vous dire, en me cachant derrière Cicéron : *Vale et me ama.*

Édouard Laboulaye.

Paris, 20 juin 1862.

PRÉFACE

Voici le troisième recueil d'articles que j'offre au public. La bienveillance avec laquelle on a reçu les *Etudes contemporaines sur l'Allemagne et les pays slaves*[1], ainsi que *la Liberté religieuse*[2], m'a enhardi à faire cette nouvelle collection. On y trouvera les mêmes idées et les mêmes espérances : ma foi n'a pas changé. Plus que jamais je crois au Dieu personnel, au Dieu consolateur; plus que jamais je crois que le monde ne peut se passer ni de religion ni de liberté. S'il y a dans ce volume un caractère qui puisse le distinguer des autres, c'est peut-être que j'y ai mis plus de moi-même, que j'y ai dit avec plus d'abandon combien l'expérience et la vie me ramènent chaque jour davantage à l'Évangile et au Christ. Tous les systèmes qui chassent Dieu du monde et du cœur de l'homme me paraissent aussi faux en philosophie qu'en politique; ce sont des doctrines de désespoir que je repousse de toutes les forces de mon âme, comme l'erreur et le danger de notre temps.

Un des grands malheurs de notre époque, c'est que

1. Paris, Durand, 1855.
2. Paris, Charpentier, 1858.

l'Église catholique, troublée dans ses intérêts temporels, ou menacée dans ses priviléges politiques, se défie des idées modernes, et n'a que des anathèmes pour ces principes de 1789, d'où le salut lui viendra quelque jour. Il y a là un malentendu funeste, dont la religion ne souffre pas moins que la société. Rien, dans l'Évangile, ne justifie cette vaine terreur; le christianisme est tout à la fois la religion et la philosophie de la liberté. C'est pour combattre cette erreur, c'est pour faire cesser ce divorce fatal que je suis souvent revenu sur les institutions des États-Unis. L'Amérique, si mal jugée en France, nous donne le spectacle d'une démocratie féconde, qui se réclame de l'Évangile, et fait du christianisme la condition essentielle de la liberté. Un peuple qui risque sa fortune pour rejeter loin de lui l'esclavage, c'est la plus grande chose que le dix-neuvième siècle aura vue. Voilà un exemple qu'il ne faut point laisser perdre, et que je signale à toutes les âmes pieuses, à tous les cœurs généreux qui ne veulent désespérer ni de Dieu ni de l'avenir.

Un recueil tel que celui-ci ne s'adresse qu'à un public peu nombreux; mais s'il y a dans ce volume quelques pages qui puissent raffermir une foi ébranlée ou ranimer un libéralisme éteint, j'aurai reçu le seul prix que j'ambitionne, j'aurai servi la cause à laquelle j'ai dévoué ma vie.

Paris, 20 juin 1862.

ÉTUDES
MORALES ET POLITIQUES

DE LA PERSONNALITÉ DIVINE

Essai de Philosophie religieuse, PAR M. ÉMILE SAISSET[1].

Le livre de M. Saisset (que l'auteur me pardonne de commencer par une critique) a le défaut de porter un titre trop général; on ne voit pas assez quel en est le sujet. Philosophie religieuse est un nom vague qui se prête aux désignations les plus diverses; d'ordinaire il indique quelque nouvelle tentative pour concilier la philosophie et le christianisme, la raison et la foi. Il n'y a rien de pareil dans l'ouvrage intéressant que j'ai sous les yeux. La question qu'aborde M. Saisset est d'un ordre plus élevé; ce qu'il examine, c'est le problème fondamental de toute religion comme de toute philosophie. Son livre est une théodicée, ou, pour parler français, un essai sur la personnalité de Dieu. Que ne l'a-t-il nommé : *Traité de l'existence de Dieu et de ses attributs?* c'est le titre que Fénelon a consacré; c'est tout à la fois le plus exact et le mieux fait pour appeler l'attention du lecteur.

1. 2 vol. Bibliothèque-Charpentier.

La personnalité divine, est-ce là un problème qu'on ait besoin de discuter aujourd'hui? Oui, sans doute, et j'oserai dire que pour notre société il n'y en a point dont la solution soit plus nécessaire et plus urgente. Nous ne sommes plus au temps où Bernardin de Saint-Pierre, rompant avec l'athéisme du dix-huitième siècle, prenait en main la cause de l'Être suprême devant un public étonné de cette hardiesse; mais si personne aujourd'hui ne se dit athée, si personne n'est assez insensé pour prétendre que les choses vont au hasard et que l'univers n'a point de loi, il s'en faut de beaucoup que la science moderne accepte le Dieu du christianisme, le Dieu de Descartes, de Bossuet et de Leibnitz. Pour la plupart des naturalistes, comme pour les nouveaux philosophes qui s'inspirent de l'Allemagne, Dieu est devenu un nom vague et sans objet. Ce n'est plus l'Être vivant, source de toutes les existences, celui qui a librement créé l'homme et le monde, qui les environne et les soutient de sa toute-puissante bonté; Dieu, c'est le synonyme de l'absolu, de l'infini, de l'idéal, considérés comme attributs de l'univers, ou comme de purs concepts de la raison; en d'autres termes, Dieu n'est plus qu'une abstraction et un mot.

Regardons autour de nous, nous verrons des écoles diverses d'origine et de caractère, écoles qui s'entre-combattent, mais qui toutes s'accordent en ce point, qu'elles cherchent à écarter du monde un Dieu personnel. C'est l'école positiviste, qui s'enferme dans l'étude des phénomènes et ne voit dans la succession des choses que le jeu de lois nécessaires au delà desquelles la rai-

son n'a pas le droit de remonter. Ce sont des systèmes qui s'inspirent des idées de Hegel, qui les habillent à la française et les transforment de mille manières; mais sous ces déguisements on reconnaît toujours le maître à son Dieu Nature et Humanité, Dieu qui ne se connaît pas lui-même, et qui n'est, sous un autre nom, que l'ensemble des êtres. Voilà les doctrines qui, dit-on, doivent réconcilier la science et la philosophie en ruinant les idoles de l'antique théologie; voilà les théories que défendent des hommes dont on ne peut contester ni la sincérité ni le talent; voilà les idées qui peu à peu s'infiltrent dans les esprits et gagnent les cœurs. En dehors du christianisme et de l'école spiritualiste, la philosophie marche à la négation d'un Dieu personnel. La Providence n'est plus qu'un vieux mot inventé par la foi naïve de l'humanité. Une loi inexorable tourne le monde; la nature est une force inconsciente qui produit et absorbe toutes les existences; nous revenons à la fatalité des stoïciens.

« Qu'importent ces vaines théories? dira-t-on. N'y « a-t-il pas vingt siècles que Cicéron s'écriait déjà qu'il « n'y a rien de si absurde qui n'ait été avancé par « quelque philosophe [1]? Montaigne n'a-t-il pas remar« qué depuis longtemps qu'*infinis esprits se trouvent* « *ruynés par leur propre force et soupplesse;* et que « c'est de la plus subtile sagesse que se fait la plus « subtile folie [2]? Toutes ces orgueilleuses constructions

1. *Nescio quomodo nihil tam absurdum dici potest quod non dicatur ab aliquo philosophorum.* De Divin., liv. II, LVIII, 119.
2. *Essais*, liv. II, ch. XII.

« ressemblent à la tour de Babel; elles commencent « par menacer le ciel, elles finissent par la confusion « des langues. Laissez-les tomber d'elles-mêmes : la « science et la vérité n'ont rien à faire avec ces illu- « sions. » Ce dédain peu justifié a plus d'un danger. Il n'est pas vrai que les systèmes soient de pures créations de la fantaisie, comme sont les caprices d'un poëte; les systèmes ont des racines profondes, il faut compter avec eux. Que la philosophie soit cause ou effet des idées régnantes, il y a toujours un lien étroit entre la vie d'une société et sa foi philosophique. En chaque siècle on trouve des doctrines qui entraînent les esprits, parce qu'elles répondent aux besoins, aux désirs, aux passions du temps. Dans l'empire romain, quand pour tromper la jalousie du maître chacun se réfugiait dans ses jouissances ou dans sa pensée, est-ce le hasard qui faisait triompher le matérialisme d'Épicure et le panthéisme des stoïques? Le spiritualisme, au contraire, n'a-t-il pas toujours été le fruit naturel de temps meilleurs? N'est-ce pas la philosophie de la liberté?

Il faut donc nier l'histoire ou reconnaître que dans toute philosophie digne de ce nom il y a un fonds essentiel, un élément vital qu'il n'est pas permis de dédaigner. Pour tout homme qui réfléchit, il vient une heure où se dresse devant lui le sphinx qui menace de le dévorer s'il ne résout pas le grand problème de toute vie comme de toute science humaine; ce problème, c'est celui de la personnalité divine. Si cette recherche ne concernait que Dieu, on pourrait dire que l'éternelle Majesté n'a pas besoin de notre impuissante curiosité;

le plus sage serait de se tenir dans le silence et le respect. Mais la personnalité divine implique la nôtre; c'est par là que cette question nous touche au plus profond du cœur. Si Dieu n'a ni volonté, ni liberté, ni conscience, si, en un mot, il n'est pas une personne, nous ne sommes rien. S'il n'y a dans le monde qu'un être universel dont nous faisons partie, si la pierre, la plante, l'animal, l'homme ne sont que les manifestations diverses de cette force aveugle qui ne se connaît pas, que sommes-nous autre chose qu'une goutte d'eau dans un torrent qui entraîne tout et ne s'arrête jamais? Qu'on ne nous parle plus de liberté, de vertu, d'immortalité; tout cela peut être notre apanage, si nous dépendons d'une intelligence et d'une bonté suprême, mais tout cela n'est qu'une illusion, si nous sommes un atome imperceptible de ce Léviathan qu'on nomme l'univers. Au milieu de ces phénomènes qui passent en courant, nous ne savons plus où nous prendre nous-mêmes; nous sommes faits de l'étoffe des rêves, comme dit le poëte, et notre courte vie est tout entourée de sommeil :

We are such stuff
As dreams are made of, and our little life
Is rounded with a sleep.

Si savants, si vertueux que soient les auteurs et les disciples de ces nouvelles philosophies, fussent-ils aussi sages que Marc-Aurèle, aussi constants et aussi résignés que Spinoza, leur doctrine, il faut le dire, fait le vide dans l'âme humaine, elle en chasse tout ce qui donne du prix à l'existence. Qu'est-ce que le devoir, s'il ne

nous engage qu'envers nous-mêmes ou notre espèce? Qu'est-ce que l'espérance si elle finit au tombeau?

En signalant ces tristes conséquences, je n'entends pas qu'on puisse en tirer une fin de non-recevoir pour écarter sans discussion les nouvelles théories. Ce sont les principes seuls qu'un philosophe a droit d'attaquer : il ne condamne et ne rejette que l'erreur. La philosophie est la religion de la vérité; elle prend le vrai où elle le trouve, sans égard aux croyances les plus respectables, aux préjugés les plus légitimes, aux intérêts les plus sacrés. C'est là sa force; c'est là ce qui, malgré tant de déceptions, lui ramène toujours les hommes. On se lasse et on se dégoûte des systèmes, mais notre âme a un invincible besoin de la vérité; nous la cherchons partout pour nous donner à elle; il nous la faut, dût-elle nous ôter tout espoir. La seule chose que je veuille établir, c'est qu'en face de ces nouveautés il n'y a plus de place pour l'indifférence. Si notre foi est vraie, il faut la défendre; si elle est fausse, il faut y renoncer, fût-elle la plus douce et la plus nécessaire des illusions.

D'où vient qu'aujourd'hui on abandonne les idées qui ont fait la grandeur de la société moderne? Pourquoi n'a-t-on plus ce vif sentiment de la Providence et de l'immortalité qui soutenait nos pères dans l'adversité et les modérait dans la fortune? L'Évangile est-il épuisé, les philosophies sorties de l'Évangile sont-elles ruinées, pour que sous des noms nouveaux et des formes plus savantes on voie renaître ces doctrines païennes qui devant le christianisme naissant s'éclipsaient comme l'ombre aux premiers feux du jour? Il y a là une ques-

tion qui touche à la fois l'histoire et la philosophie; elle mérite toute notre attention.

Notre âme, notre pensée, de quelque nom qu'on l'appelle, est une force vivante et identique; c'est par elle que nous sommes des individus, bien plus que par le corps qui change et se renouvelle à chaque battement de notre cœur. Dans cette âme, il y a des facultés diverses qui n'en détruisent pas plus l'unité que la variété de nos organes n'empêche l'unité de notre corps. C'est la sensibilité, c'est l'imagination, c'est la conscience, c'est la raison, c'est la volonté. Toutes ces facultés vont à Dieu, mais par des chemins différents; toutes n'éclairent pas du même jour le problème de notre destinée. Un Aristote, un Bossuet, un Leibnitz, un Cuvier tiennent en bride toutes ces énergies et les font marcher d'un même pas; le génie chez les grands hommes n'est qu'un suprême bon sens; mais c'est le petit nombre qui sait maintenir cet équilibre. La plupart du temps on se laisse entraîner par une faculté dominante; comme le paysan de Luther, on ne se redresse d'un côté que pour verser de l'autre. Quand on n'envisage les choses que sous un seul aspect, on s'égare forcément. On tire une vérité de ses limites, et en la grossissant outre mesure, en lui donnant tout, on n'en fait plus qu'une erreur. C'est l'histoire des systèmes; tous sont faux parce que tous sont incomplets.

Cherchons des exemples autour de nous. Les sciences naturelles ont pris de nos jours un développement considérable. On a observé la succession des phénomènes, on en a saisi la marche; dès lors on s'est trouvé maître

de la nature. Dès qu'on la connaît, c'est chose aisée que de la plier à nos besoins; quand on lui cède, elle obéit. Cette méthode d'observation n'a pas seulement renouvelé les études physiques, c'est une vérité conquise qui a profité à la psychologie, à la morale, à la politique. Qu'il s'agisse de phénomènes naturels ou de phénomènes de la conscience, c'est à l'observation seule qu'on s'adresse aujourd'hui pour en obtenir des lois générales; on n'explique plus les faits par des hypothèses; le temps des systèmes *à priori* est passé à jamais.

Tout cela est légitime, tout cela est la gloire de notre âge; mais cette découverte d'un admirable instrument a égaré des esprits absolus. Entrés dans le sanctuaire de la nature, éblouis par le magnifique spectacle de ces phénomènes physiques qui pour la première fois se déroulaient devant eux suivant un ordre constant et enfin connu, des philosophes en sont venus à renfermer toute science dans l'observation des phénomènes sensibles, ils ont défendu à la raison de sortir de l'espace et du temps. M. Auguste Comte est le fondateur de cette école, qu'il a baptisée du nom de *positiviste;* elle a trouvé dans M. Littré un disciple plus grand que le maître, un avocat ardent, convaincu, qui emploie un talent de premier ordre à défendre par des arguments nouveaux une cause perdue depuis deux mille ans.

L'école positiviste se défend d'être athée; car l'athée, dit-elle, est un théologien à sa façon, qui a son explication de l'essence et de l'origine du monde, tandis que la philosophie positive n'étudie que le relatif, ne sait

rien de l'origine des êtres, ni de leur fin, et, par conséquent, ne nie rien et n'affirme rien[1]. En d'autres termes, si je comprends M. Littré, c'est un scepticisme mitigé qui ne voit de vérité que dans l'observation sensible, et doute de tout le reste. Mais ce doute est insupportable, la raison ne s'y peut tenir ; une philosophie qui écarte comme hypothèses insolubles l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme n'est pas pour nous une philosophie. Cela est si vrai que, malgré son dédain pour la métaphysique, l'école positiviste a une solution pour ces problèmes inévitables. Cette solution, c'est que l'univers est un ensemble illimité qui a ses causes en lui-même ; en d'autres termes, il n'est nul besoin d'un Dieu personnel pour l'expliquer. Sur ce point, écoutons M. Littré ; il a au plus haut degré la première vertu du philosophe : la sincérité ; c'est un écrivain puissant qui ne souffre jamais d'ombre sur sa pensée[2] :

« Encore bien qu'il ne puisse rester aucun doute sur ce qu'il faut penser des causes premières et finales... pourtant, dans une matière si sérieuse et si décisive, il importe d'être explicite et de ne pas laisser d'accès aux fausses interprétations. Ceux qui croiraient que la philosophie positive nie ou affirme quoi que ce soit là-dessus se tromperaient ; elle ne nie rien, n'affirme rien ; car nier ou affirmer, ce serait déclarer que l'on a une connaissance quelconque de l'origine des êtres et de leur fin. Ce qu'il y a d'établi présentement, c'est que les deux bouts des choses nous sont inaccessibles, et que le milieu seul, ce que l'on appelle en style d'école le *relatif*, nous appartient. Nous ne savons rien sur la cause de l'univers et des habitants qu'il renferme ; ce qu'on en raconte ou

1. Littré. *Paroles de philosophie positive*. Paris, 1859, p. 32-33.
2. *Ibid.*, page 33.

imagine est idée, conjecture, manière de voir, suggérées spontanément à l'esprit par le premier aspect. Ce fut là l'hypothèse primordiale, début de toute civilisation et de toute science. Mais peu à peu la science et la civilisation ont trouvé aux choses un second aspect. La philosophie positive ne s'occupe donc ni des commencements de l'univers, si l'univers a des commencements, ni de ce qui arrive aux êtres vivants, plantes, animaux, hommes, après leur mort, ou à la consommation des siècles, s'il y a une consommation des siècles. Permis à chacun de se figurer cela comme il voudra ; aucun obstacle n'empêche celui qui s'y complaît de rêver sur ce passé et sur cet avenir. Mais quoi qu'on pense de ce qui est par delà le temps et l'espace, quelque solution individuelle que l'on donne aux insolubles questions d'origine et de fin, le fait est que l'univers nous apparaît présentement comme un ensemble ayant ses causes en lui-même, causes que nous nommons ses lois. Le long conflit entre l'immanence et la transcendance touche à son terme : la transcendance, c'est la théologie ou la métaphysique expliquant l'univers par des causes qui sont en dehors de lui ; l'immanence, c'est la science expliquant l'univers par des causes qui sont en lui. »

Dire que la science explique l'univers par des causes qui sont en lui, si l'on entend par là des causes physiques, c'est évidemment prendre parti pour un système qui n'est pas le spiritualisme. Vrai ou faux, ce système est fatal à l'humanité, alors même qu'à l'exemple des stoïciens on y joint une morale héroïque ; car, en écartant Dieu comme une hypothèse inutile, cette philosophie nous laisse sans soutien et sans espoir. Mais ce qui me frappe dans l'assertion de M. Littré, c'est qu'elle n'est pas légitime ; en d'autres termes, pour en arriver là, il faut que la philosophie positive sorte du cercle où elle s'est volontairement emprisonnée. S'enfermer dans l'étude des phénomènes, c'est, il me semble, renoncer du même coup à expliquer le

pourquoi des choses. On aura beau entasser des millions d'expériences, on rencontrera toujours certains faits primordiaux dont nous n'avons pas le secret, et au delà desquels nos sens ne saisissent plus rien. C'est ce que M. Littré nomme des lois, une condition dernière devant laquelle il s'arrête. La science, dit-il, ne peut aller plus loin. Les deux bouts des choses nous sont inaccessibles. Soit; mais restez-en là; vous n'avez pas le droit de conclure que l'univers a sa cause en lui-même plutôt que hors de lui-même, car l'observation ne vous apprend rien de semblable; la notion même de cause est étrangère à toute philosophie de la sensation.

Qu'un Dieu personnel ait créé le monde et le fasse durer, ou que l'univers ait en soi sa raison d'être et sa loi; que ce prodigieux édifice soit l'œuvre d'un architecte divin, ou qu'il ait toujours existé par lui-même, cela ne change rien aux phénomènes, et de votre aveu vous ne pouvez connaître que les phénomènes. Vous êtes donc condamnés à douter éternellement des principes et des causes; toute conclusion est empruntée à cette métaphysique que vous déclarez une chimère, et dont néanmoins vous ne pouvez vous passer.

Au fond, M. Comte a voulu tout expliquer par une méthode qui n'est légitime que dans le domaine des choses qu'on pèse, qu'on nombre et qu'on mesure; vérité dans ces limites, erreur au delà. Toute philosophie a un triple objet : Dieu, la nature et l'homme. M. Comte écarte Dieu comme inutile, et n'étudie dans l'homme que certains phénomènes qui tombent sous les sens. Mais on ne gagne rien à de pareilles mutilations.

M. Saisset l'a démontré dans un beau travail[1]. Ce ne sont pas nos yeux qui voient la nature dans son ensemble, c'est notre esprit. « Par l'espace, a dit Pascal, l'univers « me comprend et m'engloutit comme un point; par « ma pensée, je le comprends[2]. » C'est en transportant dans le monde les données de la raison que nous pénétrons le secret des phénomènes et de leur enchaînement. Prétendre expliquer l'univers sans s'élever au-dessus de l'observation sensible, c'est réduire la philosophie à enregistrer et à cataloguer des faits. M. Littré parle de lois et de causes; est-ce dans la nature ou en lui-même qu'il a trouvé ces notions qu'il applique aux choses du dehors? Comment saurions-nous ce que c'est qu'une cause, si l'habitude de vouloir et d'agir ne nous avait d'abord appris que nous sommes une force vivante, une cause active et féconde? D'où nous vient l'idée de loi, si ce n'est qu'en commandant à nos organes nous voyons l'effet suivre la volonté? Ce n'est donc pas le monde qui explique l'homme, c'est l'homme qui explique le monde, en faisant de sa pensée la mesure des choses, seule mesure, après tout, qui lui appartienne. Voilà pourquoi une philosophie qui laisse de côté les notions de la conscience et les concepts de la raison est une philosophie incomplète et qui n'approchera jamais de la vérité.

1. Cette réfutation de la philosophie positive a été réimprimée dans les *Mélanges d'histoire, de morale et de critique*, de M. Saisset, avec d'autres recherches fort remarquées lors de leur apparition, et qu'on relira avec plaisir. Voyez à ce sujet l'excellent article de M. Bersot, *Journal des Débats* du 14 janvier 1860.

2. *Pensées*, éd. Havet, page 21.

Les anciens étaient meilleurs logiciens que nous, même dans leurs erreurs. Épicure livrait le monde au hasard ; il avait raison, c'était le seul moyen de sauver son système. Les idées de loi et de cause, étant tirées de nous-mêmes, sont tout imprégnées d'intelligence et de personnalité. Il est impossible d'y ramener les phénomènes sans qu'aussitôt l'univers n'apparaisse à nos yeux comme l'œuvre d'une raison et d'une volonté suprêmes. Nous ne comprenons pas une loi sans législateur, un ordre sans sagesse, une première cause qui ne sait pas ce qu'elle fait. C'est ce que Leibnitz a expliqué avec un sens admirable dans une de ses lettres à Pellisson[1] :

« L'effet ne s'entend jamais bien que par sa cause. C'est pourquoi on a grand tort de vouloir expliquer les premiers principes de la nature sans vouloir y faire entrer Νοῦν, la sagesse divine... Il est vrai qu'on peut expliquer les particularités de la nature sans avoir recours à la cause première et souveraine, par les seules lois de nature ou de mécanique bien établies. Mais on ne saurait rendre la dernière raison de ces lois que par un recours à la sagesse du législateur. »

« Dieu, dit-il dans une autre lettre[2], est la dernière raison de l'univers, *ultima ratio rerum.*

On dirait que Leibnitz a prévu les erreurs modernes. Les sciences naturelles, qui ne s'occupent que des corps et de leurs propriétés, n'ont pas besoin de métaphysique pour diriger leurs expériences ; elles nomment lois, dans un sens peu philosophique, soit la simple

1. *OEuvres de Leibnitz*, publiées par M. Foucher de Careil, tome I, page 239.

2. *Ibid.*, tome II, page 265.

succession des phénomènes, soit le fait primitif au delà duquel elles ne peuvent remonter. Dans la première acception, la loi n'est que l'étiquette d'une série; dans la seconde, c'est une inconnue que peut-être la science dégagera plus tard pour se trouver en face d'un problème nouveau. Mais la philosophie, qui n'est que l'effort de l'esprit humain pour trouver les vérités premières, ne peut ainsi s'arrêter à un anneau de la chaîne; il faut tout au moins qu'elle nous dise ce qu'elle pense de ce fait primordial. Déclarer qu'il est inexplicable et qu'on ne peut remonter au delà, ce n'est pas démontrer que ce fait a sa cause en lui-même, c'est confesser le mystère d'une cause inconnue. Pascal, fort injuste envers Descartes, disait souvent : « Je ne puis pardon- « ner à Descartes; il aurait bien voulu, dans toute sa « philosophie, pouvoir se passer de Dieu; mais il n'a « pu s'empêcher de lui faire donner une chiquenaude « pour mettre le monde en mouvement; après cela, il « n'a plus que faire de Dieu[1]. » Cette chiquenaude, n'en déplaise à Pascal, c'est toute la métaphysique. Le monde est pour nous comme une horloge vivante. Chaque jour nous connaissons mieux les forces qui l'animent; mais, quand même ces forces n'auraient plus rien de caché, resterait toujours la chiquenaude, et plus que jamais il nous faudrait conclure à l'existence de l'horloger.

Chose incroyable! plus la science de la nature fait de progrès, plus elle découvre de merveilles, merveilles

1. *Pensées*, éd. Havet, page 355.

de sagesse et de raison, et plus elle rejette dans l'ombre l'idée d'un premier auteur. On dirait que la richesse et la perfection du travail lui cachent la main de l'ouvrier. Pour un Cuvier (je ne parle que des morts), combien de savants qui semblent croire qu'à force de recherches ils trouveront un fait élémentaire qui leur donnera le mot de l'énigme! On ne voit pas que plus on s'enfonce et plus on sent l'infini qui nous déborde de toutes parts. On ne voit pas que, si par impossible on trouvait une loi qui expliquât l'univers, il faudrait à son tour expliquer cette loi et savoir qui l'a faite; on se retrouverait en face du problème éternel.

Que la science s'élève au plus haut des espaces célestes ou qu'elle descende au plus profond des abîmes, qu'elle pèse le soleil ou qu'elle compte les millions d'êtres que renferme une goutte d'eau, partout et toujours elle trouvera assez de géométrie, d'harmonie, de dessein pour aboutir malgré elle à une première loi, pour saisir au travers des ombres l'image visible d'un ordre suprême. Je sais qu'en abusant des causes finales on est arrivé à des conclusions ridicules; est-il plus sage de reconnaître une organisation dans le monde et d'en nier l'auteur? La nature est remplie de mystères qu'on n'a pas expliqués et que peut-être on n'expliquera jamais; cela donne-t-il à la science le droit de nier les preuves les plus visibles d'une sagesse admirable? Le plus petit insecte comme la plus simple fleur ne révèlent-ils pas à nos yeux étonnés un art qui dépasse infiniment toute l'industrie des hommes? Dans ces merveilleuses créations est-il possible de voir autre chose

que l'œuvre d'une intelligence sans pareille, et qu'est-ce que cette intelligence, sinon ce Dieu qu'on ne peut fuir et qui s'impose à notre raison comme à notre cœur?

J'ai parlé longuement d'une philosophie engendrée par l'étude exclusive de la nature; après l'essor que les sciences physiques ont pris de nos jours, c'est la doctrine qui répond le mieux aux faiblesses de l'esprit moderne, celle qu'il est le plus nécessaire de combattre, tout en faisant une juste part aux vérités qu'elle contient. Mais, comme je l'ai dit plus haut, l'observation sensible n'épuise pas toutes les forces de notre âme, nous avons d'autres facultés que la sensation, et chacune de ces facultés a pour ainsi dire sa philosophie et sa religion particulières. C'est ce que Gœthe a exprimé d'une façon piquante dans une de ses lettres à Jacobi[1] :

« Quant à moi, dit-il, avec les divers penchants de mon âme, je ne puis me contenter d'une seule façon de penser. Comme artiste et comme poëte, je suis polythéiste; comme naturaliste, au contraire, je suis panthéiste, et l'un aussi décidément que l'autre. Comme individu moral, ai-je besoin d'un Dieu unique pour ma personnalité? je sais aussi où le trouver. Les choses du ciel et de la terre forment un règne si vaste que, pour l'embrasser, ce n'est pas trop de tous les organes de tous les êtres réunis. »

Il y a un grand fond de vérité dans les paroles de Gœthe. Aujourd'hui, par exemple, ce qui, après la science, tient le premier rang dans notre société, c'est l'art; et il est visible que l'art est polythéiste, ou, si l'on aime mieux, panthéiste, ce qui n'est qu'une différence de mots. Comme les anciens, nos peintres et nos

1. Lettre de 1813. *Briefwechsel zwischen* Gœthe *und* Jacobi; Leipzig, 1846. N° 221. Page 261.

sculpteurs divinisent à l'envi la nature; ils ne voient rien au delà de la forme et de la couleur. On ne comprend plus ni la foi naïve des premiers maîtres, ni l'idéal que Michel-Ange plaçait :

Nel bel, ch'età non cangia o verno [1].

L'art pour l'art, c'est la devise de notre temps. En dehors d'Ary Scheffer, qui donc sent aujourd'hui que la forme et la couleur ne sont qu'une enveloppe, et qu'il faut chercher plus haut l'éternelle beauté? L'art n'a-t-il pas à souffrir de cette conception étroite? A n'admirer que la réalité, n'en devient-on pas l'esclave? Je le laisse à juger aux connaisseurs. Ce qui est certain, c'est que cette conception a pénétré dans les lettres, et qu'elle y exerce une influence peu favorable. La poésie ne poursuit plus que l'expression des choses visibles; la critique fait comme la poésie, elle ne croit qu'à ce qui lui paraît beau. Religions, philosophies, poëmes, lois, événements, ce sont pour elle autant de phénomènes naturels venus à l'heure nécessaire, et ayant chacun leur beauté, suivant les temps et les lieux. Cette méthode, contenue en des bornes légitimes, a son bon côté; elle permet d'être juste avec les hommes et les idées d'autrefois; mais il ne faut pas que le beau éclipse le vrai et le bien, autrement l'histoire n'est plus qu'un spectacle sans portée; le jeu des acteurs nous fait oublier le poëte éternel. Quand la science prend pour objet la vérité, elle rencontre partout Dieu présent dans le

1. La beauté que ne changent ni les ans ni l'hiver.
(Sonnet V; édition de M. Lannau-Rolland. Paris, 1859.)

long développement des choses humaines; quand elle poursuit un idéal de beauté que chacun imagine au gré de sa fantaisie, elle n'est plus que le plaisir raffiné de quelques esprits délicats. Ce n'est plus le bien ou le mal qui nous touche, c'est la grandeur, la force, l'éclat, la passion, la douleur, la poésie, tout ce qui brille, tout ce qui émeut. On s'incline avec respect devant la sublime figure du Christ cloué sur un bois sanglant; mais avec la même bonne foi on se sent païen au milieu des fêtes splendides de la Grèce; on devient bouddhiste à contempler la résignation mystique de Sakya-Mouni, musulman quand on écoute le silence du désert. Dans cette admiration universelle l'âme s'alanguit; à force de tout comprendre la critique finit par ne rien juger; la science tourne à la curiosité.

Si l'art et la nature ne nous mènent pas directement à Dieu; si, en nous enivrant de leurs illusions, les sens et l'imagination nous égarent à mi-chemin, où donc trouver la vérité? Rentrons en nous-mêmes : la conscience et la raison nous donneront le Dieu que nous cherchons. La conscience ne s'arrête pas aux phénomènes, elle ne se laisse pas ébranler par le désordre apparent des choses; au travers de cette confusion, elle sent un art caché, elle entrevoit une raison supérieure, elle va droit à l'idée d'ordre et de loi. Ce n'est pas tout : comme elle se sent libre, et cependant soumise à une règle qu'elle n'a pas faite, elle s'élève à l'idée d'un ordre moral, d'une loi qui gouverne les hommes non moins que le monde. Cette idée n'est pas une abstraction pour la conscience, c'est une idée vi-

vante, c'est Dieu lui-même conçu comme Providence, c'est-à-dire comme la justice suprême et la suprême bonté. Aujourd'hui cette notion de la Providence a faibli; nous étudions la nature plus que notre âme, nous vivons en dehors; la fatalité des lois physiques nous éblouit. Ajoutez que les révolutions, en jetant le droit aux pieds de la force, ruinent cet énergique sentiment de la justice divine dont notre cœur a besoin pour résister aux tentations du désespoir et de l'égoïsme. Et cependant, chaque fois que le malheur nous ramène violemment en nous-mêmes, nous retrouvons au fond de notre conscience ce Dieu qui prend pitié de la faiblesse, ce Dieu qui relève l'innocence écrasée et qui trouble le crime triomphant. Il ne nous faut qu'un peu de silence et de retraite pour reprendre courage, en entendant cette voix qui nous dit comme Pascal : « Console-toi, tu ne me chercherais pas si tu ne m'a- « vais trouvé[1]. »

La raison s'élève plus haut. Quand on réfléchit, on se sent en contradiction avec les phénomènes extérieurs. Au dehors, tout nous limite; notre corps n'est qu'un point dans l'espace; au dedans rien ne nous arrête; notre âme s'envole vers ce que la main n'a jamais touché, vers ce que l'œil n'a jamais vu. Nous n'apercevons que des choses finies, mobiles, passagères, imparfaites, et pourtant ce spectacle éveille en nous l'idée de l'infini, de l'immuable, de l'éternel, du parfait. La fuite perpétuelle des phénomènes nous effraye; elle

1. *Pensées de Pascal*, éd. Havet, page 399.

nous force à concevoir un être qui subsiste par lui-même, seule cause, seul support de tout ce qui passe et nous emporte. Par où ces idées sont-elles entrées dans notre âme? Ce n'est pas une généralisation des phénomènes observés, elles sont en opposition avec eux. Et cependant ce sont des vérités que nous entendons d'une façon si précise et si positive, qu'il est impossible de nous faire jamais prendre aucune autre chose pour celle-là :

« Donnez-moi, dit Fénelon, une chose finie aussi prodigieuse qu'il vous plaira ; faites en sorte qu'à force de surpasser toute mesure sensible, elle devienne comme infinie à mon imagination, elle demeure toujours finie en mon esprit ; j'en conçois la borne lors même que je ne puis l'imaginer. Je ne puis marquer où elle est, mais je sens clairement qu'elle est ; et loin qu'elle se confonde avec l'infini, je conçois avec évidence qu'elle est encore infiniment distante de l'idée que j'ai de l'infini véritable[1]. »

C'est ainsi que la raison nous donne Dieu par un témoignage direct et invincible ; Dieu est pour ainsi dire mêlé aux plus hautes facultés de notre âme, comme la cause, la loi et l'objet de notre entendement. On a reproché à Descartes d'avoir réduit en forme d'argument cette preuve de l'existence de Dieu ; Leibnitz, dit-on, n'a pas mieux réussi. Je crois aussi qu'on ne peut enfermer dans un syllogisme une vérité de cet ordre ; mais il me semble qu'en ce point, comme en d'autres, on a été trop sévère avec Descartes ; on a mieux aimé le condamner que l'entendre. Qu'y a-t-il de plus simple,

1. Fénelon, *de l'Existence de Dieu*, IIe partie, chap. II, seconde preuve.

de plus de fort et de moins scolastique que ce passage de la troisième méditation :

« Il me reste seulement à examiner de quelle façon j'ai acquis cette idée (l'idée d'un être souverainement parfait) ; car je ne l'ai pas reçue par les sens, et jamais elle ne s'est offerte à moi contre mon attente, ainsi que font d'ordinaire les idées des choses sensibles, lorsque ces choses se représentent aux organes extérieurs des sens. Elle n'est pas aussi une pure production ou fiction de mon esprit, car il n'est pas en mon pouvoir d'y diminuer ni d'y ajouter aucune chose ; et par conséquent il ne reste plus aucune chose à dire, sinon que cette idée est née et produite avec moi dès lors que j'ai été créé, ainsi que l'est l'idée de moi-même[1]. Et de vrai on ne doit pas trouver étrange que Dieu, en me créant, ait mis en moi cette idée, pour être comme la marque de l'ouvrier, empreinte sur son ouvrage ; et il n'est pas nécessaire que cette marque soit quelque chose de différent de cet ouvrage même ; mais de cela seul que Dieu m'a créé, il est fort croyable qu'il m'a en quelque façon produit à son image et semblance, et que je conçois cette ressemblance, dans laquelle l'idée de Dieu se trouve contenue, par la même faculté par laquelle je me conçois moi-même ; c'est-à-dire que, lorsque je fais réflexion sur moi, non-seulement je connais que je suis une chose imparfaite, incomplète, et dépendant d'autrui, qui tend et aspire sans cesse à quelque chose de meilleur et de plus grand que je ne suis ; mais je connais aussi en même temps que celui duquel je dépends possède en soi toutes ces choses auxquelles j'aspire (et dont je trouve en moi les idées), non pas indéfiniment et seulement en puissance, mais qu'il en jouit en effet, actuellement et infiniment, et ainsi qu'il est Dieu[2]. »

Pour échapper à cette preuve irrésistible, il faut nier que nous trouvions en nous-mêmes les idées d'infini et de perfection, ou prétendre que ce sont là des concep-

1. En d'autres termes, notre âme est ainsi faite qu'elle trouve en elle-même l'idée de perfection et d'infini, comme elle y trouve l'idée du moi.

2. *OEuvres de Descartes*, éd. J. Simon, page 95.



tions vides et sans objet, ou mettre l'infini et la perfection même dans le monde. Ce sont là des efforts désespérés qui ont toujours échoué contre l'énergique résistance de notre âme. Concilier la réalité avec ces notions intimes est peut-être au-dessus des forces de l'esprit humain; mais il nous faut accepter les deux termes du problème, et, comme dit Bossuet, « tenir « toujours fortement les deux bouts de la chaîne, quoi« qu'on ne voie pas toujours le milieu par où l'enchaî« nement se continue[1]. »

Reste enfin une dernière force de notre âme, dont la philosophie tient en général trop peu de compte. C'est le sentiment, c'est l'amour : voilà le principe essentiel de toute religion, le ressort de toute volonté. « Un seul soupir de l'âme vers le meilleur, le futur et « le parfait, dit excellemment Hemsterhuis[2], est une « démonstration plus que géométrique de la Divinité. » Les philosophes qui se tiennent dans la région des idées pures ne voient dans le sentiment qu'une vérité obscure qui passe par l'esprit avant d'entrer dans le cœur; ils ne croient pas qu'une faculté particulière révèle des vérités qui échapperaient à la raison. Je pense aussi que toutes ces distinctions sont artificielles; il n'y a pas de vérité que nous ne sentions, pas de sentiment qui n'enveloppe une vérité. « On ne connaît que ce « qu'on aime, a dit Gœthe, et plus la connaissance est « entière et profonde, plus l'amour est vivant, plus la « passion est forte. » L'erreur de la philosophie, c'est

1. Bossuet, *Traité du libre arbitre*, ch. IV.
2. *Aristée*, page 168.

de négliger cet instinct qui pousse l'humanité vers Dieu, c'est de ne pas reconnaître la vérité qui en fait l'essence. Pour se décider, notre âme a besoin de certitude; pour agir notre volonté a besoin d'un ressort. A notre faiblesse il faut un appui qui ne manque jamais, un appui que nous sentions en nous-même sans le confondre avec notre propre personne, et qu'en même temps nous retrouvions au dehors. Que la philosophie analyse cet élément religieux, rien de mieux; mais il existe, c'est un fait que l'observation constate, un fait qui dans la vie des hommes tient plus de place que toute la spéculation. Il me semble que la science moderne ne lui donne pas le rang qui lui appartient. Bacon en a vu l'importance; c'est son grand argument contre l'athéisme, argument qui a pour lui l'expérience et la raison.

« Nier Dieu, dit-il[1], c'est détruire la noblesse de l'homme; car certainement par son corps l'homme est parent de la bête, et s'il ne tient pas à Dieu par son âme, c'est une ignoble et basse créature. L'athéisme détruit toute magnanimité et ôte à la nature humaine tout moyen de s'élever. Prenez l'exemple d'un chien; regardez avec quelle générosité et quel courage il ira de l'avant quand il se sent soutenu par son maître, qui est pour lui un Dieu ou une *melior natura*. Sans cette confiance dans une nature meilleure que la sienne, il est évident que l'animal n'atteindrait jamais à ce degré d'énergie. Il en est ainsi de l'homme; quand il se repose et s'assure sur la faveur et la protection divines, il amasse une force et une foi que la nature humaine ne peut se donner par elle-même. Voilà pourquoi l'athéisme, haïssable de toutes façons, l'est surtout en ceci qu'il ôte à l'homme le moyen de s'exalter au-dessus de l'humaine fragilité. Et ce que je dis des individus est aussi vrai des nations. »

1. Essays civil and moral : XVI, *Of atheism*.

Rien de plus sensé que ces paroles familières. Que ce soit la raison ou la foi qui nous guide, il est certain qu'en dernière analyse toutes nos actions tiennent à l'idée que nous nous faisons de Dieu. Les naturalistes s'inclinent devant ces lois de fer qu'ils ne peuvent changer, et mettent toute leur force dans une résignation stoïque; les artistes et les poëtes, retirés de la vie active, admirent le spectacle du monde, ou se laissent bercer par les rêves de leur imagination; quelques justes, clair-semés, soumettent toute leur conduite à la loi du devoir, et ne plient le genou que devant celui qui leur parle au fond du cœur; de grandes âmes, comme Descartes et Leibnitz, Bossuet et Fénelon, adorent le Dieu de la raison qu'ils ne séparent pas du Dieu de l'Évangile; d'autres philosophes, et M. Saisset est de ceux-là, se tiennent en dehors de la révélation auprès de Kant et de son école; enfin le grand nombre des hommes (et ce n'est pas toujours le plus mal partagé) cède à l'instinct qui l'entraîne et obéit au Dieu que la religion lui fait connaître et aimer. Voilà où nous en sommes; chacun de nous a sa place dans une de ces écoles; mais dans notre siècle combien n'en est-il pas qui ont quitté la foi de leur jeunesse et à qui la science n'a servi qu'à perdre l'espérance?

J'en ai assez dit pour montrer l'intérêt et la grandeur du problème que M. Saisset étudie. Entrons maintenant dans l'examen du livre, et disons d'abord quel ordre et quelle méthode a suivis l'auteur.

M. Saisset n'a pas voulu faire une œuvre didactique; il a eu raison : la place était prise par M. Jules Simon,

qui nous a donné un traîté de l'existence de Dieu sous le titre de *la Religion naturelle.* Le titre est discutable; je crois peu aux religions naturelles, mais le fond du livre est excellent et s'adresse à tout homme qui réfléchit. M. Saisset a écrit pour un public moins large; c'est aux amis de la spéculation philosophique qu'il a songé, ou, pour mieux dire, c'est sa confession même qu'il a écrite. Il a voulu nous dire pourquoi il restait spiritualiste au milieu de l'ébranlement général. Comme M. Jules Simon, et sans se laisser effrayer par l'indifférence du public ni par l'abandon de ses anciens amis, il défend avec talent et courage le drapeau que M. Cousin relevait il y a quarante ans aux applaudissements de la France, charmée de retrouver en même temps Dieu et la liberté.

L'ordre qu'a choisi M. Saisset est donc celui même qu'il a suivi dans ses études pour en arriver à se faire une conviction raisonnée. Il prend l'un après l'autre les grands philosophes de l'époque moderne : Descartes et Leibnitz, les apôtres du spiritualisme; Kant, le défenseur du scepticisme moderne; Spinoza et Hegel, qui représentent chacun une des faces du panthéisme. C'est une enquête ouverte avec une bonne foi parfaite; c'est l'exposé sincère des idées qu'ont soutenues, des erreurs où sont tombés tous ces maîtres de la pensée.

L'enquête terminée, M. Saisset ferme les livres et nous donne le cours de ses propres méditations. Il se demande s'il y a un Dieu, si Dieu est accessible à la raison, s'il peut y avoir autre chose que Dieu, ce qui le conduit à examiner si le monde est éternel et infini et

s'il y a une Providence; il cherche enfin à pénétrer le mystère de la douleur, et conclut à la nécessité de la religion.

Toutes ces grandes questions sont traitées sous la forme la plus simple, sans appareil d'école, sans rien qui sente le métier. Dans une recherche qui intéresse tous les hommes, M. Saisset n'a pas voulu de ce langage métaphysique qui fait de la philosophie le privilége de quelques élus. Avec un peu d'attention, tout esprit cultivé peut le suivre; c'est la parole élégante et facile d'un homme de goût qui rencontre souvent l'éloquence sans la chercher ni la fuir. Il y a toujours un charme secret dans ces confessions qui ne sont pas seulement celles de l'auteur; chacun de nous a traversé les mêmes épreuves; chacun de nous peut reconnaître le passage qu'il a franchi, l'écueil où il a échoué. C'est une lecture qui soutient et fortifie.

Je ne peux pas suivre M. Saisset dans toutes ses recherches, ni refaire après lui l'histoire de la philosophie; il n'y a rien de trop dans son livre, et je ne suis rien moins qu'un philosophe; mais je voudrais étudier avec l'auteur ce que je nommerai les deux grandes hérésies de la science moderne, le scepticisme et le panthéisme. C'est de ce côté qu'on penche aujourd'hui, c'est là qu'est le danger de l'avenir; c'est aussi sur ce point que M. Saisset a concentré tout l'effort de son talent.

On sait que Kant a professé un scepticisme savant qui n'a rien de commun avec le pyrrhonisme des anciens. Il a voulu déterminer les limites naturelles que

l'esprit de l'homme ne peut franchir. Pour lui, comme pour Pascal, la dernière démarche de la raison, c'est de connaître qu'il y a une infinité de choses qui la surpassent; la vraie philosophie consiste à désavouer la raison quand elle va se perdre hors de son domaine. « Il m'a fallu abandonner la science, disait Kant, pour faire une place à la foi[1]. » De nos jours ce scepticisme philosophique a été repris et défendu sous une autre forme par un savant écossais, sir William Hamilton. Pour lui, comme pour Kant, Dieu n'est pas un objet de science, mais de foi, de cette foi naturelle qui n'a été refusée à aucun homme, et dont la sphère est beaucoup plus large que celle de la raison. Le monde visible, le fini, le conditionnel, voilà le royaume de la science, l'enceinte que la raison ne peut franchir. Si nous nous élevons à Dieu, c'est par un autre moyen. L'impuissance où nous nous sentons de rien concevoir au delà du relatif et du fini nous inspire, par une étonnante révélation, la foi à l'existence de quelque chose d'inconditionnel, d'absolu; mais cet inconditionnel est en dehors de la science, la raison n'y peut atteindre. Dire que Dieu est l'absolu, l'infini, l'éternel, l'un, le simple, c'est dire que Dieu n'a pas de bornes, qu'il n'est ni dans le temps ni dans l'espace, qu'il n'y a en lui ni mouvement, ni changement, mais tout cela ce sont des notions négatives et vides, un aveu de notre ignorance, et rien de plus. L'espace et le temps sont les conditions de notre pensée non moins que de notre existence; dire que l'absolu

1. *Critique de la raison pure*, préface de la seconde édition.

est sans rapport avec ces deux conditions, c'est confesser qu'il est sans rapport avec notre raison.

« On sent cela, continue M. Hamilton, et on cherche des déterminations positives. On dit que Dieu est intelligence, conscience, raison, vérité, amour, sagesse, bonté, prévoyance, sainteté. Mais en ceci nous sommes dupes d'une illusion naturelle; ce sont nos qualités que nous prêtons à la Divinité; nous faisons de Dieu une idole à notre image. Pourquoi ne pas lui donner aussi toutes les passions humaines, pourquoi lui refuser les sens, la mémoire, la tristesse, la colère, non pas figurément comme à Jéhovah, mais en toute vérité? Les Grecs faisaient leurs dieux corporels; les modernes font de Dieu une pure intelligence, la conception est moins grossière; mais prenez garde que ce ne soit toujours l'homme divinisé.

« Accordons que Dieu soit une pure intelligence, nous n'en arriverons pas moins à une impossibilité. S'il est une vérité que la philosophie contemporaine ait mise en lumière, c'est que toute pensée suppose la distinction du sujet et de l'objet. Il y a toujours une personne qui pense, une chose pensée et un rapport entre ces deux termes. Appliquons à Dieu ces conditions, qu'en résulte-t-il? C'est que l'absolu est en contradiction avec les lois de l'intelligence. Si Dieu pense à la façon des hommes, et c'est ainsi seulement que nous pouvons concevoir la pensée divine, Dieu a conscience, il dit moi, il se distingue de quelque chose qui n'est pas lui; dès lors ce n'est plus l'absolu; car l'absolu est par définition ce qui embrasse tout, et en

dehors de quoi rien ne peut être conçu. Bien plus, et de cette définition même, résulte que nous ne pouvons penser l'absolu, car prendre l'absolu pour objet de notre pensée, c'est nous distinguer de lui, et nous en distinguer, c'est le nier. Partout impossibilité et contradiction. »

Voilà le dernier effort du scepticisme moderne. Sans le vouloir M. Hamilton donne la main à l'école de la sensation comme au panthéisme de Hegel. Lui aussi nous renvoie à l'étude des phénomènes, et nous défend d'en sortir. Des yeux humains ne sont pas faits pour sonder ces abîmes qui nous enserrent de toutes parts. La seule différence entre ces nouveaux systèmes, c'est que M. Hamilton, en nous laissant la foi, nous laisse en même temps l'espoir; lui du moins ne nous ôte pas le Dieu dont notre cœur a besoin.

Mais, si j'ose le dire, en faisant cette concession, M. Hamilton ruine son système. Dire que la foi, ou, si l'on veut, le sentiment nous révèle Dieu, c'est reconnaître la possibilité de concevoir l'idée de Dieu, car il n'y a pas de sentiment qui n'implique une idée. Nier que cette conception puisse tomber dans la compréhension de notre raison, c'est au fond se servir de la raison et reconnaître qu'en ce point elle est compétente au moins pour se récuser. Mais cette récusation, on ne l'obtiendra pas de l'humanité. Notre âme a tellement soif de Dieu, que si on lui accorde qu'elle a de la Divinité la notion la plus imparfaite, le sentiment le plus obscur, elle tirera de cette ombre même la lumière qu'elle cherche, et refera la conquête de Dieu par la

raison. Qu'est-ce que cette foi naturelle, cette révélation intérieure, sinon ce que Descartes nomme si bien la marque de l'ouvrier; en d'autres termes, Dieu présent dans notre âme, et qu'on ne peut pas plus ravir à notre intelligence qu'à notre amour?

Soit, diront les nouveaux sceptiques, aimez Dieu, mais n'essayez pas de démontrer son existence, car cette démonstration, d'où la tirez-vous? Il y a ici un malentendu. Aucun philosophe ne prétend expliquer Dieu; il n'est personne qui ne reconnaisse que Dieu est incompréhensible et impénétrable par cela même qu'il est parfait. *Quid mirum si Deum non comprehendis?* dit saint Augustin; *si enim comprehendis, non est Deus*[1]. — *L'incompréhensibilité*, dit Descartes, *est contenue dans la raison formelle de l'infini*[2]. Tout ce que la philosophie réclame, c'est le droit de faire sentir plus vivement que Dieu existe, et qu'il est impossible qu'il n'existe pas. Cette preuve qui est, je l'avoue, une preuve de simple vue et non pas un raisonnement, la philosophie la tire de cette foi naturelle que reconnaît M. Hamilton. C'est l'intime infinité de notre âme qui nous révèle l'infinité divine. Il faut nier que nous ayons le sentiment de l'infini, ou il faut reconnaître que ce sentiment nous donne Dieu de façon positive, dans la mesure où l'intelligence humaine peut entrevoir l'absolu. Il y a plus de deux siècles qu'en ce point Descartes a réfuté M. Hamilton, sous le nom de Gassendi.

« Lorsque vous ajoutez que *celui qui dit une chose infinie donne*

1. *Sermo* CXVII, 5.
2. *Méditations*, éd. Simon, page 362.

à une chose qu'il ne comprend pas un nom qu'il n'entend pas non plus, vous ne mettez point de distinction entre l'intellection conforme à la portée de notre esprit, telle que chacun reconnaît assez en soi-même l'avoir de l'infini, et la conception entière et parfaite des choses, c'est-à-dire qui comprenne tout ce qu'il y a d'intelligible en elles, qui est telle que personne n'en eut jamais non-seulement de l'infini, mais même aussi peut-être d'aucune chose qui soit au monde, pour petite qu'elle soit; et il n'est pas vrai que nous concevions l'infini par la négation du fini, vu qu'au contraire toute limitation contient en soi la négation de l'infini[1]. »

Est-il vrai maintenant qu'on se perde dans l'anthropomorphisme, et qu'on fasse de Dieu une idole humaine quand on reconnaît en lui l'intelligence suprême? Est-il vrai que notre raison soit tellement soumise aux conditions de l'espace et du temps qu'on n'arrive qu'à une abstraction chimérique quand on se figure une éternelle raison que rien ne limite? En ce point, la réponse de M. Saisset est victorieuse; c'est une des plus belles pages de son livre. Toutes les choses extérieures sont limitées par l'espace et le temps; par conséquent, la raison ne peut les concevoir que sous cette double condition; mais la raison elle-même n'est pas comprise dans ces bornes du monde, elle se sent indépendante, elle s'élève jusqu'à des vérités qu'elle ne tire pas des phénomènes, et qui ne sont pas soumises aux lois sensibles. Conçoit-on, par exemple, un axiome mathématique qui ne soit pas vrai dans tous les temps et dans tous les lieux, en dehors même de l'espace et de la durée? Avons-nous besoin de voir ou de toucher un cercle pour savoir que les rayons en sont tous égaux?

1. *Méditations*, page 360.

On peut se figurer une terre où il n'y ait ni hommes ni sociétés, mais il est impossible de comprendre que jamais l'injustice soit un bien et la justice un mal. Le corps est renfermé dans l'espace et dans le temps, mais non l'esprit. Comme le dit excellemment M. Saisset, si le géomètre est passager, la géométrie est éternelle, par conséquent ce géomètre d'une heure a droit de conclure à l'éternelle vérité.

« L'entendement, dit Bossuet, a pour objet des vérités éternelles... Elles subsistent indépendamment de tous les temps. En quelque temps que je place un entendement humain, il les connoîtra; mais en les connoissant il les trouvera vérités, il ne les fera pas telles; car ce ne sont pas nos connoissances qui font leurs objets, elles les supposent. Ainsi ces vérités subsistent devant tous les siècles, et devant qu'il y ait eu un entendement humain; et quand tout ce qui se fait par les règles des proportions, c'est-à-dire tout ce que je vois dans la nature, seroit détruit excepté moi, ces règles se conserveroient dans ma pensée; et je verrois clairement qu'elles seroient toujours bonnes et toujours véritables, quand moi-même je serois détruit, et qu'il n'y auroit personne qui fût capable de les comprendre.

« Si je cherche maintenant où et en quel sujet elles subsistent éternelles et immuables comme elles sont, je suis obligé d'avouer un être où la vérité est éternellement subsistante, et où elle est toujours entendue; et cet être doit être la vérité même, et doit être toute vérité; et c'est de lui que la vérité dérive dans tout ce qui est et ce qui s'entend hors de lui.

« Cet « être » éternel, c'est Dieu éternellement subsistant, éternellement véritable, éternellement la vérité même [1]. »

Reste un dernier argument qui fait grand bruit dans les écoles modernes : Dieu étant l'absolu, il ne peut se connaître lui-même, à la façon de l'intelligence hu-

1. *De la connoissance de Dieu*, ch. IV.

maine, car se connaître c'est se distinguer. L'homme ne peut pas davantage comprendre Dieu, car comprendre l'absolu, c'est s'en séparer, ce qui, par la définition même de l'absolu, est chose impossible; l'absolu n'est rien, s'il n'est tout. M. Saisset essaye de répondre à cette objection, qui a le défaut de transporter la question sur un terrain où la raison humaine ne peut entrer. C'est le dernier coup d'une logique aux abois qui se ruine elle-même par un argument désespéré. Si Dieu est le seul être possible, nous sommes une part de Dieu, ou une pure illusion. Si, au contraire, nous existons, et si nous ne sommes pas Dieu, il est donc vrai de dire avec l'apôtre que nous vivons, que nous agissons, que nous sommes en Dieu. L'infini nous comprend et nous déborde, sans que nous puissions dire comment nous y sommes contenus, et sans que rien puisse ébranler la certitude que nous avons de n'être que des créatures finies. Il y a là un mystère dont nous ne trouverons jamais le secret ici-bas; mais il nous sera toujours permis de serrer de plus près les termes du problème, encore bien que nous ne puissions espérer de solution. Se faire une idée de plus en plus nette de Dieu, de l'homme et du monde, rapprocher, pour ainsi dire, ces trois sphères en les agrandissant, c'est l'œuvre de la philosophie; on ne peut ni lui interdire cette recherche, ni lui demander plus que l'esprit humain ne peut donner.

La philosophie avance-t-elle au moins dans cette étude? C'est chose commune de le nier. Cependant si l'on voulait comparer les idées de Platon et les nôtres,

on verrait que tout n'est pas perdu dans cet effort constant des nobles intelligences qui poursuivent l'éternelle vérité. M. de Bunsen a publié, il y a quelques années, un livre ingénieux sous le titre de *Gott in der Geschichte*, ou *Dieu dans l'histoire;* c'est la démonstration certaine d'une vérité trop peu connue. La civilisation grandit à mesure que la pensée s'élève vers une idée plus pure de la Divinité. Peu à peu le jour se fait dans l'âme humaine; Dieu, mieux senti, nous paraît tout à la fois plus grand et plus près de nous. C'est un progrès qui ne s'arrêtera qu'au dernier jour de l'humanité; la science de Dieu est aussi inépuisable que la science du monde. Il semble même qu'on entrevoie déjà vers quel horizon il faut marcher. Descartes était entré dans une voie nouvelle en essayant de montrer qu'en Dieu la volonté et l'acte, la volonté et la vérité sont une même chose. L'unité de la volonté et de l'acte lui enseignait que la création continue comme elle a commencé, par une volonté toujours présente. L'unité de la volonté et de la vérité bien entendues l'empêchait de chercher si la vérité dépend de la volonté divine, ou si Dieu n'est pas libre de vouloir autre chose que la vérité, recherches puériles qui mettent en Dieu ces conditions de temps dont il est affranchi. Descartes n'a pas été suivi; ses démonstrations ont été souvent critiquées; cependant la pensée en est profondément juste, et je crois que de ce côté la philosophie moderne peut s'approcher de Dieu, plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Mieux nous étudierons ce qu'il y a d'infini dans notre âme, plus nous nous dégagerons

de l'espace et du temps, et mieux nous comprendrons le problème divin. Et comme ce qu'il y a d'infini dans notre âme, c'est ce qui fait de nous une personne, c'est-à-dire la pensée, la liberté, la conscience, l'amour, mieux nous nous connaîtrons nous-mêmes, mieux nous concevrons Dieu comme l'être intelligent, libre, juste et bon par excellence. C'est en éclaircissant le miroir de notre âme que nous y trouverons l'image divine toujours plus claire et plus brillante. Dieu, si je puis me servir d'une comparaison, est comme ces corps célestes que nos yeux ne voient pas, et qui cependant agissent sur le système de notre monde; plus la science fait de progrès, et plus elle réduit en des limites précises ces forces invisibles dont personne ne doute aujourd'hui. La philosophie a devant elle un problème de même espèce, elle aussi a pour objet ce que nos sens ne peuvent atteindre, elle aussi peut chaque jour serrer la vérité de plus près en nous faisant mieux sentir Dieu invisible et présent partout.

Après le scepticisme, qui veut borner la raison à l'étude des phénomènes, vient le panthéisme qui embrasse tout et a la prétention de tout expliquer. Dans un siècle qui a mis l'observation en honneur, et qui, grâce à cette méthode, a renouvelé la science de la nature, il semble qu'il ne devrait plus y avoir de place pour une philosophie aussi téméraire; cependant c'est aujourd'hui l'école qui, sous des noms divers, compte les adeptes les plus nombreux, en Allemagne et en France. Le doute, même scientifique, est insupportable à des âmes qui ont soif de vérité; le panthéisme, au

contraire, chatouille notre vanité; il nous laisse croire que notre esprit est capable de saisir et de reproduire dans ses spéculations l'ordre universel et absolu. En identifiant Dieu et la conscience humaine, en déchirant le voile qui nous sépare de l'infini, il répond au plus intime et au plus vif de nos désirs : c'est à la fois une philosophie et une religion.

Étudier Dieu et le monde sans les confondre, s'incliner devant un mystère qui dépasse notre intelligence, c'est l'œuvre modeste du spiritualisme; les rassembler dans une toute-puissante unité, et donner ainsi le dernier mot des choses, c'est l'ambition du panthéisme. Par malheur, on n'obtient cette explication universelle qu'en absorbant le monde en Dieu, comme fait Spinoza, ou Dieu dans le monde, comme fait Hegel; c'est un sacrifice que la raison ne peut accepter. Avec Spinoza, l'homme se perd lui-même pour devenir une ombre divine; avec Hegel, il perd Dieu et n'est plus qu'une misérable créature venue au hasard pour souffrir un instant sur la terre et s'anéantir à jamais.

Voyons quels sont ces deux systèmes; placés aux deux pôles de la spéculation, ils épuisent entre eux les formes possibles du panthéisme. Spinoza n'a pas laissé de successeur; mais tous les panthéistes d'aujourd'hui sont plus ou moins les disciples de Hegel.

De nos jours, personne n'a mieux compris Spinoza que M. Saisset, qui s'en est fait le traducteur et l'éditeur; M. Saisset a défendu ce vrai sage contre les violences de ses premiers adversaires. Il suffit de lire la biographie de Spinoza pour estimer cette âme possédée

d'une seule idée, ce cœur généreux qui, pour étudier ce qu'il croit la vérité, sacrifie tout : religion, famille, fortune, réputation. Il y a des saints dont la vie ne vaut pas celle de ce pauvre fugitif de la synagogue, qu'on menace du poignard, sans que rien trouble sa constance et sa sérénité. Le dix-septième siècle, qui ne comprenait qu'un Dieu personnel et qui ne connaissait même pas le nom de panthéisme, avait surnommé Spinoza le prince des athées ; de nos jours on est plus indulgent. Des sceptiques comme Lessing, des mystiques comme Jacobi, des théologiens comme Schleiermacher, ont pu se réunir dans une admiration commune pour ce philosophe qui s'enivre de la Divinité. Son égarement même a de la grandeur ; on ne peut faire un athée d'un homme qui en tout et partout ne voit que Dieu.

Mais l'estime de M. Saisset pour la personne de Spinoza ne passe pas jusqu'à la doctrine. Il lui est aisé de montrer que ce système, si bien lié pour les yeux, n'est qu'une algèbre bâtie sur des conceptions abstraites, sans rapport avec la réalité. Quand on érige en axiome une idée quelle qu'elle soit, il est aisé de tirer de ce principe une longue suite de conséquences logiques. Mais on n'a pas établi la vérité du principe. Il n'y a que les mathématiques qui s'appuient sur des conceptions tellement claires qu'elles ne comportent pas même de démonstration. Partout ailleurs c'est l'observation qui fournit la première donnée. C'est ce que Spinoza n'a pas senti. Il part de la consubstantialité de Dieu et du monde comme d'un fait indubitable ; c'est la seule

chose qu'il lui fallait démontrer, c'est la seule qu'il ne démontre pas.

On connaît la théorie que Spinoza a tirée du cartésianisme en le poussant à outrance. Dans ce système, il n'existe qu'une substance à deux faces, dont l'une est l'étendue, et l'autre la pensée. Tous les corps sont des modes de l'étendue, toutes les âmes sont des idées, des modes de l'éternelle pensée. « L'âme humaine, dit Spi-« noza, pense Dieu en se pensant elle-même sous la « forme de l'éternité. »

En d'autres termes, Spinoza envisage la nature et Dieu comme les deux aspects d'une seule et même existence. Dieu, c'est le principe immanent des choses; la nature, c'est Dieu considéré dans le déploiement de son énergie, Dieu en action. *Deus, mundus implicitus; mundus, Deus explicitus.* Il n'y a pas d'un côté un Dieu solitaire au fond des cieux et de l'autre un monde qu'il a laissé tomber de sa main pour ne plus s'en occuper. Dieu est toutes choses : la pierre, la plante, l'animal, l'homme. Dieu s'épanouit et prend conscience de lui-même à travers les degrés de l'existence universelle. Ce mouvement éternel et nécessaire de la substance divine, ce progrès continu qui l'oblige à se développer par une infinité d'attributs infiniment modifiés, c'est la loi suprême, c'est la réalité, c'est la vie.

A première vue, l'imagination est séduite par cette force divine qui sans cesse enfante et détruit des milliers de mondes. Il y a je ne sais quoi de grandiose et de mystérieux dans cet océan infini d'où sort la vie pour y rentrer et en rejaillir. A la réflexion, le

charme s'évanouit. On se retrouve en face de l'éternel problème : Que devient l'homme dans un pareil système? On aperçoit vite que tout confondre, c'est ne rien expliquer.

Et d'abord il y a là une erreur de logique qui trouble l'esprit. Abîmer le monde en Dieu, réunir les deux idées comme sujet et comme attribut, c'est une nouvelle forme de raisonnement qui contrarie toutes nos conceptions; dans cette confusion, les deux idées perdent le sens qu'on y a de tout temps attaché. Ce monde qui est Dieu n'est plus le monde, ce Dieu qui est le monde n'est plus Dieu; car pour nous Dieu et le monde sont deux idées opposées l'une à l'autre, elles se repoussent mutuellement. L'infini ne peut pas être le fini, puisque par définition il en est le contraire; l'effet ne peut pas être la cause, la matière ne peut pas être l'esprit, ou il n'y a plus ni effet ni cause, ni esprit ni matière, ni fini ni infini. Toutes ces notions, toutes ces distinctions sont des chimères; il les faut chasser de notre intelligence qu'elles ont troublée trop longtemps. C'est là un des grands vices du panthéisme, il lui faut une logique nouvelle; il ne peut se faire accepter qu'après une réforme de l'entendement humain.

Ce n'est pas seulement la logique qui est sacrifiée dans ce système, ce n'est pas seulement notre raison qui est bouleversée, c'est notre personnalité tout entière qui est détruite. Adieu le devoir et la responsabilité! adieu l'immortalité! adieu l'espérance! A moins d'absorber Dieu en nous, comme le veut Hegel, il faut nous abîmer en lui, comme l'enseigne Spinoza.

« Ce dilemme est inévitable, dit avec raison M. Saisset[1]. Et en effet, du moment que la nature est comme la vie même de Dieu, il s'ensuit que Dieu est tout, je dis tout, non par comparaison avec le peu que nous sommes, ou par innocente exagération de langage, mais à parler avec rigueur, absolument tout. Car Dieu est alors tout ensemble l'infini et le fini, l'éternité et le temps, l'être universel et tous les êtres particuliers; il n'y a qu'un être, il n'y a que Dieu. Nous ne sommes donc pas des personnes distinctes, ayant leur vie à elles et leur destinée propre? Évidemment non. Ce que nous appelons notre vie, notre destinée, ce sont de pures illusions. L'existence finie se dissipe comme un songe; Dieu seul reste réel et vivant, et il n'y a rien à faire dans ce monde qu'à laisser couler en soi le torrent de la vie divine, et à s'y perdre si l'on peut. »

On voit où aboutit Spinosa. Pour lui, l'homme n'est pas un individu libre et responsable. « Il ne faut pas « s'imaginer, dit-il, que l'homme soit dans la nature « comme un empire dans un autre empire. » Le libre arbitre est un rêve enfanté par l'imagination et les sens; Spinosa n'a pas assez de dédain pour quiconque ose se croire indépendant. « Tout ce que je puis dire à « ceux qui croient qu'ils peuvent parler, se taire, en « un mot agir en vertu d'une libre décision de l'âme, « c'est qu'ils rêvent les yeux ouverts[2]. »

Que sommes-nous donc? « Nous sommes en la puis- « sance de Dieu (c'est toujours Spinoza qui parle), « comme l'argile entre les mains du potier, qui tire de « la même matière des vases destinés à un noble usage, « et d'autres à un usage vulgaire[3]. » Emportés par le torrent de la vie universelle, il ne nous reste qu'à

1. Préface, page 10.
2. Saisset, *Introduction à Spinoza*, page CLII.
3. *Ibid.*, page 155.

nous abandonner au flot, résister est chimérique; accepter ce qui est, et ce qui ne peut être autrement, voilà notre rôle et notre devoir. « L'homme courageux, « dit Spinoza, médite sans cesse ce principe, que « toutes choses résultent de la nécessité de la nature « divine, et qu'en conséquence tout ce qui lui paraît « impie, horrible, injuste et honteux, tout cela vient « de ce qu'il conçoit les choses avec trouble et con- « fusion, et par des idées mutilées. » Il est difficile d'être plus clair et de prêcher le désespoir avec plus de résignation.

S'il n'y a pas de liberté pour l'homme, il n'y a donc ni bien ni mal; cela n'est pas douteux pour Spinosa. L'utilité seule existe, c'est l'utilité seule qui règle tous les rapports humains. Si la société punit le scélérat, ce n'est pas parce qu'il est coupable, c'est simplement parce qu'il est dangereux. On pend un assassin comme on étouffe un enragé [1]; tous deux périssent au même titre; dans l'un et l'autre cas, c'est la nécessité qui fait le droit de l'État.

L'immortalité est encore une de ces chimères dont Spinoza prétend nous délivrer. Pour lui, l'âme et le corps ne sont au fond qu'une même chose envisagée sous deux faces différentes, un mode de la pensée, un mode de l'étendue. « La puissance de l'âme par laquelle « elle imagine les choses et se les rappelle dépend de « ce seul point que l'âme enveloppe l'existence natu- « relle du corps. Or il suit de tout cela que l'existence

1. Saisset, *Introduction à Spinoza*, page CLVI.

« présente de l'âme et sa puissance d'imaginer sont « détruites aussitôt que l'âme cesse d'affirmer l'exis- « tence présente du corps[1] » En d'autres termes, l'âme et le corps sont éternels comme appartenant à la pensée et à la substance universelle; à la mort, le corps rentre dans l'éternelle étendue; l'âme, sans mémoire, se perd dans l'éternel océan de la pensée divine, comme la goutte d'eau dans la mer.

C'est par ce retour, par cette perte en Dieu que Spinoza séduit les âmes religieuses. Quand il traite des choses divines, sa pensée s'élève; il trouve de nobles paroles pour dédaigner les biens de la terre; il s'écrie avec saint Paul : *In Deo vivimus, movemur et sumus.* Mais ce mysticisme est un effort d'imagination et ne ressemble en rien aux transports de la piété chrétienne. « Après tout, dit Spinoza, que j'aime Dieu librement « ou par la nécessité du divin décret, toujours est-il « que je l'aime et que je fais mon salut[2]. » Qu'eût pensé de cet amour fatal l'auteur de l'*Imitation*, lui qui se fait volontairement l'esclave de Dieu, pour en obtenir, comme il le dit si bien, *une grande étendue de cœur et la véritable liberté*[3]?

Aujourd'hui l'idéalisme de Spinoza a peu de prise sur les âmes; nous sommes enivrés de la nature et de nous-mêmes, plus disposés à diviniser le monde et l'homme qu'à nous abîmer en Dieu. En ce point Hegel est le philosophe du dix-neuvième siècle. Pour rester

1. Saisset, *Introduction à Spinoza*, page CLXXIV.
2. *Ibid.*, page CLXXI.
3. *Imitation*, liv. III, ch. X, v. 4 et 5.

fidèle à l'unité d'existence, et en même temps sauver la personnalité humaine, c'est Dieu qu'il sacrifie. Il a en quelque façon mis la Divinité en pièces pour la disséminer dans le monde et dans l'humanité. Son système est le spinozisme renversé.

M. Saisset expose en détail l'obscure et difficile doctrine de Hegel; il la combat vivement; c'est le monstre qui l'effraye, c'est l'ennemi qu'il veut accabler. Je craindrais d'affaiblir par une exposition imparfaite une réfutation où tous les arguments se tiennent et s'appuient; mais peut-être me sera-t-il permis de dire à mes risques et périls en quoi cette théorie me semble choquer le sens commun. Je sais que la philosophie allemande dédaigne le sens commun et ne lui reconnaît aucun droit dans l'école; mais je m'adresse à tout le monde, et n'ai aucune prétention à passer pour philosophe, même dans mon pays.

Ce qui me frappe chez Hegel et chez ses disciples, ce sont deux idées qui sont la clef du système. D'abord il faut écarter la personnalité divine comme une absurdité : c'est le caractère commun et le mot d'ordre de toutes les nouvelles théories; ensuite il faut réduire toutes choses au phénomène. On affiche ouvertement la première prétention; quant à la seconde, on la dissimule sous un grand appareil de formules; mais au fond le Dieu de Hégel n'est que le mouvement des choses, l'éternelle mobilité, ou, si l'on veut, l'éternel phénomène. Rien n'existe que ce qui passe et qui fuit.

Concevoir Dieu comme une personne, c'est, nous

dit-on, une chimère. Écoutons Strauss et ne nous effrayons pas d'un langage d'école auquel il faut s'habituer, ne fût-ce que pour en sentir la vanité :

« La personnalité est un moi concentré en lui-même par opposition à un autre moi; l'absolu, au contraire, est l'infini qui embrasse et contient tout, qui par conséquent n'exclut rien. Une personnalité absolue est donc un non-sens, une idée absurde. Dieu n'est pas une personne à côté et au-dessus d'autres personnes; mais il est l'éternel mouvement de l'universel qui ne se réalise et ne devient objectif que dans le sujet. La personnalité de Dieu ne doit donc pas être conçue comme individuelle, mais comme la personnalité totale, universelle, et au lieu de personnifier l'absolu, il faut apprendre à la concevoir comme se personnifiant à l'infini [1]. »

En d'autres termes, la personnalité de Dieu, c est l'ensemble des choses; l'intelligence divine, c'est l'ensemble des intelligences humaines; Dieu est la somme de nombre indéfinis, le total d'une addition qui ne s'achève jamais.

Quand je vois des esprits distingués qu'effrayent les obscurités du christianisme et qui cependant s'inclinent devant ces phrases de Strauss, comme si elles contenaient un axiome ou un dogme, je rougis de mon incapacité philosophique; c'est tout bas que j'ose avouer qu'en tout ceci je ne vois qu'une mauvaise définition, et, comme dit un personnage de Shakspeare : *Des mots, des mots, des mots.*

Qu'est-ce qu'une personne? C'est un homme ou une femme, répond le Dictionnaire de l'Académie. Si peu philosophique que soit la définition, elle est plus juste

1. Strauss, cité par M. Saisset; préface, page XIII.

que celle de M. Strauss. D'un chien ou d'un bœuf nous ne ferons jamais une personne, quoique certainement le *moi* d'un bœuf ou d'un chien se distingue fort nettement du bâton qui le frappe, et qui est pour lui un *autre moi*, ou un corps étranger. Une personne est donc un être intelligent et libre qui a conscience de ses pensées et de ses actions; la conscience et la volonté, voilà ce qui constitue la personnalité; ce sont les deux qualités qui font notre excellence, et que jusqu'à présent nous avons attribuées à Dieu.

Vous ne le pouvez pas, nous dit-on, car le moi ne se connaît que par opposition à un autre moi; en d'autres termes, ce sont les objets extérieurs qui éveillent les sens, ce sont les sens qui éveillent l'intelligence. Pour avoir conscience de soi-même, le moi, la personne, est obligée de se distinguer des autres choses; par conséquent un Dieu personnel est une conception absurde. S'il se distingue d'un autre moi, ce Dieu n'est pas infini, autrement dit, il n'est pas Dieu.

C'est ici qu'est la confusion. Admettons que l'homme n'arrive à se connaître qu'en se heurtant à ce qui l'entoure et en se distinguant de ce qui le touche; cet acte de l'intelligence n'est pas l'intelligence elle-même; elle existait avant d'être excitée par les sens, autrement nous n'aurions rien senti ni rien aperçu. Ce qui constitue la personne, ce n'est donc pas l'obstacle extérieur qui l'éveille, c'est l'énergie intérieure qui l'anime. Est-ce qu'à chaque instant je ne sens pas en moi-même que je vis, que je pense et que je veux? Est-ce qu'il n'y a pas en tout homme une vue intérieure qui lui permet

en quelque façon de se dédoubler et d'observer sa pensée même? Est-ce que cette force, toujours identique, toujours active et toujours consciente qu'on appelle l'âme, a besoin de se répandre au dehors pour que je reconnaisse en elle mon moi ou ma personnalité? Est-ce qu'il n'y a pas dans ce sentiment une vérité invincible qui s'impose sans discussion? Singulière philosophie qui invoque un fait extérieur et accidentel pour pervertir la plus directe, la plus intime et la plus certaine des perceptions.

Maintenant pouvons nous faire de Dieu une personne, c'est-à-dire lui attribuer l'intelligence et la volonté? Je réponds : Comment ferions-nous pour lui refuser ces qualités? Si Dieu n'est pas une personne, il n'existe pas, au moins pour la raison humaine. Sans doute je ne sais pas de quelle façon Dieu se connaît, de quelle façon il pense et il veut; sans doute les mots ne sont ici qu'une ombre imparfaite de ce que nous sentons sans pouvoir l'exprimer; mais enfin qu'entendons-nous quand nous prêtons à Dieu la conscience et la volonté? Rien autre chose, sinon que Dieu sait ce qu'il fait et fait ce qu'il veut. Pour nier cela, il faut affirmer qu'une force brute et fatale crée des êtres libres et intelligents; il faut reconnaître un effet infiniment supérieur à la cause qui le produit. C'est là un de ces paradoxes qu'on fait accepter un jour aux esprits raffinés, mais que repoussera toujours le bon sens.

« L'absolu, ajoute M. Strauss, est l'infini qui em-« brasse tout et qui par conséquent n'exclut rien. » D'accord; mais en quel sens une volonté, une intelligence,

infinie embrasse-t-elle et comprend-elle toutes choses? C'est toujours l'insoluble question de la coexistence de l'infini et du fini. M. Strauss l'énonce, mais ne la résout pas. Si Dieu était matériel, nul doute qu'à lui seul il emplirait l'univers; mais si Dieu est un pur esprit, qui peut dire que l'existence du monde et de l'homme sont incompatibles avec celle de Dieu? Nous sommes toujours ramenés au même point; nous sentons que nous sommes libres et que nous ne sommes pas Dieu; notre faiblesse, notre dépendance nous révèlent une cause première, une intelligence et une volonté suprêmes; nous tenons les deux bouts de la chaîne, le milieu nous échappe; est-ce une raison pour nier ce que nous tenons?

Il ne faut donc pas dire qu'*une personnalité absolue est un non-sens, une idée absurde;* l'absurdité n'est que dans la fausse définition. Platon, saint Augustin, Descartes, Leibnitz et tant d'autres n'étaient pas des métaphysiciens absurdes; cependant ils concevaient Dieu comme la personnalité infinie; il est permis de croire qu'ils ne se trompaient pas. Ce qu'ils n'auraient pas compris, c'est une *personnalité totale*, *universelle*, qui embrasse et absorbe toutes les personnalités particulières, car ce sont deux termes qui s'excluent. L'intelligence et la volonté sont des forces individuelles. Quand tous les hommes penseraient et voudraient la même chose, cet ensemble d'idées et de vouloirs ne constituerait une volonté unique que par métaphore et ne ferait jamais une personne. On aura beau entasser l'humanité sur elle-même, de toutes ces pensées par-

ticulières, de toutes ces volontés diverses et finies on ne tirera jamais l'unité suprême, la raison infinie et l'absolue volonté.

Reste un grand mot dont on nous effraye : Prêter à Dieu l'intelligence et la volonté, c'est, dit-on, de l'anthropomorphisme psychologique, deux termes que je ne me charge pas d'accorder. On oublie que nous ne connaissons les choses et Dieu même que par rapport avec nous, et que nous ne pouvons les saisir autrement. Nous défendre de voir avec nos yeux et de juger avec nos facultés, c'est mettre la raison humaine en interdit. Ce que Dieu est en soi, nous l'ignorons; savons-nous davantage ce qu'est en soi le plus humble des insectes ou la plus simple des herbes? Savons-nous ce que nous sommes? Les sciences naturelles n'ont pour objet que les phénomènes que nous percevons; elles ne nous donnent pas la substance des choses. La philosophie fait de même. Elle nous dit comment et dans quelles limites l'homme peut concevoir la Divinité; que veut-on de plus? « Socrate, dit Timée, en parlant de Dieu, souviens-toi que moi qui parle, et vous qui êtes mes « juges, nous sommes des hommes, en sorte que sur « un pareil sujet, il convient d'accepter des discours « vraisemblables et de ne rien chercher au delà[1]. » Si pour nous faire de Dieu une idée imparfaite, nous ne nous servons pas de la seule mesure qui nous appartient, par quel moyen l'approcher?

Cherchons maintenant de quelle façon Hegel ac-

1. *Timée*, de Platon

corde le *fini* et l'infini, en réduisant tout au phénomène. C'est encore là un de ces tours de force qu'on admire; à mon grand regret, je n'y vois qu'un jeu d'esprit.

Comme tous les panthéistes, Hegel a une logique à part; avant de confondre l'infini et le fini dans le monde, il veut les identifier dans l'esprit. La logique de Hegel est d'une hardiesse extrême. Jusqu'à lui on avait cru que les contradictoires s'excluent mutuellement. L'être et le néant, la liberté et la nécessité sont des notions irréductibles; il semble qu'on ne peut les ramener l'une à l'autre. Pour Hegel, les contradictoires sont identiques; ils se concilient en s'absorbant dans une unité supérieure. Toute idée, tout être (pour Hegel l'être et l'idée ne font qu'un) renferme une contradiction, et cette contradiction non-seulement elle existe dans les choses, mais elle les constitue et en amène le développement. La dialectique est la loi du monde. Toute thèse trouve son antithèse et se concilie avec elle dans une synthèse supérieure; cette synthèse, c'est la vie, c'est-à-dire l'union de deux éléments qui tout ensemble s'excluent et s'appellent nécessairement. Je ne discute pas cette singulière confusion de l'être et de l'idée que Schelling appelait le premier mensonge du système. Je ne suivrai pas davantage Hegel dans ses combinaisons trop ingénieuses pour être vraies; je voudrais seulement montrer comment, pour la grande question qui nous occupe, Hegel trouve moyen de se débarrasser de l'infini et réduit tout au *devenir*, ou, pour parler français, au phénomène.

Prenons l'idée la plus simple, l'abstraction la plus vide : l'être pur, indéterminé. Quel est l'opposé de l'être? C'est une idée encore plus vide, c'est le néant. Suivant Hegel, ces deux termes sont tout ensemble contradictoires et identiques. Qu'est-ce que l'être considéré en soi? C'est ce qui n'est ni fini ni infini, ni esprit ni corps, ce qui n'a ni quantité ni qualité, ni rapport. Mais tout cela peut se dire du néant; penser au néant, c'est faire abstraction de toutes les formes de l'existence. Voilà l'identité dans la contradiction, voilà la grande loi qui régit les idées et les choses.

Mais l'être ne reste pas immobile; il a besoin, selon Hegel, de se définir, de se diviser, de s'opposer à lui-même; il exclut et il appelle le néant. De là sort une troisième idée qui réunit les deux autres, le *devenir*, la vie, le développement, par quoi un être devient ce qu'il n'était pas. La vie tient à la fois de l'être et du néant; elle en est la synthèse et la conciliation.

Si tel est le système de Hegel, si j'ai bien compris l'habile exposé qu'en fait M. Saisset, il est clair que nous avons devant nous un dialecticien adroit et fin, qui a le tort de demander au raisonnement ce que l'observation seule peut fournir. Mais alors même que Hegel se joue au milieu des abstractions les plus hardies et les fait miroiter à nos yeux surpris, il me semble qu'il ne nous trompe guère; le bon sens réclame contre ces trop subtiles inventions. Cet être indéterminé qui n'a ni quantité, ni qualité, ni rapport, n'est sans doute qu'une abstraction; réellement il n'existe pas; et pour notre imagination même, c'est un pur néant. Mais

logiquement nous ne confondrons jamais la notion de l'être avec celle du néant; car malgré la suppression de toutes les qualités sans lesquelles on ne peut se rien figurer, l'être abstrait est par définition *ce qui est*, tandis que le néant est par définition *ce qui n'est pas*. La contradiction subsiste, et nous ne concevrons jamais comment l'union de ce qui est et de ce qui n'est pas peut enfanter ce phénomène de la vie, qui n'est ni l'être ni le néant.

Où donc veut en venir Hegel avec toutes ces subtilités qui paraissent si peu sérieuses? Ce qu'il veut, suivant moi, c'est se délivrer de cette énigme qui pèse sur nous, de ces difficultés qui nous abattent. L'infini et le fini, l'être et le néant, sont à la tête du système, mais comme une étiquette qui cache le vide; une seule chose existe: c'est le phénomène ou le *devenir*. Tout cet effort de logique tourne la question et ne la résout pas. Cette méthode est de la fausse monnaie, disait Schelling, et Schelling avait-il tort?

Mais quand on a tout réduit au phénomène, qu'a-t-on gagné, sinon de nier l'infini, comme fait l'école sensualiste, ou de le confondre avec l'indéfini, comme fait le panthéisme? Qu'est-ce le Dieu de Hegel? La vie de ce Dieu, c'est l'ensemble des choses vivantes; sa pensée, c'est l'amas des pensées humaines; il n'est, à vrai dire, que le mouvement de l'univers, mouvement sans cause et sans objet. Il est tellement mêlé aux phénomènes, que nous ne pouvons le détacher ni des choses ni de nous-mêmes, si bien que nous ne savons où le prendre. Dieu n'est pas au point de départ : il n'y a là que l'être

abstrait et le néant; il n'est pas au point d'arrivée : je ne vois là que des individus. Ce n'est pas Dieu qui a conscience, c'est Hegel, ou, si l'on veut, l'humanité.

Ainsi finit cette science ambitieuse; on nous promet le secret du monde et de la vie, on aboutit à une conception du divin (je n'ose pas dire de Dieu) tellement vague, tellement vide, qu'en vérité je ne sais où saisir le Dieu qu'adorent Hegel et ses disciples. Il est, dit-on, partout; je le cherche et ne le vois nulle part. On me montre le rayon divin dans la nature et dans l'homme; mais le foyer d'où sort cette lumière, où est-il? J'ai beau lire ce qu'on écrit en l'honneur de cette force aveugle et muette, j'entends la prière, je ne vois ni le Dieu ni l'autel. Ce Dieu qui n'arrive à se connaître que dans la conscience humaine, et qui par conséquent ne se connaîtrait plus si l'humanité disparaissait; cet idéal que conçoit l'esprit de l'homme, et qui n'a point de réalité, qu'est-ce que tout cela, sinon un reflet de notre pensée, une ombre de nous-mêmes, une vaine imagination? Soyons conséquents : c'est la première vertu du philosophe. Si Dieu n'a conscience de lui-même que dans l'humanité, ou s'il n'est qu'un pur concept de la raison, c'est l'humanité ou la raison qui sont divines, ce sont elles qu'il faut adorer. Élevons donc des temples à l'humanité, rétablissons les statues de la déesse Raison, chacun de nous a son quart d'heure de divinité, chacun de nous est Dieu à son tour. « O dieux de chair et de sang, dit Bossuet, dieux de boue et de poussière, vous mourrez. »

En face de ces doctrines étranges qui se donnent

comme le dernier mot de la science, comme le suprême effort de l'esprit humain, voit-on maintenant quels services nous rendent les philosophes qui défendent le trésor qu'on nous dispute? Ce n'est pas seulement l'héritage de Platon, de Descartes, de Leibnitz qu'on menace; ce ne sont pas seulement de grandes et saintes doctrines qu'on veut anéantir, doctrines qui, depuis l'avénement de l'Évangile, font l'espoir et la consolation de l'humanité; ce qu'on nous arrache, c'est la liberté, c'est la responsabilité morale, c'est le devoir, c'est l'attente de l'immortalité. Et que nous offre-t-on en échange? La superbe résignation des stoïques ou la contemplation des bouddhistes.

Je sais qu'on fait de vaillants efforts pour échapper à ces fatales conséquences du panthéisme; je rends pleine justice à des hommes qui, tout en s'égarant, défendent ce qu'ils croient la vérité avec talent, esprit et courage. On nous dit que, Dieu réduit à l'idéal, le devoir n'en subsistera pas moins, que la vertu sera toujours belle et le dévouement d'autant plus héroïque qu'il sera plus désintéressé. Noble illusion d'une âme généreuse qui se prend aux piéges de l'imagination et croit se grandir en dédaignant l'immortalité. Mais comment ne voit-on pas qu'avec ce dangereux sacrifice on se jette en dehors des conditions de l'humanité? Il faut à notre âme une force qui la soutienne, non pas un vain idéal, non pas une abstraction vide, mais un Dieu vivant qui nous écoute et qui nous réponde comme si dans l'univers nous étions seuls avec lui. Il faut à notre intelligence une vérité, une beauté qui subsistent par elles-mêmes

et ne changent pas avec nous. Il faut à notre conscience, non pas une règle qu'elle dresse elle-même et qu'elle fausse à son gré, mais un législateur qui nous commande au milieu du cri des passions, et qui, malgré la révolte de notre cœur, nous range à la loi du devoir. Voilà les vrais besoins de l'homme, voilà ce que le panthéisme ne satisfera jamais. Qu'importe cet empire de la nature dont on nous flatte? Cette puissance d'une heure ne ferait qu'ajouter à notre misère et à notre désespoir. On fait bon marché de l'immortalité, comment ne voit-on pas que s'il n'y a pas une autre vie, celle-ci est un mensonge et une dérision. L'immortalité, c'est autre chose qu'une récompense : c'est l'achèvement, c'est la justification de la vie, c'est la possession de ce que nous cherchons ici-bas, la justice et la vérité.

Ce ne sont pas seulement les amis de la philosophie qui doivent remercier M. Saisset, ce sont aussi les chrétiens de toutes les communions. Selon moi, chrétiens et philosophes ne sentent pas assez que le spiritualisme est une doctrine sortie de l'Évangile, et qui naturellement y ramène les âmes qui ont besoin d'aimer non moins que de connaître. Les philosophes spiritualistes ont besoin du christianisme, les chrétiens ont besoin de la philosophie spiritualiste. L'assertion étonnera des esprits tranquilles, qui jouissent en paix du Dieu de l'Évangile et craignent le bruit et la discussion. Qu'on prenne garde cependant; la foi qui ne raisonne pas et qui dédaigne la philosophie est une foi mal assise et qui court plus d'un danger. Vienne le flot des passions, viennent les déceptions de la vie, la santé dé-

truite, la fortune renversée, les espérances confondues, la mort autour de nous; vienne le doute, compagnon ordinaire de l'âge mûr, il faut un soutien où se retenir pendant l'orage, et c'est un pauvre chrétien que celui qui, en perdant la foi de son enfance, perd Dieu du même coup. C'est ce que sentaient Bossuet et Fénelon; ils étaient assez chrétiens pour n'avoir pas peur de regarder leur croyance en face, assez philosophes pour voir dans l'Évangile la plus haute et la plus saine des philosophies, la seule où l'amour et la raison s'unissent pour mener à Dieu.

L'avouerai-je en finissant? quand, à la suite d'un guide aussi savant et aussi sûr que M. Saisset, j'ai traversé cette mêlée de doctrines; au sortir de ce bruit et de cette poussière, je me trouve plus instruit sans doute, et cependant je me sens triste et découragé. Involontairement je pense à Faust et à cette science qui, en nous enseignant que nous ne pouvons rien savoir, nous ôte toute croyance, toute joie, tout amour. Las et abattu comme un homme accablé par un rêve pénible, j'ouvre l'Évangile; il me semble que je sors de l'empire des ombres pour entrer dans le royaume de la vérité. Ce langage familier qui a charmé mon enfance m'étonne par sa profondeur, j'y sens, j'y vois une science qui dépasse de bien loin toutes les conceptions humaines. Après dix-huit siècles, la sagesse du jour nous ramène aux doutes d'un monde expirant; après dix-huit siècles, le Christ nous parle de Dieu, de notre âme, du salut, de la liberté, du devoir, de la justice, de la vérité, comme s'il venait d'entendre notre voix émue, comme

s'il répondait au cri de notre cœur troublé. Voyez ce que Hegel a péniblement enfanté après une vie de méditation et de recherches; étudiez ces constructions tourmentées, suivez la subtilité de ces raisonnements où les mots prennent la place des choses, et maintenant prenez l'Évangile et lisez au hasard un discours du Christ; cherchez-y non pas un dogme, mais une philosophie; mettez sans crainte à côté de Spinoza et de Hegel la douce et sereine figure de Jésus. Où est l'idéal du beau, du vrai, du bien? Où est la doctrine qui puisse charmer les plus grands esprits et consoler les plus petits? Où trouve-t-on la règle des mœurs pour l'homme, la règle du devoir et de la justice pour le citoyen? Où est la vie, où est l'espoir? Encore une fois, oubliez votre Église ou votre école, et regardez froidement.

Les théories de Spinoza n'ont pas survécu à leur maître. Le système de Hegel est mort et ruiné, comme toutes les œuvres humaines; une seule philosophie est debout; dix-huit siècles l'ont si peu usée, que c'est à peine si l'humanité commence à la comprendre : c'est la doctrine de Celui qui seul a pu dire aux homme : *Si vous vous tenez à ma parole, vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira*[1].

1. Saint Jean, VIII, 32.

Février 1860.

DE LA DÉVOTION[1].

M. de Sacy vient d'achever la publication qu'il avait commencée il y a quelques années. Cette réunion d'œuvres pieuses a été reçue avec assez de faveur pour qu'il ait été nécessaire de réimprimer dès à présent deux des ouvrages les plus populaires de la Bibliothèque spirituelle, l'*Imitation de Jésus-Christ*, dans la naïve traduction de Michel de Marillac, et l'*Introduction à la Vie dévote*, de saint François de Sales. Pour M. de Sacy, c'était une occasion nouvelle de relire ses livres favoris et de nous ouvrir une fois de plus le secret de son âme; aussi a-t-il joint à *la Vie dévote* une biographie très-fine et très-judicieuse de l'évêque de Genève, qu'il a terminée par une excellente apologie de la sainteté. Ces pages exquises, qu'on ne peut lire sans aimer l'écrivain, ajoutent un nouveau prix à une collection presque épuisée. La seconde édition est la bonne. Avis aux amateurs!

Que M. de Sacy se soit plu à rassembler les livres de piété qu'on recherchait au dix-septième siècle, qu'il ait édité avec amour ce qu'on a écrit de plus aimable et de plus sensé en fait de dévotion, cela n'a rien qui

1. *Bibliothèque spirituelle*, par M. de Sacy.

étonne; on sent qu'un pareil travail a été pour lui le délassement de ses peines, le charme de son loisir. Chrétien, il y retrouvait les plus chers souvenirs de sa jeunesse; esprit délicat, il remettait en lumière des chefs-d'œuvre de vérité et de beauté morale; ami des bons livres, il publiait en beaux caractères et sous un format commode un recueil qui a sa place marquée chez les gens de goût; c'était à la fois satisfaire ses meilleurs instincts et ses plus innocentes faiblesses. Heureuse pensée qui nous a valu de charmantes préfaces, feuilles détachées d'une confession qui est un peu celle de tout le monde, mais qu'on n'écrit pas d'ordinaire, et surtout qu'on n'écrit pas comme fait M. de Sacy. « Il en sort, « dirai-je en renvoyant à l'auteur l'éloge qu'il adresse à « Bossuet, il en sort un parfum d'édification qui remplit « l'âme et lui laisse ce sentiment de paix et de bonheur « que nous nous souvenons tous d'avoir goûté quelques « jours au moins de notre vie[1]. » Rien de plus doux que ces retours vers un passé trop tôt enfui, surtout quand on y est ramené par cette parole transparente qui voile à peine l'idée, par ces aveux, par ces regrets d'une belle âme chez qui l'expérience de l'homme n'a pas effacé la candeur de l'enfant.

Réunir autour de soi ces compagnons de jeunesse que le temps ne change ni ne vieillit, ces amis qui nous restent quand s'envolent les beaux jours, la santé, la force, les longs espoirs, c'était donc une pensée toute simple et qui depuis longtemps devait sourire à M. de

1. Préface aux *Lettres de piété*, etc., de Bossuet, page 9.

Sacy. Ce qui nous semble moins naturel, c'est l'écho que cette pensée a trouvé chez le public; ce qui nous surprend, c'est le succès de cette collection. La faveur qui s'attache au nom de l'éditeur ne suffit pas pour nous expliquer ce goût subit pour les livres de dévotion.

La dévotion, c'est un mot qui a pour nos oreilles je ne sais quoi d'antique et de suranné, une vieille mélodie qui nous étonne et nous charme plus qu'elle ne nous émeut. Combien y a-t-il encore de familles où chaque matin on lise comme autrefois quelques pages d'un livre de piété « pour nourrir et fortifier son âme et se prépa« rer doucement aux peines de la journée[1]? » Au temps de Louis XIV, et même au dernier siècle, c'était chose ordinaire. Quelque attaché qu'on fût à la terre et aux plaisirs d'ici-bas, on gardait un coin de son cœur pour de plus hautes espérances. Mettre un intervalle entre la vie et la mort, se réconcilier avec Dieu en vieillissant, c'était la pensée et quelquefois l'illusion des plus mondains et des plus engagés. La dévotion était comme un dernier fil qui rattachait à Dieu et permettait toujours de le retrouver quand approchait le moment où tout nous échappe. Aujourd'hui c'est un sentiment qui s'éteint. Travailler sans cesse, poursuivre sans relâche la fortune, les places, la science, c'est l'œuvre unique; et quand la fin est noble, rien ne nous semble plus grand que d'y tendre jusqu'au bout, et de lui donner notre dernier soupir. La devise de la société moderne est le dernier

1. Préface aux *Lettres de piété*, de Bossuet, page 11.

mot d'un empereur païen : *Laboremus*. S'il est dans l'Évangile une parole que nous ne comprenions plus, c'est celle que le Christ adresse aux deux sœurs de Lazare. Entre Marthe, qui s'empresse à préparer tout ce qu'il faut pour servir le Seigneur, et Marie, qui se tient aux pieds du Maître pour le contempler et l'aimer, nous sommes avec la première; la sévérité du Christ nous choque : « Marthe, Marthe, vous vous inquiétez, et vous « vous embarrassez du soin de bien des choses; cependant une seule chose est nécessaire. Marie a choisi la « meilleure part, qui ne lui sera point ôtée[1]. »

Bien des causes expliquent la prodigieuse activité de notre siècle, et cette fièvre qui trouble les esprits. L'égalité civile qui ouvre à toutes les ambitions une carrière sans bornes, la sanglante loterie des révolutions, qui permet au plus téméraire de tout espérer, la liberté de pensée qui pousse aux spéculations les plus hardies, la science qui s'empare de la nature et l'asservit à nos besoins, c'en est assez pour expliquer cette vie sans loisir et sans réflexion qui est celle de tous les hommes de notre âge. Je ne suis pas de ceux qui maudissent à outrance le temps où ils sont nés, et (j'en demande pardon à M. de Sacy) je suis loin de partager toutes ses admirations pour le siècle du grand roi. Mais je regrette que la dévotion ne tempère pas cette soif qui nous dévore; il me semble que la religion est plus nécessaire que jamais pour nous calmer l'esprit et nous épurer le cœur. La plus haute fortune, la découverte la plus fé-

1. Saint-Luc, x, 38-42, traduction de la *Bibliothèque spirituelle*.

cende, le système le plus brillant, ne nous donneront jamais cette paix intérieure que la foi procure au plus pauvre et au plus ignorant. Aujourd'hui tout penche du côté de l'intelligence ou des appétits, la force morale nous manque, l'équilibre est détruit. En ce sens, il est vrai de dire que, malgré leurs faiblesses, nos aïeux étaient mieux partagés que nous. Peut-être la piété de la cour avait-elle plus d'apparence que de fond; mais au parlement, dans la bourgeoisie, chez le peuple, une foi, sinon très-éclairée, au moins sincère et solide, faisait contre-poids aux passions mauvaises. Dans notre vieille société, l'intelligence était moins ouverte qu'aujourd'hui, et la richesse moins grande, mais aussi l'argent y tenait moins de place, l'honneur y était quelque chose; on n'y craignait ni le communisme ni les révolutions. Dans une condition moins douce, il y avait cependant moins d'inquiétude et moins d'envie. Sur le cœur le plus ulcéré, la religion versait un baume qui endormait la souffrance. Où est la science, où est la politique qui retrouvera le secret que la dévotion a emporté avec elle en mourant? Qui rendra la joie à ceux qui souffrent et l'espérance à ceux qui ont tout perdu?

En chaque pays la dévotion avait pris une couleur particulière; ce qui la distinguait en France, c'est qu'elle était tempérée par le bon sens. Chez nos mystiques, on ne trouve guère ces transports, ces cris d'une âme hors d'elle-même qui prend la voix de la Sulamite pour se jeter entre les bras du divin époux; c'est en Flandre, c'est en Allemagne, c'est de l'autre côté des Pyrénées qu'on entend ces canti-

ques brûlants qui ressemblent à des chants d'amour. En France, le besoin de raisonner n'a jamais été moins fort que le besoin de croire ou d'aimer; et de même qu'en fait de discipline nous avions constitué une Église gallicane aussi loin de la soumission aveugle des ultramontains que de l'indépendance absolue des calvinistes, de même, en fait de dévotion, nous nous étions éloignés de la furie espagnole, aussi bien que de la crédulité béate des Italiens. Malgré son génie, Fénelon n'a point fait école; Gerson et Bossuet sont restés nos maîtres, âmes ardentes et passionnées, mais qui ne s'oublient jamais jusqu'à se perdre dans le quiétisme de madame Guyon ou dans le panthéisme de la *Théologie germanique*. Vivre en Dieu, c'est la devise de Bossuet; s'y abîmer, s'y anéantir, éteindre les sens et la pensée, faire que Dieu seul existe en nous absolument parlant, c'est l'erreur de Fénelon, celle de Ruysbroch et des Amis de Dieu. En France, où l'on aime l'action et la vie, on n'a jamais eu de goût pour ce bouddhisme chrétien.

Ce caractère de la dévotion française perce à chaque page de la *Bibliothèque spirituelle*. Otés l'Évangile qui appartient à l'humanité tout entière, et l'*Imitation*, qui n'a ni auteur ni patrie, on trouve dans le recueil de M. de Sacy toutes les variétés de la piété française, depuis la grâce et les mignardises de saint François de Sales jusqu'à la raison et à la sécheresse de Nicole; ce n'est ni l'emportement de sainte Thérèse, ni l'amoureux abandon de Tauler; c'est une dévotion moins poétique que sensée, et plutôt faite pour le monde que pour le

couvent. C'est pour cela sans doute qu'elle nous touche encore. Les mystiques ont passé, leurs livres ne sont recherchés que par les curieux ou par un petit nombre d'âmes tendres et ferventes, tandis qu'il n'est personne qui ne puisse lire avec fruit Bourdaloue, Nicole ou Massillon. Les idées changent avec le temps, le cœur humain a toujours les mêmes faiblesses; il n'est pas besoin d'être le grand roi pour se reconnaître dans le coupable que Bossuet foudroie et relève, l'Évangile à la main.

Il faut avouer cependant que la morale chrétienne, telle que l'entendent ces grands hommes, diffère en plus d'un point de la morale d'aujourd'hui; j'entends par là celle qu'on pratique plus encore que celle qu'on enseigne. Pour ces nobles âmes qui vivent de l'Évangile, Dieu est la vérité et la justice suprême, c'est en même temps l'objet direct de leur amour, l'ami qui console, le père qui pardonne. La vie n'est qu'une épreuve et un passage, la mort doit être notre pensée constante, l'immortalité notre espoir et notre effroi. Quand une société est imprégnée de pareilles doctrines, les mœurs et les lois s'en ressentent; la foi est toujours le fondement de la politique, et c'est une erreur de croire qu'on puisse faire deux parts de sa vie : être chrétien à l'église et indifférent dans le monde. L'âme est d'une pièce; on n'est ni chrétien ni païen à demi.

Avons-nous la foi de nos pères? Si nous ne pensons plus comme eux, avons-nous gagné ou perdu au change? C'est une réflexion qui m'est souvent venue à l'esprit en lisant la *Bibliothèque spirituelle* et surtout les préfaces de M. de Sacy. Il y a là, ce me semble, une étude qui

n'est pas sans intérêt. M. de Sacy, je le crains, regrette de n'être pas né au temps de Louis XIV, il eût vécu si heureux à l'ombre de Saint-Séverin! Aurait-il raison par hasard? Les anciens croyaient que le monde allait toujours en empirant, et M. de Sacy n'aime et ne lit guère que les anciens. Nous autres modernes, au contraire, nous imaginons volontiers que nous valons mieux que nos pères, et que nos enfants, quoi qu'ils fassent, vaudront mieux que nous. Entre ces deux illusions, dont la première est la moins dangereuse, car elle nous inspire la modestie et le respect, n'y aurait-il point de place pour un examen impartial? Ne pourrait-on pas faire la part du bien et du mal en chaque siècle, sans dédaigner le présent, sans être injuste envers le passé? Le problème est assez beau et assez neuf pour appeler notre attention.

Aimons-nous la vérité et la justice autant que les aimaient nos pères? Donnons-nous à Dieu autant de place dans notre vie que lui en donnaient nos aïeux? Voilà ce que je voudrais rechercher, non point en théologien et pour faire un sermon, je ne me reconnais le droit de prêcher personne, mais en ma simple qualité d'homme et de chrétien. Il sera toujours permis de regretter les vertus et la foi qu'on n'a pas.

Je ne veux pas être injuste envers mon siècle, et volontiers je reconnais qu'à aucune époque on n'a plus sincèrement poursuivi la vérité. Dans les sciences naturelles, c'est la vérité qu'on recherche et la vérité seule. La critique historique lui reconnaît une souveraineté absolue, et en ce point il s'est fait dans les idées un ren-

versement que, pour mon compte, je ne désavoue pas. Dans son sermon sur la paix chrétienne, Bourdaloue, écho fidèle de l'école, reproche au chrétien de ne savoir point mettre de bornes à sa curiosité : « Raisonner, « dit-il avec saint Thomas, c'est chercher toujours, et « chercher toujours, c'est n'être jamais content. » Tout en permettant de s'assurer que la révélation vient de Dieu (au dix-septième siècle cette permission n'allait pas loin), Bourdaloue veut cependant qu'on se hâte d'accepter la foi de l'Église, « foi qui assure la raison de « l'homme contre le mensonge et l'erreur, parce qu'elle « est aussi infaillible que Dieu même. » En d'autres termes, pour le saint prédicateur, c'est la révélation qui nous donne la vérité; et quand l'Église a parlé, nous n'avons qu'à nous soumettre et à nous taire. Aujourd'hui le problème est renversé : la vérité est au premier rang, la révélation n'est plus qu'au second. Ce n'est pas parce que le Christ s'appelle le Fils de Dieu que nous croyons à la vérité de l'Évangile; c'est parce que nous sentons au fond de l'âme la divine vérité de ces paroles que nous croyons à la mission de Jésus. Ce ne sont plus les miracles du Christ qui nous prouvent sa sainteté, c'est sa sainteté qui nous attire et qui porte la conviction dans nos cœurs. Il y a là un changement complet dans les conditions de la critique religieuse, et pour moi j'y applaudis. Je ne comprends pas la foi qui ferme les yeux, ou qui transige avec la vérité.

Mais si l'on poursuit avec tant d'ardeur la vérité scientifique, qui s'adresse surtout à l'intelligence, en est-il de même de la vérité morale, de celle qui est la règle de

nos actions? N'a-t-elle pas souffert? Y a-t-il, comme autrefois, une loi acceptée de tous, même de ceux qui la violent? Est-ce l'Évangile qui règne? Est-ce le spiritualisme le plus pur qui inspire les nouveaux politiques? Est-ce l'immortalité toujours présente qui leur rend sacré le plus pauvre et le plus misérable des hommes? l'Évangile parle toujours le même langage, mais combien y a-t-il d'esprits qui se nourrissent de l'Évangile? Que de théories étranges, que de monstres qu'on croyait morts avec le paganisme! Combien de vices divinisés et de vertus vouées au ridicule! Aussi quel désordre dans les âmes, et par cela même que de dangers et pour l'État et pour la liberté! N'est-ce pas là un des côtés faibles de notre époque? N'y a-t-il pas là un danger que, grâce à leur foi, nos aïeux n'ont pas même entrevu?

« Heureux, dirai-je donc avec M. de Sacy, heureux « ceux qui sont chrétiens comme l'étaient nos pères! « Heureux encore ceux qui, sans être chrétiens autant « qu'ils le voudraient être, connaissent et aiment le « christianisme, nourrissent leur esprit de sa doctrine, « et la vont chercher aux sources les plus pures! Que « de fautes prévenues, que d'erreurs évitées par cela « seul! Je ne connais pas, en politique, en philosophie, « en littérature même, une idée fausse, une théorie « chimérique, une espérance insensée, qui ne fonde « pour ainsi dire et ne se dissipe aux premiers rayons « du christianisme. Je ne connais pas un esprit juste, « un cœur droit et honnête, qui ne soit chrétien, et « à son insu même!..... Le christianisme sanctionne « tous les droits et tous les devoirs, et nous enseigne,

« avec la sience de Dieu, la science de l'homme et du « monde, deux sciences qui se lient étroitement l'une « à l'autre, et que le temps, dans son progrès ou dans « sa marche, n'ébranlera pas; l'homme et le monde ne « changeront pas plus que le christianisme[1]. »

La justice n'a-t-elle pas autant souffert que la vérité? Y a-t-il encore une justice chrétienne? La question scandalisera les sages du jour. Comparer le gouvernement de Louis XIV à une société qui parle sans cesse du bien-être des masses? A-t-on oublié les paysans que nous montrent La Bruyère et Vauban? Non, sans doute; j'avoue que la vie est aujourd'hui plus douce et plus facile, grâce aux mœurs, aux lois, et surtout à la richesse générale. Mais a-t-on pour l'individu ce respect délicat, ce ménagement scrupuleux qui voit dans le dernier des hommes une âme rachetée par Jésus-Christ? Est-il certain que le droit, la liberté, je dirais presque la souveraineté de l'individu n'ait pas souffert? La propriété, l'héritage ont-ils gardé pour nous ce caractère sacré qu'y attachait la religion? Nos pères faisaient passer le droit de l'individu avant l'intérêt de la société tout entière; ils n'imaginaient pas de peser dans la même balance deux choses aussi distinctes et aussi contraires; de nos jours on ne parle plus que de l'intérêt général; tout doit plier devant lui. On ne comprend plus qu'en vertu de son droit un homme résiste à ce qu'on nomme l'utilité publique et qu'il refuse de vendre l'héritage de ses pères quand une ville y veut

1. Préface aux *Sermons choisis* de Bossuet, pages XIX et XXIII.

ouvrir un boulevard ou un jardin. C'est la théorie païenne. La cité l'emporte sur l'individu. Quand le meunier de Sans-Souci refusait de céder à Frédéric le mince héritage de ses pères, l'opinion était pour le meunier contre le roi ; où serait-elle aujourd'hui? C'est un progrès, dira-t-on ; j'en doute ; au moins m'est-il très-difficile de comprendre qu'en affaiblissant l'individu on fortifie la société. La simplicité de nos pères y voyait plus loin que l'habileté de nos politiques.

Croit-on enfin que l'amour de Dieu puisse disparaître sans qu'il se fasse un vide affreux dans le cœur humain?

Pour une âme restée fidèle à l'Évangile, il y a dans toutes les épreuves un abri qui ne manque jamais, c'est Dieu. Auprès de ce consolateur, qui vous écoute toujours, le plus malheureux peut se résigner, et même bénir la main qui le frappe. Otée la foi, la vie est sans espérance ; le monde n'est plus que le théâtre des passions et des douleurs. On y étouffe dans la nuit. En soi l'homme n'est pas une méchante créature ; le plus pervers a gardé un coin de tendresse et de bonté ; plus d'un scélérat s'est montré père admirable ou fils dévoué ; mais une fois qu'on entre dans la foule, quand chacun ne peut avancer qu'en poussant son voisin, l'homme, si la religion ne le retient pas, est un être sans pitié. Dieu absent, c'est l'égoïsme qui règne et qui écrase tout ce qui le gêne. Malheur à qui hésite ou qui s'attendrit, il est perdu ; la vie est un combat, l'empire appartient aux plus forts et aux plus adroits. « Qu'importe au monde,

« dit Bossuet, qui vous soyez, où vous soyez, ou que « vous soyez? Cela lui est indifférent, on n'y songe « seulement pas[1]. »

— C'est là, dira-t-on, la plainte de tous les siècles. Oui, le monde est une arène; qui ne se sent pas la force d'y entrer se tienne à l'écart. — Soit; mais ces spectateurs jouent un plus grand rôle qu'on ne suppose; ce n'est pas chose indifférente que leur résignation ou leur désespoir. Qu'enseignait-on à la vieille France? Qu'il fallait se contenter de sa condition, accepter l'obscurité comme un bienfait, la pauvreté comme une grâce divine. Qu'enseigne-t-on à la nouvelle? Qu'il faut arriver au plus vite. La morale chrétienne apaisait les passions, la morale du jour les excite et va remuer jusqu'aux bas-fonds de la société. Comment gouverner au milieu des appétits soulevés? Où est le lest du navire? Voilà ce qui manque au monde moderne, ce que l'Évangile avait créé chez nos pères. Ces bourgeois jansénistes, tristes, rigides, intraitables sur leurs devoirs et sur leurs droits, mais patients, honnêtes et modestes, étaient la force et le soutien de cette monarchie qui les écrasait. C'était la poignée de justes qui eût sauvé Sodome et désarmé la justice de Dieu.

A ne parler qu'en politique, et au risque de froisser plus d'un préjugé, j'oserai dire qu'en tout temps et en tous pays les saints sont le salut de la société. Une âme scrupuleuse qui dédaigne l'ambition et fuit la convoitise répand autour d'elle une influence bienfaisante, et

1. *De la vie cachée en Dieu.*

porte au loin le calme et la paix. Tout est contagieux chez l'homme, la vertu aussi bien que l'égoïsme, le devoir non moins que l'intérêt. En préférant le témoignage de sa conscience au bruit de l'opinion, en s'attachant à la vérité et à la justice, un chrétien est pour ainsi dire l'ancre de miséricorde qui retient par un dernier câble le vaisseau battu des vents. Sa charité désarme la rancune du pauvre, sa douceur charme les cœurs blessés; c'est la lumière qui brille dans la nuit, espoir et consolation de tous ceux qui cherchent leur chemin.

Ces hommes-là, le monde les méconnaît et les dédaigne; à quoi servent-ils? Il n'ont ni la puissance ni la fortune; ils sont roides et n'entendent rien ni aux affaires ni aux plaisirs; les habiles s'en rient, et cependant parmi les heureux du jour il n'en est pas un seul qui n'envie l'estime de ces gens obscurs, pas un seul qui en une heure d'amertume ne se dise que le bruit et l'admiration de la foule ne valent pas la paix qu'il a perdue et que ces chrétiens ont gardée.

Heureux donc celui qui, même au milieu de ses fautes et de ses faiblesses, ne s'est jamais détaché de Dieu. C'est là, je l'ai déjà dit, ce que sentait la société du dix-septième siècle; c'est là son grand côté. Non pas que j'aille aussi loin que M. de Sacy, ni que j'admire beaucoup ces conversions faites au lit de mort, et qui ressemblent trop à une mise en règle avec l'Église et l'opinion; mais ces lectures pieuses, ces retraites annuelles, ces sermons suivis, tout cela forçait à réfléchir. On ne rompait jamais ni avec sa conscience, ni avec l'Évangile; le remords était là, en attendant le repentir.

Ce repentir, on le provoquait en se pressant aux pieds d'un Bossuet et d'un Bourdaloue. Ils le sentaient, ces grands orateurs; les pleurs de la foule faisaient leur éloquence; et comme ils épousaient toutes les misères de l'homme, ils en parlaient avec une vérité que le temps n'a point affaiblie. Aujourd'hui, dit avec raison M. de Sacy[1], « celui qui lit les sermons de Bourdaloue « n'est-il pas tenté de croire que ces sermons sont faits « pour lui seul? » Quand l'orateur nous peint les souffrances d'une âme envahie par le monde, qui de nous n'est tenté de s'écrier : Je suis cet homme-là! Tant d'ambition pour en arriver à se mépriser soi-même, tant d'amour placé sur une tête fragile, pour se trouver tout à coup seul, délaissé, rongé d'un incurable ennui; tant de soucis, tant de sacrifices, pour établir une famille qu'emporte le vent de la mort, tout cela c'est l'histoire éternelle de l'humanité. Mais, à la différence de nos moralistes, Bossuet ni Bourdaloue ne nous crient pas : Résigne-toi, souffre sans te plaindre, enveloppe-toi la tête de ton manteau et tombe avec décence; ils nous disent : Prie, pleure, espère, et regarde Celui qui est mort sur la croix.

Il y a quinze siècles qu'une main inconnue écrivait à Lyon sur le tombeau d'un enfant :

Mors nihil est, vitam respice perpetuam[2].

Voilà le cri du christianisme; c'est par là qu'il

1. *Lettres de piété*, de Bossuet, préface, page XII.

2. La mort n'est rien, regarde à la vie éternelle. (Voir le Blant, *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*.)

prouve sa divinité. « La chose du monde à laquelle un « homme libre pense le moins, dit Spinoza, c'est la mort; « la sagesse n'est point une méditation de la mort, mais « de la vie. » Ce sage, qui ne calcule que l'heure présente, nous le connaissons tous; nous savons jusqu'où peut aller l'amour de la vie, et d'une vie entourée de jouissances et d'honneurs; ce qu'il nous faut, au contraire, c'est un homme qui songe à la mort, mais pour voir au delà. Cet homme-là, le seul qui sache vivre, nous ne le trouvons guère que dans le christianisme. La philosophie a produit un Socrate et un Marc-Aurèle, mais ce peuple d'inconnus qui, sans éclat et sans bruit, aime et sert Dieu par-dessus toutes choses, qui chaque jour et en chaque pays entretient le feu sacré de la justice et de la vérité, ce peuple-là ne le demandez qu'à la religion.

Écoutez ce qu'écrivaient à saint Cyprien les prêtres de l'Église de Rome, déjà torturés et jetés dans un cachot, en attendant le martyre : « Qu'est-ce que la bonté di« vine peut accorder de plus glorieux et de plus heureux « à un homme que de lui permettre de confesser Dieu « au milieu des bourreaux et dans la mort même ?... « Qu'y a-t-il de plus beau que de briser toutes les en« traves du siècle et de se proclamer libre à la face de « Dieu?... Qu'y a-t-il de plus noble que de ne point « obéir, contre la foi, à des lois humaines et sacriléges, « que de proclamer publiquement la vérité, que de « dompter en mourant cette mort que chacun redoute, « que de conquérir l'immortalité par la mort même[1] ? »

1. *Inter. Ep. Cypr.* Ep. xxv.

Ce sont des chrétiens qui envoient à un évêque persécuté ces paroles sublimes; mais qui ne sent que ces vertus chrétiennes sont aussi les vertus du citoyen? Il nous faut ce mépris de la mort et cette foi en l'immortalité pour nous empêcher d'aimer autant la vie, et de nous y enfermer tout entiers. Servir la vérité, chercher la justice, la pratiquer quoi qu'il arrive, aimer les hommes en Dieu et non pas pour soi-même, espérer au delà du tombeau, voilà les doctrines dont nous avons besoin pour être vraiment libres et briser les lourdes chaînes qui nous attachent à la terre; voilà ce qu'enseignent ces vieux maîtres spirituels que M. de Sacy nous offre comme des conseils toujours sûrs et des amis toujours prêts. Plaise à Dieu que la parole et l'exemple de l'éditeur ramènent à ces grands moralistes notre âge tout altéré de passions sordides! Il nous faut des vertus chrétiennes, le monde en a besoin; elles sont le sel qui empêche l'humanité de se corrompre. C'est le dévouement du soldat ignoré qui fait la gloire des conquérants; c'est la vertu humble et persévérante de ces obscurs chrétiens qui fait la force morale, la vraie grandeur et la vie même des sociétés.

Juin 1860.

MADEMOISELLE LA VALLIÈRE[1].

En ce temps d'étrennes, un des plus charmants cadeaux qu'on puisse offrir non pas aux enfants, mais aux mères, c'est le recueil dont le titre figure au bas de cet article. L'éditeur de ces deux jolis volumes a réuni avec un soin pieux tout ce qu'on connaît de mademoiselle de La Vallière, tout ce qu'on sait de sa faute et de son repentir. Confidences de Colbert, lettres de la duchesse au maréchal de Bellefonds, lettres et sermons de Bossuet, lettre-circulaire de la prieure des Carmélites sur la sainte mort de sœur Louise de la Miséricorde, rien ne manque à cette excellente collection. On y voit dans tout son jour, avec ses faiblesses et sa grandeur, cette âme tendre et douce, qui semble ne tomber que pour se relever plus haut par le remords et la pénitence. Tout est aimable en La Vallière; sa faute même a je ne sais quelle noblesse; on sent que la passion emporte un cœur qui n'a plus la force de se défendre. Il n'y a chez La Vallière ni ambition ni calcul, ce n'est pas le roi qu'elle aime, c'est l'homme, c'est Louis. Dans cette affection fatale, elle a engagé toute sa vie. Trahie, elle

1. *Réflexions sur la miséricorde de Dieu*, par la duchesse de La Vallière. Nouvelle édition donnée par M. Clément. Paris, 1860.

ne veut plus rien du monde; elle fuit dans un couvent pour y passer les jours et les nuits dans les larmes et la prière, demandant à Dieu ce que Dieu seul peut donner, l'oubli du passé et un amour qui ne trompe pas. Comment être sévère avec celle qui s'est punie elle-même? En vain la morale murmure : qui donc oserait se montrer rigoureux, lorsque c'est la première victime, l'épouse outragée qui nous offre l'exemple du pardon? Quand la reine de France va aux Carmélites pour y pleurer sur sa rivale, qui ne serait attendri par une expiation si courageusement acceptée, par un sacrifice qui dure trente-six ans?

Parmi les pièces que M. Clément a recueillies, il en est une qu'on a peu remarquée et qui jette un triste jour sur l'histoire du temps. Ce sont les lettres patentes par lesquelles le roi Louis XIV, voulant faire de mademoiselle de La Vallière une duchesse, érige en duché-pairie la terre de Vauxjours, en Touraine, et la baronnie de Saint-Christophe, en Anjou. On compare souvent la cour du grand roi et notre société bourgeoise; d'ordinaire on nous écrase avec ce siècle brillant, avec cette noblesse aimable, séduisante même dans ses vices, chevaleresque toujours et chrétienne par accès. Il semble qu'il y avait alors plus d'éclat dans la vie, et que le désordre même eût sa grandeur. On était coupable mais sans bassesse; on faisait le mal, mais on le savait et on en rougissait; tôt ou tard on se tirait de la fange pour se réconcilier avec soi-même et retourner à Dieu. Aujourd'hui le remords est chose inconnue, notre conscience est engourdie; le bien ou le

mal ne nous inquiète guère; notre égoïsme s'accommode de tout ce qui lui sert et ne cherche rien au delà. Voilà ce qu'on dit; peut-être n'a-t-on pas tort; peut-être notre sagesse et notre tranquillité ne valent-elles pas l'inquiétude qui au temps de Louis XIV travaillait les belles âmes; mais pour être juste, même avec notre temps, il faut reconnaître qu'en un point au moins nous valons mieux que nos pères. L'opinion est devenue plus chatouilleuse; si elle est indulgente pour le vice qui se cache, il y a cependant des limites à sa patience; on ne souffrirait pas aujourd'hui ce que la France acceptait de Louis XIV. Qu'on lise le préambule des lettres patentes accordées à La Vallière, je crois qu'on ne me démentira point.

« Louis, par la grâce de Dieu, etc. Les bienfaits que les rois exercent dans leurs États étant la marque extérieure du mérite de ceux qui les reçoivent, et le plus glorieux éloge des sujets qui en sont honorés, nous avons cru ne pouvoir mieux exprimer dans le public l'estime toute particulière que nous faisons de la personne de notre chère et bien-aimée et très-féalle Louise-Françoise de La Vallière qu'en lui confiant les plus hauts titres d'honneur qu'une affection très-singulière, excitée dans notre cœur par une infinité de rares perfections, nous a inspirés depuis quelques années en sa faveur. Et quoique sa modestie se soit souvent opposée au désir que nous avions de l'élever plus tôt dans un rang proportionné à notre estime et à ses bonnes qualités, néanmoins l'affection que nous avons pour elle et la justice ne nous permettant plus de différer les témoignages de notre reconnaissance pour un mérite qui nous est si connu, ni de refuser plus longtemps à la nature les effets de notre tendresse pour Marie-Anne, notre fille naturelle, dans la personne de sa mère... A ces causes, après avoir le tout communiqué à aucuns princes de notre sang et plus notables personnages de notre conseil... nous avons érigé les

terres de Vauxjours et baronnie de Saint-Christophe... en titre de duché et pairie de France sous le nom de La Vallière. »

Une pièce semblable en dit long sur l'opinion et la morale publique au siècle de Louis XIV. Enrichir une maîtresse est chose qui se verra peut-être dans tous les temps, mais publier comme un titre d'honneur la faiblesse d'une femme qui s'est perdue pour vous, proclamer l'adultère royal, invoquer la nature pour enrichir et anoblir la bâtardise, voilà certes ce que des princes qui ne sont pas fils aînés de l'Église n'oseraient faire aujourd'hui; voilà cependant ce que faisait Louis XIV, moins encore dans l'enivrement de son amour que dans l'éblouissement de sa fortune. On dira, je le sais, que nous sommes seulement plus hypocrites; soit, mais on avouera que l'opinion est bonne à quelque chose, si elle nous épargne de pareils scandales. La vertu en ce monde est déjà assez mal partagée pour qu'on ne l'insulte pas par le spectacle du vice triomphant; il est difficile d'imaginer rien de plus immoral que le désordre couronné par une main souveraine et glorifié au nom de la nature par le roi très-chrétien.

Laissons cette pièce étrange; il y a dans le recueil de M. Clément quelque chose de plus précieux, un véritable trésor qu'on a trop négligé. Ce sont les lettres de mademoiselle de La Vallière au maréchal de Bellefonds. Je ne sais rien de plus noble que cette confession d'une belle âme; je ne crois pas qu'on puisse trouver, même au siècle de Louis XIV, de lettres écrites avec plus de simplicité et de naturel. Jamais humilité plus vraie,

jamais repentir plus sincère ne se sont exprimés en termes plus touchants. Dans cette douleur si douce et si résignée, on sent ce qu'il y a de plus grand au monde, la contrition d'un cœur chrétien. Tout accepter, l'abandon, la honte, l'oubli, tout souffrir, mais se réconcilier avec Dieu et reconquérir son amour, voilà la seule pensée qui anime la pécheresse. Elle devient sainte à force de remords.

Au milieu de ses égarements, mademoiselle de La Vallière avait trouvé dans le maréchal de Bellefonds un ami dévoué qui lui parlait avec la sévérité d'un chrétien et la franchise d'un soldat. Le maréchal ne transigeait pas avec l'honneur; dans ses lettres, qui par malheur sont perdues, il poussait la duchesse à sortir d'une situation qui n'était point faite pour elle; ses instances étaient plus pressantes et ses conseils plus hardis à mesure que la pauvre femme, abandonnée du roi et n'ayant pas la force de rompre, devenait le jouet de l'altière Montespan. C'est à ce fidèle ami que mademoiselle de La Vallière s'ouvre de tous ses chagrins et de tous ses remords; on ne saurait imaginer une peinture plus vraie d'un cœur déchiré par la douleur, et qui reste seul à aimer. La duchesse connaît son sort, elle sait qu'elle n'a plus rien à attendre de Louis XIV, le sacrifice est fait; mais elle aime le roi, elle le redoute; elle craint encore de l'affliger et de le blesser. Tout est fini pour elle, mais parler au roi est au-dessus de son courage. Écoutez ce qu'elle écrit au maréchal, dites si l'on n'entend pas dans ce langage le dernier cri d'une âme désormais triste jusqu'à la mort.

« Versailles, le 8 février 1674.

« Vous craignez pour moi, et vous avez raison, puisque je suis encore ici. Que voulez-vous, je suis la faiblesse même...

« Je suis au désespoir de me voir encore si peu avancée, et vous ne sauriez me faire plus de honte que je ne m'en fais à moi-même; je suis cependant plus affermie que jamais, et quand on me donnerait toutes les grandeurs du monde, je ne changerais pas l'envie seule d'être carmélite contre leur possession. Je ne tiens plus qu'à un fil; aidez-moi, je vous prie, à le rompre; grondez, menacez, traitez-moi durement s'il le faut; faites enfin tous vos efforts pour m'inspirer du zèle et du courage; tout me servira, et vous savez que, par la grâce de Dieu, je profite un peu des conseils de mes amis. J'ai tant de confiance aux vôtres et je m'en suis si bien trouvée jusqu'ici, que vous devez ne pas vous rebuter de ma faiblesse. Il est vrai que j'en ai plus que personne, mais la charité vous donnera de la force et pour vous et pour moi. Je n'ai plus qu'un pas à faire; mais j'ai de la sensibilité, et l'on a eu raison de vous dire que mademoiselle de Blois[1] m'en a beaucoup inspiré. Je vous avoue que j'ai eu de la joie de la voir jolie comme elle était; je m'en faisais en même temps un scrupule. Je l'aime, mais elle ne me retiendra pas un moment; je la vois avec plaisir, et je la quitterai sans peine. Accordez cela comme il vous plaira, mais je le sens comme je vous le dis. Il faut que je parle au roi, et voilà toute ma peine; demandez à Dieu qu'il me donne toute la force dont j'ai besoin dans cette occasion. Quitter la cour pour un cloître, ce n'est point là ce qui me coûte; mais parler au roi, oh! voilà mon supplice! Je m'expose à vous telle que je suis; ne m'en aimez pas moins, je vous prie, et que la pitié fasse en vous sur mon sujet ce que l'estime fait en moi sur le vôtre[2]. »

Un fois entrée aux Carmélites, mademoiselle La Vallière, ou plutôt sœur Louise de la Miséricorde continue d'écrire à son ami; les lettres de la religieuse ne sont ni moins belles ni moins touchantes que celles de la du-

1. C'est la fille de mademoiselle de La Vallière.
2. Au maréchal de Bellefonds. Lettre VIII.

chesse. On sent que le calme rentre peu à peu dans ce cœur si longtemps troublé; mais ce n'est pas en un jour qu'on efface le souvenir d'un amour qui a tout dévoré. Quelques-unes des lettres écrites en 1675, pendant le noviciat, ou peu après la profession, nous montrent combien la blessure est profonde, que d'efforts et de temps il faut pour la cicatriser. Pour qui sent ce qu'il y a de saint et de grand dans le repentir, y a-t-il dans notre littérature chrétienne quelque chose de plus élevé que la lettre suivante, écrite par mademoiselle de La Vallière vingt jours après sa profession?

« Ce 24 juin 1675.

« C'est à l'heure qu'il est que je puis dire avec vérité que je suis à Dieu pour jamais; je suis à lui par des liens si forts que rien ne les peut rompre. Liée par des vœux et encore plus par la grâce qui me les a fait faire, rien ne peut me séparer de la charité de Jésus-Christ; c'est en lui seul que j'espère et pour lui seul que je veux vivre. Il ne me reste plus rien à souhaiter que de perdre la mémoire de ce qui n'est point lui. Par sa bonté, le cœur est détaché, et la volonté ne tend plus qu'à lui plaire; mais cette importune mémoire, que je voudrais si loin de moi, me distrait à tout moment et me livre d'éternels combats. Il n'y a plus qu'elle à détruire; je prie Dieu d'achever son ouvrage...

« Mais pourquoi vouloir se soustraire au souvenir de ses fautes? N'est-il pas trop juste d'en faire pénitence? Repassons-les jour et nuit dans notre mémoire; c'est la plus rude qu'on puisse s'imposer, et peut-être la seule qui soit digne de Dieu. Toutes les souffrances, toutes les austérités du corps n'ont rien, ce me semble, qui égale la peine et l'humiliation du péché. »

A mesure qu'on s'éloigne et que les années amortissent de cuisants souvenirs, les lettres ne parlent plus que de piété, mais par moment on entend un dernier

sanglot. « Aimons, s'écrie la religieuse, aimons avec « transport ce que nous avons tant offensé, et prions « avec compassion pour ce que nous avons tant aimé. « Donnons notre cœur sans aucune réserve à celui qui « devrait le remplir uniquement, quoique indigne de « la pureté de ses regards, après avoir été si souillé. » Il y a encore de l'amour dans cette ardente prière, mais un amour si pur qu'il n'est plus qu'une forme de la charité.

Je ne sais si je me trompe, mais ces lettres au maréchal de Bellefonds me semblent admirables de tout point; la pensée y est grande; la parole, toujours nette et transparente, y voile à peine la pensée. C'est une des lectures les plus saines et les plus douces que puisse faire une âme pieuse et qui a souffert.

Après avoir lu et relu ces lettres exquises, j'ai ouvert les *Réflexions sur la miséricorde de Dieu*, ouvrage célèbre et qu'une tradition fort ancienne, sinon très-sûre, attribue à mademoiselle de La Vallière. Oserai-je le dire? j'ai éprouvé un désappointement complet. C'est sans doute un livre d'une piété solide, un livre fait pour édifier; mais que ce soit la même main qui ait écrit les *Réflexions* et les lettres au maréchal de Bellefonds, c'est ce qu'il m'est difficile de comprendre. Entrer dans une discussion érudite, rechercher si l'attribution faite à mademoiselle de La Vallière est justifiée, n'est point de mon goût; mais j'en appelle aux deux critiques qui ont écrit avec le sentiment le plus vrai sur mademoiselle de La Vallière, à M. de Sacy et à M. Sainte-Beuve. Je les prie de lire et de rapprocher les

pièces du procès, et de voir s'il n'y a pas là des indices suffisants pour recommencer l'instruction.

Est-ce mademoiselle de La Vallière, si humble et si timide dans la vie ordinaire, si défiante d'elle-même, qui peut adresser à Dieu des réflexions comme celle-ci : « Mon Dieu, donnez-moi plus de simplicité et moins « de confiance en ma propre raison; plus d'œuvres et « moins de lumières humaines et naturelles, de peur « qu'en les suivant plutôt que celles de votre grâce, je « ne me perde, et qu'au lieu de devenir une humble « chrétienne, mon amour-propre ne me rende vérita- « blement qu'une philosophe mondaine, plus pleine « des maximes d'Aristote ou de Descartes que de la « science de la croix[1]. » La Vallière philosophe, La Vallière parlant Aristote ou Descartes, n'est-ce pas une de ces notes fausses qu'une oreille délicate n'admettra jamais?

Est-ce encore La Vallière, est-ce même une femme qui peut s'appeler *un orgueilleux atome* et s'écrier : « Faites, mon Dieu, que je ne m'imagine pas être sans « orgueil, sans ambition et sans amour-propre, parce « que je méprise le monde, et que je ne veux devoir « qu'à mon propre mérite les distinctions que la for- « tune me refuse[2]. »

Et s'il faut parler du style, est-il possible que la femme qui dans ses lettres au maréchal se montre aussi naturelle et aussi charmante que madame de Sévigné ne soit plus dans les *Réflexions* qu'un bel esprit guindé,

1. *Réflexions*, page 23.
2. *Ibid.*, page 24.

mauvais imitateur de saint François de Sales, et poursuivant jusqu'à satiété les plus étranges comparaisons? Celle-ci, par exemple : « Il est vrai, Seigneur, que si « l'oraison d'une carmélite qui est retirée dans la soli- « tude et qui n'a plus qu'à se remplir de vous est « comme une douce cassolette qu'il ne faut qu'appro- « cher du feu pour rendre une odeur très-suave, celle « d'une pauvre créature qui est encore attachée à la « terre, et qui ne fait proprement que ramper dans le « chemin de la vertu, est comme ces eaux bourbeuses « qu'il faut distiller peu à peu pour en tirer une utile « liqueur[1]. »

Notez que le livre entier est écrit de ce style précieux; on peut l'ouvrir au hasard, on trouvera à chaque page ces mignardises qui siéent si mal à des lèvres qui sanglottent, à des yeux qui pleurent. « Comme je « reconnais mes impuissances, et que mon âme n'est « proprement qu'une terre ingrate et stérile qui sans « votre grâce ne produira que des chardons, arrosez-la, « Seigneur, de cette abondante rosée qui fait germer « les fleurs et éclore les fruits, qui émeut notre volonté « et qui fait agir notre cœur, et qui, après avoir produit « dans notre âme des œuvres dignes de pénitence, les « défend des ardeurs du soleil, j'entends des flammes « de notre convoitise, et les conserve jusqu'à une en- « tière moisson[2]. » Je prends un autre chapitre, j'y trouve toute une série de comparaisons empruntées à la médecine : « Faites, mon Dieu, qu'au lieu de chercher

1. *Réflexions*, page 78.
2. *Ibid.*, page 74.

« dans ma corruption des remèdes palliatifs plus pro-
« pres à entretenir la langueur qu'à produire la guéri-
« son, j'aille dans le tribunal de votre justice y chercher
« les caustiques qui me sont nécessaires pour consu-
« mer la pourriture et la gangrène de mon âme[1]. »
Tout ceci est d'un goût douteux, voici qui est d'un goût détestable : « Préparez donc, ô mon Dieu, le palais
« de mon cœur au goût d'une si délicieuse manne[2]. »
Est-ce là le langage qu'on parlait à la cour du grand roi, ou n'est-ce pas plutôt le patois de la dévotion?

Je ne pousse pas plus loin cette étude; j'ai voulu seulement signaler aux critiques un problème qu'il ne m'appartient pas de résoudre. Si nous n'avions pas les lettres au maréchal de Bellefonds, nous pourrions admettre à la rigueur que mademoiselle de La Vallière, conseillée par un directeur et puisant dans des livres de dévotion, eût accepté le style de l'école, et que par pénitence elle eût habillé des réflexions très-chrétiennes et très-sages dans le langage que François de Sales avait mis à la mode au commencement du dix-septième siècle; mais, avec les pièces que nous possédons, cette hypothèse est-elle possible? Peut-on supposer que la duchesse ait écrit de deux façons en même temps, précieuse et recherchée quand elle parle à Dieu, élégante et naturelle quand elle laisse courir sa plume et qu'elle se confie à un ami? Il n'y a pour nous qu'une La Vallière, celle qui parle le langage de madame de Sévigné, de Bossuet, de Fénelon, la langue de la cour, la langue

1. *Réflexions*, page 32.
2. *Ibid.*, page 80.

de son temps, celle qui écrit au maréchal de Bellefonds. C'est pour celle-là que je réclame parmi les femmes littéraires du grand siècle une place qu'on ne lui a pas donnée jusqu'à présent. Il semble que la modestie de mademoiselle de La Vallière lui ait fait tort jusqu'au bout, et qu'on n'ait pas voulu s'occuper d'une personne qui songeait si peu à elle-même. Raison de plus pour que les esprits délicats se plaisent à relire ces plaintes si tendrement exprimées, ces prières ferventes d'un grand cœur qui s'est donné tout à Dieu.

Janvier 1861.

LE RATIONALISME CHRÉTIEN[1].

Je suis fort en retard avec M. l'abbé de Cassan, mais le sujet qu'il traite est de ceux qui ne vieillissent pas; on y peut toujours revenir. L'accord de la foi et de la raison est un de ces éternels problèmes qui défient l'esprit humain, et qui cependant l'attirent par un charme invincible; aussi ne faut-il pas s'étonner si, malgré tant d'efforts trompés, les plus grands philosophes, comme les plus grands théologiens du dix-septième siècle, un Leibnitz, un Bossuet, un Fénelon, n'ont jamais renoncé à l'espoir de concilier la science et l'Évangile. De nos jours, il n'en est plus ainsi; au lieu d'embrasser la question dans son ensemble, on croit trancher la difficulté en niant un des deux termes du problème. Les philosophes et les savants, ceux du moins que dans le camp opposé on nomme les rationalistes, n'admettent pas qu'une intervention divine puisse jamais troubler la régularité nécessaire des lois naturelles, par conséquent ils écartent la révélation. D'un autre côté, il ne manque pas de catholiques qui par crainte de la science, et par défiance de la raison, ferment volontairement les yeux sur les vérités les plus évidentes, et se font scep-

1. *Le Rationalisme devant la raison*, par M. l'abbé de Cassan-Floyrac.

tiques par dévotion. Ils s'intitulent traditionalistes, et se regardent comme les seuls vrais catholiques; nom mal choisi, prétention peu fondée, car ils ne représentent ni l'Église ni la tradition. Les Pères des premiers âges, les théologiens les plus fameux ont été philosophes. Origène, saint Basile, saint Augustin, saint Thomas, Bossuet, Fénelon, Malebranche, loin d'avoir peur de la raison, s'en sont servis pour conduire l'homme à la foi. Depuis ces grands hommes que l'Église a toujours honorés comme ses plus fermes défenseurs, ni l'humanité ni le christianisme n'ont changé; sans doute on a rencontré des objections nouvelles, des difficultés inattendues, c'est l'histoire de toutes les études qui ont Dieu et l'homme pour objet; elles ne s'achèvent pas sur la terre; mais le problème est resté tout entier; le mutiler n'est point le résoudre. Chercher une solution qui réponde aux idées et aux besoins du temps, c'est aujourd'hui l'œuvre la plus utile et la plus considérable que puisse se proposer un ami de la religion; c'est ce qu'a essayé M. l'abbé de Cassan.

A en juger par son livre, l'auteur est un esprit judicieux et sincère, un chrétien convaincu, un prêtre instruit et modeste, qui ne renie pas son siècle, qui ne maudit point ceux qui pensent autrement que lui. S'il était permis d'employer le mot de parti ou d'école pour désigner l'effort commun d'hommes qui, sans se concerter, défendent librement une même cause, je dirais que M. de Cassan appartient à cette école nouvelle qui essaye de défendre le catholicisme avec les armes de la science, et qui remplace l'anathème par la discussion.

M. l'abbé Maret, le P. Lacordaire, le P. Gratry, l'abbé Cruice, l'abbé Cognat, et, parmi les laïques, M. de Montalembert, M. de Falloux, le prince de Broglie, M. Wallon, appartiennent à ce parti de volontaires qui combat pour l'Église sans l'engager. C'est là que M. de Cassan a sa place marquée, et une place honorable. A la sûreté de ses doctrines, à la netteté de ses idées, à la franchise de son langage, on dirait un membre de notre vieux clergé, quelque disciple de Thomassin ou de Bergier. Quand on lit les modernes défenseurs du catholicisme, on est frappé de leur indécision et de leur timidité; ils n'avancent qu'en regardant derrière eux. On dirait que leur religion consiste à ne jamais s'écarter des idées romaines alors même que le dogme n'est pas en jeu; pour eux, ce qui fait la limite entre la raison et la foi, ce n'est plus le symbole, mais un décret de l'Index. Il n'en était pas ainsi dans cette Église gallicane qu'on a tort d'oublier; on y connaissait si bien les docteurs et les Pères, on y avait des convictions si raisonnées et si fortes, qu'on ne se laissait jamais enchaîner par de vaines terreurs; on savait toujours ce qu'on croyait. Si l'on n'avait pas pour Rome et ses congrégations cette déférence craintive qui est d'un étranger plus que d'un fils, en revanche on tenait du fond des entrailles au siége de la catholicité, on avait un respect sincère, un amour éclairé pour le successeur de saint Pierre; en d'autres termes, on était tout à la fois plus chrétien et plus hardi. M. de Cassan est un élève de cette grande école, il en a pieusement gardé la tradition.

Placé entre deux sortes d'adversaires, les uns qui

s'imaginent qu'on peut remplacer la raison par la foi, les autres qui enferment Dieu dans la fatalité des lois physiques, M. de Cassan combat ces deux partis avec leurs propres armes; aux traditionalistes il oppose la doctrine constante de l'Église, il appelle les rationalistes sur le terrain de la philosophie et de la libre discussion. C'est au nom même de la raison qu'il demande comment on peut reconnaître en Dieu une puissance et une bonté infinies, et cependant l'enchaîner à l'inflexible nécessité de la nature en lui refusant le droit de parler au cœur de l'homme et de nous élever à lui par le bienfait d'une révélation.

La discussion avec les rationalistes est le fond même du livre; cette discussion est habilement menée; on y reconnaît un esprit rompu aux études philosophiques; il y a de belles pages sur Dieu et l'infini de ses attributs. Néanmoins ce n'est pas sur cette partie de l'ouvrage que j'insisterai, d'abord parce qu'il est difficile d'abréger des raisonnements dont le tissu est aussi serré, ensuite parce que la question de la révélation me semble du domaine de l'histoire beaucoup plus que de celui de la pure spéculation. La philosophie ne s'occupe que de l'homme intérieur et des phénomènes dont l'âme humaine est le théâtre, en tout temps et en tout pays; le christianisme, au contraire, est un événement, un fait extérieur qui a sa date et son caractère historique. Nier *à priori* la possibilité de la révélation me semble chimérique; nous ne savons de Dieu que ce qu'il nous laisse voir de sa puissance; il y a un infini de choses possibles dont nous n'avons même pas l'idée.

Établir théoriquement la nécessité d'une révélation ne me paraît pas d'une raison plus sûre. C'est toujours prêter nos pensées à celui qui nous dit que ses voies ne sont pas celles des hommes. Mais le christianisme existe depuis près de vingt siècles; nous connaissons la venue de Jésus-Christ, ses paroles, sa morale; nous pouvons suivre pas à pas la révolution qui a changé le monde; nous pouvons dire si l'Évangile est épuisé, si nous assistons à l'agonie d'un culte qui se meurt, ou à l'épanouissement d'une vérité qui éclaire et transforme l'humanité. C'est sur ce terrain que nous sommes juges; c'est au christianisme à établir sa divinité par son caractère et ses effets. Ce n'est pas de la philosophie qu'il relève, c'est de la critique.

Voyons maintenant de quelle façon s'attaque aux traditionalistes un théologien éclairé, qui déclare sans hésiter qu'il tient doublement à la raison, comme homme d'abord et ensuite comme chrétien. Il y a là une étude d'un vif intérêt, une question où l'avenir même du catholicisme est engagé. Jusqu'à la réforme de Luther, l'Église et la science ont marché d'un même pas; au dix-septième siècle, Bossuet, Fénelon, Tillemont ont renouvelé l'alliance. S'arrêtera-t-on aujourd'hui? le catholicisme se mettra-t-il de côté pour former un monde à part, une espèce de couvent ayant un langage, une méthode, une philosophie, une critique particulière, ou vivra-t-il de la vie commune, et, combattant en pleine lumière, disputera-t-il l'empire des âmes à quiconque veut le lui ravir? Tel est le problème qui s'agite aujourd'hui; je n'en connais pas de plus grand.

Et d'abord, cet aveuglement volontaire qui fuit toute lumière pour ne pas se laisser éblouir, est-ce une vertu chrétienne? Écoutons la réponse de Bourdaloue; c'est contre la timidité d'aujourd'hui que l'éloquent jésuite écrivait il y a deux cents ans la page qui suit :

« Un homme du monde qui fait profession du christianisme et à qui l'on demande compte de sa foi, dit : Je ne raisonne point, mais je veux croire. Ce langage bien entendu, peut être bon; mais dans un sens assez ordinaire il marque peu de foi et même une secrète disposition à l'incrédulité; car, qu'est-ce à dire : Je ne raisonne point? Si ce prétendu chrétien savait bien là-dessus démêler les véritables sentiments de son cœur, ou s'il les voulait nettement déclarer, il reconnaîtrait que souvent cela signifie : Je ne raisonne point, parce que si je raisonnais, je ne croirais rien; je ne raisonne point, parce que si je raisonnais, ma raison ne trouverait rien qui la déterminât à croire; je ne raisonne point, parce que si je raisonnais, ma raison même m'opposerait des difficultés qui me détourneraient absolument de croire. Or, penser de la sorte et être ainsi disposé, c'est manquer de foi; car la foi, je dis la foi chrétienne, n'est point un pur acquiescement à croire ni une simple soumission de l'esprit, mais un acquiescement et une soumission raisonnable; et si cette soumission, si cet acquiescement n'était pas raisonnable, ce ne serait plus une vertu. Mais comment sera-ce un acquiescement, une soumission raisonnable, si la raison n'y a point de part! *Rationabile obsequium vestrum*[1]. »

M. de Cassan, qui cite cette pensée de Bourdaloue et qui s'en inspire, n'a pas de peine à démontrer que la foi n'est pas la crédulité; l'ignorance n'a jamais été une vertu chrétienne. Suivant la doctrine constante de l'Église, la révélation découvre à l'homme des vérités surnaturelles, mais elle ne change pas l'esprit humain,

1. Bourdaloue, *Pensées; De la foi et des voies qui lui sont opposées.*

et n'en détruit pas les facultés. Elle ne nous absorbe pas en Dieu, elle ne fait pas de nous des anges. Avant comme après le baptême, les chrétiens sont des hommes, c'est-à-dire des créatures à qui Dieu a donné la raison pour en user. Cette raison, la foi l'éclaire et la complète : elle ne la remplace pas.

A vrai dire, quelque tour de force que fassent les gens d'esprit pour s'abêtir, ils ne réussissent pas à se défaire de la raison; ceux qui croient la rejeter ne font que s'en servir pour tisser le sophisme qui les séduit. De même qu'il est impossible de voir sans yeux, encore bien que la vue nous trompe, parce que la vision n'a chez nous qu'un organe, ainsi, malgré toute la faiblesse de notre nature, nous est-il impossible de remplacer la seule lumière qui éclaire notre esprit. Qu'est-ce qu'anéantir son jugement afin de faire place à la foi? qu'est-ce que recevoir sans examen tout ce qu'on nous enseigne au nom de l'Église, sinon admettre que Dieu nous parle d'une certaine façon, et qu'on n'entre pas en discussion avec Dieu? Mais cela même est un raisonnement; cette soumission suppose qu'on s'est convaincu que Dieu a parlé; en d'autres termes, c'est toujours la raison qui précède la foi. On peut donc discuter sur le plus ou moins de place qu'on doit faire à la raison; l'exclure n'est pas possible. Comme le dit fort bien M. de Cassan, la foi est entée sur la raison; c'est la raison qui l'accepte et qui la porte. Si notre obéissance n'était ni volontaire ni éclairée, où serait le mérite de croire? Comment la foi serait-elle une vertu?

Voit-on d'ailleurs où aboutissent ces théories qui

renversent notre maîtresse faculté? C'est à ruiner la vérité même. Qu'est-ce que la vérité pour nous, si nous ne sommes ni capables de la recevoir ni sûrs de la posséder? La foi, dit-on, nous la donne; mais la foi qui ne raisonne pas n'est que le scepticisme : elle croit à tout parce qu'elle ne croit à rien. Raisonner, c'est la loi de l'humanité, c'est notre labeur et notre gloire; il n'y a pour nous de vérité que celle que nous conquérons, de conviction que celle que nous emportons de vive force; tout le reste est une vaine créance que dissipe le premier doute ou la première passion. Si ce n'est pas la raison qui nous fait accepter la révélation et qui nous décide à écouter l'Église, nous ne sommes chrétiens qu'à la surface; c'est la naissance, le préjugé, la paresse, l'imagination qui décident de notre foi. Nous sommes catholiques à Paris, comme nous serions grecs à Moscou, et musulmans à Constantinople.

C'est donc chez les chrétiens une extrême imprudence que de rompre avec la raison, et de jouer la religion sur le succès d'un paradoxe. Montaigne, le grand apôtre du doute, l'avait bien senti. Plus clairvoyant que Pascal, qui devait lui emprunter ce glaive à double tranchant, Montaigne, avec sa franchise ordinaire, signale le danger de son propre système : « Ce « dernier tour d'escrime icy, dit-il, il ne le faut employer que comme un extrême remède; c'est un coup « désespéré auquel il faut abandonner vos armes pour « faire perdre à votre adversaire les siennes; et un tour « secret duquel il faut se servir rarement et réservée- « ment. C'est grande témérité de vous perdre pour

« perdre un autre; il ne faut pas vouloir mourir pour « se venger[1]. » Que Montaigne s'amusât « à secouer les « limites et dernières clôtures des sciences, auxquelles « l'extrémité est vicieuse, » cela pouvait convenir à sa nonchalance philosophique; mais, en homme de sens, il ajoutait aussitôt : « Tenez-vous dans la route com-« mune; il ne fait pas bon être si subtil et si fin; » excellent conseil, surtout en fait de religion. Ce n'est pas avec le scepticisme qu'on peut pacifier les cœurs et sauver l'humanité.

Revendiquer les droits de la raison, montrer que l'Église ne les a jamais méconnus, c'est donc une entreprise très-légitime et très-chrétienne; M. de Cassan s'en est parfaitement acquitté; mais dans la religion, la raison n'est pas seule en jeu, il faut l'accorder avec la foi; il faut fixer entre les deux empires des bornes souvent déplacées. Ici commence un nouvel ordre de difficultés.

Au moyen âge, on tranchait la question en soumettant la raison à la foi; l'Église tenait en sa garde toutes les sciences et leur traçait à chacune le cercle dont elles ne pouvaient sortir. L'astronomie elle-même était la servante de la théologie. On reconnaissait à la raison le droit d'intervenir, mais, à vrai dire, on la réduisait au raisonnement. L'Église, se croyant en possession de la vérité scientifique autant que de la vérité dogmatique, tout ce qu'elle permettait à la raison, c'était de chercher la preuve de la vérité proclamée, mais non pas démontrée. C'était le règne du syllogisme.

1. *Essais*, liv. II, ch. XII; édit. Le Clerc, 1814, tome II, page 209.

Aujourd'hui il n'en est plus de même; les sciences ont rompu avec la théologie, elles ne relèvent plus que de l'expérience et de la raison. De là deux écoles catholiques : l'une qui, regrettant une séparation chaque jour plus tranchée, voudrait de nouveau réduire les sciences au service de la foi; l'autre, plus hardie et plus confiante, qui accepte le progrès et met son espoir dans la liberté. Aux yeux de cette école nouvelle, la science et la révélation sont, sous un autre nom, la raison et la foi; toutes deux viennent de Dieu, chacune nous montre un différent aspect de l'éternelle et immuable vérité; supposer une contradiction entre elles, c'est supposer que Dieu peut se démentir, hypothèse qui est une absurdité et un blasphème. Qu'on laisse donc pleine carrière à l'esprit humain, quand il entre dans le domaine de l'observation; loin de nuire à la religion, la science la servira d'autant mieux qu'elle sera plus indépendante; tout ce qui mène à la vérité mène à Dieu.

C'est ce que M. de Cassan exprime très-bien dans la meilleure page de son traité[1] :

« Toutes les sciences sont tributaires de la science sacrée, et c'est en ce sens qu'elles sont appelées les servantes de la religion. Mais que l'on ne s'y trompe pas, les sciences servent la foi, parce que d'elles-mêmes elles sont ce qu'elles sont et ont leur valeur réelle. Car si d'elles-mêmes elles n'étaient rien et n'enseignaient rien, si elles devaient attendre de la foi leur inspiration première, de quoi lui pourraient-elles servir? Ce serait la foi, la foi seule qui se servirait elle-même; ce ne seraient pas les sciences, si elles n'étaient rien, qui seraient les servantes de la foi.

« Toutes les sciences ont leur domaine, un domaine circonscrit,

1. *Le Rationalisme*, etc., page 48.

il est vrai, mais indépendant, et, pour parler avec les juristes, toutes les sciences s'appartiennent et sont *sui juris*, servantes en un mot et non point esclaves. A cette condition seule elles peuvent servir la foi.

« La foi pourra bien sans doute les élever au-dessus de leur sphère et leur découvrir d'autres horizons ; mais il ne faut pas croire que la foi leur donne ou la naissance ou l'autorité, et bien moins encore qu'elle leur fasse dire ce qu'elle veut.

« Il en est ainsi de toutes les sciences instrumentales. Les sciences mathématiques sont très-réellement les servantes de l'astronomie. L'astronome s'en sert dans tous ses calculs, mais il n'y change ni un seul des principes ni une seule des conséquences mathématiques ; s'il les pouvait changer à son gré, il est évident que les mathématiques n'existeraient pas et ne pourraient lui être d'aucun secours.

« Il en est ainsi de toutes les sciences par rapport à la religion ; c'est comme sciences instrumentales qu'elles la servent... C'est pourquoi nous ne réprouvons, nous ne négligeons même aucune science. Selon nous, toute science est vraie, et comme la religion tient à tout et touche à tout, toute science nous est utile. »

M. de Cassan se contente d'établir le principe, il n'en suit pas l'application ; ce n'est pas l'objet de son livre. C'est là cependant le point délicat. Parmi les catholiques éclairés, il en est peu qui ne sentent la nécessité de ces libres études ; mais combien en est-il qui suivent jusqu'au bout la loi sévère de la vérité ? Combien au contraire qui, peut-être sans en avoir conscience, faussent la science et la tordent au profit de leurs opinions religieuses ? Grave erreur qui affaiblit l'autorité des écrivains catholiques et met en défiance contre leurs travaux. Qu'on me permette à ce sujet quelques réflexions ; elles ne sont pas d'un ennemi.

Parlons d'abord des sciences naturelles. L'astronomie de la Bible a fait son temps ; depuis Galilée, on n'essaye

plus de la défendre. On a compris que les Écritures n'étaient pas une Encyclopédie, mais un enseignement religieux, et que Dieu pouvait inspirer quelques élus sans leur livrer l'organisation du monde, sans leur révéler les lois que l'intelligence humaine suffit à retrouver, et qui n'intéressent point le salut. La découverte de Galilée menait à une juste théorie de l'inspiration. Pourquoi l'oublie-t-on lorsqu'on aborde la géologie? La conformité plus apparente que réelle du premier chapitre de la Genèse et des théories de Cuvier a séduit plus d'un chrétien. On a érigé Moïse en révélateur de la nature, fausse idée qui ne peut que desservir la religion. Toute science est mobile; si par hasard elle s'accorde aujourd'hui avec la Bible, on peut affirmer que demain elle en différera, par un progrès nécessaire. Ainsi le veut la nature de l'esprit humain, qui ne s'arrête jamais dans la recherche de la vérité et déplace sans cesse son point de vue. Aujourd'hui vous déclarez que la géologie est sainte; demain vous la trouverez impie et criminelle. Quel sera le vrai coupable? La science ou celui qui la tire de sa sphère et lui demande ce qu'elle ne peut affirmer? Au contraire, laissez la géologie dans son domaine, et gardez la Bible dans le sien, vous arrivez à un résultat précieux. Moïse ne vous enseignera pas les âges du monde, mais il vous révélera ce que la géologie ne peut vous apprendre : c'est qu'un Dieu personnel a créé le monde par sa toute-puissante volonté. Tandis que les physiciens, enfermés dans l'univers matériel, n'y trouveront jamais Dieu, aussi longtemps qu'ils ne reconnaîtront pas sa présence dans les lois vivantes qui

régissent l'ensemble des choses, Moïse en quelques mots vous fera connaître et la liberté de Dieu et la vôtre, vérité que ne donne pas la science, mais que sent notre âme, et qui est le fondement même de la religion[1].

C'est surtout dans les études qui ont l'homme et la religion pour objet que cette indépendance de la pensée est nécessaire, quoique trop souvent on l'oublie. Je prends pour exemple l'histoire de l'Église, j'entends l'histoire politique; je laisse de côté le dogme et la foi. L'histoire est-elle ce tribunal sévère qui, en flétrissant les crimes du passé, assure la paix de l'avenir? L'écrivain qui remplit ce saint et austère devoir est-il impitoyable pour la cruauté, l'avarice, la débauche, la violence, quel que soit le coupable? met-il au premier rang l'amour de la justice et de la vérité? Ouvrez au hasard une histoire de l'Église, vous y trouverez des personnages peu respectables qu'on admire par tradition; des hommes égarés peut-être, mais sincères et courageux, que depuis des siècles on traîne dans la boue; le mérite des uns, c'est qu'ils ont été fidèles de nom et qu'ils ont servi l'Église; le crime des autres, c'est qu'ils ont erré dans la foi; cela suffit pour dispenser d'être juste.

On excuse tout en Constantin, meurtrier de sa femme et de son fils, catholique douteux, pontife païen en même temps qu'évêque extérieur. N'est-ce pas lui qui a fait asseoir l'Église auprès du trône des Césars? Que

1. On trouvera ces idées exposées dans une brochure de M. H. Berthoud, pasteur à Morges : *Étude sur les rapports de la cosmogonie mosaïque avec la géologie, précédée de considérations générales sur la Bible et les sciences.* C'est un excellent travail que je recommande au lecteur.

parlez-vous des adultères de Louis XIV, de son ambition, de son luxe effréné? n'a-t-il pas défendu l'unité de la foi en écrasant les protestants? Ce qu'en un autre prince on nommerait violence et tyrannie, devient chez le grand roi un effort magnanime qui lui vaut d'être proclamé par Bossuet un nouveau Constantin et un second Théodose. Qu'est-ce, au contraire, que Julien? un misérable et ridicule apostat; Arius? un prêtre abominable qu'on outrage jusque dans la mort; Luther? un moine grossier, un insulteur furieux, qui n'a de génie que la haine de l'Église; Calvin? un faussaire échappé du bourreau. Tout cela s'imprime, il faut le dire, au mépris de la vérité. Quand on a ainsi égaré le lecteur, quand on a mis la vertu et le mérite, non plus dans le caractère de l'homme, mais dans sa croyance, c'est-à-dire dans une confession qui souvent ne dépasse pas les lèvres, qu'a-t-on fait autre chose que de fausser en nous l'idée de justice, sans fortifier la religion? Supposons maintenant qu'un catholique, prévenu par son éducation, mais honnête et sincère, étudie quelque jour les monuments originaux, ouvre par hasard une histoire véridique, dans quel trouble l'avez-vous jeté? Ne craignez-vous pas que dès l'instant où il reconnaîtra l'injustice et la passion de ses maîtres, les racines mêmes de sa foi ne soient ébranlées?

Serait-il donc si difficile à des catholiques de suivre l'exemple que leur ont donné des protestants? Ne pourraient-ils imiter l'impartialité de M. Guizot ou de M. Ranke? C'est ce qu'a entrepris M. le prince de Broglie avec un talent remarquable; c'est ce que M. de

Montalembert vient d'essayer dans ses *Moines d'Occident*. Le premier chapitre de ce dernier ouvrage, celui qui traite de *l'Empire romain après la paix de l'Église*, me paraît un modèle. M. de Montalembert y montre pièces en main que cette fameuse alliance du sacerdoce et de l'Empire, d'où l'on date le triomphe du christianisme, n'a empêché ni la ruine de l'ancien monde ni la servitude et le déchirement de l'Église. Il est beau, chez un catholique, de rompre aussi nettement avec un préjugé séculaire qui a fait plus de mal à la religion que toutes les attaques et toutes les persécutions de ses ennemis. Se maintenir en ces hauteurs sereines où n'atteignent pas les passions de la foule, faire taire son propre cœur pour n'écouter que la justice, ce n'est pas une œuvre aisée ni d'un esprit ordinaire; mais de pareils efforts ont leur prix en eux-mêmes. Entrevoir la vérité au travers du nuage qui nous la voile, c'est la plus pure et la plus vive jouissance qui soit donnée ici-bas à une âme humaine. Celui qui l'a goûtée est pour jamais au-dessus des partis et de leurs injures. Il peut souffrir sans se plaindre jusqu'à l'ingratitude de ceux qu'il défend. Sa récompense est plus haut.

Parlerai-je encore de la critique sacrée dont le rôle grandit chaque jour? Le courant des idées parti d'Allemagne gagne l'Angleterre et la France; de toutes parts des esprits indépendants, religieux ou sceptiques, remuent les premiers monuments du judaïsme et du christianisme pour en tirer la vérité. Qui connaît les noms et les écrits de Neander, de Gieseler, de Dœrner, de Hase, d'Ewald, de Baur, de Bunsen; qui a lu le tra-

vail de M. Jowett ou celui de M. Stanley sur les Épîtres de saint Paul, *la Palestine* de M. Munck, les recherches de M. Nicolas de Montauban *sur les doctrines religieuses des Juifs et sur la Bible*, les écrits de M. Renan, *l'Histoire de la Théologie chrétienne au temps des apôtres*, par M. Reuss, *l'Histoire de l'Église*, par M. de Pressensé, sentira que le renouvellement des études religieuses a commencé. Il y a là un mouvement mêlé d'éléments divers, mais qui a ceci de remarquable qu'il apporte avec lui une méthode nouvelle : la vérité pour la vérité. On peut attaquer les erreurs, les préjugés, les passions de tel ou tel critique; mais la méthode même, on ne l'ébranlera pas. C'est elle qui depuis trois siècles a émancipé et régénéré toutes les sciences; le christianisme ne pouvait échapper à cette enquête universelle. La crainte de porter une main profane sur les choses sacrées, les haines religieuses, l'incrédulité ont pu retarder ou détourner la crise, mais non pas la dissiper. Aujourd'hui la critique interroge la Bible jusque dans ses premières origines. Sans colère et sans faiblesse, elle regarde la religion en face, non-seulement comme une satisfaction donnée au besoin d'infini qui nous tourmente, mais aussi comme un fait historique, et de ce fait historique la critique veut avoir et elle aura le dernier mot.

A ce flot qui monte qu'oppose-t-on? l'ancienne apologétique? Elle répond à des objections qui ont fait leur temps; le danger n'est pas là. Contre des attaques nouvelles il faut de nouvelles défenses. Si la critique a raison, il faut la suivre; si elle a tort, c'est avec ses

propres méthodes qu'il faut la confondre. De toutes façons il faut s'armer.

Est-ce là une situation sans exemple dans le passé? Non, et d'ordinaire ces épreuves, si terribles au premier abord, ont amené un nouvel épanouissement du christianisme. L'Église s'est trouvée dans un état analogue quand Luther a paru; mais après le premier étonnement de la Réforme, elle est courageusement rentrée sur le terrain qu'elle avait perdu; il y a eu au dix-septième siècle ce que j'appellerai un retour offensif qui a remis le catholicisme à son rang dans la science. Quel théologien plus instruit et plus sincère que Petau? quel historien plus impartial que Tillemont? quels critiques plus sévères que Mabillon et Baluze? quels philosophes plus éclairés que Bossuet et Fénelon? Dans la controverse de Leibnitz et de Bossuet, dont M. Foucher de Careil vient de publier les pièces, on sent qu'il y a entre la croyance des catholiques et celle des protestants un abîme que le génie de deux grands hommes ne comblera pas; mais les deux adversaires sont de taille; Bossuet tient tête à la critique allemande avec l'énergie d'un lion blessé. Voilà l'esprit qu'il faut rallumer. Le catholicisme est puissant; il répond à un invincible besoin du cœur humain, le besoin d'ordre et d'autorité. Loin que l'Église ait à craindre ces études qui nous reportent aux premiers jours du christianisme, je crois qu'elle y trouvera des preuves nouvelles à l'appui de ses antiques traditions; mais il lui faut accepter la science, ses découvertes et ses méthodes. Qu'elle entre dans le courant, si elle veut le

diriger. Qu'elle n'oublie pas que s'il y a des cultes qui durent par la seule autorité du temps, par l'empire de l'habitude et de l'éducation, il n'y a cependant de religion vivante que celle qui, en satisfaisant l'intelligence autant que le cœur, s'empare de l'âme et possède l'homme tout entier.

Me voilà bien loin de M. de Cassan, mais en apparence seulement; ces réflexions m'ont fait oublier le livre, elles m'ont fait penser à l'auteur. S'il faut à l'Église des défenseurs qui à une foi ardente et sûre joignent un esprit droit, l'horreur du sophisme et l'amour de la vérité, des orateurs et des écrivains qui combattent l'erreur en respectant celui qui s'égare, il me semble que M. de Cassan peut servir l'Église de sa parole et de sa plume; il y a en lui l'étoffe d'un théologien.

Octobre 1860.

LES MOINES D'OCCIDENT

DEPUIS SAINT BENOIT JUSQU'A SAINT BERNARD

PAR M. DE MONTALEMBERT

« Il n'est âme si revesche qui ne se sente touchée de « quelque révérence à considérer cette vastité sombre « de nos églises, la diversité d'ornements et ordre de « nos cérémonies, et ouïr le son dévotieux de nos or- « gues, et l'harmonie si posée et religieuse de nos voix ; « ceux-mesmes qui y entrent avec mespris sentent « quelque frisson dans le cœur et quelque horreur qui « les met en desfiance de leur opinion [1]. »

Qui donc exprime avec tant de grâce et de justesse un sentiment si vrai? C'est un homme qu'on ne soupçonne guère d'enthousiasme, le sceptique Montaigne. Si cet esprit nonchalant, qui s'amusait à douter de toutes choses, n'a pu se défendre de *quelque frisson* en entrant sous ces voûtes sombres, où le silence nous parle de Dieu et des générations évanouies, que doit

1. Montaigne, *Essais*, II, ch. XII; édit. Le Clerc. Paris, 1844, t. II, page 264.

ressentir une âme religieuse qui s'abandonne à l'émotion? Je plains celui qui ne voit qu'un monument de superstition dans les élégantes chapelles, les cathédrales imposantes, les vastes cloîtres qu'éleva l'infatigable piété de nos pères. Alors même qu'on ne partage plus la foi qui a fait ces miracles, il me semble qu'on ne peut regarder froidement ces longues suites d'arceaux, asiles sacrés où, durant tant de siècles, des hommes qui ont souffert comme nous demandaient à deux genoux ce qui nous manque toujours : du courage contre les blessures et les trahisons de la vie, des consolations pour les maux que le monde ne peut guérir, et cet espoir suprême que Dieu seul peut donner.

En relisant ce passage des *Essais,* je ne sais comment il se fait que mes souvenirs me reportent en Espagne. C'est là qu'il y a bientôt vingt ans, visitant des monastères qu'on venait de fermer au nom de la civilisation, j'éprouvais cette *horreur* qui, suivant Montaigne, met le plus indifférent *en défiance de son opinion.* Les cellules désertes, la chapelle abandonnée, l'orgue muet, le jardin rempli d'orangers qu'on ne taillait plus, de jasmins qui se détachaient du treillage, tout semblait appeler les maîtres de la veille, tout parlait encore de cette vie paisible qu'avait glacée le souffle des révolutions. A l'Escurial, dans ce palais qui n'est qu'un immense couvent, j'étais conduit par un vieux moine, dernier débris d'une communauté condamnée à mourir. « Seigneur, me disait-il en me montrant des dalles « percées d'un anneau : sous ces pierres sans noms

« reposent, en attendant la résurrection, mes pères et « mes frères, tout ce que j'ai aimé; quand je serai là, « tout sera fini. » Et il pleurait.

A ces graves paroles ce pauvre religieux devenait pour moi une figure historique : je repeuplais par la pensée ce cloître royal où le puissant monarque des Espagnes et ses courtisans venaient chaque année se mettre en cellule et humilier leur orgueil au pied d'un crucifix. De toute cette grandeur catholique que restait-il? un moine obscur, n'ayant pour confident de ses peines qu'un inconnu et un étranger. Au milieu de cette froide solitude, parmi le silence qui nous environnait, je ne pouvais me défendre de ce regret qui dans la fuite éternelle des choses d'ici-bas nous attache aux monuments aussi bien qu'aux hommes d'autrefois :

Sunt lacrymæ rerum et mentem mortalia tangunt.

C'est avec respect et presque avec admiration que je regardais la tête rasée, le visage amaigri, les yeux éteints de mon guide. Entraînée par les passions de l'heure présente, la foule dédaigne ces fanatiques qui vivent près des tombeaux et n'ont d'amour que pour ce qu'ont aimé leurs pères. Si l'on en croit les sages du siècle, ce sont des fous, des êtres inutiles qui, pour retarder la marche du temps, se font écraser sous des ruines. Insensés pour le monde, je le veux, mais non pas inutiles, car ils entretiennent, comme une flamme sainte, ce qu'il y a de meilleur dans le cœur de l'homme : le culte des souvenirs. Ces adorateurs du

passé, ces fidèles de l'ancienne religion, de la vieille monarchie, de l'antique noblesse, sont peut-être des intelligences étroites, mais ce sont des âmes tendres, honnêtes, dévouées. La fortune leur manque, mais non ce qui est plus précieux que la fortune, la grandeur morale, la vraie dignité! Heureux celui qui, porté par le courant du jour, ménage et respecte ceux qui sont échoués sur la rive! heureux le vainqueur qui, au milieu des cris de la foule, rentre en lui-même et se dit que toutes les mains qu'on lui tend ne valent pas toujours la main qu'on lui refuse! Honorer la fidélité des vaincus, c'est le seul moyen de s'élever au-dessus de ses adversaires, le seul triomphe qui ne laisse après lui ni inquiétude ni remords.

L'émotion que je ressentais à l'Escurial, je l'ai retrouvée en lisant M. de Montalembert. Un souffle puissant, le souffle de la foi, a ranimé une poussière dédaignée et fait rentrer dans la vie tout un peuple depuis longtemps oublié. Les moines de M. de Montalembert ne sont plus des personnages mythologiques, des figures peintes sur un vitrail et entourées d'une auréole, ce sont des hommes qui vivent et qui agissent. L'Ordre de Saint-Benoît est une armée qui fait reculer tout ensemble la solitude et la barbarie. Dans le désert il plante la civilisation; dans les campagnes et les villes, il résiste aux Germains farouches; il les transforme et les dompte en leur éclairant l'esprit, en leur pacifiant le cœur. Tout entiers à la prière, au travail, à l'aumône, les fils de saint Benoît et de saint Colomban régénèrent une société vieillie, et adoucissent une jeune société

qu'emporte la fougue des passions. C'est ainsi que par un labeur de plusieurs siècles ils créent ce monde nouveau qui se nomme la chrétienté, magnifique spectacle même pour des yeux indifférents.

Les moines d'Occident diffèrent à la fois et des solitaires d'Égypte, et des Frères de Saint-François ou de Saint-Dominique. Dans leur organisation on sent une main romaine; c'est l'œuvre d'une race faite pour le gouvernement et l'action. Ces ruches d'anachorètes éparses dans les sables du désert, ces disciples de saint Antoine qui s'abîment dans la contemplation, ces saints immobiles qui passent leur vie au haut d'une colonne, ont pour nous quelque chose d'étrange. Il y a là, je crois, une influence orientale qui mériterait d'être étudiée. On y sent l'ascétisme bouddhique, ascétisme qui a laissé des traces dans la philosophie de Plotin aussi bien que dans le christianisme d'Origène. Quoi qu'il en soit, cette existence, qui n'est qu'une extase perpétuelle, étonne l'Occident plus qu'elle ne l'édifie. J'en dirai autant des Franciscains et de leurs émules. Lorsque Dante s'enflamme aux ardeurs séraphiques de François d'Assise et tombe à genoux devant *il poverello di Dio*, l'amant et l'époux mystique de la pauvreté, nous comprenons cet enthousiasme, alors même que nous ne le partageons pas; François d'Assise est une figure originale qui a charmé jusqu'aux protestants; M. Karl Hase lui a consacré une de ses plus spirituelles études[1]. Mais si le fils de Bernardone nous séduit encore

1. *Franz von Assisi.* Leipzig, 1855.

par sa foi naïve et poétique, la règle qu'il a établie n'a plus rien qui nous touche; le froc a perdu sa vertu magique; dans le capucin qui évangélise les pauvres, ce n'est plus le moine, c'est le prêtre que nous admirons.

Il n'en est pas ainsi de l'Ordre de Saint-Benoît; il est tombé comme tombent toutes les choses humaines; mais ses ruines ont gardé pour nous je ne sais quoi de vénérable et de sacré. L'histoire des Bénédictins est une partie de notre histoire. Ces abbayes qui ont couvert la France n'ont pas seulement été le refuge de quelques âmes pieuses, elles ont été les écoles, les archives, les bibliothèques, les hôpitaux, les pénitenciers, les hôtelleries, les ateliers, les sépultures de nos aïeux. C'est à l'ombre de ces monastères qu'a grandi la civilisation moderne; dans l'ordre intellectuel et moral, les Bénédictins sont nos pères, il y aurait de l'ingratitude à l'oublier!

Pour élever une société nouvelle, il ne suffisait pas de prier, il fallait agir; par là encore les Bénédictins sont restés plus près de nous. Sans doute c'est la prière qui réunissait les fils de saint Benoît dans une pensée et une œuvre communes; la foi seule inspire de pareils dévouements; mais le travail ne tenait pas moins de place dans leur vie, on le sent en lisant la règle du fondateur. Les Bénédictins ne sont pas une communauté contemplative; c'est une milice organisée, avec des lois qui obligent à la fois le chef et les soldats. L'autorité y a des limites, l'obéissance y a des bornes; le code bénédictin ne ressemble en rien à ces règles despotiques où l'on se fait un jeu de briser et d'anéantir les volontés.

Tout au contraire, on y reconnaît à chaque ligne l'esprit pratique des vieux Romains.

Ce caractère est visible dans les deux plus grandes figures de l'Ordre, saint Benoît et le pape Grégoire le Grand. Tous deux de race patricienne, tous deux issus de la *gens Anicia*, la plus puissante et la plus illustre famille de Rome au temps de la décadence, on dirait qu'ils continuent au profit du christianisme l'antique tradition de la politique romaine. Ils sont nés pour le commandement. Leur langage est d'un législateur, mais d'un législateur tel que le monde ancien n'en a jamais vu, car ses lois ne parlent que de prière et de travail, de pauvreté, de continence et de charité.

Écrire l'histoire des moines d'Occident est donc un sujet fait pour séduire une âme généreuse ; M. de Montalembert a raison de dire qu'après l'histoire de l'Église il n'y en a pas de plus vaste et de plus beau ; j'ajouterai qu'il n'y en a pas qui demande une main plus délicate et plus habile. On est toujours entre deux dangers : l'admiration béate et le dédain de ce qu'on ne comprend pas. Pour remettre dans leur vrai jour ces figures monastiques, il fallait rétablir le milieu où elles ont vécu, ranimer une société où se heurtent la civilisation et la barbarie ; c'est là une œuvre difficile et qui demande autant de patience que de goût. M. de Montalembert y a réussi. Il s'est fait érudit, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Ce n'est pas chose aisée que de porter légèrement ce bagage de preuves et de citations sans quoi toute assertion est douteuse et toute conclusion suspecte. L'érudition de M. de Montalembert est

du meilleur aloi; il a fallu un travail énorme pour choisir ces textes qui viennent si à propos justifier tout ce que dit l'auteur.

Mais l'érudition n'est que la moitié de ce qu'exige une œuvre pareille ; il est beau d'être savant et d'écrire pour cinquante personnes en Europe; cela ne suffit pas quand on est habitué à un grand public, quand on sent le besoin d'agir sur l'opinion. A la science il faut joindre une âme ardente, une imagination féconde, une parole chaleureuse. A force de talent et de conviction, il faut tirer de la poudre et rendre à la vie les siècles endormis dans le tombeau. Je sais qu'il est des érudits de profession qui, sans souci des leçons de l'antiquité, interdisent l'éloquence à l'historien; avec eux on est d'autant plus vrai qu'on est plus sec et plus ennuyeux; M. de Montalembert est assez heureux pour ne rien entendre à ces théories transcendantes, qui font de l'histoire non plus la maîtresse de la vie, mais une froide et inutile curiosité.

Au milieu des choses d'autrefois, personne n'est plus à l'aise que M. de Montalembert; ces grandes âmes dont il nous parle, on voit qu'il les a pratiquées; il en épouse les vertus et même les défauts; avec saint Benoît, il est imposant et sévère, il est colère et mordant avec le fougueux Colomban. Dans un sens plus élevé, il peut dire après Tite-Live qu'en traitant de ces premières origines, son esprit est devenu antique; on croirait que son livre a été écrit par une main moderne dans une cellule de Saint-Victor ou de Luxeuil. L'auteur entre si fortement dans cette antiquité chrétienne,

qu'il nous entraîne avec lui, et de telle façon qu'on oublie les défiances de la critique moderne. A écouter les touchants récits de M. de Montalembert, on perd le sentiment de la réalité. Sans y prendre garde, on passe de l'histoire à la légende. On ne s'étonne plus que Karileff cause avec son buffle, Renan avec son loup. Il semble que ces âmes innocentes doivent naturellement commander à toutes les créatures, et que dompter des bêtes farouches ne soit qu'un jeu pour ces hommes divins qui apprivoisent les barbares.

Le livre fermé, le charme rompu, il n'en est plus de même. L'heure de la réflexion arrive, on se trouve en face de soi-même, catholique médiocre, incrédule peut-être. On se demande alors jusqu'où on peut suivre l'auteur. On sent bien que M. de Montalembert n'a pas usé vingt ans de sa vie pour le plaisir de rajeunir quelques vieilles légendes; c'est un devoir qu'il a rempli. Il a voulu réhabiliter les moines, comme naguère il a réhabilité l'architecture gothique; il a voulu qu'on rendît justice à des vertus comme à des monuments d'un autre âge; c'est le même procès plaidé d'une nouvelle façon. En ce point, l'auteur a réussi; on peut dire que son premier succès lui répondait du second. L'architecture n'est qu'une expression des idées; grande et belle, elle suppose de nobles âmes; riche, surchargée, sans caractère, elle accuse le siècle non moins que l'artiste. La corruption du goût tient à la corruption des mœurs. On ne peut aimer les cloîtres du moyen âge sans admirer la foi qui enfantait ces merveilles; notre ignorance seule nous empêche d'être justes. Après le

beau livre de M. de Montalembert, cette ignorance n'a plus d'excuse; j'imagine qu'à l'avenir on ne parlera qu'avec respect des moines, de leurs services et de leurs vertus.

Si M. de Montalembert n'avait voulu que dissiper un préjugé historique et nous faire comprendre une des formes que prit le catholicisme au moyen âge, son livre échapperait à la critique; il n'y aurait que des esprits étroits et prévenus qui n'en accepteraient pas les conclusions; mais l'auteur va plus loin, au moins dans son introduction. Quand il parle du passé, il songe au présent; ce qu'il aime, ce qu'il défend, ce ne sont pas seulement les fils de saint Benoît, c'est le moine, en général, depuis saint Antoine jusqu'à nos jours. Son livre est une apologie de la vie monastique.

Dans le monachisme M. de Montalembert ne voit pas sans doute un élément nécessaire de la religion. Le christianisme a vécu plusieurs siècles sans couvents; les moines ne paraissent guère qu'au moment où finissent les martyrs; néanmoins, si l'on en croit l'ardent et habile défenseur des religieux, l'Église a besoin de monastères. Elle est d'autant plus florissante que les communautés sont plus nombreuses, plus ferventes et plus libres. Les moines, cette armée de la prière et de la charité, sont l'avant-garde et le rempart de la religion. Ils sont ce qu'il y a de plus courageux, de plus dévoué, de plus saint dans la chrétienté, ils ne peuvent tomber sans que l'Église ne tremble du contre-coup. Ce ne sont pas là des idées particulières à l'auteur, c'est la théorie catholique.

Pour une âme fervente, la perfection, c'est de renoncer au siècle; s'enfermer dans un couvent, le mot dit tout, c'est entrer *en religion.*

A cette théorie on oppose des arguments d'autant plus redoutables qu'ils sont empruntés à l'histoire, c'est-à-dire à l'expérience. Tous ces Ordres monastiques dégénèrent avec une effrayante rapidité. Simples et pauvres à l'origine, les maisons religieuses s'enrichissent bientôt malgré la sévérité de la règle. L'orgueil et l'ambition percent sous la robe du Dominicain autant que sous un habit de cour; Arnaud le janséniste a pu reprocher aux moines et aux évêques ce qu'il a justement nommé l'hérésie de la domination. Enfin, à mesure que cesse la foi des premiers jours, les couvents ne sont plus qu'un asile de pieux fainéants. Au dix-huitième siècle, Voltaire a trouvé plus d'un écho pour répéter une définition peu bienveillante : « Moine! quelle est cette profession-là? C'est « celle de n'en avoir aucune, de s'engager par un ser- « ment inviolable à être absurde et esclave, et à vivre « aux dépens d'autrui. »

M. de Montalembert sait trop bien l'histoire pour ne pas sentir la gravité de ces reproches; il est de trop bonne foi pour nier des abus que l'Église elle-même a cent fois reconnus; mais pour défendre les moines il a imaginé un système singulier, c'est d'accuser la royauté et de lui imputer la ruine morale des couvents.

Suivant lui, si les moines ont dégénéré en France, la faute en est à l'abus des commendes. Depuis le Concordat de 1516, qui donna au souverain la nomination

des abbayes, nos rois se sont servis du privilége que leur octroyait le Pape pour mettre à la tête des couvents des hommes indignes, qui n'avaient d'abbés que le nom. On a jeté les monastères et leurs revenus entre des mains infâmes, pour qui les richesses accumulées par la piété des fidèles n'étaient qu'une proie. Un Bussy d'Amboise, un prieur de Vendôme, un cardinal de Tencin, un Dubois, voilà les successeurs de saint Bernard! Faut-il s'étonner que des monastères, dépeuplés par l'avarice du supérieur, et abandonnés par son incurie, aient cédé à l'esprit du siècle? Quand le chef donnait l'exemple d'une scandaleuse simonie, doit-on reprocher à quelques moines désœuvrés et sans garde le goût de la propriété individuelle, la tiédeur ou la paresse? Sans doute il eût été nécessaire de réformer de pareils abus, mais d'où serait venue la réforme? La royauté était complice, les évêques désarmés par les exemptions; Rome, enfin, a toujours répugné aux moyens violents; jamais elle ne brise le roseau cassé et n'achève d'éteindre la mèche qui fume encore. Elle est patiente parce qu'elle a foi dans son éternité.

Il y a du vrai dans ce que dit M. de Montalembert; on ne peut nier que les priviléges de la royauté n'aient été funestes à l'indépendance dont les moines ont autant besoin que les évêques; il est visible que la commende a étouffé le peu qui restait de vie religieuse; mais la décadence des couvents a des causes plus intimes et plus profondes. Rien ne dégénère plus vite que ces sociétés fondées dans un moment de ferveur pour

combattre les penchants naturels du cœur humain ; il est rare qu'elles se maintiennent dans leur pureté primitive au delà de la seconde génération. Il n'y avait pas de commende quand Dante mettait dans la bouche de saint Benoît les brûlants reproches qu'il adresse aux moines dégénérés :

Le mura, che soleano esser badia,
Fatte sono spelonche, e le cocolle
Sacca son piene di farina ria[1].

Il n'y avait pas de commende quand Boccace et Chaucer, imitateurs de nos vieux fabliaux, raillaient la gourmandise, la paresse et la débauche des moines. La royauté n'était point en cause dans ces réformes nécessaires qui de siècle en siècle ont renouvelé la règle de Saint-François et celle de Saint-Benoît. Le vice est dans l'institution même, où, si l'on aime mieux, dans la perfection qu'exige tout institut monastique. Quand on veut peupler des cellules avec « des anges qui vi- « vent dans des corps mortels sans tenir à la terre, » il faut s'attendre à de cruels mécomptes. Un cœur héroïque, emporté par un amour violent, peut se mettre en dehors et peut-être au-dessus de la nature, mais c'est là un effort individuel ; une communauté ne se tient pas longtemps en ces hauteurs ; la chute est d'autant plus grande qu'on s'est plus élevé. Des prêtres, occupés par les soins du ministère, peuvent fonder une congrégation vivace ; l'Oratoire, Saint-Sulpice, les Jé-

1. *Paradis*, XXII, 76. « Les murs, autrefois saintes abbayes, sont aujourd'hui des cavernes ; le froc n'est plus qu'un sac de farine moisie. »

suites en sont l'exemple; des moines enfermés dans un couvent sont condamnés à déchoir. Pour une âme qui vit de contemplation et de prière, il en est cent qui ne vivent que d'action; l'oisiveté les rouille et les corrompt. Du jour qu'il a cessé d'agir, l'Ordre de Saint-Benoît a dégénéré. Il y a là une loi naturelle qui n'épargne pas plus les moines que le commun des hommes. Ce n'est donc pas la royauté qu'il faut accuser d'une ruine qui s'explique de soi. Les Ordres religieux sont comme toutes les institutions d'ici-bas; on ne les renverse que quand la vie les a quittés depuis longtemps.

A la fin du dix-huitième siècle, la décadence des Ordres monastiques était complète. Après trois cents ans de plaintes inutiles contre ce que M. de Montalembert lui-même nomme un affreux état de choses, Rome, ni l'épiscopat, ni la royauté n'avaient rien fait pour remédier à un mal qui s'aggravait tous les jours. Si l'on excepte les Oratoriens, qui avaient remplacé les Jésuites dans l'éducation de la jeunesse, ce qu'on peut dire de plus favorable au surplus des communautés religieuses, c'est qu'en général elles étaient composées de gens paisibles, inoffensifs, mais d'une ferveur médiocre, et menant une vie aussi peu utile à l'Église qu'à l'État. Aussi les philosophes n'étaient-ils pas seuls à demander la fermeture des couvents; l'opinion les soutenait; on peut dire que la France laissa tomber les moines sans protester contre une mesure que depuis longtemps elle avait acceptée.

M. de Montalembert réclame contre cette sévérité; il

fait le procès à l'opinion. Je ne le blâme point d'en agir de la sorte. Soixante-dix ans d'épreuves et de mécomptes nous ont acquis le droit de critiquer ce qu'ont fait nos pères; le jour est venu d'en finir avec une admiration aveugle et qui n'est pas sans danger; il est temps d'appliquer aux réformes de 1789 le principe que saint Paul recommandait aux premiers chrétiens : *Éprouvez toutes choses et gardez ce qui est bon*[1]. On ne peut reconnaître à la Révolution un privilége d'infaillibilité politique que la religion ne réclame pas pour son propre compte. Les arrêts que rend l'histoire ne passent jamais en force de chose jugée; on y peut toujours revenir au nom de la justice et de la vérité; voyons seulement sur quelles raisons on s'appuie pour casser une sentence dont personne n'avait appelé jusques aujourd'hui.

A la fin de l'Introduction, dans une péroraison de la plus noble et la plus vive éloquence, M. de Montalembert se plaint d'être le premier de son sang qui n'ait guerroyé qu'avec la plume. Mais cette plume est un glaive; on peut dire qu'en se faisant auteur, M. de Montalembert n'a perdu ni l'ardeur chevaleresque ni l'esprit militaire de ses ancêtres. Au lieu de se défendre, il attaque; il charge l'ennemi sans regarder en arrière, sans s'inquiéter du retour. Pour gagner le combat le plus désespéré, il compte sur sa bravoure, son talent et sa foi. A la tribune, comme sur le champ de bataille, ce sont de grands moyens de succès; un instant peut

1. Thess., v, 21.

tout décider; dans un livre il n'en est pas de même : l'éloquence y rencontre deux rivales redoutables, la critique et la réflexion. J'ai peur que M. de Montalembert ait oublié de compter avec elles en écrivant son apologie des couvents.

« Nous avons le droit de dire aux détracteurs habituels des moines, qui sont en même temps les apologistes de leur proscription : Savez-vous quel est le seul reproche que vous puissiez justement leur adresser? C'est de vous avoir ressemblé. Qu'était-ce donc que cette dégénération, cette sensualité, ce relâchement dont vous leur faites un crime, si ce n'est une conformité trop exacte avec votre propre genre de vie?

« Et d'où nous viennent d'ailleurs ces étranges censeurs? Quoi! c'est au sein des joies et des libertés de la vie séculière, de la richesse et du loisir que vous avez appris à juger si scrupuleusement les différents degrés de la mortification et de l'austérité, des veilles et des jeûnes?... *Contez-nous donc vos efforts*, disait Bossuet à certains rigoristes de son temps. Ah! si vous vouliez bien commencer par essayer de la règle la plus relâchée, par vous contraindre aux observances de l'Ordre le plus dégénéré, vous pourriez monter avec quelque autorité au tribunal de l'histoire, et votre âpre censure pourrait inspirer quelque confiance. Quoi! les Bénédictins mangeaient de la viande, les Carmes déchaussés portaient des souliers, les Cordeliers ne ceignaient plus leurs reins de la corde! En vérité! Et vous, qui les accusez, que faites-vous donc de tout cela? Ils ne consacraient plus à la prière, au travail, autant d'heures qu'ils le devaient! Et vous, où sont les champs que vous avez fécondés de vos sueurs, les âmes que vous avez sauvées par vos oraisons? Après tout, les plus coupables, les plus dépravés vivaient comme vous vivez! Voilà leur crime. Si c'en est un, ce n'est pas à vous qu'il appartient de le châtier.

« Il serait donc temps de fermer le domaine de l'histoire à ces faux savants, à ces lettrés de bas aloi, à ces lâches sycophantes de la spoliation, qui, s'attachant à suivre la piste des Vandales, essayent encore de flétrir jusqu'à la mémoire de ceux que leurs devanciers ont naguère livrés à la hache du bourreau et au marteau du démolisseur.

« La société moderne, qui s'est engraissée de la dépouille des Ordres monastiques, peut s'en contenter; elle ne doit pas vouloir qu'on insulte leur cadavre... Au sein même de leur dégénération, les moines les plus relâchés n'ont été coupables qu'aux yeux de l'Église de Dieu. Quels qu'aient été leurs torts envers leur règle, envers leur état, envers leur conscience, ils n'en ont aucun envers les hommes, envers la société[1]. »

Voilà une page où l'on entend l'orateur; mais en vérité M. de Montalembert nous fait la partie trop difficile. Quoi! on ne peut juger les moines à moins d'être un saint! Autant vaudrait dire qu'il faut être un César pour prononcer sur la bravoure d'un soldat, Molière pour condamner un vaudeville. La critique n'impose pas de si hautes vertus. Toutes les fois que des hommes prennent une profession et qu'ils en vivent, le public a droit d'exiger qu'ils restent fidèles aux devoirs de leur état. Celui qui blâme les moines est peut-être atteint du vice même qu'il leur reproche; mais il n'a pas fait de vœux, il ne vit pas d'une aumône chrétienne, il ne prétend pas au respect; qui donc peut l'empêcher de se plaindre? Le moine est obligé, le particulier ne l'est pas.

En France, on ne s'est pas contenté de se plaindre. Une loi de 1792 a supprimé les moines et attribué les biens des couvents à l'État. M. de Montalembert attaque avec une extrême vivacité ce qu'il nomme une spoliation; il n'est pas moins sévère contre ceux qui oseraient défendre cette confiscation sacrilége. Mon intention n'est pas de prendre en main la cause de la Révolution;

1. *Introduction*, p. CXCI.

le temps est venu de la juger et non de plaider pour elle; mais, au risque de passer pour un *pâle Vandale*, j'oserai dire à M. de Montalembert qu'il y a dans son opinion un mélange de faux et de vrai. La question est moins simple qu'il ne suppose; il est certaines théories qu'il avance comme indiscutables, et que pour ma part je ne puis accepter.

S'il y avait des désordres dans les couvents, nous dit-il, les moines en étaient surtout comptables envers l'Église; c'est à Rome qu'il fallait s'adresser; on n'avait pas le droit de réformer les abbayes, encore moins de les supprimer.

Comment a-t-on osé toucher à une propriété respectable au même titre que les autres? « La paix et le bien-« être dont les moines jouissaient, même au sein de « leur relâchement spirituel, étaient le produit des « travaux et des sueurs de leurs *ancêtres*, *l'héritage le « plus légitime* et le plus inattaquable qui fut jamais. « L'Église seule pouvait et devait y signaler le péché « capital que la religion proscrit partout... Il y avait là « pour l'Église une cause légitime d'intervention pour « une répartition meilleure et un plus utile emploi de la « richesse monastique. Mais y avait-il une cause d'ex-« propriation au profit de l'État? Non, mille fois non[1]! »

Les idées que défend M. de Montalembert ne sont pas nouvelles; plus d'une fois on a essayé de les introduire en France, jamais nos légistes ne les ont reçues. Dans cette prétention sacrée, ils n'ont vu qu'une erreur

1. *Introduction*, p. CXXXI.

dangereuse, un empiétement sur la souveraineté qui ne trouve sa justification ni dans l'Évangile ni dans la raison. Je sais que les légistes n'ont pas bonne réputation; je ne nie pas que sous le nom de souveraineté ils n'aient plus d'une fois soutenu la tyrannie; mais il y a aussi de grandes et glorieuses figures dans cette famille un peu mêlée. Les Pithou, les Pasquier, les Lamoignon, les d'Aguesseau étaient autre chose que des flatteurs du prince; il est permis de croire que ce n'est pas toujours l'injustice qu'ils ont défendue. Pour moi, je les considère comme des ancêtres; et ne vois nul motif pour répudier ce qu'il y a de sage et de vrai dans les doctrines qu'ils nous ont léguées.

L'erreur de M. de Montalembert, c'est de considérer une corporation, une association, c'est-à-dire une personne morale, comme une personne vivante, un individu, un citoyen. Voici des gens qui pour prier Dieu ensemble, et le servir à leur façon, veulent vivre en commun et se vêtir d'une robe de bure; je ne vois là que l'usage légitime de la liberté individuelle. En ce point, je suis avec M. de Montalembert contre la rigueur et la jalousie de nos lois; comme lui, je demande le droit de réunion au sens le plus large. Mais ces mêmes hommes veulent perpétuer leur œuvre sainte. Ils constituent une communauté, c'est-à-dire une petite société au milieu de la grande. Cette société aura des lois particulières, des biens inaliénables, une administration distincte. Elle sera immortelle et se perpétuera au milieu des générations nouvelles, où elle maintiendra certains usages et certaines traditions. Est-ce là le simple usage de la

liberté? Peut-on dire que l'État n'ait rien à voir dans une pareille organisation?

Que doit faire la puissance publique? Cela dépend des temps et des circonstances. En certains pays, comme en Amérique, l'État laisse subsister en fait les corporations religieuses, et se contente de ne pas les connaître. C'est un individu qui les représente, et qui réunit en ses mains la richesse commune. En d'autres pays, comme en France, l'État examine les statuts de ces sociétés perpétuelles, et ne les autorise qu'à certaines conditions. On peut discuter quel est le meilleur de ces deux systèmes; on peut faire à la liberté une part plus ou moins large; mais contester le droit du prince est impossible; c'est briser la souveraineté et l'arracher à l'État pour la donner à des particuliers; en d'autres termes, c'est constituer l'anarchie. La question n'est pas religieuse; elle est politique. A Rome, sous la République et sous l'Empire; à Paris, sous l'ancienne monarchie; chez les païens comme chez les chrétiens, le droit a été le même. Si l'État n'a pas le dernier ressort, il n'est rien; s'il a le dernier ressort, il est visible que nulle société particulière ne peut exister que de son aveu.

Vient un jour où la puissance publique ne veut plus souffrir les associations qu'elle a autorisées; qui peut lui contester le droit de défaire ce qu'elle a fait? La souveraineté n'est-elle pas inaliénable de sa nature? En autorisant une corporation, l'État a-t-il contracté avec un tiers? Une concession toute gracieuse peut-elle empêcher une révocation nécessaire? Est-il même possible

de comprendre que l'État, qui ne représente que la génération vivante, puisse constituer une mainmorte perpétuelle et engager à tout jamais des générations qui ne lui sont rien et dont il ne connaît ni les idées politiques ni les idées religieuses? Ce serait là un droit nouveau, sans exemple dans le monde, et que pour sa part la France a toujours repoussé.

C'est à Rome, et à Rome seule, dit M. de Montalembert, qu'il appartenait de réformer les couvents. Cela est moins certain qu'il ne le croit, car la règle monastique, étant acceptée par l'État, oblige le couvent envers la puissance publique; on ne peut rien changer sans l'aveu de l'autorité qui est partie au contrat; mais quand on accorderait au pape seul le droit de réforme, cela toucherait-il en rien au droit de suppression? Lorsque la loi française déclare qu'elle ne souffrira pas sur le territoire français une certaine corporation, attaque-t-elle la foi? décide-t-elle une question de dogme ou de discipline? En aucune façon. C'est une mesure politique qu'on peut critiquer au nom de la justice, de l'utilité, de la convenance, mais qui ne touche ni au symbole ni aux canons. L'Église n'en est pas moins seule dépositaire de la parole divine; le pape n'en est pas moins le chef de la chrétienté. Supposez, au contraire, que le pape puisse maintenir des couvents en France, au mépris des lois françaises; à qui appartient la souveraineté? Au roi ou au pape? Nous voici revenus aux doctrines du moyen âge : Rome est la maîtresse des nations.

Les moines supprimés, la République a pris leurs

biens. C'est une abominable confiscation, dit M. de Montalembert. Ici la question devient délicate, non que le droit soit douteux, mais parce que la Révolution a étrangement abusé de son droit. Oublions les horreurs de 1793, plaçons-nous sur le terrain des principes. Supposons qu'aujourd'hui, dans un pays quelconque, l'État supprime certains monastères; supposons en outre qu'il attende la mort du dernier religieux pour fermer l'établissement : à qui reviendront ces propriétés vacantes? quel sera l'héritier de la communauté quand aura fini la jouissance du dernier usufruitier? C'est Rome, dit M. de Montalembert. Je demande de quel droit. Ce n'est pas Rome qui a donné le terre, elle n'est pas l'héritière des donateurs, elle n'est pas davantage l'héritière des moines, simples gardiens d'un fidéicommis. A quel titre peut-elle se présenter, à moins qu'on ne prétende qu'il existe des choses sacrées qui par leur nature appartiennent à Rome, ce qui revient toujours à attribuer au pape une part de la propriété et de la souveraineté territoriale? Si l'on recule devant cette extrémité, il faut reconnaître qu'une fondation, lorsqu'elle n'a plus de raison d'être, retourne naturellement aux donataires, et, à leur défaut, à la nation. Le seul devoir de l'État est de rester fidèle à la pensée des fondateurs; c'est ce qu'il fait quand il applique la richesse dont il hérite à l'éducation, aux hospices, à des œuvres charitables. Engager l'avenir n'est donné à personne; le temps ferait ainsi d'un bienfait une malédiction; tout ce que nous pouvons demander à nos arrière-neveux, c'est de respecter notre

intention, en leur laissant le choix des moyens. A suivre la théorie contraire, la terre n'appartiendrait plus aux vivants, mais aux morts.

Tels sont les principes que Turgot a défendus[1], et qui, à mon avis, sont les véritables. Je ne puis donc suivre en rien M. de Montalembert quand il avance que de tous les arguments qui ont renversé la propriété monastique, il n'en est pas un seul qui ne puisse battre en brèche la propriété en général. Qu'y a-t-il de commun entre le domaine individuel, fruit du travail ou de l'héritage, et la mainmorte monastique, simple usufruit obtenu sans travail, véritable aumône qui ne peut créer aucun droit? Que nous parle-t-on d'ancêtres et d'héritage légitime? est-ce que les biens d'un couvent sont autre chose qu'une fondation faite par des bienfaiteurs étrangers? Origine, caractère, titre, tout est différent dans les deux propriétés; comment conclure de la suppression de l'une à la nullité de l'autre? La foule, qui ne raisonne pas, peut s'y tromper sans doute; c'est une raison pour qu'en pareil cas le législateur agisse avec une prudence extrême, mais non pas pour qu'il abdique. Ce n'est pas l'erreur ou la passion qu'il doit consulter, c'est la justice.

Est-ce à dire que la Révolution soit innocente? Non, car elle abusa de son droit. Fermer les couvents tout d'un coup, jeter dans le monde de pauvres femmes sans famille et sans ressources, leur refuser un asile où elles pussent vieillir et mourir en paix au pied de la croix,

1. *Encyclopédie*, art. *Fondation*.

marchander aux moines un morceau de pain, les placer bientôt entre la honte et la misère, entre l'apostasie et l'échafaud, ce sont là d'abominables violences, le mépris des droits acquis, un attentat contre la liberté. Quant à la dissipation du domaine ecclésiastique, à la destruction d'un capital que la piété des siècles avait lentement accumulé, c'est une de ces folies coupables dont il n'y a que trop d'exemples dans la Révolution, et qu'il est bon de flétrir. Démolir les cloîtres, briser et fondre les vases sacrés, détruire les archives et les bibliothèques, jeter au vent les cendres des ancêtres, ce sont des crimes qui rendraient odieuse la plus juste cause et qui pèsent longtemps sur les peuples assez faibles pour souffrir de pareils excès. Que M. de Montalembert marque d'un fer vengeur ceux qui ont proscrit les moines et brûlé les couvents, j'applaudis à son zèle et à son talent; mais je n'en reste pas moins attaché aux fortes maximes de nos pères, et je dis avec nos anciens que la souveraineté ne se divise pas. A l'État seul, c'est-à-dire au législateur, il appartient de décider en dernier ressort le maintien ou la suppression des fondations, quelles qu'elles soient. Qu'il s'agisse de la Légion d'honneur ou d'un couvent, d'une tontine ou d'une association religieuse, je n'y vois pas de différence quant au droit suprême de la société. Sur le sol de la France, il n'y a qu'une loi qui gouverne et les hommes et les choses; c'est la loi française. Devant cette loi, le moine est un citoyen, rien de moins, rien de plus.

J'ai gardé pour la fin la question la plus délicate. Que

doit-on penser de l'institution même des moines? Suivant M. de Montalembert, « la vie monastique est le « plus noble effort qui ait jamais été tenté pour lutter « contre la nature corrompue et pour approcher de la « perfection chrétienne. » C'est une puissance d'intercession instituée pour le salut des âmes et des nations. Ce torrent de prières sans cesse versées aux pieds de Dieu qui veut qu'on l'implore détourne la colère divine, allége le poids des iniquités du monde et rétablit l'équilibre entre l'empire du ciel et l'empire de la terre. Un couvent, c'est la prière à l'état d'institution, de force permanente, publique, universellement reconnue et bénie de Dieu comme des hommes.

Telle est la doctrine catholique. On sait que les protestants soutiennent une opinion toute contraire. Ce que Rome regarde comme la perfection de l'Évangile n'est aux yeux des réformés qu'une illusion et qu'un abus. Ils n'admettent pas ces deux sociétés dont la plus parfaite passe sa vie en prières, tandis que la moins excellente souffre, travaille et porte le poids du jour. Ils ne reconnaissent point la distinction du précepte étroit et du conseil que les catholiques lisent dans l'Évangile; ils croient que la parole divine oblige également tous les chrétiens.

Dans l'histoire de Marthe et Marie, les protestants ne voient pas l'ordre de rompre avec les devoirs ordinaires et d'abdiquer sa volonté, ils y trouvent simplement la proclamation d'une vérité qui est l'essence même du christianisme, c'est qu'ici-bas il n'y a pour l'homme qu'une chose nécessaire : écouter Dieu et l'aimer.

Entre ces deux doctrines qui sont séparées par un abîme, il me semble impossible de prononcer; ce n'est pas là une question de faux ou de vrai, de juste ou d'injuste, le problème est plus compliqué et plus délicat qu'on ne le suppose communément. Protestants ou catholiques décident en sens contraire avec une assurance égale, chacun tirant à soi l'Évangile; mais on n'enferme pas dans une forme unique l'âme humaine avec ses besoins infinis; on n'épuise pas d'un coup la parole divine. Le plus sage et le plus chrétien, c'est de laisser à chacun sa liberté, et de ne pas gêner cette perpétuelle floraison de l'Évangile qui en chaque communiòn enfante sans cesse des idées et des œuvres nouvelles.

N'est-ce pas là qu'en est aujourd'hui l'opinion? Les moines ne sont pas en grande faveur; n'y a-t-il pas cependant certains instituts monastiques qu'acceptent volontiers des gens qui ne sont pas même chrétiens? Un capucin les fait sourire de pitié; ils se découvrent avec respect devant une sœur de charité? Qu'est-ce à dire, sinon que notre âge ne comprend plus la piété mystique, mais qu'il sent vivement la charité? Ce que nous admirons, c'est le dévouement à toutes les misères, c'est l'amour poussé jusqu'au sacrifice. L'esprit religieux, c'est pour nous l'esprit de saint Vincent de Paul, tout vivant encore dans les œuvres que le saint a fondées.

Sans en avoir conscience, nous distinguons entre les fondations monastiques; nous repoussons celles qui s'éloignent de nos idées, mais nous acceptons les

autres; et c'est ainsi que, par un revirement singulier, tout en nous éloignant du moyen âge, nous nous rapprochons de saint Benoît, le grand législateur du travail et de la charité. Notre peu de goût pour les Ordres mendiants ne peut nous rendre injustes pour ces pionniers intrépides qui ont défriché l'Occident, pour ces ardents missionnaires qui l'ont civilisé.

Quel que soit le penchant du siècle pour la vie active, et quoique ce penchant soit visible dans l'institution même de nouveaux Ordres monastiques, il y aura toujours des âmes qui auront moins besoin d'agir que de se sentir seules avec Dieu. Aussi longtemps que durera le catholicisme, c'est à l'ombre des autels que se réfugiera plus d'un cœur ingénu que le monde effraye, plus d'un cœur malade que la vie a blessé. Fermer ces asiles de paix me semble une cruauté que rien n'excuse, une atteinte à la liberté que rien ne justifie. Non pas que j'aie un faible pour les couvents. Selon moi, il y a moins de courage à s'enfermer dans un cloître qu'à vivre dans la foule, quand on n'en partage plus les joies ni les illusions; c'est encore servir les hommes que de leur donner l'exemple de la patience, de la résignation, de la douceur. Mais si une nouvelle Thérèse veut passer ses nuits aux pieds d'un crucifix, pour y adorer le Sauveur, si une nouvelle La Vallière ne peut retrouver la paix que derrière des grilles et des verrous, de quel droit la société peut-elle s'y opposer? La piété est-elle un crime, pour que la loi empêche le chrétien de régler sa vie comme il l'entend? Et quand le vice a libre carrière, à la seule condition de ne point troubler l'ordre

public, peut-on empêcher des âmes innocentes de se réunir autour d'un autel?

Au nom de la liberté, j'accepte donc les couvents. Pour moi, la difficulté ne commence que le jour où l'Ordre constitué, et disposant de ressources plus ou moins considérables, provoque des vocations douteuses, en offrant aux fidèles une vie peu aisée sans doute, mais tranquille et assurée. C'est ici que l'État a droit d'intervenir, non pas pour imposer des conditions religieuses, mais pour se défendre contre les abus possibles de l'association. C'est son droit de ne pas reconnaître des vœux qui n'engagent que la conscience du fidèle, c'est son droit de restreindre la mainmorte dans les limites qu'il juge nécessaires, c'est son droit de veiller à ce qu'on ne dépouille point les familles au profit d'une corporation. La convoitise est le vice ordinaire des communautés; on a d'autant moins de scrupules qu'on croit agir pour le compte de Dieu. En tout ceci l'État est dans son rôle; ce n'est pas la religion qu'il attaque; c'est la liberté individuelle, c'est la famille qu'il défend.

C'est ainsi que tout nous ramène au même point, marque certaine qu'il y a ici une loi essentielle, et qui répond à un besoin nécessaire des sociétés humaines. Soit qu'on étudie le passé, soit qu'on envisage l'avenir, on en revient toujours à cette distinction de la religion et de la souveraineté que M. de Montalembert a méconnue. En toutes choses il donne le dernier mot à l'Église; pour nous, en tout ce qui n'est pas de la conscience, nous donnons le dernier mot à la société.

M. de Montalembert me pardonnera ces critiques ; il n'est pas un homme ordinaire, ses opinions portent coup et sont destinées à durer ; mais il n'en veut le succès que si elles sont vraies ; c'est donc un devoir que de lui opposer mes objections. Ces objections, qui s'adressent surtout aux idées générales de l'Introduction, n'empêchent pas que je considère les *Moines d'Occident* comme un beau livre, tout inspiré d'un souffle chrétien.

Si indifférent que soit le lecteur, il ne fermera pas ces deux volumes sans ressentir *ce frisson dans le cœur* dont parle Montaigne. Il est impossible qu'il ne soit pas ému par la science profonde et la parole éloquente de l'auteur ; il est impossible que le respect et la sympathie ne le rapprochent pas de celui qui défend avec tant de foi et de talent ce qu'il y a eu de grand et de saint dans le passé.

Décembre 1860.

PHILIPPE II[1].

L'Histoire de la Fondation de la République des Provinces-Unies, publiée à Boston par M. Lothrop-Motley, a été accueillie avec faveur dans tous les pays de langue anglaise; c'est une heureuse pensée que de l'avoir traduite en français. Quand on nous parle de liberté, nous sommes habitués à tourner les yeux vers l'Angleterre; c'est là que nous cherchons des exemples et des précédents. Mais avant que nos voisins eussent traversé les rudes épreuves d'où est sortie leur indépendance, les Pays-Bas, vainqueurs de la tyrannie, avaient constitué le gouvernement le plus sage et le plus florissant de l'Europe. En un temps où les bûchers étaient populaires, Guillaume le Taciturne avait reconnu les droits de la conscience, et quand en 1688 le prince d'Orange vint à Londres pour y terminer la révolution, sa force était moins dans l'armée qui le suivait que dans les principes et les idées qu'il avait reçus en héritage de

1. *Histoire de la Fondation de la République des Provinces-Unies*, par J. Lothrop-Motley, traduction nouvelle, précédée d'une Introduction par M. Guizot. — Tome I. Paris 1859, in-8.

son grand aïeul. Au seizième comme au dix-septième siècle, la Hollande a été la terre promise de la liberté. C'est là que trouvaient un abri les Juifs échappés à la rage de Philippe II, c'est là que cherchaient leur premier refuge ces puritains anglais qui devaient fonder un empire au delà des mers; c'est là que, chassés par Louis XIV, Saurin, Claude et leurs amis défendaient dans l'exil leur foi proscrite et outragée. Pour philosopher sans crainte de la Sorbonne, Descartes se retirait à La Haye; Spinoza y fuyait les colères de la synagogue; Bayle installait à Rotterdam la critique indépendante, véritable puissance des temps modernes. La liberté de conscience, la liberté d'écrire, la liberté politique, la liberté de commerce ont eu leur berceau en Hollande; remettre en lumière ces glorieuses origines, c'est payer la dette de la reconnaissance, c'est aussi donner à notre siècle une leçon dont il a besoin. Quand nous regardons l'Angleterre, sa grandeur présente nous fait illusion, nous oublions ce que cette grandeur lui a coûté. Dans cette fortune qui nous étonne, nous voyons volontiers un miracle du hasard; notre lâcheté trouve son compte en cette admiration qui n'engage à rien. Avec la Hollande il n'est pas permis de se tromper aussi aisément. Si ce petit pays a échappé aux terribles étreintes de Philippe II, si ce peuple de marchands a triomphé dans une guerre où toutes les chances étaient contre lui, il est trop visible que c'est à lui-même, après Dieu, qu'il doit son succès. S'il a contraint l'Espagne à reculer, c'est que durant quarante années il a combattu avec la foi et le courage des martyrs. L'exemple des

Pays-Bas est là pour nous apprendre qu'il y a dans le monde quelque chose de plus puissant que le nombre et la richesse. Un peuple qui ne s'abandonne pas finit toujours par être maître de son sort; dans la lutte de la force et de la conscience, le dernier mot de l'histoire est pour la liberté.

Cette vérité, M. Guizot l'a mise en pleine lumière dans l'Introduction qui précède l'ouvrage de M. Motley. C'est une leçon qu'il a fait sortir des événements, en résumant les travaux récents dont le prince qui fut le plus parfait modèle de l'absolutisme politique et religieux, je veux dire Philippe II, a été l'objet en France, en Belgique, en Hollande, aux États-Unis.

M. Guizot excelle dans ces résumés; personne mieux que lui ne sait dégager et mettre en lumière la pensée vivante, la pensée mère qui dirige un siècle ou une révolution. L'*Étude historique sur Washington* est ce que, dans notre langue, on a écrit de plus solide et de plus profond sur les origines de la république américaine. Nulle part Washington et ses amis n'ont été mieux appréciés; c'est là seulement qu'on connaît Hamilton. La nouvelle Introduction est un digne pendant de cette étude; dans le portrait de Philippe II, si laid que soit le personnage, on retrouve la main ferme et habile qui a si bien rendu la noble figure de Washington.

M. Guizot ne s'est pas contenté de peindre à grands traits le démon du Midi et son redoutable adversaire, Guillaume le Taciturne; le premier, véritable type du moyen âge, fanatique défenseur du despotisme monarchique enté sur le despotisme religieux; le second,

précurseur des idées modernes, soldat de la liberté religieuse et politique; avec son impartialité ordinaire et son habitude d'aller au fond des choses, M. Guizot a cherché surtout quels principes opposés défendait chacun de ces deux hommes; ce sont ces principes qu'il a suivis dans leur fortune diverse durant trois siècles. Dans le tourbillon des événements, dans la mêlée des passions, des intérêts et des idées, les contemporains ne voient pas toujours clair; mais à distance les principes se dégagent de ce qui les obscurcit; rien n'est moins arbitraire que cette apparente confusion, et, comme le dit justement l'auteur, « lorsqu'ils embrassent « tant de pays et de siècles, les événements révèlent les « lois et sont la justice de Dieu. »

C'est ce grand tableau dont nous voudrions reproduire les lignes principales en suivant pas à pas M. Guizot, et en lui empruntant plus d'une fois ses jugements.

Si l'on prend une carte d'Europe en 1555, au moment où Charles-Quint, las des hommes et de lui-même, va chercher au couvent de Yuste un peu de repos pour son corps brisé par la maladie, pour son âme plus fatiguée que son corps, l'Espagne est la plus vaste monarchie que la chrétienté ait jamais vue. Empereur d'Allemagne, héritier de la riche maison de Bourgogne, maître d'une grande partie de l'Italie, Charles-Quint tient le continent en sa puissance, tandis que ses flottes lui assurent le domaine des mers. Ce n'est pas tout : comme pour combler cette prodigieuse fortune, l'univers, suivant la belle expression de Montesquieu, s'est

étendu afin de procurer au roi d'Espagne un nouveau genre de grandeur, et l'on a vu reparaître un monde nouveau sous son obéissance[1]. Populations nombreuses, armées aguerries, richesses jusqu'alors inconnues, tout est dans ses mains : le même homme dispose de l'or du Mexique et du Pérou, de l'industrie flamande, des ressources de l'Italie, et de cette redoutable infanterie espagnole et wallone qui n'a point de rivale. Ajoutons que rien ne gêne la volonté de ce grand souverain. En Espagne, l'unité est faite dans le gouvernement comme sur le territoire; les Maures sont écrasés, les nobles ne sont plus que des courtisans, les communes sont tombées avec don Juan de Padilla; enfin l'Inquisition a donné au roi jusqu'à la pensée même de ses sujets. C'est un despotisme plus fortement constitué que celui des Césars.

Tel est l'héritage que Charles-Quint laisse à son fils.

Philippe II n'est pas un de ces prodigues qui jettent au vent la succession de leurs ancêtres. Sans doute ce n'est pas un politique économe, prudent et rusé comme Ferdinand, le Louis XI de l'Aragon; il n'a ni la hardiesse et les grandes qualités de Charles-Quint, ni l'âme généreuse et chevaleresque d'Isabelle; c'est un fanatique qui cache des passions furieuses sous un front triste et sévère; chez lui, comme dit un contemporain, *le rire et le couteau sont voisins*[2]; mais en même temps

1. *Esprit des Lois*, XXXI, 18.
2. Unos le llamaban prudente, otros severo, *porque su riso y cuchillo eran confines*. Cabrera, cité par Prescott, *Philippe II*, liv. IV, ch. VII.

c'est un prince appliqué et laborieux. Non-seulement il prend au sérieux son rôle de roi, mais, comme Louis XIV, il y voit une mission divine. Il veut la paix, il a moins de souci d'agrandir ses États que de les conserver, mais il est jaloux de ses droits et n'entend rien céder d'une autorité que Dieu même lui a confiée.

Dans le désir d'être impartial et de rendre justice à un prince que l'histoire a peu ménagé, M. Guizot nous peint Philippe II comme un homme capable, ferme, sagace, né pour garder intacte la puissance dont il héritait. N'est-ce pas aller trop loin et grandir plus que de raison cette figure terne et sombre? A juger par ses papiers et par sa conduite, Philippe II, selon moi, n'était qu'une intelligence médiocre, servie par une âme plus médiocre encore; c'était un commis de l'Inquisition dont le hasard avait fait un roi. Solitaire, étranger aux hommes, défiant et caché, écoutant toutes les accusations, jaloux de toutes les supériorités, il ruse avec tout le monde, envenime tout ce qu'il touche, et ne réussit à rien de ce qu'il entreprend. Sa sagacité, c'est de mentir sans cesse, moyen sûr d'égarer ceux qui le servent et de mettre ses ennemis en défiance; sa fermeté, c'est de l'entêtement.

Sa religion est d'un moine plus que d'un roi. Comme le fait bien sentir M. Guizot, ce qu'il a reçu avec plus de respect dans l'héritage de son père, c'est la haine des hérétiques. « Un prince, disait à Catherine de Médi-« cis le duc d'Albe, parlant au nom de son maître, un « prince ne peut faire chose plus honteuse ni plus « dommageable pour lui-même que de permettre aux

« peuples de vivre suivant leur conscience. Il faut avant « tout, avec des remèdes sévères, et sans épargner le « fer ni le feu, extirper ce mal jusqu'à la racine, car la « douceur et le support ne servent qu'à l'accroître. Si « la reine manquait à un si juste devoir, S. M. Catho« lique a résolu de sacrifier tous ses biens, sa vie même, « pour arrêter le cours d'une peste qu'il regarde comme « menaçant également la France et l'Espagne[1]. » Écraser les protestants, maintenir ou rétablir l'unité de foi par les supplices, forcer toute conscience à s'anéantir dans une obéissance passive, c'est la politique constante de Philippe II, dans sa famille comme dans son empire ; c'est toute son histoire. « Je perdrais tous mes « États et cent vies, si je les avais, plutôt que de régner « sur des hérétiques[2] ; » ce sont les paroles du roi au pape Pie V; il faut rendre cette justice à Philippe II que cette fois du moins il dit la vérité.

Rien de plus respectable qu'une conviction énergique, même quand elle s'égare. Le martyr de l'erreur n'en est pas moins un martyr; car c'est au nom de la vérité qu'il a combattu, c'est pour les droits de la conscience qu'il a souffert; voilà ce qu'on commence à comprendre aujourd'hui; mais par malheur on abuse de cette idée juste, on s'en sert non plus pour honorer la victime, mais pour amnistier le bourreau. Il semble qu'il suffise d'une foi aveugle et robuste pour avoir droit d'exterminer tous ceux qui pensent autrement que

1. Guizot, *Introduction*, p. XIII.

2. Perdero todos mis Estados, y cien vidas que tuviesse, porque yo no pienso ni quiero ser senor de hereges.

nous. C'est ainsi qu'on fait l'apologie de la Saint-Barthélemy et de Philippe II; c'est ainsi qu'en excusant les crimes du passé, on prépare les violences de l'avenir. Si le salut de l'Église justifie les bûchers, pourquoi le salut public ne justifierait-il pas l'échafaud?

M. Guizot attaque de front ces détestables sophismes en nous faisant pénétrer dans l'âme de Philippe II. La conscience de cet homme est faussée. On l'a élevé dans ces tristes doctrines qui séparent la religion de la morale. On lui a appris que la fin justifie les moyens, et plus la fin qu'il a choisie lui paraît grande, plus il est disposé à lui faire des sacrifices, plus aussi il prend sans scrupule des voies abominables et sanglantes. Tromper ses adversaires par de faux serments, leur jurer qu'on abolira l'Inquisition, et le jour même se dégager de sa parole en protestant secrètement devant notaire, en écrivant au pape qu'on ne fait qu'une vaine promesse, applaudir à la Saint-Barthélemy, s'associer à tous les complots de Marie Stuart contre Élisabeth, pousser à l'assassinat de Guillaume d'Orange, tuer des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants par le fer, par le feu, par la fosse, voilà l'œuvre de Philippe II, voilà ce qu'il exécute à la plus grande gloire de Dieu, et sans remords.

Une fois entré dans cette route, il n'épargne personne, non pas même son propre fils. Que don Carlos soit mort victime de la jalousie de son père, c'est une vieille erreur que M. Prescott a dissipée; mais que Philippe II ait hâté la mort de l'Infant en entourant de rigueurs un malheureux dont la tête n'était pas saine,

c'est ce qui n'est pas douteux. D'où venait cette cruauté contre nature? Suivant toute apparence, don Carlos est mort comme Crispus, le fils de Constantin; tous deux, à tort ou à raison, étaient l'espoir de partis menacés ou poursuivis, tous deux ont été victimes de cette politique qui se croit religieuse, quand elle est inhumaine. « J'ai pris le parti de sacrifier à Dieu mon propre « sang, préférant son service et le bien de mes peuples « à toute considération humaine, écrit Philippe II à sa « tante, la reine de Portugal[1]. Cette résolution n'a été « amenée par aucun méfait de mon fils, ni par aucun « manque de respect envers moi; je ne le traite point « ainsi pour le châtier... mais pour remplir mes devoirs « envers Dieu et mon peuple. » Cet héroïsme insensé vaut au roi d'Espagne les félicitations du pape. « Sa « Sainteté, écrit l'ambassadeur Zuniga, loue hautement « le parti qu'a pris Votre Majesté; le pape sent que, « *pour le salut de la chrétienté*, il faut que vous viviez « beaucoup d'années et que vous ayez un successeur « qui marche sur vos traces. » Don Carlos est un obstacle; on le soupçonne d'être peu catholique; c'en est assez pour justifier la violence. Et quand l'Infant meurt après six mois de souffrances, Philippe II vient contempler son fils expirant, lui donne sa bénédiction d'adieu, « après quoi, nous dit l'historien, il rentra dans sa « chambre, plus affligé et moins soucieux. » Qu'est-ce que la mort d'un fils auprès du salut de la religion? Le malheureux se croit d'autant plus chrétien qu'il a foulé

1. Guizot, *Introduction*, p. LXVIII.

aux pieds tous les sentiments et toutes les affections que Dieu a mis dans le cœur d'un père. Le fanatisme l'aveugle et le pervertit.

Ce n'est pas impunément qu'on étouffe sa conscience et qu'on la remplace par une règle extérieure ou par un symbole qui n'assujettit que la raison. Une fois convaincu que le crime est vertu quand il sert la cause de la religion, on perd le sentiment du bien et du mal, et, comme le dit justement M. Guizot, « on est bientôt assuré que la religion permet et couvre tout, pourvu qu'on soit prêt à tout lui sacrifier. » Ces rois persécuteurs ne sont impitoyables que pour les autres; pleins d'indulgence pour eux-mêmes, ils lâchent la bride à leur propre cœur, et sont tellement sûrs d'être agréables à Dieu, qu'ils se permettent tous les vices et quelquefois tous les crimes. Dans cette voie personne n'a été plus loin que Philippe II. Mensonges, adultères, perfidies, vengeances atroces, assassinats, tout lui est licite; sa morale est particulière, il fait égorger les gens, mais il a soin de leur donner un confesseur; il ne se refuse pas l'adultère, mais il le rachète par des *auto-da-fé*. Évidemment il a un compte en partie double avec Dieu : les services que le roi rend à l'Église rachètent et au delà les fautes et les crimes que l'homme peut commettre. Aussi meurt-il en pleine sécurité. Tibère a des remords, Philippe II n'en a pas.

Cet homme a régné quarante-quatre ans; il a eu tout pour lui, la naissance, les alliances, un empire qui couvrait le monde, des richesses énormes, des soldats éprouvés, des généraux habiles; l'occasion ne lui a pas

manqué; il a été le mari d'une reine d'Angleterre, la Ligue lui a offert la couronne de France, l'empereur n'a guère été que son vassal, les papes l'ont soutenu, les catholiques l'ont adopté dans toute l'Europe; aucun scrupule ne l'a gêné, aucun crime ne l'a retenu; cependant quand il meurt tout a tourné contre lui. Partout où il a passé il a noyé la Réforme dans le sang des martyrs; mais la Hollande lui échappe, l'Angleterre se rit de ses menaces impuissantes et va l'insulter jusque devant Cadix; la France, échappée aux guerres de religion, se repose entre les mains d'un roi tolérant. Tous les projets de Philippe II ont échoué, la politique qu'il a soutenue l'a écrasé; rien ne reste du fils de Charles-Quint qu'un nom justement maudit.

Je me trompe : il est un pays où cette politique a réussi, c'est l'Espagne. Les Espagnols se sont donnés à un prince qui avait sinon leurs vertus, au moins leurs préjugés et leurs défauts. Ce peuple chevaleresque, qui depuis tant d'années luttait contre le Maure et pour qui la foi se confondait avec le patriotisme, s'est laissé façonner par Philippe II et par l'Inquisition. Pour maintenir la religion et la monarchie, l'Espagne a livré son âme tout entière. Ses guerriers et ses poëtes se sont enrôlés parmi les familiers du Saint Office. Pendant deux siècles il n'y a eu ni hérésie ni révolution. L'Église et la monarchie, le roi et le peuple n'ont eu qu'un même esprit et qu'une même volonté. Chose étrange! c'est au fondateur de cette unité, c'est à Philippe II que commence une décadence que rien n'arrête; l'accord a été stérile, l'uniformité n'a engendré que la mort.

En regard de l'Espagne, M. Guizot esquisse à grands traits l'histoire des anciens ennemis de Philippe II. Il nous montre la Hollande conquérant au prix de sacrifices inouïs la liberté religieuse et l'indépendance politique, l'Angleterre achetant par deux révolutions le triomphe des idées protestantes et parlementaires, la France poursuivant sans l'atteindre la liberté politique, et, après tant d'échecs, revenant toujours à la charge avec une indomptable espérance. A l'Espagne, endormie dans la tombe, il oppose ces pays agités, divisés, mais vivants; il se demande quelle force secrète a poussé ces peuples à la tête de la civilisation. Sa réponse, ou plutôt celle de l'histoire, c'est que le despotisme religieux a perdu l'Espagne, tandis que la liberté religieuse a fait la fortune de la Hollande et de l'Angleterre, tandis que la liberté littéraire et philosophique, qui n'est qu'une autre forme de la liberté de conscience, a soutenu la France au travers des orages. Qu'on regarde autour de soi en Europe, on sera bientôt convaincu que la civilisation, la puissance, la liberté d'un peuple sont en raison directe de l'indépendance qu'il laisse à la conscience et à la pensée.

Voilà qui dément tous les rêves du moyen âge, voilà qui renverse toute la sagesse de nos pères. Si l'on en croit Bossuet, c'est une *erreur impie* que d'oser dire que la religion doit être libre [1]. Le repos public est appuyé sur la foi; tout ce qui trouble l'unité est un crime contre l'Église et contre l'État; c'est au prince

1. *Politique tirée de l'Écriture sainte*, liv. VII, prop. 10.

qu'il appartient de frapper les rebelles. L'évêque de Meaux raisonne comme Philippe II; mais il est déjà moins logique, l'exil lui suffit pour réprimer l'hérésie, il ne demande plus le bûcher. Voyons cependant où a mené cette tolérance criminelle. Quels sont les pays les plus tranquilles, les plus éclairés, les plus chrétiens par les mœurs et la charité? Quels sont les peuples les plus agités, les plus ignorants, les plus faibles? Où trouve-t-on le plus de violence? De quel côté menacent les révolutions? Ouvrons les yeux, nous verrons que la paix et la prospérité, ces dons de Dieu, fleurissent dans ces terres abominables où chacun choisit librement son Église, tandis que le trouble, la misère et le mécontentement agitent ces heureuses contrées où règne l'unité de Philippe II et de Bossuet.

Est-ce à dire que le catholicisme, comme on le répète souvent, soit coupable de cette décadence morale? Non : la religion n'est pas responsable de l'erreur ou des passions de quelques théologiens. Trop souvent, il est vrai, ce sont des pays catholiques qui donnent l'exemple de l'intolérance, mais il est d'autres Églises qui n'ont pas moins abusé de l'Évangile. Les anglicans ont des pages sanglantes dans leur histoire, les luthériens sont exclusifs en plus d'un pays, et il n'y a pas si longtemps qu'en Russie on essayait d'établir par la violence une orthodoxie chimérique[1]. Ce rêve d'unité a séduit plus d'un politique; aujourd'hui même, combien d'esprits éclairés qui, par amour de la paix, se résignent à

1. Voir le curieux livre intitulé *le Raskol, essai historique et critique sur les sectes religieuses en Russie.* Paris, 1859.

un mal nécessaire, mais qui regrettent le temps où la chrétienté n'avait qu'un symbole et marchait sans répugnance sous le double étendard du pape et de l'empereur!

Il faut dépouiller ces préjugés d'un autre âge. Sans doute l'unité est désirable, si par là on entend la reconnaissance volontaire des grands principes qui sont le fonds commun de la science et de la vie; mais cette unité, fruit de l'expérience et de la raison, n'a rien de commun avec cette uniformité mécanique qui mutile toute pensée indépendante. Imposer une même foi à tous les hommes, c'est violer la loi naturelle et divine qui a mis la vérité dans les choses et la diversité dans les esprits. Toutes ces différences, Dieu sait les fondre en une incomparable et vivante unité; ce n'est pas à nous de devancer et de régler la Providence. Aimons-nous les uns les autres et cherchons la vérité, c'est tout ce que le Christ nous demande; aller plus loin, c'est oublier l'Évangile et la raison.

Comprenons ce qu'il y a d'insensé dans la prétention de jeter toutes les consciences humaines dans un seul moule. Notre âme ne vit que pour la vérité; c'est à la vérité qu'elle appartient tout entière, c'est la vérité qui fait sa force et sa grandeur. Ce n'est pas là seulement une théorie philosophique, c'est la loi même de la société. Allez au fond des choses. Quel est le peuple le plus civilisé, sinon celui qui se fait la plus haute idée du vrai, du beau, du bien, du juste? Qu'est-ce que les prodiges des arts et des lettres, qu'est-ce que la perfection des lois et des mœurs, sinon l'application et le

triomphe d'un idéal? Qu'est-ce qu'un peuple arriéré, ignorant, misérable, sinon un peuple qui s'attache à des idées fausses et vieillies? La vérité, c'est donc la vie des nations.

Mais cette vérité ou cet idéal est-ce pour nous une chose immuable? Avons-nous aujourd'hui les opinions de nos pères; les découvertes de la veille n'amènent-elles pas le progrès du lendemain? L'esprit humain n'est-il pas dans un mouvement perpétuel? La vérité, qu'on en fasse ou non un absolu, ne s'offre-t-elle pas chaque jour sous un nouvel aspect? Que font maintenant un Henri VIII, un Philippe II, un Louis XIV, un Nicolas, sinon braver dans leur orgueil une loi qui fatalement les écrase? Ils disent à la vérité : Tu ne changeras pas, et à la pensée : Tu n'iras pas plus loin. Qu'est-ce là, sinon dire à la flamme : Tu ne brûleras pas, et à l'eau : Tu ne couleras point? Qu'est-ce là, sinon tenter une œuvre abominable et mortelle si elle réussit, odieuse et ridicule si elle échoue?

Imposer un symbole, c'est tuer la vérité, c'est paralyser l'âme humaine, c'est ruiner un peuple : tout cela se tient comme la cause et l'effet. Celui qui accepte la vérité sans l'examiner, celui-là ne croit pas, et peut dire avec Zaïre :

J'eusse été près du Gange esclave des faux dieux,
Chrétienne dans Paris, musulmane en ces lieux.

Pour la faiblesse qui se résigne, la vérité qu'on impose n'est qu'un mot vide de sens; pour l'âme qui se révolte, c'est un mensonge; la rejeter, c'est vertu. C'est

ainsi que de toutes parts cette uniformité fatale avilit la raison et la volonté. Chez les chrétiens, le désastre est plus grand qu'ailleurs, car la religion n'y consiste pas en cérémonies; elle embrasse l'homme tout entier. Aussitôt que l'Église et l'État sont maîtres de la foi, la mort commence. Plus de philosophie, sinon une puérile scolastique qui cherche une solution dictée d'avance, plus d'histoire, plus de critique, plus de littérature; toute recherche est suspecte, tout jugement est criminel. La pensée mutilée et desséchée, les sens profitent de ce que perd la raison; faiblesse intellectuelle et faiblesse morale, voilà tout ce que le despotisme peut offrir à la religion.

Si certaine et si éclatante que soit cette vérité, elle est encore trop nouvelle pour nous. Quoique la liberté soit à toutes les pages de l'Évangile, on la regarde comme une païenne; on ne la reçoit pas sans défiance, on s'en étonne et on s'en effraye. Le grand avantage de l'histoire, c'est de faire toucher au doigt les folies d'un Philippe II. On se défie des raisonnements; mais qu'opposer à l'exemple de l'Espagne et de l'Italie? Il y a là de quoi troubler les âmes les plus assurées. Un régime qui étouffe et ruine les peuples peut-il venir du ciel? N'y a-t-il pas là au contraire une punition sensible pour ceux qui méconnaissent une loi divine? Encore un pas, et pour peu qu'on réfléchisse, on verra que le mépris de la liberté, c'est le mépris de la vérité et de Dieu.

Mettre en pleine lumière ces nouveautés fécondes, c'est le plus grand service qu'on puisse rendre à notre temps. Notre siècle dégoûté n'a plus ni la haine de l'er-

reur ni l'amour de la vérité. C'est pour cela que nous n'avons ni énergie ni grandeur. Remercions M. Guizot et rendons-lui cette justice, que toute sa vie il a servi ces principes qui sont la gloire et l'honneur de la civilisation. Il y a quarante ans, à une époque où ces questions étaient peu populaires en France, il défendait déjà avec autant de foi que de talent et la liberté religieuse et la liberté d'éducation, comme les deux colonnes de l'édifice social. Aujourd'hui M. Guizot est encore en avance sur la plupart de ses concitoyens, mais il n'est plus seul, et il n'y a pas que des protestants avec lui. Plus d'un catholique comprend enfin que si l'on veut que la liberté résiste aux orages, c'est l'âme tout entière qu'il faut lui donner. Les gouvernements tombent, les intérêts varient, les passions s'entre-succèdent, mais la conscience ne change pas de nature : faite pour la liberté, elle y revient toujours. Voilà ce que M. Guizot a compris, voilà ce qu'il a exprimé dans un noble langage : jeune homme, il a défendu la liberté religieuse en cédant à une séduction qui entraîne toutes les belles âmes; vieillard, éprouvé par les révolutions, c'est à cette liberté, mère de toutes les autres, qu'il apporte le tribut de son expérience; elle a son dernier comme son premier amour. Grande leçon qui honore celui qui la donne, et qui, nous l'espérons, ne sera pas perdue pour le pays qui la reçoit !

Avril 1859.

LES ÉTATS-UNIS[1].

Depuis que la vapeur a mis les deux continents à quelques jours de distance, la mode est venue de visiter l'Amérique, on ferait toute une bibliothèque avec les voyages aux États-Unis qu'on a publiés dans ces dernières années. Jamais curiosité ne fut plus légitime; il est difficile d'imaginer un plus beau sujet d'études que cette société dont les mœurs et les idées sont si éloignées des nôtres, et dont les institutions donnent un démenti constant à notre science ou à nos préjugés. « On nous cite l'Amérique, écrivait en 1796 un homme qui avait peu de goût pour les républiques et peu de confiance dans les démocraties, le comte Joseph de Maistre; je ne connais rien de si impatientant que les louanges données à cet enfant au maillot. Laissez-le grandir. » Que dirait-il aujourd'hui de cet empire qui se lève de l'autre côté de l'Atlantique, et qui demain sera autrement redoutable que celui dont l'Europe s'effraye aujourd'hui? Car enfin il est à croire qu'un effort com-

1. *The Homes of the New World*, etc., ou *les Foyers du Nouveau Monde*, par mademoiselle Frédérique Bremer, traduit du suédois par miss Howit. Londres, 1853. 3 vol. post. 8°.

Quelques mois de séjour aux États-Unis, par G.-H. Grandpierre, pasteur suffragant de l'Église réformée de Paris. 1854. In-12.

mun maintiendra la Russie dans ses limites actuelles, là où, en arrêtant et en disciplinant cent peuples divers, elle nous défend d'une nouvelle invasion de barbares, et sert la civilisation au lieu d'en être l'effroi; mais quand, avant un siècle, les immenses et fertiles vallées des États-Unis contiendront plus de deux cent millions d'hommes de même langue et de même race, fort à l'aise sur un sol douze fois plus grand que la France et vingt-cinq fois plus grand que l'Angleterre, que deviendra l'Europe avec ses divisions et ses jalousies nationales en face de ce peuple maître des deux océans et tout-puissant par le nombre et l'union?

Et sans nous inquiéter d'une lutte que la civilisation nous épargnera peut-être, disons-nous bien qu'à rester pacifique l'action des États-Unis sur l'ancien monde n'en sera pas moins sensible. Ce n'est pas en vain qu'un peuple de même souche que nous poursuit avec un tel bonheur des expériences qui nous touchent de si près. Déjà l'influence des idées américaines perce dans les réformes sociales qu'on essaye en Angleterre, aussi bien que dans les études ou les rêves politiques de l'Allemagne. Nous-mêmes, nous sommes imbus de cet esprit plus que nous ne pensons; et malgré notre dédain des choses étrangères, nous portons aux États-Unis un intérêt qui ne tient pas seulement à l'héritage d'amitié que nous ont laissé nos pères. Un instinct secret nous dit que là-bas on agite et l'on résout des problèmes où notre avenir est engagé.

Plus on se rapprochera, mieux on comprendra la solidarité des deux continents, et ce que je nommerai

le rôle européen de l'Amérique. En même temps que nous attirons cette société nouvelle par l'éclat de notre civilisation, elle nous tire à elle par le spectacle de sa jeunesse, de son audace et de ses succès. Cette action réciproque est visible dans l'industrie; il n'est point d'invention qui ne passe aussitôt les mers et ne devienne un bien commun; il en est de même, quoiqu'on y fasse moins d'attention, de tout ce qui touche les sciences, les lettres, la morale, la politique, la religion; partout on essaye de marcher du même pas. Pour les arts, le goût, la politesse, pour tous les agréments d'une société ancienne et raffinée, nous sommes au premier rang, c'est nous qu'on imite. Mais n'a-t-il rien à nous apprendre ce peuple qui a fondé sa fortune sur la plus entière liberté en religion, en politique, en administration? Certes, il vaudrait la peine de passer l'Atlantique pour rapporter des États-Unis le secret qui depuis soixante ans rend les Américains heureux et fiers de la constitution et du gouvernement qu'ils ont choisis. Surtout demandons-leur comment ils ont guéri de cette terrible maladie qui nous ronge et qu'on nomme l'esprit de révolution.

C'est donc une bonne pensée que d'aller aux États-Unis pour y étudier sur place un développement sans exemple dans l'histoire; on ne saurait conseiller un meilleur usage de leur loisir à ceux qu'ennuie la vieille Europe et qui ont besoin d'apprendre ou d'oublier. Pour nous qui sommes attachés à la rive, rien n'est plus doux que de suivre dans un récit bien fait la marche de ces conquérants pacifiques qui s'emparent de la soli-

tude et portent dans le désert la foi et la liberté chrétiennes. Et d'ailleurs les Américains ne sont pas des étrangers pour nous. Sans doute nous ne voyons pas en eux des frères, comme font les Anglais et les Allemands, mais il ne faut pas oublier que nos pères ont aussi trouvé un refuge dans cette patrie commune des proscrits. Les huguenots ont défriché les premières forêts de la Caroline, les dragonnades ont peuplé la Nouvelle-Rochelle; les débris de Saint-Domingue sont à Baltimore et à la Nouvelle-Orléans; la Louisiane est une de nos colonies, et des grands lacs au Pacifique, où ne trouve-t-on pas nos braves Canadiens! Un vingt-cinquième de la population des États-Unis est d'origine française, et il y a quelque chose de ce mélange dans l'esprit des Américains. Par les idées et le caractère ils sont plus près de nous que les Anglais.

Mademoiselle Frédérique Bremer, l'auteur des *Voisins* et d'une foule de romans exquis qu'on a traduits dans toutes les langues et qui sont partout populaires, a voulu visiter l'Amérique en détail et l'étudier à fond. Elle est partie seule, avec le courage et l'esprit aventureux des Scandinaves, ses ancêtres, heureuse d'affronter les flots et les vents :

> Hæc inter nautas, et prandet, et errat
> Per puppim et duros gaudet tractare rudentes.

Elle a passé deux ans en Amérique, ce n'est pas trop pour observer un pays qui réunit tous les climats et toutes les civilisations. Elle a croisé les États-Unis de l'est à l'ouest et du nord au sud; rien n'a échappé à sa

vive curiosité. Du fort Snelling et du saut Saint-Antoine jusqu'au golfe du Mexique, elle a suivi la société à tous ses degrés, depuis le wigwam de l'Indien et le *log-house* solitaire du planteur, jusqu'aux palais somptueux de la Nouvelle-Orléans. Elle a tout vu, tout étudié, et cela dans des conditions où aucun voyageur n'a été placé avant elle. Son récit a donc un intérêt particulier, même quand on oublierait un instant le nom et le talent de l'auteur.

Mademoiselle Bremer a été reçue en Amérique, non point comme une étrangère, mais, selon ses propres paroles, « ainsi qu'une sœur avec qui les hommes les « plus distingués ont causé à cœur ouvert et comme on « causerait dans le ciel. » On voulait voir et honorer la femme de génie qui a fait passer de si douces heures à ceux qui ont lu ses charmants récits; on songeait aussi que de sa visite il sortirait un livre ou un roman sur les États-Unis. Or les Américains sont à la fois plus curieux que nous parce qu'ils sont moins occupés d'eux-mêmes, et plus sensibles à la critique parce qu'ils sont un peuple nouveau, et qu'à ce titre ils ont la susceptibilité des parvenus. Là-bas on souffre encore des coups de boutoir de mistriss Trollope et des égratignures de Dickens. C'était donc à la fois justice et adresse que de fêter mademoiselle Bremer et de la prévenir en faveur de ses hôtes : aussi l'a-t-on accueillie avec une cordialité parfaite, une grâce extrême et un empressement qu'on a quelquefois poussé un peu loin. Arrive-t-elle dans une ville, vingt amis inconnus se disputent l'honneur de la loger; veut-elle partir, les chemins de fer et les bateaux

à vapeur sont gratuitement à la disposition de mademoiselle Bremer et des siens : partout on l'accable d'invitations et de bouquets, on se dispute ses autographes, on lui demande même un moulage de sa main, « de cette « main, dit-elle ingénument, qu'ici comme en un autre « pays on a l'indulgence de trouver belle, et qui n'est « que petite et délicate. » On voit qu'en fait de galanterie New-York ne le cède ni à Londres ni à Paris.

Ainsi mademoiselle Bremer n'a pas connu un instant cette tristesse du voyageur qui souvent rend injuste. Comment voir les choses sous leur vrai jour quand on se sent perdu dans un monde étranger, seul au milieu de la foule et du bruit, loin de tout ce que nous aimons et de tout ce qui nous aime ? Tout au contraire, si elle souffre, c'est du manque de solitude. L'hospitalité un peu bruyante des Américains fait de sa vie une fête perpétuelle, un peu trop forte pour sa santé et son esprit, car on ne lui laisse guère ce premier bien de ceux qui vivent par la pensée, un peu de silence et de loisir. Il faut qu'on lui montre tout et sous l'aspect le plus favorable; en un mot, on l'étouffe de caresses, on l'*enguirlande* à l'en faire mourir. Du reste, tous ces honneurs bien faits pour séduire un auteur et une femme n'éblouissent point mademoiselle Bremer ; elle se plaint avec un naturel parfait du rôle qu'on lui impose et qui sied mal à sa modestie.

« Ils n'ont pas pitié, écrit-elle à sa sœur, d'un pauvre lion qui doit faire le beau et remuer la queue aussi longtemps qu'il lui reste un souffle de vie. On dit qu'à Boston on a vraiment tué Spurzheim à force de politesses. »

« Ce matin, dit-elle un peu plus loin, sur la route où nous passions, je regardais avec envie une poule qui, devant un *cottage*, était couchée dans la poussière et se baignait au soleil; je pensais qu'il valait mieux être une poule qu'un lion. »

Si une pareille réception a des inconvénients et cache les mauvais côtés de la société qu'on visite, elle a aussi plus d'un avantage. Mademoiselle Bremer est entrée plus avant que personne dans la vie intime des Américains, elle s'est assise aux foyers du Nouveau Monde (suivant le titre expressif de son livre); c'est une grande supériorité sur la foule des voyageurs, qui n'a pour étudier que les auberges et les grandes routes; lieux où l'on ne rencontre pas toujours la part la plus civilisée d'un pays. Il ne faut donc pas chercher dans les lettres de mademoiselle Bremer le portrait du *Yankee* avec son air narquois et sa finesse plus que normande. Dans le monde où elle a vécu, elle n'a pas rencontré Sam Slick, et ne connaît pas même de nom le héros d'Halliburton; mais en revanche elle vous introduira dans la société littéraire de l'Amérique, et vous fera connaître de plus près ces hommes dont les noms et les écrits ont passé l'Océan. Voici les poëtes : Longfellow, Bryant, Lowell, miss Sigourney; voilà l'historien Prescott, l'Augustin Thierry du Nouveau Monde; voilà miss Sedgwick et miss Kirkland, à qui l'on doit d'excellents livres d'éducation et des romans pleins d'esprit. Cette physionomie grande et froide, c'est le philosophe Emerson, qui pense comme Schelling et qui écrit comme notre vieux Balzac; cette tête socratique, c'est Théodore Parkuer, qui, avec une audace de Titan, veut tirer de la philosophie

une religion et une Église. Toute cette galerie de personnages vivants nous montre combien en Amérique la vie intellectuelle est active, et combien est fausse l'opinion qui ne donne à la prospérité des États-Unis que des causes matérielles. Il y a au contraire un travail énorme des esprits, et le moment est venu de compter avec la littérature et la philosophie du Nouveau Monde.

A l'avantage de sa situation, mademoiselle Bremer joint des qualités précieuses chez un observateur. Et d'abord elle a pour le peuple qu'elle visite une sympathie toute particulière aux Germains et à leurs frères les Scandinaves. Le Nord se plaît à la fortune de la race saxonne, et reconnaît son sang dans cette colonie qui couvre le monde. Mais à la différence des Allemands, qui n'exaltent la liberté et l'esprit pratique des Américains que pour maudire la police germanique et insulter à la sentimentalité ou à l'érudition oisive de l'Allemagne, mademoiselle Bremer a le bon esprit de fuir ces odieuses comparaisons. Elle admire l'Amérique, mais elle reste Suédoise; Cuba même, avec son splendide soleil, ne lui fait pas oublier les lacs, les neiges et les souvenirs de la patrie.

Enfin elle est protestante zélée et chrétienne fervente (on sait qu'elle a écrit d'excellentes pages contre le livre de Strauss); et par là elle pénètre mieux le génie américain que nos voyageurs français, qui trop souvent n'en voient que la surface et se laissent tromper par l'apparence. C'est le protestantisme qui a peuplé l'Amérique et lui a donné ses mœurs et ses lois; toutes ces institutions qui nous étonnent ont une séve chrétienne, et on

peut dire sans exagération qu'aux États-Unis la règle et la garantie de la liberté, c'est l'Évangile. Chercher un autre principe que la religion pour expliquer la société américaine, c'est se condamner à de perpétuelles méprises. C'est ce qu'a compris M. Grandpierre, c'est là ce qui fait l'intérêt de son livre; mais il est à regretter qu'un observateur aussi judicieux se soit tenu dans des limites trop étroites, et qu'il se soit borné à quelques lettres sur l'état de la religion en Amérique, quand il eût pu nous donner un bon aperçu de la situation morale et politique du Nouveau Monde. Après ce qu'il a vu, c'est un service qu'il nous doit.

Suivre mademoiselle Bremer dans l'intérieur des familles américaines, et y recueillir des détails personnels ou des anecdotes piquantes, ce ne serait pas rendre justice à un livre où le sérieux domine sans jamais tourner à l'ennui; il vaut mieux signaler les nouveautés qui ont frappé l'auteur et qui nous touchent. Dans notre vieille société on est sans enthousiasme, et d'ailleurs les rangs sont si pressés qu'il est difficile et souvent dangereux de remuer; là-bas au contraire la foi est ardente, les illusions vives et le champ infini. Il n'est pas d'idée si folle qui ne puisse se produire; ce qui en Europe reste dans le monde des chimères prend corps aux États-Unis, reçoit un nom, ouvre une église, parle à un auditoire, fait des prosélytes; on lui laisse le temps et l'espace suffisant pour s'élever ou tomber suivant sa part de vérité ou de mensonge. Aussi tous ces essais qui nous effrayent, et qui chez nous font explosion après avoir été comprimés, sont là-bas d'une inno-

cence parfaite. Loin de s'inquiéter d'une doctrine nouvelle ou de la rendre dangereuse en lui prêtant le charme de la défense et du mystère, on lui fait place sitôt qu'elle le demande; c'est à la pratique seule qu'il appartient de combattre ou de justifier la théorie.

Je prends dans le livre de notre voyageuse les trois questions qui dans ces dernières années ont fait le plus de bruit en Europe : la séparation de l'Église et de l'État, le communisme, l'émancipation des femmes. Voyons ce qu'en ont tiré les Américains sous l'empire de la liberté.

La séparation absolue de l'Église et de l'État date du dernier siècle aux États-Unis; c'est Jefferson qui le premier l'a introduite en Virginie. Jefferson était peû favorable au christianisme, mais néanmoins cette réforme n'a pas été faite dans une intention hostile à la religion : c'est l'esprit de liberté qui seul l'a amenée. Il n'y avait point aux États-Unis une Église dominante et mêlée à l'État; mais un grand nombre d'Églises diverses, habituées à une mutuelle tolérance. Il n'y avait pas davantage un clergé et des moines propriétaires du sol et constituant un ordre distinct dans la nation. Rien donc, chez les auteurs de cette mesure, n'a rappelé les passions philosophiques ou les jalousies politiques de nos pères; et de leur côté les Églises américaines, n'ayant point de privilége à défendre ou à regretter, ne se sont pas révoltées contre l'État et le siècle. On s'est résigné à vivre sous le régime de la liberté; aujourd'hui on y tient, car on en connaît tout le prix.

De cette séparation politique et de la complète liberté

intérieure des Églises il est résulté des effets singuliers, qui ont trompé tous les calculs. Dès que les fidèles ont été chargés seuls de soutenir leur culte et de propager leur foi, chacun a pris à sa communion un intérêt des plus vifs; chacun s'est fait apôtre, et en même temps, par un effet naturel de la liberté sainement entendue, chacun a d'autant mieux respecté les droits d'autrui qu'il s'est senti plus jaloux de ses propres droits. De là ce spectacle remarquable en chaque Église d'une ardeur extrême et d'une tolérance infinie. En dehors du catholicisme, qui par son principe même est une société immuable et exclusive, il s'est fait un rapprochement fraternel entre les communions protestantes. Comme on ne voit dans la variété des croyances qu'un effet naturel de la diversité des esprits, on ne sait pas ce que c'est que la haine théologique ; sans trop regarder au symbole, on s'entend aisément pour agir avec quiconque porte le nom de chrétien; la charité gagne à cette union tout ce que le dogme y perd. C'est une transformation religieuse qui surprend M. Grandpierre, mais qui ravit mademoiselle Bremer, moins attachée à une confession particulière, et qui, avec ses amis d'Amérique, met au-dessus des églises de pierre et de bois le temple invisible où tous les hommes de bonne volonté se réunissent au nom du Christ.

Cette action commune a enfanté des merveilles de charité : les missions, le ministère des pauvres, la réforme pénitentiaire, les sociétés de tempérance. Mais nulle part l'esprit chrétien qui pénètre la société américaine n'est plus visible que dans l'institution qui fait la

force et la gloire des États-Unis, je veux dire les écoles. Chez nous, catholiques, c'est surtout le cœur qui est en jeu ; l'effort principal de la religion, c'est de pousser à la charité, c'est de mener au lit du pauvre et du mourant nos femmes les plus riches et les plus délicates. Aux États-Unis, on s'attache plutôt à prévenir la misère qu'à la soulager ; et comme la nature de la croyance et l'habitude de la liberté y rendent plus sensibles la puissance et la responsabilité de l'individu, c'est à développer, c'est à fortifier l'individu que tendent tous les efforts des chrétiens et des politiques. De là ces écoles du dimanche où la partie la plus riche et la plus éclairée de la société donne à l'autre moitié l'instruction morale et religieuse ; de là ce dévouement chrétien des hommes les plus considérables par la fortune et le talent, pour répandre et multiplier les écoles, élever les classes inférieures et les amener par l'éducation à la seule et véritable égalité. Niveler par en haut (*levelling upwards*), c'est la devise des Horaces Mann, des Barnard, des Channing, des Everett, de tous ceux enfin qui ont compris que dans un pays libre la religion et l'État ont un même problème à résoudre et un même intérêt à poursuivre : la perfection de l'individu.

Le respect de l'individu et le ménagement de la liberté qui en est la conséquence nous expliquent pourquoi le communisme est toléré en Amérique. Qu'il s'agisse d'un couvent, d'une réunion de quakers, des Mormons ou de l'Icarie, on voit dans ces associations l'exercice de la liberté, et on ne s'en effraye guère ; on ne craint pas les mainmortes sur un territoire illimité,

et le ressort individuel est trop fort aux États-Unis pour que ces communautés y soient jamais autre chose qu'une exception. Mademoiselle Bremer nous fait visiter les shakers de New-Lebanon et la communauté d'Hopedale, près de Boston ; ce sont des couvents protestants, où le mariage est interdit, mais où les hommes et les femmes vivent en union spirituelle, et du travail de leurs mains. C'est l'asile où plus d'un cœur éprouvé, plus d'une âme brisée va chercher une retraite, des amis, et l'espoir d'une vie meilleure que celle d'ici-bas. On comprend l'existence et la durée de ces paisibles demeures. Dans le New-Jersey il y a un véritable phalanstère ; c'est une association de gens de bonne compagnie qui ont mis en commun une part de leur fortune, qui ont associé leur travail et leur vie, qui de bonne foi se servent mutuellement, et jouent à ce jeu innocent qui certes ne réformera pas le monde. Avec mademoiselle Bremer on passe au phalanstère une charmante journée : on voit danser toute la jeunesse au bruit de la polka suédoise qu'elle touche si bien sur le piano de la communauté ! C'est une pastorale des plus gracieuses, mais on sent, comme le dit l'auteur, qu'en tout cela il n'y a rien de solide ; cette œuvre d'où la pensée de Dieu est absente est séchée par avance. A quoi bon cette gêne de la liberté qui n'est pas un sacrifice moral et qui ne mène à rien ? Renoncer à l'indépendance pour obtenir le bien-être matériel est une idée fausse ; on l'excuse dans un pays où la vie est difficile, où la liberté n'empêche point la misère ; mais c'est une folie dans un pays où la liberté mène promptement à la

fortune, où il y a pour tous place au soleil. Aussi tous ces essais n'ont-ils aucun avenir aux États-Unis. Une communauté religieuse aussi singulière que celle des Mormons a pu réussir; l'Icarie n'a pas même eu un succès de curiosité.

Plus les idées chrétiennes se répandent, plus on reconnaît que la supériorité morale est la vraie grandeur de l'individu, et plus on relève la condition de la femme; car, suivant la remarque de l'auteur, dès que la force cesse de régner, la femme se trouve l'égale de l'homme. Moralement elle vaut, dit-on, mieux que lui; lui est-elle inférieure en intelligence? Mademoiselle Bremer a le droit de croire le contraire; plus d'une femme aux États-Unis pense comme elle sans y être aussi autorisée. Il y a là-bas plus de femmes libres qu'en aucun pays, et ce n'est pas chose rare qu'un *meeting* ou une Convention pour établir les droits des femmes. En passant à Utica, dans l'État de New-York, mademoiselle Bremer voit les murs garnis de l'affiche suivante, où l'on crie à la tyrannie avec cette énergie qui ne prouve que trop qu'on est dans un pays de liberté :

« Les couturières de la cité d'Utica proposent un *meeting* pour mercredi prochain, afin de chercher les moyens à prendre pour écarter l'oppression dont *nous* souffrons, et chercher comment nous pourrons reconquérir et assurer nos droits. »

— « Vieux et austère champion des droits du peuple (s'écrie l'auteur avec sa grâce ordinaire), toi qui ne voulus pas vivre quand tu vis ces droits détruits par la main de César! vieux et magnanime Caton, toi qui mourus pour la liberté républicaine, tu es vainqueur après tout! Ce que tu désirais, et pour quoi tu as combattu, est ici dans cette nouvelle république, et après deux mille ans, une vivante réalité. Je le vois, je le lis; les derniers du peuple

peuvent aussi bien que les plus puissants défendre leurs droits, parler dans le Forum et obtenir justice. Vieux républicain, tu l'emportes! ton esprit vit ici plus puissant que dans l'ancienne Rome. Les couturières de la cité d'Utique en donnent la preuve dans la ville qui porte ton nom. Il est fâcheux qu'elles n'aient pas mieux rédigé leur affiche; mais n'importe; ce qu'elles veulent n'est pas douteux. »

Il y a une émancipation plus réelle que celle de la femme libre, et qui fait moins de bruit; c'est la part toute nouvelle qu'aux États-Unis les femmes prennent à l'éducation; c'est une vocation véritable suivie de succès inattendus. Dans la Genevoise la plus aimable et la plus spirituelle il y a pour nous de la maîtresse d'école; cela tient au rôle de missionnaire que chacune d'elles s'impose et qui effraye notre légèreté. Les Américaines ressemblent beaucoup aux Genevoises, et les écoles du dimanche les habituent de bonne heure au difficile métier de l'enseignement. Elles y perdent cette grâce d'enfant gâté qui nous plaît dans la femme, mais elles y gagnent en indépendance et en moralité. Ce qui est sûr, c'est que leur patience, leur douceur, leur bon ton en font des institutrices parfaites; comme obéissance et comme travail, elles obtiennent de leurs élèves beaucoup plus que nos maîtres et avec moins d'efforts. Aussi n'est-ce pas seulement des enfants qu'on leur confie, et mademoiselle Bremer, après nous avoir menés à l'école normale où l'on donne des connaissances complètes aux futures maîtresses, nous introduit dans une école particulière où une jeune fille de vingt ans instruit sans s'émouvoir de jeunes *gentlemen* presque aussi âgés qu'elle et qui l'écoutent *comme de bons*

enfants. C'est un spectacle qu'elle a vu plus d'une fois aux États-Unis, et certes ce n'est pas le moins curieux.

Après s'être fait leur place dans l'éducation, les femmes ont voulu aussi s'emparer de la médecine; elles y ont réussi sous la conduite d'une jeune personne de talent et de résolution, Élisabeth Blakwell. Philadelphie a une école de médecine destinée aux femmes; déjà plusieurs d'entre elles pratiquent avec succès. Cela n'a rien qui étonne quand on met de côté le préjugé. Pour le soin des enfants, pour les maladies de leur sexe, pourquoi les femmes ne vaudraient-elles pas nos docteurs? La nature les a faites pour être mères, nourrices et gardes-malades; est-il sûr qu'elle leur a refusé les qualités d'un médecin? Avant de nous prononcer, songeons qu'en Amérique c'est un scandale qu'une femme dans un comptoir; ce qui nous semble tout simple est là-bas une énormité; il en est ainsi de la plupart de nos croyances; c'est de quoi nous rendre modestes avant de condamner ceux qui ne pensent pas comme nous.

Quel est le jugement final de mademoiselle Bremer sur le pays et la nation qu'elle a visités? Il est des plus favorables à ses hôtes. Nulle part elle n'a vu des âmes plus belles, des cœurs plus dévoués, plus d'amour du bien public, un désir plus sincère d'élever l'humanité. Les Américains sont-ils donc supérieurs aux Européens? « Non, dit-elle; ils ont les mêmes défauts et les mêmes vices, mais ils ont plus d'espérance. » Mot profond et vrai. Oui, il y a aussi pour les peuples un âge où l'on ne doute de rien, où l'on croit à un soleil qui montera

toujours; l'Amérique en est là; c'est le temps des grandes choses. Chacun y va devant soi, plein de confiance dans ce qu'on nomme si justement la croissance (*growth*) des États-Unis; chacun sent qu'il y a là une force irrésistible qui, en poussant la nation vers un avenir immense, emporte du même coup la fortune de l'individu.

Mais nous, Français, sommes-nous donc un peuple vieilli? notre civilisation est-elle finie? N'avons-nous plus qu'à jouir des feux affaiblis du soir jusqu'à ce que le soleil nous quitte pour se lever sur un autre horizon? Non, c'est une idée de désespoir que rien ne justifie. L'Europe ne s'éteint pas, elle se transforme, et dans cette difficile épreuve, elle peut prendre exemple des États-Unis. Le peuple américain n'est pas une race nouvelle; c'est notre société même sur un terrain nouveau, dans des circonstances différentes. C'est la même civilisation; mais peut-être là-bas a-t-on mieux compris à quelles conditions la liberté est féconde, et tout ce qu'on peut tirer encore du christianisme et de l'éducation. C'est ce qu'a senti mademoiselle Bremer; c'est ce qui fait de son livre non pas seulement un recueil d'impressions personnelles écrit avec esprit et naturel, mais une leçon sérieuse, dont nous pouvons profiter.

En nous montrant l'Amérique dans toute sa grandeur, en nous la faisant aimer, en nous livrant le secret de cette force et de cette jeunesse qui nous étonne, elle a servi à la fois les deux mondes et noblement payé la dette de l'hospitalité.

Mai 1854.

L'ÉDUCATION EN AMÉRIQUE[1].

Je ne crois pas que dans l'histoire on trouve rien de comparable à la prodigieuse croissance des États-Unis, et certes il n'est point de spectacle qui prête à plus de réflexions. Deux siècles ont suffi pour faire d'une poignée d'émigrants une nation de vingt-quatre millions d'âmes, et suivant un calcul modéré il y aura avant cinquante ans plus de cent millions d'hommes de même langue et de même race dans cet empire né d'hier[2]. En 1780, l'Amérique n'était qu'une colonie révoltée, qui, sans argent, sans vaisseaux, sans ressources, implorait la main protectrice de la France; aujourd'hui la voici rivale de l'Angleterre sur les deux océans; demain ce

1. *Orations and Speeches*, by Everett; 2 vol. in-8. Boston, 1850. — *Die Kirche und Schule, in Nord-Amerika* von Dr Hermann Wimmer; 1 vol. in-8. Leipzig, 1853.

2. M. Clay calculait que sur ce territoire sans limites la population doublait en vingt-deux ans, et qu'il y aurait en 1862 trente-quatre millions d'habitants; en 1884, soixante-huit millions; en 1906, cent trente-six millions; en 1928, deux cent soixante-treize millions. Le recensement de 1860 a donné 31,676,217 habitants, New-York, qui avait 515,547 habitants en 1850, en comptait 814,277 en 1860, non compris Brooklyn, qui n'est qu'un faubourg, et qui a aujourd'hui 273,425 habitants.

ne sera plus un État, ce sera un monde nouveau en face de l'ancien.

Ce n'est pas tout; ce peuple, dont la fortune tient du roman, vit autrement que nous. C'est une démocratie, c'est une république, c'est-à-dire une forme de société et de gouvernement que Rome et la Grèce ont imparfaitement connue, mais qu'en Europe on a toujours condamnée comme impraticable et chimérique. Aussi c'est en tremblant que Franklin saluait cette politique nouvelle qui ne se réclame ni du droit divin ni de la force, et qui ne reconnaît d'autre principe que la raison. Il priait Dieu de protéger la constitution, car il sentait que l'expérience était décisive, et que si elle manquait, c'en était fait des gouvernements libres. Dieu l'a exaucé au delà de son rêve. Le seul pays où depuis 1789 tout ait marché sans secousses, où la société ait vécu sans révolution, où l'on n'ait point changé sans cesse de principes et d'idées, c'est l'Amérique. La vieille Europe, qu'on croyait si solidement assise, a craqué jusque dans ses fondements; monarchie, noblesse, priviléges, tout a croulé; les Chartes et les Assemblées n'ont pas tenu davantage, et au milieu d'essais et de maux sans nombre, plus d'une fois nous avons envié la paix et la stabilité de cette démocratie qu'on accuse toujours d'être mobile et orageuse, et qui seule n'a pas varié depuis soixante ans.

D'où vient la solidité de cette organisation? qui nous livrera le secret de sa durée? C'est le plus grand problème de la politique moderne, mais, en Europe, on ne s'aperçoit pas que les hommes d'État en aient cherché

la solution. Les plus chauds amis de la liberté et de l'Amérique ne sont pas toujours ceux qui les ont le mieux comprises; souvent aussi par crainte, par ignorance ou par envie, on essaye de mettre les États-Unis en dehors de la condition commune des sociétés civilisées, on affecte de n'y voir qu'un prodige sans conséquence pour l'ancien continent. C'est ainsi qu'on explique la prospérité de l'Union, tantôt par le caractère démocratique des institutions, tantôt par l'immensité d'un territoire ouvert à l'activité de tous, tantôt enfin par la rareté de la population, qui maintient un taux élevé de salaire et prévient le paupérisme. Sans doute ce sont de grands avantages; mais il ne faut pas aller loin pour voir que les anciennes colonies espagnoles, aussi vastes et mieux situées que les États-Unis, moins peuplées encore et non moins démocratiques, à ne parler que des institutions, languissent misérablement dans la situation même où fleurit l'Union. C'est, dit-on encore, un peuple neuf, et la république est un régime simple qui ne va qu'aux sociétés naissantes : double erreur; car en Amérique si la terre est neuve, la population ne l'est pas; on oublie toujours que les Américains sont des Anglais qui datent leurs libertés de la grande Charte; et quant à la république telle qu'on l'entend là-bas, c'est une organisation infiniment délicate qui, en plaçant l'autorité dans les masses et en rendant l'obéissance presque volontaire, ne convient qu'à des hommes qui ont, non pas les vices, mais les vertus de la civilisation. Les États-Unis vivent de liberté, le Mexique en meurt. La race, dit-on, explique ces fortunes diverses, heureuse solution qui

met un mot à la place d'une idée; car la question est justement de savoir ce qui constitue cette race anglo-saxonne, d'où lui vient l'énergie qui dans ce moment décisif lui assure l'empire du monde en lui ouvrant, et à elle seule, les continents nouveaux, en lui donnant l'Australie, comme si ce n'était pas assez de l'Amérique!

Le secret de leur grandeur, les Américains le connaissent depuis longtemps, ils l'ont emporté d'Angleterre avec eux. Il y a deux siècles que, tout en recherchant les formes politiques les plus simples et les plus populaires, ils n'y attachent cependant qu'une importance secondaire, sachant bien que la liberté tient à l'esprit des citoyens plutôt qu'au système de gouvernement. Dès le temps de Louis XIV, ils ont vu clairement ce que nous commençons à soupçonner, c'est que la liberté est une force et rien de plus, force indifférente de sa nature, et qui va au mal comme au bien. Comprimée, elle éclate, laissée à elle-même, elle ravage ou féconde suivant la main qui la dirige et qui s'en sert. Cette direction, les Américains l'ont trouvée du jour où ils ont compris que le problème à résoudre était le même pour une nation que pour un individu, et qu'il faut traiter la liberté politique comme la liberté naturelle, parce que c'est une même liberté. Ce n'est point dans une observance extérieure ou dans un livre, c'est dans le cœur de l'homme que l'on doit mettre la règle morale, si l'on veut qu'il vive honnêtement. Ce n'est point davantage dans un mécanisme de gouvernement, c'est dans l'âme du citoyen qu'il faut mettre la règle politique. Il n'y a qu'un guide intérieur qui

puisse nous empêcher d'abuser de la liberté et de nous perdre par ce qui devrait nous sauver.

Ce guide intérieur, c'est la religion qui le fournit aux premiers colons. Cette religion sévère et raisonneuse qui embrassait toute la vie et forçait le fidèle à ne point sortir du cercle étroit qu'elle lui avait tracé, a marqué l'Américain d'un cachet ineffaçable. C'est elle qui lui a donné le caractère sérieux et moral qui le distingue, caractère plus visible dans la Nouvelle-Angleterre, où la population n'est point mélangée, mais qui est partout reconnaissable. Puis, à mesure que la civilisation s'est répandue, que les arts ont pris une part plus considérable dans la vie du peuple, que la société elle-même est devenue laïque, l'éducation s'est détachée de la religion, non pas pour se mettre en opposition avec elle, mais au contraire pour la seconder par des moyens nouveaux. C'est à ces deux sœurs, la religion et l'éducation, qu'a été remise la garde de la liberté; ce sont les deux pivots sur lesquels porte l'Amérique. Personne n'en doute là-bas : point de liberté possible sans religion et sans éducation, c'est le premier axiome de la politique. On sait quelle part nous avons faite à ces deux forces dans tous nos essais de gouvernement.

Le rôle que joue la religion aux États-Unis, la place qu'elle tient dans la société, l'influence qu'elle exerce sur les mœurs et les lois, M. de Tocqueville nous l'a dit et n'a rien exagéré. Aujourd'hui les discours de M. Everett et la statistique du docteur Wimmer vont nous apprendre ce qu'est l'éducation en Amérique, et combien le mot et la chose ont une autre portée qu'en

Europe. Ici, c'est une façon de donner à l'enfant les notions dont il aura besoin pour être un jour ouvrier habile, laboureur intelligent; là-bas, c'est la condition de vie ou de mort pour le gouvernement et la société. Écoutons M. Everett; son langage aura une toute autre autorité que mes paroles :

« N'oublions pas que les dangers auxquels la liberté est exposée ne viennent pas tous du pouvoir arbitraire. L'intelligence et la raison, nécessaires au peuple pour acquérir la liberté, sont plus nécessaires encore pour écarter l'anarchie. C'est là la grande épreuve d'un peuple qui mérite la liberté. Sous un despotisme paternel, l'ordre est maintenu dans l'État, la vie et la propriété sont protégées par un bras puissant. Une certaine part de liberté, j'entends la garantie contre toute violence illégitime, est assurée par la présence de ce pouvoir militaire, qui est le grand instrument de sujétion. Mais dans un gouvernement libre, il n'y a que la raison du peuple pour garder la paix publique. L'ordre doit être maintenu, non point par une police militaire ni par des régiments de *horse-guards*, mais par l'accord tout volontaire d'une population éclairée, et bien décidée à ne pas laisser détruire par l'anarchie les droits qu'elle a conquis sur le despotisme. Et comme la maladie dans une organisation délicate ou la dépravation dans une noble nature ont une gravité toute particulière, ainsi, si nous laissons jamais détruire le principe de notre gouvernement, attendons-nous à des ravages, à des terreurs, à des destructions sans exemple. C'est là un sujet d'un immense intérêt pour les États-Unis. Aucune nation, depuis le commencement du monde, n'a reçu autant de bénédictions et de priviléges; aucun peuple n'a été fait ainsi le gardien de ses propres droits; si vous laissez échouer cette grande épreuve d'une liberté fondée sur la raison, je ne sais ni où ni quand on la reprendra sur la terre. »

L'éducation, dans la Nouvelle-Angleterre (c'est le pays modèle et qui donne le ton aux autres États), diffère surtout de la nôtre dans le premier degré. Sans parler

des petites écoles tenues par des femmes, ce qui permet de commencer plus tôt l'instruction des enfants, tout en leur assurant plus de soins, les écoles publiques et gratuites (*common schools*), qui répondent à nos écoles primaires, sont assez parfaites pour que personne n'hésite à y envoyer son fils. Ainsi commence dès le premier jour cette union des citoyens qu'exigent la vie publique et le bien de l'État. C'est une des recommandations politiques que nous ont laissées les anciens; nous l'avons traitée comme une chimère; les Américains en ont fait une vérité. Pour rendre l'éducation publique aussi parfaite, rien ne leur a coûté. Suivant le docteur Wimmer, le budget de l'instruction publique dans le Massachusetts s'est élevé en 1850 à un dollar par tête d'habitant; ce serait pour la France une dépense de 180 millions, la moitié de ce budget militaire que l'Amérique ne connaît pas. En même temps on a vu les hommes les plus distingués de l'État se dévouer entièrement à cette œuvre patriotique. A Boston, c'est M. Horace Mann, qui, pendant dix ans, renonce à la vie politique pour s'attacher à la direction des écoles; dans le Connecticut, à Rhode-Island, c'est M. Henri Barnard qui perfectionne un enseignement déjà comparable à celui de l'Allemagne. Visiter le continent pour y chercher les meilleures méthodes, fonder des écoles normales, réduire en principe l'art de ménager la santé, l'esprit, le caractère des générations nouvelles, c'est ce qu'ont fait avec un zèle admirable ces deux amis du peuple et de la liberté. Grâce à leurs efforts, la Nouvelle-Angleterre peut servir de modèle à l'Europe en ce point de la première éducation.

C'est beaucoup que d'excellentes écoles où toute la population se rend sans contrainte; nous serions trop heureux si tous les enfants du pauvre arrivaient chez nous jusqu'à ce premier degré d'instruction. Aux États-Unis on est plus ambitieux; l'éducation y dure toujours, et pour l'ouvrier plus encore que pour l'homme de loisir. Le jour où l'ouvrier cesse d'apprendre, où son esprit n'est plus occupé, ses mauvais penchants se montrent; c'est un citoyen qui va devenir dangereux; aussi la société ne l'abandonne-t-elle pas d'un moment. Ce sont d'abord les écoles du dimanche qui le tiennent jusqu'à vingt et un ans. Là, suivant M. Everett, quinze cents maîtres volontaires apprennent à quinze cent mille élèves leurs devoirs comme chrétiens et comme citoyens. Là commence une propagande dont nous n'avons jamais compris la portée. C'est par millions qu'on répand des petits livres de toute espèce qui vont jeter un rayon de lumière dans la plus chétive demeure, et moralisent le peuple en l'instruisant. Chez nous, où trop souvent la presse n'a servi qu'à incendier, on ne sait pas quel bien infini fait cette croisade qui chasse de partout l'ignorance et la brutalité. Il y a sans doute, aux États-Unis comme en Angleterre, une presse politique violente et passionnée; c'est celle-là dont les clameurs viennent jusqu'à nous; mais à côté de ces journaux mêlés de bien et de mal, il y a un contre-poids qui nous a toujours manqué : c'est cette presse bienfaisante, religieuse, dévouée, qui parle au peuple un noble langage, éclaire son esprit, apaise ses mauvais instincts, et l'élève en le consolant.

Puis, comme rien ne vaut la parole humaine, surtout quand ce sont les riches et les heureux du monde qui s'occupent de ceux à qui n'a point souri la fortune, on multiplie les associations, les réunions, les lectures publiques : tout est occasion pour éclairer le peuple; les esprits les plus distingués, les hommes les mieux placés dans l'opinion se font un devoir et un honneur de parler au peuple d'histoire, de littérature, d'économie politique, et par-dessus tout de la grandeur et de la dignité de sa nature. Pareille chose existe en Angleterre, et pour ne citer qu'un exemple, un noble lord, le comte de Carlisle, s'est fait une juste réputation par ses discours et ses lectures aux ouvriers du Yorkshire[1]. Il n'est point de question devant laquelle on recule; on traite publiquement des sujets que nous n'osons pas toucher : la nature du droit de propriété, par exemple, ou les droits du capital et du travail. Ce n'est point du socialisme qu'on a peur, mais de l'ignorance qui fait tout le danger du socialisme. On sent quelle est la puissance de ces lectures publiques, on ne s'étonnera pas qu'un généreux citoyen de Boston, John Lowell, ait laissé douze cent mille francs à sa ville natale pour multiplier ce moyen d'instruction. C'est ainsi que dans une démocratie on établit et on maintient des relations intimes entre les diverses classes de la société, ou, pour mieux dire, c'est ainsi qu'on efface toutes les différences et qu'on fait pénétrer partout l'égalité. En y réfléchissant, on s'aperçoit bientôt que c'est surtout l'éducation qui

1. *Lectures and Adresses in aid of popular education*, by the right honorable the earl of Carlisle. London, 1852.

distingue les hommes. Aujourd'hui l'ignorance est la seule barrière qui partage la société en deux camps. C'est le dernier privilége qui reste à détruire; seulement, comme l'a compris l'Amérique, ce n'est pas en abaissant le riche, c'est en élevant la condition intellectuelle et morale du pauvre qu'on peut atteindre cette égalité et cette union si désirées.

Parmi les hommes qui ont le mieux senti tout ce qu'il y a de grandeur à éclairer ainsi le peuple et qui ont rempli cette sainte mission avec le plus de dévouement, il n'en est pas, je crois, qui pour l'éloquence et le talent, soit comparable à M. Édouard Everett; il n'est pas non plus de meilleur exemple pour nous montrer comment on parvient par le travail dans cette démocratie qu'on accuse d'ingratitude, et comment, à force de services, on y gagne et on y conserve une légitime popularité.

M. Édouard Everett, né dans le Massachusetts, en 1794, fils d'un respectable ministre, orphelin de bonne heure, et sans fortune, est un élève de ces écoles publiques qu'il a toujours honorées. Dirigé par un homme dont le nom est inconnu en Europe, mais qui a exercé autour de lui une action considérable et laissé à Boston un profond souvenir, J.-S. Buckminster, M. Everett était à dix-neuf ans ministre de l'Église unitaire, à vingt-trois ans professeur de littérature grecque à l'Université de Cambridge. C'est alors qu'il sentit le besoin d'aller étudier l'antiquité sur place, et de demander à l'aspect des lieux, aux ruines, à l'éternelle lumière de la Grèce, ces leçons qu'on ne trouve pas dans les livres. Il mit

quatre ans à parcourir l'Europe ; il y gagna cette expérience hâtive que donne la vue des choses et des hommes de tout pays. Directeur du *North American Review*, orateur signalé dès le premier jour, sa place était marquée au Congrès; il y fut envoyé par ses concitoyens en 1825 ; il y resta dix ans membre et président du comité des affaires étrangères, quoique sa modération le rangeât souvent dans la minorité. Gouverneur du Massachusetts de 1835 à 1837 par trois élections successives, ambassadeur en Angleterre, choisi enfin par le président Fillmore pour remplacer M Webster comme secrétaire d'État, M. Everett est, on le voit, un homme qui, par son mérite personnel, s'est élevé de bonne heure au premier rang et s'y est toujours maintenu. C'est en même temps un esprit infiniment cultivé, un écrivain nourri de l'antiquité, et qui lui a si bien emprunté son génie qu'on l'a surnommé par excellence le classique (*classical Everett*).

Il est curieux de suivre la vie publique d'un tel homme, et c'est ce qu'il est aisé de faire dans les deux volumes que nous avons sous les yeux. Il n'y a là ni les œuvres littéraires ni les harangues politiques, mais seulement les discours que depuis trente ans a prononcés M. Everett chaque fois qu'il s'est trouvé en rapport avec ses concitoyens. Les sujets sont naturellement très-variés, la pensée y est toujours la même; tout s'y réduit à un seul point : l'éducation intellectuelle, morale, patriotique du peuple. L'unité est dans la parole comme elle est dans la vie de l'auteur.

Après Channing, je ne connais personne qui ait eu

une idée plus juste et plus élevée de l'éducation, et qui s'en soit mieux expliqué que M. Everett. Ses discours *sur l'importance de l'éducation dans une république*, *sur l'avantage de la science pour les ouvriers*, *sur les écoles normales*, sont des chefs-d'œuvre de bon sens; mais il faut le dire, si l'orateur voit aussi bien les choses, c'est qu'il s'y prend de plus haut que le politique; c'est que, dès sa jeunesse, il a médité sur le prix infini de l'âme humaine, c'est qu'il appartient à une Église qui, rejetant tout symbole, ne connaît pour l'homme d'autre moyen de salut que l'éducation. On voit dans la suite des idées l'influence de Buckminster et de Channing, en même temps que dans l'élégance de la forme on sent le souffle de l'antiquité. Qu'on en juge par la péroraison du discours *sur l'importance du savoir.*

« Contemplez à l'automne un des chênes magnifiques de la forêt, couvert de milliers de glands. Il n'y a pas un seul de ces fruits qui ne porte en soi le germe d'un arbre parfait, aussi superbe, aussi majestueux que le tronc paternel; chacun d'eux est l'embryon d'un chêne qui plongera ses racines dans la terre, élèvera ses branches vers les cieux, et bravera les orages de trois cents hivers. Il ne faut pour cela qu'une poignée de terre qui recouvre le gland tombé, un peu d'humidité qui le nourrisse, un abri qui le protége jusqu'à ce qu'il ait jeté racine. Il ne faut que cela, mais il le faut absolument, ou sinon, faute de ce secours, insignifiant en apparence, pas un seul de ces fruits innombrables n'est destiné à devenir un arbre.

« Contemplez maintenant les cités, les bourgs, les villages de notre chère patrie, pensez de quoi se compose cette population déjà serrée en quelques places, et qui partout grandit rapidement. Un peuple, ce n'est point un amas de machines animées, de brutes dressées à soumettre le sol, c'est une réunion d'êtres raisonnables et intelligents. Parmi tous ces milliers d'hommes qui forment notre république, il n'est pas une intelligence qui ne soit capable

de grands progrès dans les connaissances usuelles, et nul ne peut dire ou limiter le nombre de ceux qui sont doués d'assez de talent pour atteindre aux plus hautes découvertes. Tous ces hommes ont naturellement les mêmes sens, les mêmes facultés que possédait un Newton, un Franklin, un Fulton. Qu'ils les aient au même degré, je ne le prétends point; mais qui osera dire qu'ils ne les ont à aucun degré? Eh bien! pour éveiller chacune de ces intelligences, pour lui donner le sentiment de sa merveilleuse puissance et lui apprendre à s'en servir, il ne faut que peu de chose. Mais ce peu de chose est indispensable. Combien l'œil est-il un instrument plus merveilleux que le télescope! La Providence nous a donné les yeux, mais il faut que l'art fournisse le télescope, autrement les merveilles des cieux nous échappent. Si la plus grande part de l'intelligence humaine périt sans se développer, c'est faute du faible secours que des moyens humains eussent facilement donnés à cette prodigieuse faculté d'amélioration qui est innée dans l'homme. Quand un gland tombe sur un sol défavorable et y sèche, nous savons l'étendue de la perte. C'est la perte d'un arbre comme celui dont le fruit s'est détaché. Mais quand l'esprit d'un être raisonnable est étouffé faute de culture et manque aux grandes fins pour lesquelles il a été créé, c'est une perte que personne ne peut mesurer, une perte dans le temps et dans l'éternité. »

A ces conseils donnés dans un si bon langage il faut joindre un autre enseignement à l'usage des pays libres, et dans lequel excelle M. Everett. J'entends par là ces discours patriotiques qui, à chaque anniversaire d'un événement célèbre ou d'une mort illustre, apprennent au peuple à respecter et à aimer ceux qui ont servi l'État de leurs conseils ou de leur épée, et lui inspirent cette émulation patriotique, cette vertu dont Montesquieu, après les anciens, faisait le principe des républiques. Les États-Unis ont le bonheur d'avoir un passé sans tache; il n'y a ni guerres de religion, ni guerres civiles, ni despotisme, ni révolutions. C'est un bel

exemple, mais comme on y entretient ces glorieux souvenirs, comme on a soin de ne rien laisser perdre de ce grand héritage, comme on fait du passé la leçon de l'avenir! Toute l'histoire de la Nouvelle-Angleterre est dans les adresses de M. Everett. Voici ces pèlerins qui sacrifient tout à leur foi et qui aiment mieux quitter le sol natal que de renoncer à la liberté de conscience. Voilà ces hommes de 1776 qui rompent avec l'Angleterre sur une question de droit, et qui mettent en jeu leur bien-être et leur vie plutôt que de payer un impôt léger, parce que cet impôt est illégitime. C'est Warren, le premier soldat et le premier martyr de l'indépendance; c'est le généreux et chevaleresque Hancock, c'est Samuel Adams, le dernier des puritains. Ces deux vieillards, qui meurent comblés d'ans et d'honneurs au milieu des bénédictions de l'Amérique, le jour même du cinquantième anniversaire de la déclaration d'indépendance : c'est Jefferson qui a rédigé cet acte célèbre, c'est John Adams qui l'a soutenu. Et cette douce et noble figure, c'est Washington, le plus grand cœur qu'ait vu la terre, le patriote qui a défendu la liberté de son pays contre les ennemis du dedans aussi bien que contre les ennemis du dehors, le politique qui n'a jamais eu d'autre ambition que la justice; l'homme enfin dont la sagesse a créé l'Union, et qui, du fond de sa tombe, la protége encore par le souvenir et l'exemple de ses vertus.

Tous ces héros de la patrie, M. Everett les fait revivre et les propose en modèle au peuple, qui l'écoute avec ravissement. On n'a pas plus d'âme et une chaleur plus communicative; on ne saisit pas mieux tout ce qui va

au cœur et emporte dans une même émotion celui qui parle et celui qui écoute. Un passage qui nous touche nous montrera le talent de l'auteur sous ce nouvel aspect. Lorsque le général La Fayette se rendit aux États-Unis en 1824, il assista à une de ces lectures publiques qui sont un des plaisirs favoris de la Nouvelle-Angleterre. Le lecteur était M. Everett, voici la fin de son discours :

« Cette année complète un demi-siècle depuis une date considérable dans l'histoire du monde, le commencement de notre guerre de la révolution. Voici le jubilé de notre existence comme nation. Le temps écoulé depuis cette ère mémorable a mis dans la poussière, déjà sanctifiée par le sang des braves, la plupart des grands hommes à qui nous devons, après Dieu, notre indépendance et nos libertés. Quelques-uns restent encore parmi nous pour y recueillir les beaux fruits de leurs travaux et de leurs souffrances; mais il en est un qui s'est rendu à la voix de tout un peuple et qui est revenu dans sa vieillesse recevoir les remercîments de la nation à qui il a dévoué ses jeunes années. Il est écrit dans les pages de notre histoire que lorsque cet ami zélé de l'Amérique s'adressa à nos commissaires à Paris, en 1776, pour leur demander passage sur le premier navire qu'ils dépêcheraient, ils furent obligés de lui répondre (telle était la situation de notre patrie) qu'ils n'avaient ni moyens ni crédit suffisants pour armer un seul vaisseau dans tous les ports de France. « Eh bien, s'écria le jeune héros, j'aurai mon navire! » Et quand toute l'Amérique était trop pauvre pour l'amener dans ses parages, il laissa, tout jeune encore, son foyer, le bonheur domestique, les jouissances de la fortune et du rang, pour se plonger dans la poussière et le sang d'une lutte désespérée.

« Soyez le bienvenu, ami de nos pères; soyez le bienvenu sur nos rivages. Heureux nos yeux de contempler ces traits vénérables! Jouissez d'un triomphe que n'a jamais connu conquérant ni monarque; soyez sûr que dans toute l'Amérique il n'y a pas un cœur qui ne batte de joie et de reconnaissance au bruit de votre nom! Vous avez déjà vu et salué ou vous verrez bientôt ce peu qui reste

d'ardents patriotes, de sages conseillers, de braves soldats, avec qui vous fûtes associé pour achever notre liberté. Mais vous chercherez en vain ces autres figures amies, pour qui c'eût été un siècle de bonheur qu'un jour comme celui-ci, passé avec leur vieux frère d'armes, leur compagnon de dangers. Lincoln et Green, et Knox, et Hamilton sont partis. Les vainqueurs de Saratoga et de York-Town sont tombés devant l'ennemi à qui nul ne résiste. Et surtout le premier des héros et des hommes, l'ami de votre jeunesse, celui qui fut plus que l'ami de sa patrie, est là dans cette terre qu'il a rachetée. Sur les bords du Potomac, il repose dans la gloire et la paix. Vous reverrez les ombrages hospitaliers de Mont-Vernon; mais celui que vous vénérez, vous ne le trouverez plus sur le seuil. Cette voix consolatrice qui vous cherchait dans le donjon d'Ollmütz ne peut plus rompre son silence pour vous donner la bienvenue quand vous entrez sous son toit. Mais les enfants de l'Amérique, dans leur reconnaissance, vous accueilleront en son nom. Soyez le bienvenu, trois fois le bienvenu sur nos rivages, et quelque part que vous alliez dans toutes nos provinces, l'oreille qui vous entendra vous bénira, l'œil qui vous verra vous rendra témoignage, et chaque bouche s'écriera avec une joie qui vient du cœur : Soyez le bienvenu, La Fayette, soyez le bienvenu ! »

C'en est assez pour faire comprendre tout ce qu'il y a de talent chez M. Everett; on aimera sans doute cette vive éloquence, cette parole élégante et animée; mais qu'on le remarque bien, M. Everett n'est cependant (et je le dis à la gloire des États-Unis) que le premier parmi une foule d'orateurs qui le suivent dans cette voie patriotique. Il n'est point de pays au monde où l'on parle plus souvent au peuple et où l'on entretienne avec plus de soin cette agitation de bon aloi qui empêche la société de se corrompre, ce feu sacré qui est la vie même des nations. Le thème est toujours le même : vertu, patrie, éducation et liberté; mais le peuple ne se lasse pas de

l'entendre, car chaque jour il le comprend mieux et jouit avec un juste orgueil de ces biens si chers. Chose remarquable, quand Balbo cherchait à réveiller le patriotisme italien et à préparer le réveil de la liberté, il parlait à l'Italie comme M. Everett à l'Amérique : « Soyons vertueux et éclairés, disait-il, nous serons bientôt libres. » Il avait raison : la liberté naît et se maintient par les mêmes causes. Balbo avait trouvé le secret de l'indépendance politique ; mais pour en faire jouir l'Italie il lui manquait et la presse qui porte au loin la parole, et un peuple préparé par l'éducation à recevoir ces germes féconds. Heureux ceux qui vivent en un temps et en un pays où la pensée a son plein essor, où le peuple cherche et obtient la lumière, où enfin c'est une même chose que d'aimer la liberté et d'aimer la patrie !

Octobre 1853.

L'ESCLAVAGE AUX ÉTATS-UNIS [1].

Le livre de madame Beecher Stowe, *la Cabane de l'Oncle Tom*, a tout à coup appelé l'attention du monde sur l'esclavage aux États-Unis; l'impression a été des plus vives dans toute l'Europe; puis peu à peu l'écho s'est affaibli, le silence s'est fait, on est retombé dans l'indifférence pour une question qui semble ne toucher que l'Amérique. C'est là le défaut des romans; comme ils s'adressent au cœur et cherchent surtout à émouvoir, leur premier effet est irrésistible; mais bientôt la critique arrive, on conteste la vérité du tableau, on ne veut voir que des exceptions dans les faits allégués par l'auteur; le charme s'envole, et l'on oublie. Il n'en est pas de même des œuvres qui s'adressent à la raison. Si d'abord elles n'ont pas la séduction du roman, elles reprennent l'avantage en vieillissant. Nos sentiments changent vite quand il n'y a pas une passion qui les soutienne; une nouvelle émotion efface l'émotion de la veille; au contraire, une fois que notre esprit est convaincu, rien n'en peut plus arracher la vérité. C'est là notre grandeur. Alors même que l'intérêt personnel cherche à nous étourdir, une voix intérieure qui nous domine en dépit de nous-mêmes nous force à céder, ou

1. Publié en tête des écrits de Channing sur l'*Esclavage*. Paris, 1855.

tout au moins nous juge et nous condamne. Porter la conviction chez un peuple, éveiller en lui cette voix suprême à laquelle l'humanité finit toujours par obéir, c'est l'œuvre la plus belle que l'écrivain puisse se proposer; c'est celle que Channing a accomplie avec autant de courage que de talent. Je ne veux rien diminuer des services rendus par madame Stowe, mais bien avant elle l'esclavage a été frappé de mort par la main de Channing. Un souffle puissant, inspiré du christianisme, a dissipé tous les sophismes dont le despotisme du maître veut en vain s'envelopper. Pour maintenir cette lèpre dans la société américaine, il ne reste plus rien aujourd'hui que l'intérêt des propriétaires et la force de la tyrannie.

Channing, du reste, n'est pas le premier qui ait demandé l'affranchissement des noirs. Dans un pays aussi chrétien et aussi charitable que les États-Unis, on n'a pas attendu jusqu'à nos jours pour réclamer les droits de l'homme. L'Amérique a toujours prétendu qu'on lui avait imposé l'esclavage; c'est l'Angleterre qui, dans l'intérêt d'un commerce honteux, a forcé ses colonies à recevoir des cargaisons de nègres, et cela malgré une résistance opiniâtre. En 1772, par exemple, la Virginie, qui n'avait cessé de décourager la traite des noirs en mettant des droits à l'entrée de cette marchandise humaine, la Virginie réclamait avec chaleur contre cette importation d'esclaves, qui sacrifiait le bonheur de la colonie au profit de quelques négriers, et empêchait l'établissement de colons dix fois plus utiles que les nègres. Le 6 mai 1776, la convention de Williamsburg, promulguant la constitution du nouvel État de

Virginie, mettait au nombre des actes de George III, qui justifiaient la révolte de l'Amérique : « l'*usage inhu-* « *main de la prérogative royale qui a empêché la Vir-* « *ginie de prohiber par une loi l'introduction des* « *nègres*[1]. »

A la même époque, Jefferson préparant un acte immortel, la *Déclaration d'indépendance* du 4 juillet 1776, proclamait en termes solennels : *que les hommes ont tous été créés égaux, et doués par leur Créateur de droits inaliénables, parmi lesquels la vie*, la liberté *et la poursuite du bonheur*, et ajoutait le grief suivant à l'énumération des plaintes que l'Amérique élevait contre le gouvernement anglais, pour justifier l'insurrection aux yeux du monde civilisé :

« Le roi a engagé une cruelle guerre contre la nature humaine elle-même; il en a violé les droits les plus sacrés : la vie et la liberté dans la personne d'un peuple lointain qui ne l'a jamais offensé; il a fait prisonniers des malheureux pour les emmener en esclavage dans un autre hémisphère, ou les laisser mourir misérablement dans le transport. Cette conduite de pirate, l'opprobre des infidèles, est la conduite du roi chrétien de la Grande-Bretagne. Résolu à maintenir un marché où l'on vend et l'on achète des hommes, il a prostitué son *veto* pour supprimer tous les efforts qu'ont faits nos législatures afin de prohiber ou de réduire cet exécrable commerce; et pour que rien ne manque à cet assemblage d'horreurs, il excite maintenant ces malheureux à se lever en armes contre nous. Cette liberté qu'il leur a volée, il les pousse à l'acheter par le meurtre de ceux à qui il les a imposés; rachetant ainsi le crime commis naguère contre la liberté d'un peuple par les crimes qu'il pousse à commettre contre la vie d'un autre peuple[2]. »

1. *Constitution des treize États d'Amérique*. Paris, 1787, p. 316.
2. *Mémoirs of Jefferson*, t. I, p. 20.

Une majorité des plus faibles empêcha cet article de rester dans la déclaration, et fit perdre à l'Amérique une occasion sans pareille; mais ce texte montre quels étaient les sentiments de Jefferson. Du reste, lorsqu'en 1779 la Virginie fit un Digeste de ses lois, Jefferson, qui ne se tenait point pour battu, voulut introduire dans le nouveau code une disposition qui déclarait libres tous les enfants d'esclaves nés après un temps fixé, et ordonnait qu'on les transportât hors de la province après un certain âge.

« Il pensa cependant, dit-il, que l'opinion n'accepterait pas cette proposition, et aujourd'hui même (1821) elle ne la supporterait pas. Cependant le jour n'est pas éloigné où il faudra que l'opinion supporte et accepte cette mesure, ou malheur à nous! Si quelque chose est écrit dans le livre de la destinée, c'est que ce peuple d'esclaves sera libre; et il n'est pas moins certain que les deux races *également libres* ne pourront pas vivre sous le même gouvernement. La nature, les mœurs, l'opinion ont tiré entre les deux peuples des lignes de distinction qui sont indélébiles. Il est encore en notre pouvoir de choisir le moyen d'émancipation et d'émigration, pour que tout se passe paisiblement, par degrés, de façon à ce que le mal disparaisse insensiblement, et que la place du nègre soit remplie *pari passu* par l'ouvrier blanc. Si, au contraire, nous nous en remettons à la force des choses, il faut trembler devant l'avenir. Nous chercherons en vain un exemple dans l'exil ou la destruction des Mores d'Espagne. Ce précédent ne convient pas à notre situation [1]. »

Les réflexions de Jefferson n'ont rien perdu de leur gravité; mais chaque jour rend de plus en plus impossible le moyen qu'il proposait. A l'époque où il imaginait la transportation, la Virginie n'avait pas 200,000 es-

1. *Memoirs of Jefferson*, t. I, p. 41.

claves; elle en avait plus de 400,000 en 1821; elle en a près de 500,000 aujourd'hui. En 1790, le nombre de ces malheureux dans tous les États-Unis n'allait pas à 700,000; au recensement de 1850, il s'élevait à 3,204,313[1]. L'heure est passée pour le remède qu'imaginait Jefferson, mais le problème n'en est que plus terrible, et l'avenir plus inquiétant.

L'opinion de Jefferson était celle de toute cette grande et vertueuse génération qui a doté l'Amérique de la liberté. On sait que dans son testament Washington affranchit ses esclaves. Franklin, le Socrate du Nouveau Monde, ne fut pas moins ami de la liberté. Dans ses *Essais* il nous a laissé un morceau achevé, où avec son ironie habituelle il perce à jour tous les sophismes avec lesquels on défend l'esclavage. On lira avec plaisir cette pièce ingénieuse. Il est impossible de cacher plus de sens et de sagesse sous une raillerie plus piquante et plus agréable.

SUR LE COMMERCE DES ESCLAVES[2].

En lisant dans les journaux le discours que M. Jackson a prononcé dans le Congrès pour qu'on ne se mêlât pas de la question de l'esclavage, ou qu'on n'essayât pas de corriger la condition des esclaves, je me suis rappelé un discours semblable, prononcé, il y a un siècle à peu près, par Sidi-Mohamet-Ibrahim, membre du Divan d'Alger, discours que l'on trouvera dans le récit que Martin nous a laissé de son Consulat en 1687. Il s'agissait de repousser la pétition de la secte nommée *Erika* ou les *Purs*, qui demandait l'abolition de la piraterie et de la servitude, comme étant deux choses injustes.

M. Jackson ne cite pas cette allocution; peut-être ne l'a-t-il

1. Le recensement de 1860 donne le chiffre de 4,002,996 esclaves.
2. Franklin, *Essays*. Lond., 1829, p. 217.

pas vue. Si donc quelques-uns de ses raisonnements se trouvent dans ce discours éloquent, cela prouve seulement que dans les mêmes circonstances, chez tous les hommes, l'intérêt agit en tous pays et en tous climats avec une surprenante ressemblance. Voici comment, dans la traduction, s'exprime l'orateur africain :

« Alla Bismilla, etc. Dieu est grand et Mahomet est son prophète.

« Ces Erika ont-ils considéré quelles seraient les conséquences de leur pétition, si on y cédait? Si nous ne faisons plus de croisières contre les Chrétiens, où trouverons-nous les commodités que fournit leur pays et qui nous sont si nécessaires? Si nous ne prenons plus de Chrétiens pour en faire des esclaves, qui donc, dans un climat si chaud, cultivera nos terres? Qui exécutera le gros travail dans nos villes et dans nos familles? Nous serons donc nos propres esclaves? Et ne doit-on pas plus de pitié et plus de faveur à nous, Musulmans, qu'à ces chiens de Chrétiens?

« Nous avons plus de cinquante mille esclaves à Alger et aux environs. Ce nombre, si nous ne l'entretenons pas par des importations, diminuera bientôt et finira par disparaître. Si donc nous cessons de prendre et de piller les vaisseaux des infidèles, et de réduire en esclavage les matelots et les passagers, nos terres deviendront sans valeur, faute de culture; les loyers de nos maisons dans la ville baisseront de moitié; les revenus du gouvernement, qui consistent dans une part de prise, seront totalement détruits.

« Et pourquoi? pour satisfaire le caprice d'une secte fantasque qui voudrait, non-seulement que nous ne fissions plus d'esclaves, mais encore que nous missions en liberté ceux que nous avons. Et qui indemnisera les maîtres après une telle perte? L'État? mais le trésor est-il suffisant? Les *Erika?* mais veulent-ils et peuvent-ils le faire? Pour rendre justice aux esclaves, comme ils disent, feront-ils une plus grande injustice aux maîtres? Et si nous affranchissons nos esclaves, qu'en ferons-nous? Il en est peu qui retourneront dans leur pays natal; ils savent trop qu'ils y seraient soumis à de plus rudes épreuves. Ils n'embrasseront pas notre sainte religion; ils n'adopteront pas nos usages; notre peuple ne voudra pas se souiller en se mariant avec eux. Les laisserons-nous mendier dans nos rues, ou abandonnerons-nous nos fortunes à leur pillage? car des hommes accoutumés à la servitude ne travailleront pas pour vivre, à moins d'y être forcés.

« Et qu'y a-t-il de si triste dans leur condition? Est-ce qu'ils n'étaient pas esclaves dans leur patrie? L'Espagne, le Portugal, la France, l'Italie, ne sont-ce pas des États gouvernés par des despotes qui tiennent tous leurs sujets en esclavage, sans exception? L'Angleterre même traite ses matelots comme des esclaves, car aussitôt que le gouvernement l'ordonne, on les saisit et on les confine sur des vaisseaux de guerre; ils sont condamnés non-seulement à travailler, mais à combattre pour de misérables gages, ou pour un simple entretien qui ne vaut pas mieux que celui de nos esclaves. Leur condition s'aggrave-t-elle quand ils tombent dans nos mains? Non, ils ont seulement échangé une servitude pour une autre, je dirai même pour une meilleure; car ils sont transportés sur une terre où le soleil de l'Islamisme épanche sa lumière et brille dans toute sa splendeur; ils ont l'occasion de connaître la vraie doctrine, et de sauver ainsi leurs âmes immortelles. Ceux qui restent dans leur pays n'ont pas ce bonheur. Renvoyer nos esclaves dans leur patrie, c'est les renvoyer de la lumière dans les ténèbres.

« Je répète ma demande. Qu'en ferons-nous? On dit qu'on pourrait les établir dans le désert, où il y a de la terre en abondance pour les nourrir; ils pourraient prospérer dans un état libre.

« Mais je crois qu'ils sont trop peu disposés à travailler sans y être forcés, et trop ignorants pour établir un bon gouvernement; les Arabes du désert les auront bientôt troublés, détruits ou remis en esclavage. Quand ils nous servent, nous prenons soin de les fournir de toutes choses, et nous les traitons avec humanité. Les ouvriers de leur pays sont, à ce qu'on m'assure, moins bien nourris, moins bien logés, moins bien vêtus. Ainsi la condition de la plupart de nos esclaves est déjà améliorée, et ne demande aucun autre adoucissement. Ici leur vie est en sûreté. Ils ne sont pas exposés à être enrôlés comme soldats, et forcés de se couper la gorge entre Chrétiens, comme cela a lieu dans leurs guerres. Quant à ces bigots, à ces fous religieux qui nous fatiguent de leurs niaises pétitions, si dans un accès de zèle aveugle ils ont affranchi leurs esclaves, ce n'est ni la générosité ni l'humanité qui les a poussés à cet acte, c'est la conscience du péché qui pèse lourdement sur eux, et l'espérance que le mérite imaginaire de cette bonne œuvre les sauvera de la damnation.

« Comme ils se trompent grossièrement en s'imaginant que

l'Alcoran condamne l'esclavage! Pour n'en pas citer davantage, n'y a-t-il pas deux préceptes qui prouvent clairement le contraire: « Maîtres, traitez vos esclaves avec bonté. — Esclaves, servez vos maîtres fidèlement et de bon cœur? » Le livre sacré ne peut pas condamner non plus le pillage des infidèles, car il est bien connu que dans l'Alcoran Dieu donne le monde et tout ce qu'il contient aux fidèles Musulmans, qui doivent en jouir aussitôt qu'ils le conquièrent. Qu'on ne nous parle donc plus de cette proposition détestable : l'affranchissement des esclaves chrétiens. L'adopter, c'est déprécier nos terres et nos maisons, et par conséquent dépouiller de leur propriété une foule de bons citoyens : c'est créer le mécontentement universel, et provoquer des insurrections, au grand danger de l'État, au risque d'une confusion générale. Je ne doute donc pas que ce sage Conseil ne mette le bien-être et le bonheur de toute une nation de vrais croyants au-dessus de la fantaisie de quelques Erika et qu'il ne repousse leur pétition. »

Le résultat fut, comme Martin nous l'apprend, que le Divan adopta la résolution suivante : La doctrine qui prétend qu'il est injuste de piller les Chrétiens et de les jeter en esclavage est au moins problématique, mais l'intérêt de l'État à continuer cette pratique est évident; par conséquent il faut rejeter la pétition. — Et en conséquence elle fut rejetée.

Et puisque des motifs semblables produisent en général dans l'esprit des hommes des opinions et des résolutions semblables, ne peut-on pas conclure de ce récit que les pétitions contre la traite adressées au Parlement d'Angleterre, pour ne pas parler d'autres législatures, et les débats sur ce sujet, auront une même conclusion?

Mars 23, 1790. HISTORICUS.

A ces illustres amis de la liberté, il faut joindre un homme qui, moins connu en France, a laissé aux États-Unis un nom justement honoré : c'est John Jay, un des principaux auteurs de la constitution, un des conseillers les plus chers de Washington. Jay fut toute sa vie le défenseur de l'émancipation; il la voulait, non comme

une faveur, mais comme un droit. *Jusqu'à ce que l'esclavage soit aboli*, écrivait-il en 1780, *les prières que l'Amérique adresse au ciel pour la liberté seront impies. Le mot est fort, mais il est juste*[1]. Jay mettait d'accord sa conduite et ses principes. A l'époque où il était à Paris, occupé de signer le traité de paix, comme envoyé des États-Unis, on le voit rédiger l'acte suivant, où respire cet amour vrai de l'humanité, qui, au milieu de bien des erreurs, est la gloire du dix-huitième siècle. Nous sommes plus sages que nos pères, mais nous n'aimons pas comme eux la liberté ni la justice.

« A tous ceux qui verront ces présentes, ou qu'elles intéresseront, Moi, John Jay, de la ville de New-York en Amérique, mais résidant actuellement à Chaillot, près Paris, en France, Salut. Attendu que dans le mois de décembre de l'année 1779 j'ai acheté à la Martinique un enfant nègre, nommé Benoît, qui depuis lors ne m'a pas quitté.

« Et attendu que les enfants des hommes sont également libres suivant les lois de la nature, et ne peuvent sans injustice être réduits ni tenus en esclavage; attendu, par conséquent, qu'il est juste que le susdit Benoît soit affranchi quand il m'aura servi assez longtemps pour que ses services fassent une compensation équitable à l'argent qu'il m'a coûté, et attendu qu'en me servant encore trois années, il y aura suivant moi compensation : Sachez tous que si le susdit Benoît continue à me servir fidèlement pendant trois années à compter d'aujourd'hui, il sera libre à cette époque. Je déclare pour moi, pour mes héritiers, exécuteurs testamentaires ou administrateurs, que tous mes droits sur le susdit Benoît seront alors expirés, nuls et sans valeur, et qu'il sera dès lors libre en toutes choses, comme s'il n'avait jamais été esclave. En foi de quoi je mets ici mon seing et mon sceau. A Chaillot, le 21e jour de mars, l'an de Notre-Seigneur 1784.

« JOHN JAY. (L. S.)[2]. »

1. *Life of John Jay*. New-York, 1833; t. I, p. 230.
2. *Life of John Jay*. New-York, 1833; t. I, p. 230.

Dès qu'elles se sentirent maîtresses de leurs actions, les colonies situées sous un climat tempéré rejetèrent l'esclavage avant même que la guerre de la révolution fût achevée. Ce fut la Pensylvanie qui, la première, en 1780, donna ce noble exemple, en votant l'extinction graduelle de l'esclavage. La même année, le Massachusetts prit des mesures qui équivalaient à l'abolition immédiate de la servitude. Les autres colonies de la Nouvelle-Angleterre suivirent l'exemple de la Pensylvanie; ce fut ainsi que peu à peu l'esclavage disparut de tous les États situés au nord du Delaware. Dans les recensements de 1830 et de 1840 on voit encore quelques esclaves à New-York[1], en Pensylvanie, dans le Connecticut, il n'y en a plus en 1850; le New-Jersey seul fait exception; il y reste sur le tableau des esclaves deux cent trente-six personnes qui portent le titre d'*apprentis;* ce sont les derniers des affranchis[2].

Après cette heureuse réforme, l'esclavage se trouva donc confiné dans six États seulement, sur les treize qui formaient la confédération. Ces six États étaient le Delaware, le Maryland, la Virginie, les deux Carolines et la Géorgie. Le Kentucky et le Tennessee sont des démembrements de la Virginie; l'Alabama est un démembrement de la Géorgie. Puis, à ces États à esclaves sont venus s'ajouter la Floride, cédée par l'Espagne, et la Louisiane, cédée par la France, deux pays où l'esclavage existait. L'Arkansas, le Mississipi, le Missouri faisaient

1. 20,343 en 1800, 15,017 en 1810, 10,088 en 1820, 75 en 1830, 4 en 1840.

2. *American Almanach*, 1855, p. 187.

partie du territoire de la Louisiane, et ont aussi des esclaves. Tels sont avec le Texas, dont je parlerai plus loin, les États qui ont conservé la plaie de la servitude.

Il peut sembler étrange que l'esclavage soit resté dans un pays où les hommes les plus distingués, les patriotes les plus considérables le condamnaient comme une injustice et un danger, où la constitution même, tout en le tolérant, refusait d'en prononcer le nom; on peut s'étonner que le Congrès, où la majorité appartenait aux États libres, n'ait jamais pris le parti de l'émancipation; mais cet étonnement cesse quand on connaît la constitution des États-Unis. La Louisiane, la Virginie ne sont pas des provinces d'un empire, comme autrefois la Guyenne ou la Normandie étaient des provinces de France, ce sont des États indépendants comme la Prusse ou la Saxe dans la confédération germanique; on n'a confié au Congrès, ou pouvoir central, qu'une faible part de la souveraineté. L'Union ne s'occupe que des intérêts communs, définis par la constitution; l'esclavage n'est point dans cette catégorie; c'est une question intérieure. Chacun des États est donc maître absolu d'accorder ou de refuser l'émancipation; c'est à lui seul qu'il appartient de régler les conditions de la servitude ou de l'affranchissement. En ce point, il n'y a jamais eu d'objection sérieuse. Channing, tout désireux qu'il est de voir cesser l'esclavage, proclame aussi haut que personne la souveraineté des États, principe fondamental de l'Union. Si jamais l'affranchissement a lieu dans la Virginie ou le Maryland, c'est que la Virginie ou le Mary-

land l'auront voulu; il peut y avoir une pression de l'opinion publique, il n'y aura jamais une loi du Congrès, car cette loi serait une violation de la constitution. A supposer, ce qui est impossible, que le Congrès usurpât un pouvoir qui ne lui appartient pas, la Cour suprême, le tribunal fédéral des États-Unis, empêcherait l'exécution de la loi; et, dans la république, la représentation nationale elle-même est obligée de plier devant la souveraineté de la justice.

Mais si le Congrès est désarmé devant les souverainetés particulières, il n'en est pas de même quand il s'agit d'organiser ces vastes territoires sans population, ces déserts qui deviennent si vite des États. En ce point le Congrès a montré plus d'une fois son amour de la liberté. C'est ainsi qu'en 1787 une loi rédigée par Jefferson, et également adoptée par les députés du Sud et du Nord, organisa le territoire au nord-ouest de l'Ohio et déclara qu'il *n' y aurait point d'esclaves ni de servitude involontaire dans le susdit territoire.* Grâce à cette loi protectrice, l'Ouest, le *Far West*, réservé à la liberté, est devenu en un demi-siècle la partie la plus riche des États-Unis, celle qui aujourd'hui pèse le plus dans la balance. L'Ohio, le Michigan, l'Indiana, l'Illinois, le Wisconsin, l'Iowa, sont sortis comme autant d'essaims de cette terre fécondée par la liberté. Il y a là six grands États qui, en 1790, n'étaient que forêts et prairies parcourues par quelques sauvages, et qui en 1850 comptaient déjà près de cinq millions d'habitants, dont un tiers est venu d'Europe pour demander à l'Amérique l'indépendance et le travail.

De 1818 à 1820, la controverse, et ce qu'on a nommé le Compromis du Missouri, montra encore combien l'opinion était peu favorable à l'extension de l'esclavage. Le Missouri, qui jusque-là n'était qu'un territoire, c'est-à-dire un pays ayant moins de quarante mille habitants, et soumis en cette qualité à la juridiction du Congrès, le Missouri ayant dépassé le chiffre de population voulue se donna une constitution dans laquelle il reconnut l'esclavage, et défendit même à sa législature de jamais s'en mêler; moyen sûr d'empêcher qu'on ne fît de l'abolition une promesse électorale ou un moyen d'opposition et de popularité. Cette disposition fut vue de mauvais œil par le Congrès; deux fois la Chambre des représentants vota pour que l'esclavage fût exclu du nouvel État; deux fois le Sénat, se faisant le patron d'un abus, vota l'admission du Missouri avec sa constitution. De guerre lasse, on consentit à admettre le Missouri dans l'Union, mais en stipulant qu'on ne pourrait plus établir l'esclavage dans ce qui restait de la province de la Louisiane au nord et à l'ouest du Missouri. Une parallèle tirée par 36 degrés 30 minutes de latitude nord sépara la liberté de la servitude. Le Sud accepta ce compromis, auquel M. Clay eut la plus grande part; le Sud y gagnait deux voix dans le Sénat, et l'extension de l'esclavage dans les nouveaux États qui se formeraient au midi de la parallèle. En effet, c'est ainsi que l'esclavage fut reçu sans difficulté dans l'Arkansas et le Texas. Le Nord céda par une faiblesse qu'on lui a souvent reprochée; il crut sauver l'avenir en sacrifiant le présent. Désormais l'esclavage était ren-

fermé dans des limites nettement fixées, tandis qu'il restait tout un monde pour y former des États libres, et qui auraient un jour la suprématie dans le Congrès.

Cette controverse du Missouri, qui dura trois ans et souleva une agitation des plus vives, fut une révélation. On vit alors pour la première fois que l'esclavage, loin d'avoir perdu pied depuis 1787, avait énormément grandi, et devenait pour l'Union une question qui dominait toutes les autres. D'une part, les esclaves s'étaient multipliés et étaient devenus une source de richesse considérable pour le Midi; de l'autre, l'émancipation accomplie dans les États au nord du Delaware les avait politiquement séparés du Sud, tandis qu'au contraire l'esclavage donnait à tous les États du Sud un intérêt commun. L'humanité disparaissait devant l'industrie et la politique.

En 1787, l'esclavage n'avait qu'une valeur industrielle assez médiocre. La principale production du Maryland et de la Virginie, c'était le tabac, et comme cette culture ainsi que le climat n'ont rien de dangereux pour la santé des blancs, rien ne serait plus aisé que d'abolir la servitude dans ces deux États; il est possible même que la production y gagnât. Dans les deux Carolines et la Géorgie, l'indigo, le riz étaient la richesse du pays; mais l'Inde fournissait ces deux articles à meilleur marché, et il est à croire que l'esclavage n'aurait pas survécu longtemps à l'abolition de la traite, quand l'invention d'un obscur ouvrier du Massachusetts dota l'Amérique d'un outil qui permit la production du coton et du même coup riva les chaînes de l'esclave,

je veux parler du *Saw-Gin*, ou machine à éplucher le coton, inventée en 1793, par Withney. Le coton courte soie, la seule espèce qui soit cultivable dans la plupart des terres, donne une gousse où la graine adhère si fortement à la bourre, qu'à les séparer à la main, un homme travaillant tout un jour ne nettoierait pas une livre de coton. En 1793, l'Amérique n'exportait que 187,000 livres de coton, et probablement ce n'était que du coton longue soie; en 1794, l'année même qui suivait l'invention de Withney, l'exportation fut décuplée. En 1795, elle atteignait six millions de livres; en 1800, c'était 18 millions; en 1819, quatre-vingt-treize millions. Depuis lors le commerce n'a fait que grandir, et par exemple, en 1851, l'Amérique a exporté des cotons pour une somme de 112 millions de dollars, c'est-à-dire pour environ 600 millions de francs. C'est le travail servile qui a fourni cette immense production.

Le sucre a été une autre cause d'asservissement, au moins dans la Louisiane. Comme le marché est immense, et que la récolte impose un travail forcé qui use vite le malheureux ouvrier, la demande des nègres s'accroît tous les jours, et une demande qui va au loin chercher des bras, car la Louisiane consomme plus d'esclaves qu'elle n'en produit.

Ce besoin d'esclaves pour les pays qui cultivent le coton, le sucre et le riz, la traite y a satisfait aussi longtemps que l'Amérique a toléré cet horrible commerce; mais depuis qu'on a suivi l'exemple chrétien si généreusement donné par l'Angleterre et adopté par toute l'Europe, il a fallu s'adresser à l'intérieur, et alors s'est

établie au Maryland et dans la Virginie une industrie inconnue, l'élève des nègres. Comme la culture du tabac a épuisé les meilleures terres, l'occupation la plus lucrative aujourd'hui dans ces deux États, c'est d'élever des noirs pour l'exportation, comme ailleurs on élève des chevaux ou des bœufs.

Voici comment, en 1831, un représentant du peuple, M. Gholson, défendait ce droit étrange devant la législature de la Virginie :

« C'est peut-être une erreur, mais les gens solides, les hommes de vieille roche ont toujours considéré que le propriétaire du sol a un droit raisonnable aux produits annuels de la terre, le propriétaire d'un jardin a le même droit sur les fruits de ses arbres, le propriétaire de juments sur leur croît, le propriétaire de femmes esclaves sur leur fruit. Nous n'avons pas cette intelligence aiguisée, cette finesse de légiste qui permet de distinguer entre choses semblables. La maxime légale : *Partus sequitur ventrem*, est de même âge que le droit de propriété lui-même, et elle est fondée en sagesse et en justice. C'est en s'appuyant sur la justice et l'inviolabilité de cette maxime que le maître renonce momentanément au service de la femme esclave, la soigne pendant sa grossesse et élève l'enfant qui autrement serait sans secours. La valeur de la chose justifie la dépense, et je n'hésite pas à dire que le *croît* est une grande part de notre richesse. »

Qu'on ne suppose pas, du reste, que de semblables assertions passent inaperçues en Amérique, dans les États mêmes où règne l'esclavage. Voici, par exemple, une réponse de Thomas Jefferson Randolph, qui respire la plus vive humanité :

« C'est une industrie, et une industrie en progrès dans certaines parties de la Virginie, que d'élever des esclaves pour le marché. Comment un homme honorable, un patriote, un ami de son pays,

peut-il supporter de voir la vieille province[1], illustrée naguère par le noble dévouement et le patriotisme de ses fils dans la lutte de la liberté, changée maintenant en une grande ménagerie, où l'on élève des hommes pour le marché comme des bœufs pour la boucherie? Est-ce mieux, n'est-ce pas pire que la traite, ce commerce contre lequel se sont réunis les honnêtes gens et les sages de toutes les religions et de tous les climats? Le marchand reçoit l'esclave du négrier qui l'a acheté au loin; le noir est un étranger par le langage, l'aspect, les manières. Les liens de père, de mère, de mari, d'enfant, ont tous été brisés; avant qu'on l'achète ici, son âme est endurcie. Mais chez nous ce sont des individus que le maître a connus dès le berceau, qu'il a vus jouer avec toute l'innocence de l'enfance, qu'il a accoutumés à compter sur sa protection, ce sont ceux-là qu'il arrache des bras de la mère; il les vend dans un pays lointain, à des étrangers, à des maîtres cruels.

« On essaye de justifier l'esclavage ici parce qu'il existe en Afrique et que, dit-on, on le trouve par tout le monde. En vertu du même principe, on justifierait le mahométisme avec la pluralité des femmes, et toutes les abominations des sauvages. L'esclavage existe-t-il quelque part dans l'Europe civilisée? Non, nulle part[2]. »

Ce sont là de nobles paroles; mais il faut l'avouer, en pratique, c'est M. Gholson qui a raison dans sa brutalité. La femme esclave n'est qu'un animal d'une espèce particulière et dont on attend le même profit que de tout autre animal domestique. Qu'on en juge par l'annonce suivante, copiée du *Mercure*, un des journaux politiques de Charleston (Caroline du Sud)[3] :

NÈGRES A VENDRE. Une fille de vingt ans, élevée en Virginie, avec ses deux petites filles, l'une de quatre et l'autre de deux ans. Elle est d'une force et d'une santé remarquables, et, sauf la petite vérole, n'a jamais eu dans sa vie un jour de maladie. Les enfants

1. *The ancient Dominion*, c'est le nom d'honneur que prend la Virginie comme étant la plus ancienne plantation de l'Amérique du Nord.
2. *Key to Uncle Tom's cabin.* (*The Slave trade.*)
3. Goodell : *The American Slave Code*, p. 69.

sont beaux et sains. Elle est très-féconde [1], et offre une excellente occasion à quiconque veut élever pour son propre usage une famille de serviteurs bien portants. Les acquéreurs sont priés de remettre leur adresse au bureau du *Mercure*. »

Tandis que l'esclavage grandissait dans le Sud, l'opinion se prononçait contre lui dans les États libres, et avec une extrême vivacité. En Europe, de généreux philanthropes poursuivaient l'abolition de la traite et de la servitude et partout on applaudissait à leurs efforts; les États du Nord sentirent quelle infériorité l'esclavage donnait à leur patrie. Que devenait le légitime orgueil d'une terre chrétienne, que devenait la juste fierté d'une république, le jour où l'on pourrait reprocher à l'Amérique d'être le dernier asile de l'esclavage? L'horreur de l'injustice, la pitié, la charité, unies au patriotisme, enfantèrent ce qu'on a nommé l'*abolitionisme*. Vers 1831 les États-Unis furent mis en feu par un parti qui, avec toute l'ardeur des pays libres, parlait, écrivait, soulevait l'opinion contre l'esclavage, et prenait pour devise *l'abolition immédiate*.

Que ce parti eût peu de prudence, que son zèle fût souvent exagéré et même dangereux, il serait difficile de le nier; c'est l'histoire de toutes les révolutions. Qu'il s'agisse de religion, de morale ou de politique, les novateurs blessent toujours les intérêts qui sont nés à l'ombre des abus et des priviléges; la résistance est énergique, l'attaque redouble de violence, le fanatisme éclate des deux côtés; ce n'est qu'après la lutte qu'on entend la voix de la raison. La paix se signe quand

1. *She is very prolific in her generating qualities.*

la guerre a épuisé les deux partis et les force enfin aux accommodements qu'ils auraient dû accepter le premier jour. Il en fut ainsi du mouvement de 1831. Tandis que les abolitionistes répandaient leurs associations dans les États, les comtés et les villes, qu'ils multipliaient les journaux et les pétitions, qu'ils envoyaient partout des missionnaires pour prêcher la croisade; l'émeute, poussée ou tolérée par le parti contraire, outrageait les orateurs, et arrêtait les malles-poste pour en arracher des pamphlets incendiaires qu'on brûlait publiquement. Dans le Sud, on mettait à prix la tête des avocats de la liberté; les Chambres demandaient qu'on arrêtât ceux qui, dans le Nord, se faisaient remarquer par leur zèle pour l'émancipation; le président des États-Unis appelait l'attention du Congrès sur cette agitation, et lui recommandait de prohiber, sous des peines sévères, la circulation des pamphlets abolitionistes dans le Sud. Les maîtres d'esclaves trouvaient du reste des amis zélés parmi les négociants et les armateurs de la Nouvelle-Angleterre. Entre le Sud, qui est un pays de production brute, et des États qui vivent de transport et d'industrie, les intérêts sont trop mêlés pour que le contre-coup de la Géorgie ne se fît pas sentir dans le Massachusetts; aussi à New-York comme à Boston ne manquait-il pas de personnages considérables dans l'État ou dans les affaires qui, fatigués d'une lutte incessante, demandaient vers 1834 qu'on mît fin à tout le bruit que faisaient les abolitionistes. C'est à ce moment, et quand la popularité abandonnait une bonne cause un peu compromise, que parut Channing.

Channing, dont j'ai ailleurs esquissé la vie[1], avait un grand avantage sur la plupart des abolitionistes; ses convictions étaient aussi ardentes, mais il n'avait pas les mêmes passions; il parlait de l'esclavage en connaissance de cause, et sans préjugés. Chrétien sincère, ce qu'il voyait dans le nègre, c'était une âme immortelle, destinée à posséder la vérité et à s'élever jusqu'à Dieu; pour lui, l'esclavage qui tient l'homme dans l'abrutissement était donc le plus grand des crimes; mais en même temps il savait par expérience que rien n'est plus dangereux que de juger les hommes et les choses d'un point de vue exclusif. Au lieu de s'abandonner à un courroux qui semblait légitime, il défendait la cause des maîtres dans son propre cœur, et ne se décida à écrire que lorsqu'une longue patience lui eut permis de faire la part de la justice dans l'injustice même. Si Channing est sans pitié pour l'esclavage, il excuse souvent le maître; il sait combien l'habitude nous rend insensibles à des maux que voient des yeux moins prévenus, et comment l'éducation donne cette dangereuse sécurité qui nous fait prendre pour un droit ce qui n'est qu'une usurpation.

Les idées que Channing s'était faites de l'esclavage après l'avoir étudié sur place, je les trouve exprimées avec autant de sagesse que de sensibilité dans une lettre qu'il écrivait en 1831, avant l'agitation, lettre datée d'une des Antilles, Sainte-Croix, où Channing avait été chercher un peu de repos et un climat plus doux pour sa poitrine épuisée :

1. Dans *la Liberté religieuse*, (Bibliothèque-Charpentier.)

« Sainte-Croix, 10 mars 1831[1]. Je suis de plus en plus convaincu que les grands maux de l'esclavage sont de nature morale. Il y a sans doute de cruelles souffrances physiques, mais elles se ramènent presque toutes à des causes morales. Je crois que les ennemis de l'esclavage ont exagéré la peine physique infligée par le maître; il en est résulté que le maître, ayant la conscience d'être traité injustement, repousse avec colère l'intervention du philanthrope, et soutient que les nègres sont dans une meilleure condition que les paysans de la plupart des pays. Il y a si peu de sagesse et de justice dans les institutions sociales, que le maître n'a que trop raison.

« Les esclaves ont de la nourriture en quantité suffisante, et elle leur est fournie avec une parfaite régularité; ainsi les premiers besoins de la vie sont satisfaits. Ils ont l'habitude de vendre une partie de ce qu'on leur donne pour vivre, et portent aussi au marché des fruits et de la volaille, si bien qu'ils peuvent se procurer les jouissances qu'ils estiment le plus, du tabac, du sel, de la viande et surtout des habits. Leur apparence prouve qu'ils ne souffrent point de manque de nourriture. Vous ne voyez jamais chez les femmes cet air de misère et de fatigue, si commun en Suisse et en Allemagne. Quant au vêtement, la seconde nécessité de la vie, le climat ne demande pas de grandes dépenses, et les esclaves souffrent moins que les journaliers des climats froids. A Noël et au jour de l'an, qui sont des espèces de saturnales pour les esclaves, on les voit entrer dans la maison de leur maître, chanter et danser aussi familièrement que chez eux, et se parer, surtout les femmes, d'habits non-seulement à la mode, mais coûteux. Quant au logement, il n'y a pas de comparaison entre la case des esclaves et la hutte où vit le paysan irlandais. Il ne leur manque que la propreté pour être logés aussi bien qu'ils peuvent le désirer.

« En ce qui touche le labeur, ils ne travaillent jamais autant que nos ouvriers et nos journaliers qui font deux fois plus de besogne en un jour.

« Et cependant les esclaves sont surchargés comme les ouvriers de tout pays. Ce qui fait la dureté de leur condition, c'est qu'il n'y a pas d'intermittence dans le labeur. Ici, l'été est perpétuel,

1. *Memoirs* of W. E. Channing. Part. III, ch. IV.

et la canne à sucre a besoin d'une année pour mûrir; il faut donc que l'esclave travaille depuis le commencement jusqu'à la fin de l'année sans ces intervalles de repos que le changement de saison amène dans les autres climats. Et puis son travail est forcé; il n'y a pas d'intérêt; il n'y gagne rien, littéralement rien : aussi ces stimulants que la Providence a faits pour alléger et égayer la peine manquent entièrement au nègre; cela suffit pour ajouter au travail un poids intolérable.

« Le nègre souffre-t-il de la cruauté du maître? Ces souffrances ont beaucoup diminué, par suite de l'abolition de la traite, ce qui a donné plus de prix à la vie de l'esclave, et par le triomphe de sentiments plus humains, triomphe dû à la sympathie de l'Europe pour cette classe dégradée. Il y a sans doute des cruautés commises, et il n'en peut pas être autrement; les agents qui vivent en contact avec les esclaves sont en général des gens sans éducation, qui ont des principes très-faibles et des passions très-fortes, et qui sont tout à fait indignes du pouvoir qu'on leur confie; aussi, malgré le maître, abusent-ils de leur autorité, et augmentent-ils la corruption des nègres par leur immoralité. Malgré tout, je crois qu'une bande de nègres reçoit moins de coups qu'une compagnie de soldats dans notre armée. Ils sont soumis à une discipline moins dure, et en ce qui touche la condition physique on ne peut pas les comparer à des soldats en campagne.

« Et cependant ils souffrent beaucoup. Mais c'est surtout dans la mal moral qu'il faut chercher la cause de ces souffrances. Leur condition ne tend qu'à dégrader leur intelligence et leur cœur, à en faire des animaux, à les faire tomber au-dessous de la brute. C'est là qu'est la misère de l'esclavage, et je ne crois pas qu'on puisse l'exprimer trop fortement.

« Ce qui m'affecte le plus, c'est de penser qu'en des pays qui se disent chrétiens, tant d'hommes sont réduits par l'injustice et par la force à un état qui flétrit toute leur nature, leur interdit toute amélioration, et leur impose la misère de l'ignorance et du vice. L'esclavage flétrit les affections naturelles. Ici le mariage est chose inconnue. Sur une des plantations où j'ai demeuré, il n'y avait que six esclaves mariés; dans une autre, il n'y avait qu'un seul mariage. En outre, la dépendance mutuelle, qui fortifie nos affections, est inconnue. L'homme ne prend aucun soin de la femme avec laquelle il vit; c'est du maître que la femme

attend la nourriture et le vêtement : si le mari est malade, on l'envoie à l'infirmerie commune; il n'y a point de place pour les bons offices de la vie conjugale. Les enfants ne dépendent pas davantage de leurs parents; le père n'est pas chargé du soin de ses fils. Il ne gagne rien pour eux, et ne s'inquiète pas de leur bien-être à venir. C'est ainsi que le pauvre nègre est exclu de l'école que la nature a établie pour la culture de nos affections et de notre caractère; le tort qu'on lui fait est irréparable.

« Les mêmes causes sont destructives de l'énergie, de la prévoyance, de l'empire sur soi-même. L'esclave ne s'inquiète guère plus de lui-même que ne fait la brute. Il n'a pas d'intérêt à défendre, rien n'occupe sa pensée sinon le petit coin de terre qu'on lui abandonne. Quelle que soit sa façon de vivre, il est sûr d'être nourri et vêtu. Sa condition ne peut pas devenir meilleure. L'avenir ne lui offre rien de mieux que le présent. Aussi est-il la créature de l'heure présente, des sens, des appétits, des passions. Il n'a pas plus de prévoyance que la brute, et il est plus adonné aux jouissances grossières.

« Remarquez encore que la condition de l'esclave dérange toutes ses idées morales. Victime de l'oppression et de l'injustice, et cela dès le berceau, il ne peut pas comprendre les droits de l'humanité et de la justice. Toute sa vie est une école de malhonnêteté et de fraude. Tous ses droits sont violés; la violation du droit est donc pour lui l'ordre de la nature. Aussi, voler et mentir sont sa vocation autant que son labeur journalier, et on ne peut pas l'amener à comprendre que cela est mal. Toute sa nature intellectuelle et morale est faussée et perdue.

« C'est le plus triste aspect de la condition servile, mais le mal ne s'arrête pas là. La dégradation morale amène de grandes souffrances physiques. Il est aisé de comprendre comment, en l'absence de toute retenue dans le mariage, de tout calcul pour l'avenir, de toute prévoyance, les esclaves s'abandonnent aux excès. La débauche et l'ivrognerie ruinent la santé et la vie des nègres, si bien que leur nombre diminue, quoiqu'ils ne manquent pas d'un certain bien-être. Ils ne soignent pas mieux leur santé que les enfants, ou plutôt ils favorisent un certain degré de maladie, parce que cela les exempte de travailler. On comprend aussi comment, habitués à souffrir de l'injustice et de la dureté, et n'ayant point

d'affections domestiques, ils sont disposés à ètro injustes et cruels les uns pour les autres. La race africaine n'a pas le caractère sombro, féroce, vindicatif des Indiens; néanmoins les esclaves sont querelleurs, et à leurs autres misères ils ajoutent des animosités et des injustices mutuelles.

« J'ai voulu signaler ce que je considère comme le grand mal de l'esclavage. C'est ce qui rend l'émancipation difficile, tout en en montrant la nécessité; car le mal est inséparable de la servitude. En face de cette condition misérable, les amis des nègres doivent marcher avec la plus grande prudence. Les noirs sont incapables de se conduire eux-mêmes; ils perdront dans l'opinion publique la cause de l'émancipation, si on leur confie tout d'un coup des priviléges dont ils abuseront. »

On voit combien Channing était préparé pour entrer dans la discussion; discussion fort délicate, et qui, pour ne pas blesser des passions irritées, demandait une prudence extrême sans rien céder néanmoins des droits éternels de la justice et de l'humanité. De toutes parts on accumulait les raisonnements et les faits pour attaquer ou défendre l'esclavage. C'est au nom de la religion, de la justice, de la fraternité humaine, de la charité, que les abolitionistes réclamaient l'émancipation; c'est au nom de la religion, de la loi, de la différence des races, du bien-être des noirs que les hommes du Sud défendaient l'esclavage. Ce que les maîtres ont accumulé de sophismes et de fausses raisons est incroyable; ces sophismes, qui ont cours aux États-Unis, montrent trop clairement combien l'intérêt et la passion peuvent aveugler les esprits les plus distingués. Il y a dans le Sud des axiomes qui sont considérés comme incontestables, et qu'il serait impossible de faire accepter en Europe par le bon sens de nos ou-

vriers. On en jugera par les citations suivantes, qui feront mieux connaître à quels adversaires répondait Channing.

Nous n'imaginons pas qu'on puisse invoquer en faveur de l'esclavage une religion qui proclame que tous les hommes sont frères, comme étant tous enfants d'un même Père qui est au ciel; car assurément rien n'est plus contraire à cette sainte fraternité que le despotisme exercé par un homme sur ses semblables. Cependant c'est une maxime reçue dans le Sud que la Bible et l'Évangile ne condamnent en rien la servitude; bien plus, on invoque les livres saints en faveur de l'esclavage, et voici par exemple comment, en 1829, le célèbre M. Benton, un patriote, un démocrate, pouvait s'exprimer en plein sénat des États-Unis[1] :

« J'admire, c'est-à-dire je regarde avec étonnement la sublime moralité de ces gens qui ne peuvent supporter la contemplation abstraite de l'esclavage à la distance de cinq cents milles. Cela est bien au-dessus, c'est-à-dire c'est une affectation de perfection bien au-dessus de la moralité des chrétiens primitifs, des apôtres du Christ, du Christ lui-même. Le Christ et les apôtres ont paru dans une province de l'empire romain, quand cet empire s'appelait le monde, et que ce monde était rempli d'esclaves. On en estimait le nombre à quarante millions; c'était le quart de la population totale. Il y avait de simples particuliers qui possédaient jusqu'à vingt mille esclaves. Un affranchi, un homme qui avait été esclave lui-même, mourut possesseur de quatre mille esclaves. Ce sont là les chiffres. Les droits des maîtres sur cette multitude d'êtres humains, c'était le droit de vie et de mort, sans que la loi défendît l'esclave, sans que l'opinion le protégeât. Une loi d'une atrocité incroyable rendait tous les esclaves responsables de la vie de leur maître; c'était la loi qui condamnait à mort tous les

1. Benton, *Thirty years view*. New-York, 1854, t. I, p. 126.

esclaves de la maison où le maître avait été assassiné, et sous l'empire de cette loi on vit quatre cents personnes exécutées d'un seul coup. Et ces esclaves, c'étaient des hommes blancs, venus d'Europe ou de l'Asie Mineure, c'étaient des Grecs ou d'autres peuples à qui nous devons les productions les plus estimées de l'esprit humain. Jésus-Christ vit tout cela, le nombre des esclaves, leur condition misérable, leur couleur qui était la même que la sienne, et cependant il n'a rien dit contre l'esclavage ; il n'a pas prêché de doctrine qui conduisît à l'insurrection et au massacre ; il n'a rien dit qui chez nous puisse autoriser la race inférieure des noirs à exterminer la race supérieure des blancs, dans les rangs de laquelle il a paru sur la terre. Le Christ a prêché une doctrine toute contraire, qui enseigne à l'esclave le devoir de la fidélité et de l'obéissance, qui enseigne au maître l'humanité et la bonté. Ses apôtres ont fait comme lui ; saint Paul renvoie à son maître l'esclave fugitif, Onésime, avec une lettre d'excuse et de prière. Ce n'était pas lui qui eût recueilli un esclave fugitif, encore moins l'eût-il détaché de son maître, encore moins eût-il excité une insurrection. »

Qu'on ne croie pas que ce langage soit particulier à la tribune, qui n'est pas toujours chrétienne. Les Églises du Sud se sont faites les complices de l'esclavage, et l'ont pris sous leur protection. Madame Beecher Stowe, dans la *Clef de la cabane de l'Oncle Tom*, a accumulé les preuves de cette prévarication chez les Églises protestantes ; je citerai, comme une des plus remarquables, la décision suivante d'une communauté presbytérienne[1] de la Caroline du Sud (*Harmony Presbytery of South Carolina*) :

« Attendu qu'un certain nombre de personnes en Écosse et en Angleterre, et d'autres du nord, de l'est et de l'ouest de notre pays, ont dénoncé l'esclavage comme contraire aux lois de Dieu,

1. *Key to Uncle Tom's cabin*, p. 296. *The american Church and Slavery.*

et que quelques-unes de ces personnes ont présenté à l'assemblée générale de notre Église et au Congrès de la nation, des mémoires et pétitions avec l'intention avouée de flétrir les propriétaires d'esclaves, et d'abolir la relation de maître et de serviteur; et attendu que de ces procédés, des faits, des raisonnements et des circonstances il résulte clairement que ces personnes *ne savent pas ce qu'elles disent, ni pourquoi elles affirment*, et qu'avec cette ignorance elles montrent un esprit de justice affecté et de sainteté exclusive, etc.

« 1° Il est résolu que, comme le royaume de Notre-Seigneur n'est pas de ce monde, son Église n'a aucun droit d'abolir, altérer ou modifier aucune institution ou ordonnance humaine, politique ou civile, etc.

« 2° Il est résolu que l'esclavage a existé depuis les jours de ces bons vieux maîtres d'esclaves et patriarches, Abraham, Isaac et Jacob (qui sont maintenant dans le royaume des cieux), jusqu'au temps où l'apôtre saint Paul renvoya un fugitif à son maître Philémon, et écrivit à ce propriétaire d'esclaves une lettre chrétienne et fraternelle qui existe encore dans le canon des Écritures. Il est résolu que l'esclavage a toujours existé depuis les jours des apôtres et existe encore aujourd'hui.

« 3° Il est résolu que comme les devoirs relatifs du maître et de l'esclave sont enseignés dans les Écritures de la même façon que ceux du père et de l'enfant, du mari et de la femme, l'existence même de l'esclavage n'est pas opposée à la volonté divine, et quiconque a une conscience trop tendre pour reconnaître la légitimité de cette relation est *juste plus qu'il ne convient, et sage au delà de ce qui est écrit;* il a soumis sa tête au joug humain, a sacrifié sa liberté chrétienne, et laissé la parole infaillible de Dieu pour les imaginations et les doctrines des hommes. »

Je ne sais si l'on a rien écrit de plus fort contre l'esclavage que cette pièce hypocrite, qui fait du Christ le soutien du despotisme des hommes, et avilit Dieu même pour en faire le complice de la servitude. On lira avec joie les belles pages que Channing a consacrées à

la réfutation de ces doctrines, qui rendraient la religion odieuse, si la religion était coupable de la faiblesse de ses ministres. En montrant que l'esprit du christianisme est un esprit de justice et d'humanité, mais en même temps un esprit de paix et de progrès; en nous faisant pénétrer dans cette action intérieure, dans ce renouvellement des cœurs, qui est le triomphe de la parole divine, Channing a vengé à la fois la liberté et l'Évangile. Mais quelle est donc cette lèpre abominable qui gagne jusqu'à l'Église, et qui asservit la religion?

Le second argument des propriétaires d'esclaves, c'est que la loi leur donne plein pouvoir sur la personne du nègre. Or, pour eux, c'est la loi qui fait le droit. C'est la théorie des Hobbes, la doctrine qui ne reconnaît ni bien ni mal naturel, et qui de la volonté du législateur fait la mesure de la justice; c'est par conséquent la doctrine du despotisme; il est au moins singulier de l'entendre proclamer dans une république si justement fière de ses institutions. Et cependant ces maximes funestes ont été soutenues en plein Sénat par un des politiques les plus célèbres des États-Unis, M. Henri Clay. *Ce que la loi déclare ma propriété*, a-t-il dit, *est ma propriété*. Dans les *Remarques sur la question de l'Esclavage*, Channing a réfuté cette fausse et dangereuse théorie. M. Clay était avocat, Channing n'était qu'un simple pasteur, et s'était occupé de théologie plus que de droit. Mais dans cette discussion il s'est montré meilleur et plus profond jurisconsulte que son adversaire; Domat ne désavouerait pas les pages que Channing a écrites sur l'essence du droit de pro-

priété, sur les droits naturels, sur l'intervention morale d'un peuple dans les affaires d'un autre peuple. Il y a là des principes fortement établis, des conséquences clairement déduites, une dialectique excellente mise au service de la vérité. Aujourd'hui, quand on lit le discours de M. Clay et la réponse de Channing, on est frappé de ce qu'il y a de faible et de faux dans le discours du célèbre orateur, de ce qu'il y a de solide et de juste dans la réfutation de son humble adversaire[1]. Le temps, qui a flétri le sophisme, a donné une verdeur nouvelle à la vérité. Il semble que Channing écrit aujourd'hui. C'est là de quoi donner du courage à ceux qui défendent sans ambition une bonne cause. L'avenir est à la raison et au droit. Souvent c'est après la mort de l'écrivain que les principes qu'il a défendus triomphent enfin; il faut que les générations passent pour que leurs passions et leurs erreurs intéressées passent avec elles. Mais pour qui aime la justice et se confie en Dieu, compter qu'un jour viendra où la vérité dissipera tous les nuages, et se dire que tout obscur qu'on soit on aura servi l'humanité, cela vaut mieux que la fortune et que la gloire. C'est le sentiment de ce devoir rempli qui a soutenu Channing et lui a fait sacrifier sa vie et sa popularité à la défense des opprimés.

Après la religion et la loi qu'ils invoquent si faussement à leur aide, les défenseurs de l'esclavage allèguent l'infériorité de la race noire et l'inimitié des deux peuples. L'infériorité naturelle du nègre a été défendue

1. *Speech on petitions for the abolition of slavery.* Voyez *Life and Speeches* of Henry Clay. New-York, 1843, t. II, p. 355.

par un savant professeur, émigré de Suisse aux États-Unis, et qui a payé sa bienvenue dans sa patrie d'adoption par une découverte venue fort à propos au secours des préjugés populaires. Toutefois, il s'en faut que la science ait accepté l'assertion de M. Agassiz, assertion qui, jusqu'à présent, manque de preuves. Outre que le squelette est le même dans les deux races, et que dès la seconde génération on remarque chez le nègre né aux États-Unis un développement de cerveau qui rapproche la configuration de sa tête de celle des blancs, il y a cette objection à faire au système de M. Agassiz, que fût-il certain, il ne prouverait rien en faveur de l'esclavage. Alors même qu'il serait démontré que le nègre forme non pas une simple variété du genre humain, mais une espèce distincte, et si l'on veut moins intelligente, cela n'empêcherait pas que cette race inférieure n'eût la parole et la raison, et que le nègre, au lieu d'être destiné au service d'autrui comme l'animal, ne fût un individu né pour aimer sa femme, élever ses enfants et disposer de sa vie. Cette infériorité pourrait justifier la tutelle bienfaisante de l'État, mais non certes la tyrannie du maître.

Mais, je le répète, cette infériorité naturelle, rien ne la démontre; l'infériorité d'éducation, elle existe sans doute, il faudra plus d'un jour pour y remédier : mais c'est un problème de même espèce que l'ignorance du peuple. Une politique égoïste déclare cette ignorance irrémédiable et s'en fait un titre pour asservir la plus grande part de la nation; une politique chrétienne n'y voit qu'un devoir à remplir, une injus-

tice à réparer. Elle fait la part du temps et ne demande pas pour le peuple une liberté ou plutôt une autorité politique qui ne serait pour lui qu'une arme dans la main d'un enfant; mais loin d'interdire l'espérance aux classes déshéritées, elle leur distribue l'éducation d'une main libérale, et prépare tout pour une prochaine émancipation. Les vilains du onzième siècle étaient aussi ignorants et non moins brutaux que les nègres; où en serions-nous cependant si on avait traité nos ancêtres avec le dédain de l'ethnologie américaine, et si, au nom d'une infériorité que toute la noblesse reconnaissait, on eût perpétué la servitude? Repoussons loin de nous ces préjugés odieux et intéressés. L'Évangile ne distingue point entre les hommes; il ne connaît que des frères, tous enfants de Dieu. Là est une science qu'on n'a point encore dépassée; il sera toujours bon de s'y tenir.

Quant à l'inimitié des deux peuples, elle est vraie en ce sens que les Américains, dans leur orgueil, ont pour les nègres une antipathie que les peuples des colonies catholiques, Espagnols, Portugais, Français, n'ont jamais partagée. Pour le nègre, c'est, de l'aveu général, la race la plus affectueuse qui existe; cette douceur même l'a livrée à l'esclavage, tandis qu'on n'y a jamais plié l'Indien, toujours prêt à se venger. Cette inimitié est le grand obstacle de l'émancipation; le noir est un objet d'horreur et de dégoût pour les Américains, et il y a contre lui la même antipathie dans le Nord que dans le Sud. C'est là une difficulté que l'antiquité et le moyen âge n'ont pas connue. L'esclave étant de

même race que le maître, le jour où on l'affranchissait, où il prenait le costume de l'homme libre, rien ne le distinguait plus des autres citoyens. Au contraire, la différence de couleur perpétue la servitude au sein même de la liberté; les mœurs repoussent tout contact avec celui qui en porte la marque sur toute sa personne. Noir et esclave, c'est tout un. Les âmes sensibles du Sud, et il y en a beaucoup, les politiques, qui considèrent l'esclavage comme une lèpre terrible, et il y en a plus encore, ne voient donc qu'un remède, c'est l'émigration, c'est la transportation de la race noire. C'est dans cette intention qu'on a fondé en Afrique la colonie de Libéria, où chaque année on envoie un certain nombre d'affranchis. Sans blâmer la colonisation, Channing montre que c'est un moyen chimérique, si l'on en attend la fin de l'esclavage. De 1840 à 1850 le nombre des noirs a augmenté de 717,000 ; c'est un accroissement de 71,000 âmes par an; quelle société suffirait à faire les frais d'une pareille émigration ? Sans doute, vers la fin du dernier siècle, il y a eu un moment où l'on aurait pu essayer de mesures semblables; c'est ce que demandait Jefferson ; aujourd'hui il est trop tard; il faut affronter le mal directement, et non pas essayer de vains palliatifs. On ne chassera pas les noirs de l'Amérique, il faut qu'ils y vivent, esclaves ou libres. La répugnance des blancs est-elle un titre valable pour imposer la servitude à un peuple innocent ? Telle est aujourd'hui la question.

Mais, dit-on, si l'on donne la liberté et les droits de citoyen aux nègres, ce sera la guerre civile entre les

deux races, ou tout au moins l'*amalgame*, c'est-à-dire la confusion du sang, et l'amoindrissement, la dégénérescence des blancs. Il est trop aisé à Channing de répondre que si jamais la guerre éclate, ce sera l'esclavage et non pas la liberté qui la fera naître. Et quant à la confusion du sang, la juste répugnance des deux races y pourvoiera. Si quelque chose peut diminuer le nombre des mulâtres, c'est la liberté; aujourd'hui que la femme noire ou mulâtresse est un instrument de débauche, le sang se mêle, et on voit ce triste spectacle d'esclaves fils d'un père libre, de femmes vendues à l'encan, et portant dans leurs veines le plus noble sang de la Virginie. Si la négresse était libre, de pareils mélanges seraient plus rares qu'aujourd'hui.

Il est vrai que la juxtaposition sur le même territoire de deux races de couleurs différentes, et séparées par la nature et par les préjugés, a quelque chose d'étrange et même d'inquiétant. Mais on suppose toujours que le nègre, une fois affranchi, aura la pleine liberté politique, et que du premier coup on donnera les droits de citoyen à des gens incapables d'en user. Cela n'est pas une conséquence forcée de l'abolition, et j'aurais voulu que Channing fût plus explicite sur ce point. Affranchir les nègres et en faire des citoyens actifs, sont deux choses différentes, et, selon moi, séparées par une longue suite d'années; car il faut plus d'un jour pour faire l'éducation politique d'une race déchue, et pour redresser des âmes que la servitude a pliées. Affranchir le noir, c'est lui reconnaître les droits d'un individu et en faire un homme. Qu'on ne

sépare plus l'époux et l'épouse, le père et les enfants; qu'on laisse au nègre le fruit de son labeur, et, alors même qu'on l'obligerait à ne pas quitter le sol où il est né, et que pour le rachat de sa personne on lui demanderait chaque semaine quelques jours de travail, je dirais encore qu'il est libre, et je ne sais si ce moyen plus lent ne serait pas plus sûr. C'est ainsi, du moins, que les choses se sont passées sur l'ancien continent : le serf est devenu un vilain, puis, peu à peu, le vilain a racheté sa corvée, il est devenu un paysan et enfin un citoyen. Rien ne se fait par soubresauts, en politique pas plus que dans la nature; à demander l'*abolition immédiate*, on marche, selon moi, à l'abîme; on compromet la cause la plus sainte. L'exemple de l'émancipation anglaise et française ne conclut pas, car les conditions étaient différentes, et le problème n'avait pas la même gravité.

On dit qu'aujourd'hui, dans le Sud, on cherche à entrer dans cette voie : ne plus séparer les familles, et donner aux nègres de l'éducation. Si l'on poursuit résolûment et chrétiennement cette entreprise, si la loi en fait l'œuvre de tous, c'est l'émancipation et dans un temps très-court. Le maître sera bientôt las de nourrir une famille dont rien ne gêne l'accroissement; il en viendra à faire avec le nègre des abonnements de travail, comme autrefois nos pères en faisaient avec les serfs de leurs domaines : ce sera la liberté. S'il y a plus d'un moyen terme entre la servitude et la liberté, considérées comme conditions sociales, il n'y en a point entre l'esclave et l'homme libre. L'un est une brute, l'autre

est un individu ; le dernier a des droits, le premier n'en a pas. Si on lui en reconnaît un seul, il faut bientôt les lui reconnaître tous. Si le nègre a une famille, il faut lui laisser les moyens de la nourrir par son travail, voilà la propriété; s'il possède quelque chose que le maître ne puisse lui prendre, on ne peut lui refuser de racheter avec son pécule la propriété la plus précieuse, celle de sa propre personne : voici la liberté qui vient à la suite de la propriété. Ce sont là des idées qui ne sont pas encore répandues, et que n'a pas connues Channing, autrement il eût été moins vague dans ses moyens d'émancipation, et peut-être moins absolu dans les conditions; c'est sur ce terrain, je crois, que la transaction peut se faire entre les craintes du Midi et les espérances trop vives du Nord. Un servage temporaire, une épreuve de quelques années, d'une génération peut-être, suffirait pour assurer l'émancipation; le vilenage ferait encore une fois, mais de façon plus rapide, le passage de la servitude à la liberté.

Channing n'est pas assez net dans les moyens qu'il propose pour parer aux dangers d'une brusque émancipation; c'est le seul reproche que je lui adresse, la seule tache que je découvre dans son livre. Mais à côté de ce léger défaut, qu'il me soit permis de signaler des parties admirables, ce sont les passages où Channing répond à l'argument qui compare l'esclave au paysan, et qui oppose le bien-être du nègre à la misère et à la faim de l'Irlandais. Ce raisonnement spécieux est au fond matérialiste; il suppose que l'homme, comme l'animal, n'a d'autres besoins que de manger et de se

défendre des injures du temps; autrement il ne prouve rien. Si l'homme a des besoins intellectuels et moraux qu'il lui faut satisfaire aussi bien que les besoins de son corps, il n'y a pas de comparaison à établir entre le nègre et l'Irlandais; le noir est mieux nourri, mais le paysan a une femme et des enfants qui sont à lui; personne non plus ne l'empêche de diriger sa vie comme il l'entend, de cultiver son intelligence et sa raison. Quel rapport y a-t-il entre ces termes : la nourriture et la liberté? C'est la gloire de Channing d'avoir fait pleine justice de ce sophisme, qui ne touche pas seulement l'esclavage. En combien de pays ne s'imagine-t-on pas que le bien-être est la justification du despotisme, et que le peuple n'a pas le droit de se plaindre quand il a de l'ouvrage et un salaire. Est-ce donc dans le Coran qu'il est écrit : *que l'homme ne vit pas seulement de pain, mais de la parole de Dieu?*

Le traité de Channing, accueilli avec plus de faveur qu'il n'osait l'espérer, n'eut pas cependant de succès immédiat. Un homme modéré, qui se jette entre deux partis dans leur première fureur, n'a guère d'autre chance que d'être maltraité des deux côtés, et s'il en fut autrement, Channing le dut à sa réputation de charité et de modération. Du reste, loin de s'affaiblir par les attaques des abolitionnistes, la cause de l'esclavage prenait un nouveau caractère, elle devenait politique; ce n'était plus seulement de son droit menacé que s'inquiétait le Sud, il voulait la suprématie dans l'Union, ou tout au moins il voulait s'assurer dans le Sénat une égalité telle, qu'il fût impossible au Congrès de jamais

toucher à l'esclavage, même indirectement. C'est ainsi que cette terrible question est venue se mêler à la politique des États-Unis, et que depuis vingt ans elle la domine, et fait complétement dévier l'Amérique de la voie ouverte par Washington et ses amis. La grande affaire aujourd'hui, quand on nomme un président, n'est pas de savoir s'il est capable ou vertueux, mais s'il est favorable à l'esclavage, ou tout au moins s'il n'entreprendra rien contre lui. C'est une raison de cette nature qui a fait la fortune du président actuel, M. Pierce. Un ennemi de l'esclavage, fût-il un des hommes les plus éminents du pays, M. Everett, par exemple, n'a aucune chance de parvenir à la direction suprême des États-Unis. C'en est assez pour comprendre combien, depuis trente ans, le niveau moral a baissé.

C'est ce que dernièrement, lors de la discussion du bill Nebraska, exprimait avec grande noblesse M. Sumner, représentant du Massachusets, dans le Sénat de Washington :

« Un ostracisme arrrogant et implacable poursuit « maintenant, non-seulement celui qui se prononce « contre l'esclavage, mais quiconque ne veut pas s'en « faire le soutien. On a introduit une nouvelle quali- « fication pour les fonctions publiques, qui en aurait « exclu les pères de la République, même Washington, « Jefferson et Franklin. C'est là un fait étrange, mais « incontestable. Si ces illustres personnages descen- « daient des sphères qu'ils habitent, s'ils rentraient « dans ce monde qu'ils ont noblement consacré à la « liberté, leur opinion connue contre l'esclavage em-

« pêcherait qu'aucun des vieux partis politiques leur « offrît la présidence. Et John Jay, leur premier grand « juge, ce modèle de la vertu judiciaire, lui qui haïssait « l'esclavage comme il aimait la justice, John Jay ne « pourrait pas reprendre des fonctions auxquelles son « nom est à tout jamais attaché sur la terre. C'est à ce « point que notre gouvernement est sorti de l'ancienne « voie[1]. »

On s'étonne quelquefois de ce fait étrange, que l'Amérique, au moment de la révolution, ait trouvé parmi ses fermiers, ses marchands, ses ouvriers, des généraux, des administrateurs, des hommes d'État, et qu'aujourd'hui elle ne trouve plus de politiques éminents parmi des générations riches, aisées, et à qui la fortune donne toutes les ressources de l'éducation ; la raison en est dans cette influence de l'esclavage. Le Sud, qui n'a qu'un intérêt, est toujours prêt à soutenir tout parti, whig ou tory, démocrate ou fédéraliste, libre échangiste ou protectionniste, qui accepte et soutient l'esclavage. Le Sud jette ainsi son poids victorieux dans la balance et du même coup démoralise la vie publique. Les gens de cœur, les amis sincères de la liberté, qui ne peuvent accepter un pareil patronage, se confinent dans la vie privée ; les plus ardents restent au Congrès, mais sans espoir d'arriver jamais au pouvoir ; de là un affaiblissement politique qui frappe l'observateur et qui justifie plus d'une accusation portée contre les États-Unis. La cause de la liberté, dans le monde entier, souffre de

1. *London Quarterly Review*, octobre 1854, p. 128.

l'injustice de quelques États; c'est ce que Channing a victorieusement démontré. Il a raison quand il accuse ses compatriotes de manquer à leur mission et de compromettre le nom de République. L'Amérique a baissé dans l'opinion; il n'est pas de monarchie en Europe qui ne croie lui être supérieure en civilisation et qui, en preuve, ne puisse alléguer qu'elle n'est point souillée par l'esclavage, comme la démocratie prétendue des États-Unis.

Comment le Sud a-t-il fini par asservir les États libres à sa politique? il est aisé de s'en rendre compte : c'est l'histoire de toutes les coalitions. Deux minorités compactes et qui s'entendent font la loi au pays. Mais le besoin de dominer ne s'est pas arrêté là, il a engagé le Sud dans une nouvelle voie d'injustice.

On sait que le Sénat des États-Unis est composé de deux membres par chacun des États de la confédération, sans égard à leur population respective; le Delaware, par exemple, qui a 92,000 habitants, nomme deux sénateurs aussi bien que New-York qui a plus de trois millions de citoyens. Maintenir l'égalité entre le chiffre des États libres et celui des États à esclaves, c'est la pensée constante du Sud. Mais comme l'Ouest a été excepté de la servitude ainsi que nous l'avons vu plus haut et que de nouveaux États s'y forment sans cesse, l'égalité du Sud serait bientôt détruite si l'on ne formait de nouveaux États à esclaves. De là une politique d'ambition, qui s'est emparée du Texas, et qui convoite le Mexique et Cuba. Ce n'est point par soif de conquête, par désir d'agrandissement que le Sud rêve

d'expéditions injustifiables, c'est pour ne pas déchoir. Cuba, annexée à la confédération, ne donnerait aucun avantage à la Caroline; les propriétaires actuels de l'île espagnole ne seraient pas dépossédés et deviendraient citoyens de l'Union; mais on diviserait Cuba en quatre États indépendants, et l'esclavage aurait huit voix de plus dans le Sénat. Là est toute la question. Ce qui nous semble et ce qui est une politique de conquêtes, passe là-bas pour une politique de salut. On ne veut pas du Canada, car ce serait donner à la liberté des chances de plus; mais on veut du Mexique pour y rétablir l'esclavage, et ôter tout espoir aux partisans de l'émancipation.

Channing a vu le commencement de cette politique qui accuse un renversement complet dans les idées américaines, l'abandon de toutes les maximes et de tous les principes de la Constitution. C'est en 1837, à l'occasion du Texas, qu'il a écrit la lettre à M. Henri Clay, lettre qui restera dans l'histoire. Tandis que de toutes parts on applaudissait à cet envahissement d'un pays libre par une poignée d'aventuriers, Channing eut le courage de défendre la cause du Mexique opprimé par la force; il osa révéler la vraie pensée de la conquête. Ce que voulaient les Américains, ce n'était pas un nouveau territoire, les terres ne manquaient pas dans l'ancienne Louisiane, c'était étendre l'esclavage, éloigner de leurs frontières le voisinage dangereux d'un pays libre, trouver un écoulement pour les nègres du Maryland et de la Virginie. On a nié ces exécrables motifs; ils sont vrais cependant et il reste à l'Amérique du Nord

cette tache ineffaçable, qu'en plein dix-neuvième siècle, ses enfants ont été conquérir une terre d'où le Mexique avait proscrit l'esclavage, et que leur premier acte a été d'y rétablir la servitude. Après cela comment parler de la barbarie du Mexique? Et, à propos de l'esclavage, à quoi bon se plaindre qu'on a reçu de l'Angleterre cette lèpre qu'on voudrait en vain rejeter? La Virginie peut alléguer cette excuse; mais qui forçait d'établir l'esclavage au Texas, et sur qui retombe la responsabilité d'un pareil crime?

Dans cette lettre à M. Clay, qui s'était fait le défenseur de l'annexion, Channing s'élève à une hauteur de vues remarquable. Avec la sûreté que donne l'étude des choses humaines, et surtout de cette loi de justice qui gouverne le monde, il prédit à ses concitoyens que cette conquête, qui leur paraît si brillante, sera la ruine de l'Union.

« Par cet acte, dit-il, notre pays entre dans une carrière d'empiétements, de guerres et de crimes, il méritera et appellera sur lui le châtiment et la douleur. La prise du Texas ne restera pas un fait isolé, elle pèsera sur notre avenir; elle se rattachera par une nécessité de fer à une longue suite de rapines et de carnages. L'annexion du Texas sera le commencement de conquêtes qui, si une juste Providence ne les frappe pas, ne s'arrêteront qu'à l'isthme de Darien. »

Channing n'a vu ni la guerre du Mexique ni les expéditions de Cuba, il n'a pas entendu un ministre des affaires étrangères déclarer que les États-Unis aviseraient si l'abolition de l'esclavage changeait la situation matérielle de Cuba et mettait en péril la sécurité du

gouvernement américain[1]; il n'a pas vu le représentant de la plus grande des démocraties proclamer, à la face du monde, la politique que la Russie affecte à l'endroit de la Turquie; mais Channing avait annoncé d'avance où la logique des événements mènerait fatalement la République. La moitié de ses prédictions s'est achevée, l'esclavage a poussé l'Amérique dans la voie des conquêtes; croire que l'autre moitié de ses craintes ne s'accomplira pas et que l'Union n'est point menacée, c'est pousser un peu loin la confiance dans le présent, et fermer les yeux sur un avenir qui déjà se laisse entrevoir.

Et en effet, dans ces dernières années, deux mesures énormes, le *bill des fugitifs*, et le bill des territoires Nebraska et Kansas, ont à la fois donné au Sud une prépondérance manifeste, et causé dans le Nord une irritation qui peut se terminer de façon fâcheuse. La division est dans les esprits; de là à passer dans les faits il y a moins loin que ne pensent les politiques, toujours absorbés dans les intérêts de l'heure présente.

Le bill des fugitifs, rendu en 1850, nous est connu par l'*Oncle Tom;* car c'est contre cette loi que le roman tout entier est dirigé, et tel a été l'effet produit sur l'opinion par mistriss Beecher Stowe, qu'on peut dire que son livre a porté au bill des fugitifs un coup dont il ne se relèvera pas. Cette loi, maintenant fameuse, autorise le maître à poursuivre et à faire saisir dans les États libres les esclaves qui ont fui la plantation, met à son service les officiers fédéraux et lui livre le fugitif sans

1. Dépêche de M. Marcy à M. Soulé, ambassadeur en Espagne, du 13 novembre 1854.

défense, sans jugement, sans appel. Ce bill qui s'autorise d'une disposition particulière de la Constitution[1], faite en faveur des pays d'esclaves, disposition confirmée par un acte fédéral du 12 février 1793, ch. LI, ce bill a pour lui la légalité, mais c'est cette fausse légalité qui outrage les droits de l'humanité, et que Channing a victorieusement confondue. C'est une tâche fâcheuse dans la Constitution, qu'une loi qui viole manifestement le principe même de l'Union, l'indépendance des États; aussi ne faut-il pas s'étonner si cette mesure est restée sans exécution tant que l'esprit de liberté, l'esprit des fondateurs de la Constitution, a vécu en Amérique.

Suivant le droit politique de la Confédération, chacun des États est une république parfaite en soi, maîtresse de sa législation intérieure, unie à ses alliés par le lien fédéral, et à des conditions égales; en d'autres termes, et comme le nom l'indique, tous ces États indépendants sont simplement des *États unis*. La Constitution fédérale garantit donc la liberté et l'indépendance des États pour tout ce qui est d'affaires et de lois intérieures; or, l'esclavage est mis dans cette catégorie, et il semble, par conséquent, que le Congrès n'a nul droit d'intervenir dans cette question. Si jamais, avons-nous dit plus haut, l'abolition a lieu, elle sera l'œuvre particulière de chacun des États où règne l'esclavage. Maintenant il est clair que ce principe est absolu; s'il empêche le Congrès d'abolir l'esclavage, il l'empêche également de forcer les États libres à participer au mal qu'ils abhorrent.

1. Art. 4, sect. 2, § 3. Story, *On the Constitution*. § 1807-1811.

Que fait cependant la loi des fugitifs? Elle oblige les magistrats, les officiers, les citoyens des États libres à saisir l'esclave qui est soustrait à une domination tyrannique, à un pouvoir que le droit des gens ne reconnaît pas; en d'autres termes, la loi contraint les États libres à se rendre complices de l'esclavage, en faisant la police de la servitude, en prêtant main-forte au despotisme du Sud. Qu'est cela, sinon soutenir l'esclavage en sous-ordre, et renoncer aux principes de liberté et d'humanité qui animaient les auteurs de la Constitution? C'est abdiquer la souveraineté des États, car si le Congrès peut forcer tous les citoyens de la Confédération à maintenir l'esclavage, pourquoi ne décréterait-il pas l'extension territoriale de la servitude, et ne mettrait-il pas des esclaves partout? Le fait serait énorme, mais ne serait qu'une application nouvelle d'un principe déjà établi.

Cette loi, qui a porté à l'esprit de la Constitution une atteinte si forte, et qui révolte les sentiments les plus nobles du cœur humain, a déjà excité des émeutes; plus d'un magistrat s'est refusé d'exécuter la loi, et l'un d'eux, un juge de la cour suprême de Vermont, a demandé qu'avant de saisir l'esclave et de rendre au maître sa propriété, on lui présentât en justice l'acte de vente consenti par le Tout-Puissant. On peut être sûr qu'il sortira des embarras sérieux de cette mesure inconstitutionnelle et inique. Le Sud triomphe en ce moment, mais il est aisé de prévoir une réaction prochaine, et qui sait si le principe même d'intervention qu'il a fait établir ne se retournera pas contre lui?

Veut-on se faire une idée de la répugnance que soulève la loi des fugitifs, et en même temps de l'énergique résistance qui se prépare dans les cœurs restés fidèles aux grandes traditions de la liberté, qu'on lise le passage suivant, tiré d'un discours prononcé par Théodore Parker[1]. Parker, qui n'est pas connu en France, est l'un des esprits les plus étranges de notre siècle ; il a fondé à lui seul une église où il enseigne le théisme pur. Cette église, il la soutient par la vigueur de sa parole, donnant ce spectacle inouï de la philosophie érigée en religion et pratiquée comme un culte. Le secret de Parker, ce qui lui permet de poursuivre cette œuvre impossible, c'est qu'il emprunte au christianisme sa morale, c'est qu'il se fait le défenseur des opprimés. La sanglante ironie de son discours fait songer aux tribuns de l'antiquité, la façon dont il traite les Pharisiens du Nouveau Monde prouve que la liberté est moins malade aux États-Unis qu'on ne le suppose charitablement de ce côté-ci de l'Océan :

« Je m'étonne souvent du bavardage de ces gens qui nous demandent d'observer le bill des fugitifs, une des lois les plus odieuses dans un monde d'odieuses lois ; une loi qu'on ne pouvait pas faire, qu'on ne doit pas respecter. Je m'étonne qu'on ose nous dire que la loi de Dieu, la loi écrite dans le ciel et dans nos cœurs, ne nous ordonne jamais de désobéir à une loi humaine. Très-bien ; acceptons qu'il en soit ainsi. Alors c'était le devoir du vieux Daniel de renoncer à son culte sur l'ordre de Darius ; et cependant Daniel priait trois fois par jour, fenêtres ouvertes. Alors c'était le devoir de Jean et de Pierre de renoncer à la prédication du christianisme ; et cependant ils répondirent : Jugez vous-mêmes

1. *Discourse or the state of nation*, publié par le *New-York tribune* et dans les *Occasional Sermons*, t. II, p. 298.

s'il est juste devant Dieu d'obéir aux hommes plutôt qu'à Dieu. Alors c'était le devoir d'Amram et de Jochabed de prendre leur nouveau-né Moïse et de le jeter dans le Nil; car la loi du roi Pharaon qui ordonnait cette mesure était une loi *constitutionnelle*, et à Gosen on aimait aussi peu qu'à Boston l'*agitation politique*. Et cependant Daniel n'obéit pas; Jean et Pierre ne cessèrent point de prêcher l'Évangile; Amram et Jochabed refusèrent l'*obéissance passive* aux décrets du roi. Je crois que toute la force de l'homme le plus fort, employé pendant tout cet hiver, aura quelque peine à renverser le jugement que le monde a prononcé sur ces trois résolutions. Mais l'essai en est permis.

« Il y a encore un autre cas dans la Bible, où la loi ordonnait une chose tandis que la conscience ordonnait précisément le contraire. Voici les termes de la loi : « Les grands prêtres et les Pharisiens rendirent un décret afin que toute personne sachant où « était Jésus allât le dénoncer pour qu'on pût le prendre. » Naturellement le devoir officiel et légal de chaque disciple qui savait où était le Christ, c'était de le dénoncer aux magistrats. Que Jacques et Jean abandonnassent tout pour s'attacher à lui avec beaucoup d'autres qui ne connaissaient pas la loi de Moïse et qui étaient maudits, que Marthe et Marie en prissent soin, qu'elles baignassent ses pieds de leurs larmes, et qu'elles les essuyassent avec leurs cheveux, il n'y avait là aucun mérite, car *chacun peut remplir des devoirs qui lui sont agréables*. Mais on trouva un disciple qui pouvait, lui, remplir un *devoir désagréable*. Courageusement peut-être, il alla trouver le maréchal du district de Jérusalem, qu'on nommait Centurion, et lui livra le Sauveur. N'avait-il aucun attachement pour Jésus? sans doute il l'aimait; mais il savait être maître de ses préjugés, tandis que Marie et Jean ne le pouvaient pas.

« Judas Iscariote a un assez mauvais renom dans la chrétienté; le Nouveau Testament le nomme fils de perdition, et représente son action comme un péché; il dit même que Satan s'était emparé de lui pour lui faire commettre cet acte odieux. Mais il semble qu'il y ait là une erreur, au moins si nous en croyons nos *légistes républicains* et nos *hommes d'État*. Iscariote ne fit que remplir *ses obligations constitutionnelles*. C'était seulement en ce point de *trahir le Sauveur* que la loi constitutionnelle exigeait de lui qu'il eût des rapports avec Jésus. Judas prit ses trente deniers, à peu

près quinze dollars (un Yankee l'eût fait pour dix, car il a moins de préjugés), c'était le prix légal du service rendu. Il est vrai que les chrétiens ont regardé cet argent comme le *prix de l'iniquité*, et que même les Pharisiens, qui d'ordinaire éludaient la loi de Dieu au moyen de leurs traditions, n'osèrent pas souiller le temple avec ce prix du sang; ce n'en était pas moins de l'argent honorablement gagné, un salaire tout aussi honorable que celui que reçoivent pour un pareil service les commissaires ou députés du gouvernement des États-Unis. Quelle est notre erreur! Judas Iscariote n'est pas un traître; c'était un grand patriote. Il vainquit ses *préjugés*, remplit un *devoir pénible*, rendit un service de la *plus haute moralité*; il maintint l'empire de la loi et de la constitution, il fit tout ce qu'il put pour sauver l'*Union*. C'était un saint; il n'est pas d'un cheveu moins grand que le premier des apôtres. *La loi de Dieu ne nous ordonne jamais de désobéir à la loi humaine* : SANCTE ISCARIOTE, ORA PRO NOBIS.....

« Sachez-le bien, il n'est au pouvoir de personne d'arrêter la marche de la liberté. Je ne crains rien à cet égard; rien, parce que je crois au Dieu éternel. Vous pouvez rendre vos décrets, nous en appellerons toujours à la loi suprême, et le temps emportera tous les décrets qui la contrarient. Vos lois n'obligent pas Dieu. Vous pouvez rassembler toute la paille et tout le foin de la terre et en faire des cordes pour enchaîner la mer; aussi longtemps que les flots seront tranquilles, vous pourrez dire : « Voyez, j'ai enchaîné l'Océan. » Vous pouvez aboyer après la loi de celui qui tient dans sa main la terre comme un bouton de rose, les océans comme une goutte de rosée; vous pouvez dire : « Voyez comme les flots déposent leur furie. » Mais quand viendra le vent! »

Il y a un grand enseignement dans cette éloquence violente et qui nous mène si loin de Channing. Elle prouve combien des deux parts la lutte s'envenime, elle montre qu'on ne gagne rien à dédaigner les sages avis d'une voix impartiale et modérée, car on se trouve bientôt en présence d'une passion que rien n'arrête, et qui est plus disposée à agir qu'à parler.

Le bill qui constitue les territoires de Nebraska et de

Kansas, bill rendu le 30 mars 1854, est plus dangereux encore que le bill des fugitifs. Le Nebraska et le Kansas sont deux immenses territoires compris entre l'État de Missouri et les montagnes Rocheuses; en d'autres termes, ce sont des pays placés au nord de la fameuse ligne tirée lors du Compromis du Missouri, et suivant cet acte, l'esclavage est interdit dans ces provinces nouvelles, ainsi que dans les nouveaux territoires de Minnesota, d'Utah, d'Orégon, de Washington. Ce sont là des noms de déserts qui nous sont inconnus, mais il s'agit d'une contrée grande comme l'Italie, l'Espagne et la France réunies; c'est le cœur du continent américain; c'est un territoire placé sous le climat le plus favorable, riche par la fertilité du sol et l'abondance des eaux, un pays qui, avant vingt ans, sera couvert d'États florissants, et qui, si l'esclavage ne le souille pas, donnera à la liberté une énorme prépondérance dans le Sénat, et plus encore dans l'opinion.

Évidemment, à suivre le Compromis du Missouri, l'esclavage est perdu dans l'avenir; il ne peut pas résister à l'établissement de huit ou dix nouveaux États libres, qui se joindraient à l'Ouest et à la Nouvelle-Angleterre dans leur haine pour la servitude. C'est ce que les planteurs du Sud ont senti, et l'an dernier, ils sont parvenus à faire abroger l'acte qui les gênait. C'est au nom de la souveraineté des États qu'ils ont rouvert à l'esclavage les chances qu'on lui avait à jamais fermées.

« L'acte du 6 mars 1820, est-il dit dans le bill de Nebraska, ne sera pas applicable dans les nouveaux territoires, comme étant inconciliable avec le principe de non-intervention du Congrès en

ce qui concerne l'esclavage dans les États et les territoires : principe reconnu par l'acte législatif de 1850, connu sous le nom de Compromis[1]. L'intention véritable et la signification de cet acte est de ne point régler ni interdire l'esclavage en aucun territoire ou État, mais de laisser les habitants parfaitement libres d'organiser et de régler leurs institutions domestiques comme ils l'entendront, en respectant toutefois la Constitution des États-Unis. »

Comprenons la portée de la loi nouvelle : le Congrès abandonne le Nebraska et le Kansas au hasard. Si l'émigration est faite en majorité par des propriétaires d'esclaves, ils voteront la servitude le jour où le territoire ayant plus de quarante mille âmes deviendra un État, et sera admis dans la confédération; si au contraire (et c'est la chance la moins probable) la majorité des planteurs est composée d'hommes libres, et ennemis de la servitude; si, comme en Californie, on repousse l'esclavage, le Nebraska et le Kansas seront à tout jamais terre de liberté. C'est ainsi que les successeurs de Washington abandonnent à la fortune et comme une matière indifférente, les droits de plusieurs millions d'hommes et l'avenir même du continent. Qu'on dise maintenant si l'éloquent M. Sumner avait tort de s'écrier en combattant une si coupable indifférence :

« Les sentiments généreux qui animaient nos patriotiques ancêtres, et leur donnaient une grandeur historique, ont perdu peu à peu leur puissance. Une fois le bienfait de la liberté assuré pour eux-mêmes, les citoyens de ce pays sont devenus indifférents à la liberté des autres. Ils ont cessé de songer aux esclaves. Les maîtres ont profité de cette indifférence, et quoiqu'ils ne soient qu'une minorité, même dans les États à esclaves, ils ont si bien

1. C'est l'ensemble des propositions soumises en 1850 au Congrès par M. Henry Clay et dont le *bill des fugitifs* fait partie.

effrayé les intérêts, si bien employé la tactique parlementaire et surtout ils ont si bien usé d'une union persévérante, et que rien n'arrête, qu'ils ont toujours dominé nos grands partis à mesure de leur avénement au pouvoir; ils les ont pliés à leurs vues, ils ont inspiré au gouvernement une politique favorable à l'esclavage, fatale à la liberté, et directement contraire aux sentiments des grands hommes qui ont fondé nos institutions. Notre république a augmenté en population et en puissance, son caractère a baissé. Elle n'est plus ce qu'elle était à l'origine, c'est-à-dire une république qui souffrait l'esclavage, mais avec regret, qui ne tolérait la servitude que là où on ne pouvait l'écarter, qui l'interdisait là où elle n'existait pas; il y a maintenant une propagande toute-puissante, qui favorise et défend ouvertement l'esclavage, et cherche à briser ce qui lui résiste[1]. »

L'Europe prend un intérêt médiocre à ce qui se passe aux États-Unis; il semble qu'il n'y ait rien là qui nous touche; c'est une grande erreur : jamais l'opinion n'eut un jugement plus sérieux et plus utile à porter qu'en ce moment. La question de Nebraska, qui nous laisse indifférents, c'est la question même de l'esclavage dans le monde, et pour qui va au fond des choses, c'est une question d'existence pour l'Union. Déjà l'esclavage a pris une fâcheuse autorité en Amérique; qu'il fasse encore un pas et qu'il l'emporte, on peut prédire hardiment les déchirements et la chute des États-Unis. Sans doute ce n'est pas en un jour que de pareils événements s'accomplissent; il y a dans les choses humaines un mouvement qui survit au premier choc; la prospérité des États-Unis, cette prospérité due à la sagesse de Washington, à la justice de la Constitution, pourra grandir encore longtemps après que sera éteint l'esprit

1. *London Quarterly Review*, octobre 1854, p. 128.

des hommes de 1776. Ce fut l'histoire de la république romaine qui fit la conquête du monde, quand l'ambition eut remplacé l'esprit de liberté. Ajoutez qu'il y a une fortune matérielle qui fait illusion à ceux qui se contentent des apparences, et que dans cette voie les États-Unis sont loin d'être arrivés au bout de la carrière. Leur ambition ne fait que de naître, il est trop probable que dans un temps assez court ils ne s'arrêteront, comme dit Channing, qu'à l'isthme de Panama, si même ils s'arrêtent là, et qu'ils domineront toute l'Amérique du Nord et toutes les Antilles. Les étoiles se multiplieront à l'infini sur le drapeau de la Confédération; ce sera le plus grand empire que la terre ait jamais vu.

Mais tout cela n'est qu'une fausse prospérité. Elle peut séduire les esprits légers qui jugent des choses sur la surface, elle ne cachera pas aux esprits sérieux la gangrène intérieure qui ronge les institutions. L'esclavage coupe en deux la République. Il y a deux façons d'entendre la politique et la religion : l'une au Nord, l'autre au Sud. Les mœurs et les idées ne sont plus les mêmes; il y a au Nord du dédain pour les pays d'esclavage, il y a au Sud de la haine contre le Nord et de l'ambition. Croire qu'un pareil levain ne fermentera jamais, s'imaginer que l'Union se maintiendra quand les esprits et les cœurs sont divisés, c'est mal connaître l'histoire. Tôt ou tard les sentiments et les idées se traduisent en actes; les intérêts matériels peuvent retarder une séparation, ils ne l'empêcheront pas. Cette séparation, la verrons-nous? Il serait insensé de se faire prophète, alors que les États-

Unis tiennent encore leur destinée dans leurs mains, et que tant de causes de prospérité balancent le mal de la servitude; mais si l'esclavage grandit, si l'on ne prend pas des mesures énergiques pour arrêter ce chancre dévorant, on peut affirmer que le Nord et le Sud ne vivront pas liés ensemble; ou il se fera un déchirement douloureux, ou, dans ce supplice de Mézence, ce sera le mort qui empoisonnera le vivant. Par un juste retour l'esclavage du nègre perdra la liberté des blancs, comme autrefois dans l'ancien monde la servitude des provinces ruina cette liberté que Rome, dans son orgueil, avait voulu garder pour elle seule au lieu d'en faire le bien commun des nations.

Channing dit avec raison et dans un beau passage qu'il y a certaines lois, certaines mesures qui ne font pas de bruit, qui n'occupent pas l'opinion, et qui cependant sont décisives. La postérité qui juge les lois par leurs effets et non par les querelles du jour remet plus tard chaque chose en son rang; c'est ainsi, par exemple, qu'en France, elle donne au Code civil la première place parmi les lois de la révolution, tandis qu'elle jette dans l'ombre dix constitutions avortées. Les lois de l'esclavage, le bill des fugitifs, le bill du Nebraska, sont de ces mesures qui intéressent l'avenir. Malheureusement, Channing n'est plus là pour jeter l'alarme, comme il a fait pour le Texas, et peut-être l'heure estelle passée où l'Amérique pouvait l'écouter.

Ce que Channing dit des lois est aussi vrai des hommes. La postérité revise plus d'une renommée; il y a souvent bien loin de l'opinion des contemporains à celle de l'his-

toire. Cela est vrai surtout pour les politiques. Mêlés aux passions, aux intrigues, aux misères du moment, ils emportent avec eux ce bruit qui faisait leur célébrité ; quand vient l'heure du jugement, il ne reste plus rien de ce génie si vanté qui trop souvent n'était que l'écho complaisant des erreurs et des faiblesses du jour. En relisant les discours de M. Clay et les lettres de Channing, cette idée m'a vivement frappé. Voilà un homme qui a été un des personnages les plus considérables des États-Unis, qui plusieurs fois désigné pour la présidence n'en a paru que plus grand pour n'être pas nommé; un homme que deux fois l'Amérique a choisi pour arbitre de ses destinées, et qu'elle a écouté comme elle eût fait de Washington lui-même. Qu'a fait cependant pour cette question de l'esclavage l'auteur des Compromis de 1820 et de 1850? Rien qu'agrandir la plaie et rendre le mal plus puissant. La question est revenue en 1850 plus terrible qu'en 1820; elle se représentera bientôt plus menaçante qu'en 1850. La fécondité de l'injustice, c'est la loi divine qui régit le monde; Dieu fait sortir de nos fautes un mal qui ne s'arrête que quand, par son excès même, il a produit le remède.

Au fond ces compromis tant vantés reposent sur une erreur. Ce n'est pas sur des intérêts que transige M. Clay, c'est sur des droits qui ne comportent pas de transaction, parce qu'ils sont absolus. Sacrifier une part de son bien-être à la paix publique, c'est le devoir du citoyen; l'art des politiques est d'amener et de régler ces sacrifices; mais demander aux hommes de renoncer à la justice et à l'humanité, c'est une folie,

quand ce n'est pas un crime. On ne transige pas avec la conscience.

Que Channing est un autre homme! Ce n'est pas un politique; il ne cherche pas de ménagement; il veut la justice et toute la justice. Plein de charité pour les personnes, il ne transige pas sur les droits; il sait que la liberté et la famille ne sont pas des créations de la loi, et que l'État doit s'incliner devant l'individu. Tandis que M. Clay défend l'esclavage au nom de la propriété, qui est un crime quand elle a l'homme pour objet, tandis qu'il oppose comme un argument décisif qu'il faudrait douze cents millions de dollars, c'est-à-dire six milliards, pour faire cesser le despotisme du maître, comme si la grandeur d'une injustice la légalisait, comme si le travail de l'esclave ne suffisait pas à lui racheter la liberté, comme si la possession d'un homme pouvait donner un droit éternel sur la personne de ses enfants, Channing souffle sur ces vains sophismes, et sans art, mais non pas sans éloquence, répand des vérités qui ont de l'écho dans tous les cœurs. Rien n'est triste comme la lecture de ces discours de M. Clay, qui autrefois excitaient les applaudissements du Sénat et remuaient le Nouveau Monde; rien n'est doux et consolant comme ces pamphlets qui valaient à Channing le dédain des puissants et des heureux du jour. La postérité est déjà venue pour ces deux hommes, la justice commence: M. Clay, l'habile politique, le héros du moment, a reçu les applaudissements de ses contemporains; c'est la récompense des hommes d'État qui se plongent dans le courant de l'opinion, *receperunt mercedem suam*, *vani*

vanam. Quoique ses intentions aient été droites, l'histoire, sur laquelle il comptait, sera sévère pour lui; car, en repoussant l'émancipation, il a été cruel pour ceux qui souffrent, et par ses injustes compromis, il a aigri, au lieu de le guérir, un mal qui peut être mortel pour l'Amérique. L'histoire, au contraire, sera plus qu'indulgente pour Channing, qui ne songeait point à elle. En couronnant cet homme de bien, elle prouvera une fois encore qu'il y a plus de science et de politique dans un chrétien qui suit la droite voie de l'Évangile, que dans un homme d'État qui invente des combinaisons et ménage des partis; et bien au-dessus de contemporains naguère fameux l'avenir placera ce prétendu rêveur qui a vu si juste, ce pasteur dédaigné des sages, car Channing a été le conseiller sincère de son pays, l'ami des opprimés, l'apôtre de la justice et de la liberté.

Août 1855.

LE MESSAGE DE 1856 [1].

Dans le dernier Message du Président des États-Unis il y a certains passages à l'adresse de l'Europe qui ont absorbé toute l'attention des journaux français. Suivant les uns, les menaces faites à l'Angleterre présagent une rupture prochaine entre les deux pays; suivant les autres, dans toutes ces injures qu'on échange de Londres à New-York il ne faut voir que la vivacité d'une presse libre; c'est justement parce qu'on crie beaucoup qu'on n'ira pas plus loin. Ce dernier avis a pour lui l'expérience; ce n'est pas la première fois qu'on s'est cru à la veille d'une guerre inévitable, et que néanmoins tout a fini par de gros mots. Les Anglais sont à l'égard des Américains comme un frère aîné en face d'un cadet qui s'est émancipé et qu'une grosse fortune rend à la fois hardi et susceptible; on se que-

1. Je n'aurais pas réimprimé cet article, s'il n'avait attiré l'attention et mérité le suffrage de Humbolt. Dans une lettre adressée à Varnhagen von Ense, l'illustre savant, fidèle à son amour de la liberté, appelle l'attention de son vieil ami sur ce travail qu'il déclare *excellent*. On me pardonnera de ne pas laisser perdre une page, destinée à l'oubli, mais qui naturellement a pour moi un grand prix du jour où elle n'a pas déplu à Humboldt.

relle souvent, mais, près de tirer l'épée, on se souvient qu'on est du même sang. D'ordinaire c'est John Bull qui fait les premiers pas, et qui semble se reconnaître et s'admirer jusque dans les défauts et les violences de Jonathan.

Il est une autre partie du Message qu'on a laissée dans l'ombre et qui a cependant une tout autre portée que l'effervescence belliqueuse du Président; c'est celle qui concerne les affaires intérieures. Malgré ce titre trompeur, ce chapitre est celui qui intéresse le plus vivement l'Europe et qui a le plus de portée dans l'avenir. Il est vrai que, suivant un euphémisme traditionnel, le Président ne parle que d'*institutions domestiques* et du droit qui appartient à chaque État particulier de régler souverainement ces institutions. Mais cette hypocrisie de mots cache un fait énorme, c'est l'établissement de l'esclavage dans d'immenses territoires jusqu'à présent inhabités. La question du Kansas, comme on l'appelle, décidera peut-être de l'avenir des États-Unis, et, suivant toute apparence, elle amènera dans un temps donné des difficultés sérieuses avec l'Europe. Il est donc nécessaire d'appeler l'attention sur ce point.

On sait qu'en 1819, lorsque le territoire de Missouri demanda à être reçu comme État dans la Confédération, il y eut une vive agitation en Amérique; le Nord ne voulait pas d'un État dont la Constitution particulière admettait l'esclavage. Personne alors ne contestait au Congrès sa souveraineté sur les territoires, et par conséquent le droit de s'opposer à ces *institutions domes-*

tiques, qui sont un affront au christianisme et à l'humanité. La querelle finit en 1821 par un compromis : une ligne parallèle tirée par 36 degrés 30 minutes de latitude nord sépara dans l'avenir la liberté de la servitude ; c'est ainsi que l'Arkansas, la Floride et le Texas furent admis comme États à esclaves dans la Confédération, tandis que le Michigan, l'Iowa, le Wisconsin y furent reçus comme États libres. C'était une faute que de transiger sur une pareille question et de fortifier l'esclavage : l'expérience l'a trop prouvé.

La guerre du Mexique et le traité de Guadalupe-Hidalgo, en donnant d'immenses territoires aux États-Unis, et des territoires situés au delà du 36e degré de latitude, a menacé les États à esclaves de perdre dans le Sénat de Washington cette égalité de votes dans laquelle ils voient leur seule garantie de salut, la seule force qui maintienne et perpétue l'esclavage. Il était évident que dans ces déserts, plus grands que la France, l'Italie et l'Espagne réunies, il allait se former huit ou dix États nouveaux qui donneraient à la liberté une énorme prépondérance dans les conseils de l'Union. Déjà la Californie, en se constituant, avait repoussé l'esclavage. Si cette colonisation, qui crée de grands intérêts sur le Pacifique, appelait des populations libres dans tous les pays compris entre le Mississipi et l'Océan, l'esclavage était perdu sans retour ; l'Amérique se délivrait du chancre qui la ronge ; elle devenait dans un temps prochain la terre promise de la liberté.

Les États à esclaves ont senti le danger, c'est ce qui explique les expéditions contre Cuba. Cuba con-

quise eût donné à l'Union trois ou quatre États à esclaves, et balancé l'effort de la colonisation libre qui se porte au nord, dans les nouveaux territoires de Minnesota, d'Utah, d'Orégon. C'est aussi cette crainte qui explique l'agitation politique des dernières années, agitation terminée en 1850 par l'abandon du Compromis du Missouri, et par une clause qui introduit dans la Constitution fédérale un principe nouveau. La souveraineté qui appartenait au Congrès sur les territoires a été transférée aux territoires mêmes; on a reconnu à ces embryons d'États le droit de régler comme ils l'entendront leurs *institutions domestiques*, en d'autres termes le droit d'admettre ou de rejeter l'esclavage. Vouer des populations innocentes à une servitude perpétuelle, ce n'est plus un crime, c'est une question indifférente, qui se décide à la simple majorité des habitants.

En même temps, et pour que rien ne manquât à la victoire du Sud, on fit entrer le bill des fugitifs dans le Compromis de 1850, c'est-à-dire une loi qui permet au gouvernement fédéral de faire saisir dans les États libres les esclaves qui ont échappé au pouvoir de leurs maîtres. Ainsi, tandis que dans le Nord on affaiblissait la souveraineté particulière pour protéger l'esclavage, on l'agrandissait dans les territoires du Sud pour y porter la servitude.

Le Sud avait donc triomphé dans ce triste Compromis de 1850 auquel M. Clay a attaché son nom; mais c'est le propre de l'injustice que chacune de ses victoires hâte sa ruine en agrandissant le mal. Il avait fallu toute

l'habileté d'un grand politique pour échafauder cet ensemble de mesures iniques, il suffit de quelques pages écrites par une chrétienne inconnue pour frapper d'impuissance le bill des fugitifs. *L'Oncle Tom* n'est pas sans doute un chef-d'œuvre littéraire : c'est bien plus, c'est une grande action.

Depuis l'apparition de ce livre, la haine de l'esclavage n'a fait que grandir dans les États libres; c'est Théodore Parker qui, avec la violence d'un tribun, attaque une législation odieuse; ce sont tous les États de l'Est qui repoussent l'*extradition des réfractaires*, suivant le langage doucereux du Message. Dans la livraison d'un innocent qui a fui la servitude, les chrétiens de la Nouvelle-Angleterre voient tout à la fois une complicité légale et un stigmate d'infamie. C'est là ce que dans son Message le Président nomme *ne pas remplir ses obligations constitutionnelles par suite d'un aveugle préjugé;* car aujourd'hui les mots ont changé de sens à Washington : les bons citoyens et les saints sont ceux qui défendent l'*institution domestique*, les criminels sont ceux qui demandent la liberté de leurs semblables, au nom de l'Évangile et de l'humanité.

Voici maintenant la question du Kansas qui se présente au Congrès, et qui menace de couper en deux l'Amérique. Le Kansas est un territoire situé entre le 37ᵉ et le 40ᵉ degré de latitude nord, entre l'État du Missouri et le territoire du Nouveau-Mexique. Des planteurs du Missouri et de l'Arkansas s'y sont installés avec leurs esclaves, ou y ont passé momentanément pour former la majorité; des colons du Nord y sont

venus pour y porter la liberté; de part et d'autre on s'est menacé, et en décembre dernier peu s'en est fallu qu'on n'emportât de vive force la petite ville de Laurence, où s'étaient renfermés les partisans de la liberté; mais il paraît trop certain qu'en ce moment la majorité est acquise aux propriétaires d'esclaves. S'ils l'emportent, si le Congrès admet le nouvel État dans l'Union, bientôt le Nebraska et le Nouveau-Mexique suivront l'exemple du Kansas; il y aura du Mississipi au Pacifique une ligne d'États à esclaves qui rejettera la liberté au Nord et assurera la prépondérance du Sud.

On comprend quelle sera la vivacité de la lutte dans le Congrès à présent rassemblé; on en peut juger par ce fait que depuis deux mois le Congrès n'a pu parvenir à se constituer par la nomination d'un président. La raison en est simple : c'est sur ce terrain que les partis veulent se compter. M. Banks, qui a eu le plus grand nombre de voix, voit dans la clause de 1850 une surprise faite à l'opinion, et repousse l'admission du Kansas comme une dérogation au Compromis du Missouri; son adversaire, M. Richardson, voit au contraire dans cette admission la véritable application des garanties constitutionnelles; entre les deux, à la tête d'une minorité politique, est M. Fuller, qui louvoie et ne veut pas se compromettre dans une question qui ne comporte pas d'indécision.

Rarement lutte plus grande s'est agitée dans les conseils d'une nation; c'est l'avenir même de la liberté qui va se décider. On ne s'en douterait guère à lire certains passages où le Président n'a que des injures pour ceux

qui ne veulent ni du bill des fugitifs ni de l'admission du Kansas.

« Si, est-il dit dans le Message, si la rage passionnée du fanatisme et de l'esprit de parti n'est pas en jeu, il est difficile de croire qu'une portion considérable des citoyens se soit laissé dominer *par un dévouement fanatique aux intérêts supposés* d'un nombre relativement peu considérable d'Africains dans les États-Unis, au point d'abandonner et de délaisser les intérêts de vingt-cinq millions d'Américains, et *de fouler aux pieds les injonctions de la morale* et les obligations imposées par la Constitution, et de s'engager *par vengeance* dans des hostilités contre ceux qui leur sont associés pour conserver le commun héritage de nos institutions nationales.

« .... Je sais que l'Union est mille fois plus forte que *tous les plans sauvages et que toutes les spéculations de changement social qui n'ont de réalité que dans les esprits inconséquents de sophistes visionnaires et d'agitateurs intéressés.* Je me confie pleinement au patriotisme des citoyens, à la dignité des États, à la sagesse du Congrès, et par-dessus tout à l'assistance du Dieu tout-puissant, pour maintenir contre tous les ennemis du dedans et du dehors l'inviolabilité de la Constitution et l'intégrité de l'Union. »

J'ignore quel effet produit en Amérique un pareil langage; mais sur le vieux continent il est à craindre qu'on ne voie dans cette invocation à la justice et à la Providence qu'un blasphème de plus. Est-il vrai que si l'agitation continue, les États-Unis soient prêts à se dissoudre, comme le dit le Président? J'en doute; c'est une manœuvre familière au Sud de parler toujours de séparation pour couvrir son intérêt particulier du manteau de l'intérêt général. Mais comme Channing, dans ses admirables écrits sur l'esclavage, je crois qu'il y a là un levain qui fermentera tôt ou tard dans les vieilles colonies puritaines et dans les États de l'Ouest. Il y a

au Nord trop d'honneur, trop de religion, trop de vertus pour qu'on y supporte éternellement ce supplice de Mézence. La coupe de l'injustice s'emplit chaque jour. Quand débordera-t-elle? C'est le secret de Dieu.

Mais l'Europe n'a-t-elle rien à faire qu'à regarder le triste spectacle que l'ambition et la cupidité nous donnent au delà de l'Atlantique? Est-elle désintéressée dans cette affaire qui, selon moi, est plus menaçante pour l'avenir que ne l'a jamais été la question d'Orient?

Qu'on y songe bien : c'est en plein dix-neuvième siècle, dans une république, dans un pays qui se dit chrétien, c'est là qu'il s'agit non pas de conserver ou d'abroger l'esclavage, c'est-à-dire de supporter ou d'extirper un mal qui peut défier le remède, mais de porter la servitude là où elle n'existe pas, là où l'on n'a pas même l'excuse ou le prétexte du climat. Pour satisfaire le Sud, calmer ses craintes ou assouvir sa convoitise, il faut vouer des millions d'êtres humains à la servitude, c'est-à-dire à l'ignorance, à la misère, à la prostitution ; il faut faire reculer la civilisation et fouler aux pieds l'Évangile, afin que les planteurs de l'Arkansas soient rassurés, que la Virginie s'enrichisse par *l'élève* des noirs et que M. Pierce soit réélu.

Le Président fait sonner très-haut l'indépendance des États-Unis, qui, dit-il, ne dépensent leurs forces ni dans la guerre étrangère ni dans la guerre civile, et il repousse toute intervention de l'Europe dans les affaires du nouveau continent. Peut-être en ce point se trompe-t-il; peut-être le bill du Kansas est-il fait pour amener dans la politique de l'Europe ce change-

ment que redoutent les États-Unis. Le monde n'est plus ni européen ni américain, ce sont là des distinctions vides de sens et que la vapeur efface tous les jours; le monde est chrétien et civilisé, et à ce titre nul n'est étranger à ce qui se passe aux États-Unis.

L'Europe a vu avec indifférence les plus belles provinces du Mexique arrachées à un pays qui depuis trois siècles n'avait pas su tirer parti du présent que lui avait fait le ciel. Grâce aux lois libérales des États-Unis, ce n'était pas seulement aux Américains, c'était à tous les hommes que s'ouvraient ces rivages trop longtemps déserts. La Californie est une étoile de plus sur le drapeau de l'Union; mais ce n'en est pas moins une colonie accessible à quiconque veut chercher la fortune ou du travail. Qui donc serait jaloux de cette prospérité où chacun a sa part?

En est-il de même si dans ces provinces conquises il se forme un nouveau monde romain, fondé sur l'esclavage? N'y a-t-il pas à craindre qu'après avoir porté la servitude au Texas et dans le Kansas, on ne la propage bientôt dans le Nouveau-Mexique, et que de là, par une conquête trop facile, on ne la fasse descendre au midi et jusqu'à l'isthme de Panama? Y aura-t-il un jour deux civilisations en présence, l'une prenant pour drapeau l'égalité chrétienne, l'autre qui demandera ses lois à la Rome païenne, et qui aura l'orgueil, l'ambition, l'inhumanité des anciens maîtres du monde? Quand ce n'est pas la culture, mais la servitude que les conquérants apportent avec eux, l'Europe ne sentira-t-elle pas qu'il faut arrêter

les États-Unis dans cette voie d'envahissements? Le cabinet du Président Pierce a osé déclarer que l'affranchissement des nègres de Cuba serait considéré à Washington comme une déclaration de guerre. Le Sud ne peut pas souffrir le voisinage de la liberté. L'Europe sera-t-elle moins sensible aux dangers de l'avenir, et croira-t-elle que la conquête du Mexique et l'établissement de l'esclavage ne la touchent pas?

Et quand même les États-Unis n'auraient rien à craindre de notre apathie, quand nul obstacle ne les arrêterait dans la voie des conquêtes où les pousse la convoitise du Sud, qu'ils sachent que déjà ils se sont porté à eux-mêmes un coup plus fatal que ne le serait une guerre avec l'Europe. Libres sous une admirable Constitution, ils étaient l'exemple et l'envie du vieux continent. C'était la patrie commune de toutes les âmes ardentes et généreuses, l'espoir de l'avenir; aujourd'hui, en se faisant les défenseurs et les propagateurs de l'esclavage au milieu d'une civilisation qui repousse l'inégalité, en démentant les principes de Washington, de Jay, de Franklin, les Américains ont manqué à leur sainte mission; ils ont porté un coup fatal à la religion et à la liberté. Leur crédit moral a baissé. A la grande joie des ennemis de la liberté, l'opinion de l'Europe tourne contre l'Amérique. Avec dix millions d'hommes les États-Unis, en 1815, étaient plus grands et plus considérés qu'aujourd'hui. Ce qui faisait leur grandeur, c'était l'exemple, c'était l'autorité de ces véritables héros de l'humanité, auxquels elle devait ses institutions. L'Amérique, pour nous, c'était

le pays de Washington. Aujourd'hui tout est changé. Quand l'Autriche émancipe ses derniers serfs, quand la Russie veut entrer dans cette voie féconde, à quel rang mettra-t-on un peuple qui non-seulement défend l'esclavage, mais qui le porte et le plante là où il n'existe pas?

Le parti du Président applaudit à la netteté du Message, nous ignorons quel sera demain le succès de ce document, mais il est une chose dont nous ne doutons pas : c'est que le Président a marqué son nom d'une tache ineffaçable. Si le bill du Kansas triomphe, l'avenir inscrira le nom de M. Pierce, non pas à côté de celui de Washington, de Jefferson et de leurs nobles amis, mais parmi ceux qui n'ont pas compris les devoirs qu'impose une pareille succession, et qui, par faiblesse ou par impuissance, ont abaissé la gloire de l'Amérique et trahi tout à la fois la justice et la liberté.

Février 1856.

LA GUERRE CIVILE AUX ÉTATS-UNIS[1].

Les événements qui se passent aux États-Unis ont ramené l'attention sur un pays mal connu et mal jugé. On commence à voir que l'Océan qui nous sépare des Américains ne coupe pas en deux la civilisation chrétienne; nous ne sommes pas simples spectateurs de cette guerre civile; l'affaire nous touche plus que nous ne pensons. Ce n'est pas seulement notre commerce et notre industrie qui sont en jeu; ce sont les plus grands problèmes de la politique, problèmes qui ne resteront pas longtemps à l'état de simple théorie. Supposons, par exemple, que le Sud conquière une pleine indépendance, c'est l'avénement dans la chrétienté d'une société nouvelle qui fait de l'esclavage la clef de voûte de son empire. Voilà notre droit des gens renversé. Si le Sud veut rétablir la traite et troubler nos relations naissantes avec l'Afrique pacifiée; si, poursuivant un système trop connu, il menace d'envahir Cuba ou le Mexique; s'il plante la servitude sur ces terres à demi désertes d'où les colons espagnols l'ont arrachée, que

1. *Un grand peuple qui se relève*, par le comte Agénor de Gasparin. Paris, 1861; 1 vol. in-8. — *La République américaine; ses institutions, ses hommes*, par Xavier Eyma. Paris, 1861; 2 vol. in-8.

fera l'Europe? S'opposer, c'est transporter la guerre aux Antilles, c'est revenir indirectement à cette politique coloniale qui, dans les derniers siècles, a mis aux prises toutes les puissances de l'ancien continent; laisser faire, c'est renoncer aux traditions de justice et d'humanité qui sont la gloire et la force des peuples chrétiens. De toute façon notre avenir est engagé.

En face de cette crise menaçante il est naturel que l'opinion s'inquiète et cherche à s'éclairer. Qu'est-ce donc que les États-Unis? Que porte en ses flancs cette société prodigieuse qui devait, disait-on, faire quelque jour contre-poids à l'Europe par sa richesse et sa population? C'est à cette question que répond le livre de M. Xavier Eyma, livre fait avec soin par un homme qui a beaucoup vu et beaucoup réfléchi. L'auteur, qui connaît bien l'Amérique et qui ne partage pas les préjugés qu'on a soin d'entretenir dans le vieux monde, nous fait toucher du doigt tout ce qu'il y a de puissance et d'énergie dans les institutions des États-Unis. Ce n'est pas une civilisation naissante et à demi barbare, c'est au contraire une civilisation très-avancée. Le sol est neuf en Amérique, mais la société est vieille; au fond, c'est l'Angleterre émigrée, sans Église établie, sans noblesse, sans priviléges du sol, sans armées permanentes. Au Sud, il est vrai, règne une aristocratie peu nombreuse qui vit de l'esclavage; mais au Nord et dans l'Ouest s'agite une démocratie féconde où l'individu est tout-puissant, où il n'y a guère d'autre autorité que celle de la loi librement respectée. C'est là qu'est la force morale, la piété, l'éducation, l'industrie, la richesse; c'est de ce

côté que sont toutes les chances de résistance et de succès. Le Sud fatiguera-t-il ces rudes adversaires? M. Eyma en doute, il a foi dans les fils des puritains, et certes il n'est pas seul de son avis.

M. de Gasparin saisit la question par le côté religieux et moral. C'est au moment où chacun s'effraye de la chute prochaine des États-Unis qu'il intitule son livre : *Un grand peuple qui se relève*. M. de Gasparin nous a accoutumés à ces hardiesses; c'est chez lui chose ordinaire que de rompre avec l'opinion, non point par goût du paradoxe, mais parce qu'au point de vue où il se place il considère les choses autrement que la foule; il voit de plus haut et plus loin. Je ne veux pas médire des hommes d'État, mais trop souvent leur politique consiste à s'enfermer dans l'heure présente et à ne rien voir au delà; c'est ce qui fait que la solution qu'ils choisissent est vieille en naissant. Les hommes religieux et les philosophes sont en général fort dédaignés des sages; cependant ces gens, qui ne sont point pratiques, sont presque toujours les seuls qui finissent par avoir raison. Pourquoi? C'est qu'ils ne croient qu'aux idées. Les passions s'usent, les intérêts se déplacent, tandis que les idées germent, grandissent et deviennent des faits. On peut annoncer leur victoire, comme au printemps, quand le blé sort de terre, on peut prédire la moisson. Depuis vingt ans, qui donc a crié sur tous les tons que les États-Unis marchaient à la ruine par l'injustice? Des rêveurs comme Channing et Parker. Qui donc a relevé le chiffre de la population, du tonnage, des balles de coton pour montrer que les États-Unis étaient dans une prospérité

toujours croissante? Des hommes d'État comme Clay, Calhoun et Webster. Et qui donc avait raison?

Quand on a prédit la ruine d'un peuple chez qui le culte du dollar jetait dans l'ombre l'Évangile, on a le droit de dire que les États-Unis se relèvent le jour où le Nord et l'Ouest rompent avec leur propre intérêt pour défendre la cause de la justice et de l'humanité. Non pas que M. de Gasparin se pose en prophète; non pas qu'il affirme que le Sud ne se séparera pas; qui peut empêcher de se perdre un peuple ou un homme qui n'écoute que sa passion? Mais, que la séparation se fasse ou non, il n'en restera pas moins que par un effort suprême le Nord s'est délivré du cancer qui le ronge depuis trente ans. Qu'il rétablisse l'Union en enfermant l'esclavage dans un cercle limité, ou qu'il reste seul avec ses libres institutions, il peut redevenir ce qu'il était autrefois, l'exemple et l'envie de l'Europe. En un siècle où le flot de la démocratie monte sans cesse, les États-Unis devraient peser d'un poids énorme sur notre civilisation. N'ont-ils pas résolu les problèmes qui nous troublent? Séparation de l'Église et de l'État, liberté d'éducation, charité volontaire, indépendance souveraine des communes, liberté de la presse, droit de réunion, droit d'association, réduction des armées permanentes : ne sont-ce pas là les véritables conquêtes de la civilisation et de la paix? Si jusqu'à ce jour l'exemple ne nous a guère profité, n'est-ce pas que d'un mot on détruisait l'autorité et l'expérience des États-Unis? *C'est le pays de l'esclavage*, disait-on. Que le Nord se relève, qu'il rejette ce cadavre auquel il est attaché, l'Europe y gagnera tout autant

que l'Amérique. Le monde est solidaire. La liberté d'un peuple est le commun profit de tous.

Déjà, du reste, les journaux se sont emparés d'un problème qui touche à tant d'intérêts; il n'est pas d'ami de la justice et de la liberté qui ne sente qu'il y a là une grande cause à servir, un devoir sacré à remplir. L'Amérique a les yeux sur nous; elle a besoin de notre appui et de notre concours. Vieil ami des États-Unis, défenseur de leurs institutions, alors que les dédaigner est une preuve de bon goût, c'est à ce titre que je viens apporter mon vote dans ce grand procès. En des temps ordinaires, je laisserais la parole à mon savant et aimable confrère, M. Chasles. L'Amérique lui appartient par le droit du talent. Nul mieux que lui ne sait cacher le bon sens sous un paradoxe ironique, nul mieux que lui ne déroute nos préjugés en mettant en pleine lumière l'individualisme religieux et politique qui fait le nerf de la société américaine; aujourd'hui je lui demande une place sous son drapeau; la grande question qui s'agite là-bas est, comme les États-Unis eux-mêmes, un empire immense; à côté du colon le plus riche, il y a place pour le plus pauvre émigrant.

Une fois encore rappelons le sujet de la lutte qui divise le Nord et le Sud. Au milieu de la fumée et du bruit des batailles, on n'est que trop disposé à oublier le droit; on se croit sage et politique en recommandant à tous les partis de céder. C'est un conseil où la prudence se trompe aisément. *La justice et la paix se sont embrassées*, dit l'Écriture; mais le baiser de l'injustice est celui de Judas. Ce n'est pas la paix qu'il donne; il

enfante la violence et la mort. Qu'on essaye de tracer les conditions d'un traité entre le Nord et le Sud, je défie qu'on arrive à une solution acceptable. Pourquoi? C'est que la question engagée est tout autre chose qu'une question de justice. Ce n'est pas son indépendance que défend le Sud; elle n'est pas menacée; ce qu'il lui faut, c'est la domination. Qui donc conseillera au Nord d'abdiquer?

Qu'y a-t-il au fond de cette guerre fratricide? L'esclavage. Sur ce point, en Europe, tout le monde est d'accord. Chacun blâme cette institution exécrable; mais après un blâme général on se hâte d'en arriver à l'intérêt du commerce et de l'industrie; ce n'est plus de la servitude qu'on nous parle, c'est du libre échange et du coton.

Il ne faut pas glisser avec cette légèreté sur le point essentiel, et laisser ainsi transformer une question de droit en une question d'utilité. Chacun doit donner franchement son avis. Si l'esclavage est un crime, il ne faut pas que l'intérêt industriel, si respectable qu'il soit, étouffe la voix de la conscience. Il faut condamner ceux qui, au nom de l'esclavage, ont mis en feu leur patrie; ceux qui, pour agrandir la servitude et la porter sur de libres territoires, ont allumé la guerre civile et compromis en un jour quatre-vingts ans de paix et de prospérité.

Sur ce sujet de l'esclavage, nous sommes très-froids en France, par une heureuse raison. C'est un mal que nous ne connaissons plus. Il n'en était pas ainsi quand Benjamin Constant attaquait la traite, quand le duc de

Broglie demandait et préparait l'émancipation par ses admirables rapports; ces voix généreuses nous enflammaient en faveur de l'humanité. Il faut ranimer ces nobles sympathies, et réveiller dans les cœurs l'amour du droit, le seul sentiment qui, même en politique, ne trompe jamais.

Qu'est-ce donc que l'esclavage? John Wesley, cette âme chrétienne, le définissait hardiment la somme de toutes les infamies (*the sum of all villanies*). Les Américains du Nord, qui calculent jusqu'aux battements de leur cœur, ont résumé en cinq axiomes ce crime multiple. C'est, disent-ils, l'homme devenu la propriété de son semblable, le mariage aboli, la paternité détruite, l'intelligence systématiquement étouffée, le travail forcé et non payé; en d'autres termes, la tyrannie, la confiscation et le vol. Tels sont les vices essentiels de l'esclavage, vices indépendants de la bonté ou de la méchanceté du maître; vices irrémédiables, car les corriger, c'est reconnaître des droits à l'esclave, c'est en faire un homme, c'est commencer l'émancipation.

Voilà, sans exagération et sans déclamation, ce qu'est la *barbarie de l'esclavage*, comme l'a justement nommée l'éloquent sénateur du Massachusets, M. Charles Sumner[1]. A cela qu'oppose-t-on? Le climat? Mais s'il

1. *The Barbarism of slavery*, discours prononcé au sénat des États-Unis, le 4 juin 1860, par l'honorable Charles Sumner. M. Sumner est ce sénateur qui fut assommé en plein sénat par un collègue du Sud, ce qui valut à l'assommeur une canne d'honneur décernée par ses admirateurs du Midi. En revanche, l'accueil que M. Sumner a reçu en

est nécessaire que le coton soit cultivé par des noirs, est-il nécessaire que des hommes soient asservis comme des bêtes? Les nègres libres cultivent la canne à sucre aux Antilles, est-ce que les colonies sont stériles? Prenez le beau livre que M. Cochin vient de publier sur l'*abolition de l'esclavage;* vous verrez ce que vaut cet argument de la nécessité, depuis longtemps réfuté par les faits. Pour ne citer qu'un exemple, à la Réunion, la production du sucre a triplé depuis l'émancipation. Dans cette étude complète faite avec le zèle d'un philanthrope, et, ce qui vaut mieux, avec la charité d'un chrétien, vous trouverez aussi une victorieuse réponse à toutes ces allégations d'infériorité de race et de tutelle nécessaire, sophismes inventés par les maîtres pour dépouiller leurs semblables de la première et de la plus sainte des propriétés. Ces beaux raisonnements ne tromperont jamais la conscience humaine. Chacun de nous ne sent-il pas qu'il est fait pour être libre, et que son âme et son corps n'appartiennent qu'à lui? Une peau noire ne peut changer le droit. « Vous dites que cet homme est votre esclave, » répondait noblement un juge de l'État de Vermont, sommé par un planteur de lui livrer un nègre fugitif : « montrez-moi l'acte de vente que le Tout-Puissant vous en a consenti; jusque-là vous ne l'aurez pas[1]. »

Contre cette condamnation universelle, le Sud s'est

Angleterre et en France, où il est venu rétablir sa santé, a dû lui prouver combien sur le vieux continent on estimait encore le courage et le talent mis au service de l'humanité.

1. *The Barbarism of slavery*, p. 99.

roidi. Avec cette infatuation qui n'est pas rare chez les gens qui vivent d'un abus héréditaire, les politiques du Sud en sont venus à exalter, à sanctifier la servitude. Des hommes qui se prétendent chrétiens, des pasteurs même, ont vu dans l'Évangile la justification de la servitude. Il est difficile de croire qu'ils aient jamais lu la touchante épître de Paul à Philémon. M. Calhoun, le politique le plus considérable que le Sud ait produit, n'a pas craint de déclarer que l'*esclavage était la base la plus sûre et la plus stable sur laquelle on pût asseoir les libres institutions*. Un autre avocat, non moins enthousiaste, M. Hunter, de la Virginie, après avoir proclamé que la servitude était *la condition normale des sociétés humaines*, s'est écrié dans ce langage à métaphores qui charme les Américains : *La clef de voûte, qui supporte cette arche puissante où repose notre société, est faite de ce bloc de marbre noir qu'on nomme l'esclave africain*[1]. Quand on vit au milieu de pareilles illusions, quand dès l'enfance on s'est enivré de pareils sophismes, on en arrive à perdre le sentiment de la vérité. L'intelligence se corrompt au milieu de la toute-puissance, on est superbe et impatient; on ne veut plus ni rien voir ni rien entendre que sa propre passion. Le jour où l'on rencontre une résistance, encore bien que le privilége ne soit pas menacé, on crie à l'oppression, on se lance aveuglément dans la guerre civile, on se croit brave et hardi parce qu'on jette un défi à l'humanité. C'est là que le Sud en est aujour-

1. *The Barbarism of slavery*, p. 9.

d'hui; c'est à l'Europe peut-être qu'il appartiendra de le désabuser.

Ce qu'il y a d'étrange en effet dans cette guerre, c'est que le Sud ne peut donner aucune raison qui colore sa séparation. L'esclavage est-il attaqué? Non; quelque horrible que soit cette institution, le Nord ne se reconnaît pas le droit d'y toucher. Chaque État est souverain dans son régime intérieur; M. Lincoln est le premier à proclamer qu'il respecte cette souveraineté. La Virginie peut continuer à produire et à élever des esclaves dans ses haras humains, il n'est pas aux États-Unis de pouvoir politique qui puisse, je ne dis pas arrêter, mais flétrir par un vote cette odieuse industrie. Channing a écrit, parlé, protesté contre de pareils abus; il s'est adressé à l'opinion; il a toujours maudit la violence. C'est au Sud lui-même qu'il a demandé le bienfait de l'émancipation. La tentative de John Brown est le premier appel fait à la force; mais Brown avait été victime des partisans de l'esclavage; son fils avait été tué au Kansas. Du reste, l'insuccès de son entreprise prouve assez que le Nord ne le soutenait pas.

D'où vient cependant cette révolte du Sud le jour où M. Lincoln arrive à la présidence? C'est qu'un instinct infaillible avertit les privilégiés que du moment où l'on circonscrit leur puissance, elle est frappée de mort. Pour que subsiste un abus sans cesse miné par l'opinion, il faut que cet abus se crée sans cesse des appuis nouveaux; s'il ne grandit pas, il décline; s'il recule, il est perdu. Depuis quarante ans, le Sud, infidèle aux grandes traditions de ses aïeux, n'a suivi qu'une poli-

tique *sectionnelle*, comme on dit aux États-Unis. Il a tout sacrifié à un seul intérêt; il a tout calculé pour élever l'esclavage au rang d'institution fédérale, pour obliger les États libres à respecter, à maintenir, à propager la servitude à son profit. L'élection de M. Lincoln a été une protestation contre cet envahissement qui débordait sur le Nord, rien de plus; mais dans cette résistance le Sud a lu l'arrêt de l'avenir; du jour où il ne pouvait plus commander, il a cessé d'obéir.

Voilà ce qu'il faut répéter à l'Europe, ce que M. de Gasparin démontre jusqu'à l'évidence avec une éloquence admirable, appuyée sur une masse de faits qui ne peuvent être contestés. Depuis quarante ans, toute la politique des États-Unis a été dominée par la question de l'esclavage; le Nord, dans sa longue patience, n'a fait que servir l'ambition du Sud. C'est pour empêcher la prépondérance des États libres qu'on a fait le compromis du Missouri et qu'on a voulu condamner à souffrir l'esclavage certains pays où le climat le repousse, comme le Nebraska et le Kansas; c'est pour empêcher la prépondérance des États libres qu'on a envahi traîtreusement le Texas, et qu'en plein dix-neuvième siècle on y a replanté la servitude; c'est pour dominer la Confédération qu'on a menacé Cuba, conquis une part du Mexique et lancé Walker sur l'Amérique du Sud. Tout cela s'est fait la menace à la bouche; le Nord pliant toujours devant la crainte d'une séparation. « L'Union d'abord, la liberté ensuite, » criait-on. Et sauver l'Union, c'était lui sacrifier la justice, la paix, l'égalité, la liberté.

Le bill des esclaves fugitifs en 1850 a fait déborder la coupe; jusque-là le Nord était dans notre situation; l'esclavage était loin de lui, tout au plus en souffrait-il dans son honneur. Mais du jour où, au nom de la Constitution, des officiers fédéraux sont venus sur une terre libre saisir de malheureux fugitifs et les rejeter dans la servitude, l'Américain s'est senti humilié et blessé; et quand il a vu ses propres magistrats changés en geôliers et portant atteinte à la souveraineté locale dont il est si fier, il s'est révolté. Fermer les yeux, c'était, depuis trente ans, la sagesse du Nord; l'esclave, on ne le voyait pas, tandis qu'on gagnait beaucoup d'argent avec les frères du Sud; mais devenir complice de l'esclavage, s'y associer au compte d'autrui, et, pour aider à la cruauté d'une loi politique, manquer à la loi divine de la miséricorde et de la charité, c'était plus qu'on n'en pouvait demander à des hommes qui croient encore à l'Évangile. L'*Oncle Tom* et son prodigieux succès nous ont appris comment la conscience du Nord s'est tout à coup réveillée; mais le cri d'une femme n'est pas la seule voix qu'on ait entendue; il y a eu des protestations plus énergiques et plus violentes, celles de Parker, par exemple.

Nous connaissons à peine en France Théodore Parker, qui vient de mourir épuisé par une vie active, une parole infatigable. Un homme qui sort du christianisme, qui fonde une église de purs déistes, et qui s'en fait le pasteur, nous semble un esprit malade, un cerveau bizarre. Mais il faut rendre cette justice à Parker, que s'il avait quitté les dogmes chrétiens, il avait épousé

la morale de l'Évangile; aussi a-t-il combattu l'esclavage avec une chaleur incroyable, quelquefois même avec une âpreté et une ironie grandioses qui rappellent l'éloquence antique. Nous comprenons mal cette parole qui ne ménage rien, nous qui sommes si polis, que nous craignons toujours de dire la vérité à nos adversaires, car la vérité est rude, grossière, de mauvaise compagnie; elle appelle les fripons et les méchants par leur nom. Dans ses discours sur l'esclavage[1], Parker se prend corps à corps avec ceux qui mettent la loi des hommes avant la loi de Dieu; peu lui importent les menaces et les procès; il saisit son ennemi à la gorge; et fût-ce le grand Webster lui-même, infidèle à la liberté par ambition, Parker le renverse et l'écrase sous son terrible mépris.

Rendons-nous compte de la situation, nous comprendrons cette véhémence que rien n'arrête. Voici deux pauvres noirs, mariés comme on l'est dans le Sud, c'est-à-dire accouplés par la permission du maître, permission qu'un caprice peut révoquer. Ils s'aiment, ils sont chrétiens, et, devant la crainte de la séparation et peut-être de l'infamie, ils fuient la servitude. A travers mille périls, bravant les marais, les fleuves, les chiens, les hommes, ils arrivent à Boston. Le maître les poursuit; les papiers sont en règle. Si la force ou la ruse ne les sauve, les fugitifs sont perdus. William Craft, le nègre, périra sous les coups; Ellen, la femme,

1. *Occasional Sermons*, 2 vol. *Additional Sermons*, 2 vol. *The Trial of Theod. Parker*. Boston, 1855. — *V. sup.*, p. 231.

sera vendue à quelque maison de prostitution. On les cherche, tous deux se cachent; ils sont là dans la demeure de Parker le ministre. En ce danger suprême, ils veulent s'unir devant Dieu, leur seul protecteur; ils implorent la bénédiction du ciel. Écoutez maintenant le récit de la cérémonie nuptiale, dans un pays où, le consentement seul faisant le mariage, la solennité est abandonnée à la volonté des parties.

« J'appelai William Craft, dit Parker. J'inspectai ses armes : sa poudre était d'un bon grain et sèche, ses pistolets éprouvés, la batterie en état, la détente facile, la capsule excellente. J'essayai son poignard : la lame était bien trempée, ferme et cependant élastique, la pointe aiguë.... Comme symbole du devoir particulier de l'époux en une crise semblable, je donnai à William une épée, et je lui dis que son devoir était, s'il le fallait, de défendre la vie et la liberté d'Ellen. Je leur donnai à tous deux une Bible que j'avais achetée tout exprès, comme symbole de leur éducation spirituelle; c'était le secours de leur âme, comme l'épée était le secours de leur corps. *C'est avec cette épée que je te marie*, telles furent mes paroles; elles étaient de circonstance dans cette union. M. et madame Craft étaient mes paroissiens. A Boston, je suis le ministre de tous les esclaves fugitifs[1]. »

Ceci, c'est de l'histoire, c'est ce qui se passe chaque jour. Ce n'est pas un roman pour faire pleurer de douces larmes, comme *Paul et Virginie*, c'est une douleur et une responsabilité qui à chaque instant saisissent une âme chrétienne. Livrerai-je mes frères à la honte et à la mort? Terrible question pour qui n'a pas le front de Caïn. On comprend qu'en pareil cas un pas-

1. *The Trial of Theod. Parker*, p. 187.

teur ne pèse pas ses paroles, et que, se laissant emporter à une trop juste colère, il maudisse publiquement, du haut de sa chaire, les agents d'une loi que jamais la conscience humaine ne respectera. Écoutez cette voix tremblante de fureur et d'émotion; assurément il lui sera beaucoup pardonné, car au fond de cette violence il y a un ardent amour de l'humanité. Cette indignation qui ne se contient pas, n'est-ce pas le feu de la charité?

« A notre dernière réunion, j'ai dit qu'il serait difficile de trouver à Boston un magistrat qui prît sur lui l'odieux de renvoyer un fugitif à l'esclavage. Je croyais qu'après tout les hommes avaient quelque conscience, quoiqu'ils répétassent que c'était un devoir de livrer un de leurs semblables à la servitude. Pardonne-moi, ma patrie, je t'ai estimée trop haut! Pardonne-moi, ville de Boston, j'ai pensé que tous tes citoyens étaient des hommes! Pardonnez-moi, avocats, j'ai cru qu'une mère vous avait enfantés! Pardonnez-moi, coquins qui tuez pour de l'argent; j'ai cru qu'il y avait encore dans vos cœurs quelque reste de sensibilité animale! Pardonnez-moi, commissaires des États-Unis, je croyais que vous aviez encore quelque pudeur! Pardonnez-moi, chers auditeurs, pardonnez-moi une pareille méprise. On a trouvé un commissaire pour signer le mandat d'arrêt : c'était George N.... Pardonnez-moi, je ne savais pas qu'il fût commissaire; si je l'avais su, je n'aurais point parlé comme j'ai fait.

« Ames des tyrans, je m'incline devant vous! Ombre de Caïn, le premier homicide, pardonne-moi si j'ai oublié quelle longue suite de descendants tu as laissée derrière toi! Et vous, mes frères, si jamais je vous dis qu'il y a pour un Yankee un degré de bassesse et de méchanceté qu'il ne franchira jamais, ne me croyez pas; rappelez-moi ce qui vient de se passer à Boston, je me rétracterai.

« .... Où trouver les semblables de ces hommes qui ont fait une telle action, et qui l'ont faite à Boston? J'ouvrirai les tombeaux, je tirerai d'entre les morts les plus affreux tyrans, Hérode, Néron,

Torquemada, Jeffreys. Venez, troupeau de monstres, sortez de la damnation de ces tombes où pourrit éternellement votre infâme mémoire. Femmes, ne tremblez pas! enfants, ne tremblez pas! hommes, ne tremblez pas! Ce sont des morts! Maintenant ils ne peuvent plus vous faire de mal! Ne craignez pas les morts, craignez les vivants! »

Je citerai encore la fin de l'oraison funèbre du général Tayor, mort Président des États-Unis; on verra quel est le langage d'un pays où, dit-on, la foule est maîtresse, où il n'est permis de parler que pour flatter ses passions :

« Si dans sa tombe le général pouvait vous parler, il vous dirait : Concitoyens et amis! vous voyez combien il vous a peu servi d'agiter le pays et de mettre un petit homme dans une grande place. Ce n'est pas le *hurrah* des partis qui sauvera l'Union; ce ne seront pas davantage *des grands hommes!* La justice seule peut le faire. Rappelez-vous que l'athéisme n'est pas le premier principe d'une république; rappelez-vous qu'il y a une loi divine, la loi suprême de l'univers, le droit éternel; autrefois je le pensais, maintenant je le vois. Rappelez-vous que vous rendrez compte à Dieu de toutes choses, que vous devez justice à tous les hommes, aux noirs non moins qu'aux blancs. Dieu vous en demandera compte, peuple orgueilleux et méchant, qui ne pensez qu'à votre or et qui oubliez la loi suprême, la loi de Dieu! Avant longtemps chacun de vous paraîtra devant l'Éternel. Ce qui vous servira alors, ce n'est point d'avoir transigé sur la vérité, sur la justice, sur l'amour; c'est de n'en avoir rien cédé. La justice est le seul salut de l'homme; elle est le seul salut d'un État. »

Ce langage nous donne le ton de l'opinion il y a quelques années. Depuis lors les violences du Sud dans le Kansas, l'arrêt Dred Scott et le supplice de Brown ont ajouté à l'irritation. L'arrêt Dred Scott rendu par la Cour fédérale, à l'occasion des territoires, reconnaît à

tout citoyen le droit de se transporter partout avec sa propriété, et déclare que des esclaves sont une propriété comme une autre. Il ne faudrait pas beaucoup presser cet arrêt pour en faire sortir le droit reconnu aux gens du Sud de se transporter avec leurs esclaves dans les États libres, et d'y installer la servitude au mépris de la souveraineté locale. On dirait que cette terrible divinité qui rend fous les gens qu'elle veut perdre a poussé depuis dix ans le Sud dans cette voie de violence où il n'y a point de retour.

Soit, dira-t-on, le Sud a tous les torts; mais il veut se séparer; de quel droit le Nord peut-il s'y opposer? Laissons de côté la question d'humanité pour ne nous occuper que de politique. Est-ce que le peuple des États n'est pas souverain? Est-ce que le premier droit de la souveraineté n'est pas l'indépendance? Qu'importent les malheurs qui peuvent en résulter! c'est l'affaire du Sud, et non pas du Nord. « Si un peuple veut se perdre, a dit Rousseau, qui donc a le droit de l'en empêcher? »

Il y a ici une question de fait et une question de droit; toutes deux plus délicates et plus compliquées qu'on ne suppose. Pour ce qui regarde la question de fait, on est assez mal instruit en Europe; il est visible qu'un grand nombre de journaux reçoivent leurs inspirations du Sud. Voici quelques renseignements que j'emprunte à l'un des hommes les plus sages et les plus éclairés de l'Amérique, M. Henry Carey, dont le nom est connu de tous nos économistes[1]. On verra

1. *The right of Southern freemen and the duties of those of the North*

que rien n'est moins possible à établir en ce moment que cette séparation qu'on recommande à la légère, et sans connaître l'Amérique.

Quand on parle du Nord et du Sud, il semble qu'il s'agisse de deux pays aussi nettement séparés que la France et l'Espagne, et qu'il suffise d'une ligne tracée sur la carte pour conclure la paix. Rien n'est moins vrai; dans cet immense territoire où règne l'esclavage, on peut distinguer un noyau séparatiste, la Caroline du Sud : c'est de là qu'est sortie la révolution; mais tout autour de ce noyau sont groupés des États mi-partis, où les intérêts de la population sont loin d'être identiques. Par exemple, tandis que dans les parties basses de la Virginie, où l'on se livre à l'élève des esclaves, on penche vers le Sud, la population des montagnes Bleues, qui ne connaît pas l'esclavage, vient de se séparer et de fonder l'État libre de Kanawah, malgré les menaces et les attaques du gouverneur Wise et de son armée. Ce qui se passe en Virginie a lieu également dans les parties hautes du Maryland, où il y a 250,000 cultivateurs libres et 15,000 esclaves. Il en est de même pour le Kentucky et le Missouri tout entiers; l'esclavage, écrit dans la loi, est repoussé par la condition du sol et du travail. On en peut dire autant pour la Caroline du Nord, pour les parties élevées du Tennessee qui font la moitié du pays, pour le nord de l'Alabama, pour l'ouest de la Géorgie, pour les

and of Europa, lettre publiée par le *North American and United States Gazette* du 14 août 1861.

plateaux du Texas et de l'Arkansas. Dans les fonds et aux bords de la mer, où le noir résiste mieux que le blanc aux chaleurs et à la fièvre, le planteur accepte ou demande la séparation. Mais sur les hauteurs, l'homme libre, avec son rude labeur, chasse la main paresseuse et insouciante de l'esclave. Le pionnier est venu du Nord et veut conserver l'Union. Que faire en pareil cas? Coupera-t-on en deux chacun des États du Sud, conseillera-t-on au Nord de sacrifier ses concitoyens à l'ambition et à la colère des planteurs de la Caroline méridionale?

Nous avons, je le sais, un moyen facile de résoudre ces terribles problèmes, c'est le suffrage universel. Mais peut-être ignore-t-on que si la séparation a été prononcée par quelques législatures dominées par la terreur ou séduites par la passion, nulle part les meneurs n'ont osé consulter le suffrage universel, non pas même dans la Louisiane. C'est une opinion généralement reçue au Nord que, hormis la Caroline du Sud, dans tous les États séparés, l'Union a la majorité. On ameute la foule, on étouffe la presse, on menace les gens timides; mais on se garde d'en appeler à la voix qui pourrait condamner. On dispose du Sud, on ne le consulte pas.

On voit quelles difficultés soulève la question de fait; la question de droit n'est pas moins délicate. Sans doute, il est aisé de la résoudre contre le Nord, en commençant par nier que les États-Unis forment une nation, en affirmant qu'il n'y a là qu'une confédération volontaire d'États souverains. Mais c'est une théorie qui

n'a jamais été reçue en Amérique. En 1832, c'était aux applaudissements du peuple que le Président Jackson menaçait Calhoun de le faire pendre, s'il venait à Washington défendre sa doctrine de la *nullification*. Les Américains se croient un peuple au même titre que les Français ou les Anglais ; voit-on que ce soit une illusion ? Ne possèdent-ils pas les plus grands éléments d'unité que jamais peuple ait réunis? N'occupent-ils pas un territoire qui, sauf la bande comprise entre les Alleghanys et la mer, n'est qu'une immense vallée sans aucune séparation naturelle ? Donner la Nouvelle-Orléans avec l'embouchure du Mississipi à un peuple, et les mille lieues que parcourt le fleuve à un autre, n'est-ce pas quelque chose tout aussi contre nature que de donner Paris aux Français et Rouen aux Anglais ? Ce territoire n'est-il pas habité par un peuple de même origine, de même langue, de même religion ? L'histoire du Nord et du Sud n'est-elle pas la même? Washington a-t-il fondé la liberté pour New-York plutôt que pour Charleston ? Il y a des intérêts variés dans ce vaste empire; mais, hormis l'esclavage, y a-t-il des intérêts opposés ? Qu'on montre donc en quoi l'unité de l'Angleterre est plus grande que celle de son ancienne colonie? S'il y a une différence, elle est tout à l'avantage des États-Unis : il n'y a point d'Irlande par delà l'Océan.

S'imagine-t-on qu'en Amérique on ait moins que dans le vieux monde le sentiment de l'unité nationale et l'amour de la patrie? On se tromperait étrangement. Écoutez ces paroles d'un éloquent prédicateur de New-York, paroles qui ont trouvé un écho dans tous les

cœurs[1]; mieux que de longs raisonnements, elles nous feront comprendre que la guerre engagée là-bas est autre chose pour le Nord qu'une querelle d'amour-propre ou d'ambition.

« Sans nationalité, sans patriotisme, sans unité, aucun peuple ne peut être grand, respecté, aimé ou craint; il lui faut un gouvernement commun autour duquel il se rallie, un sol commun dont chaque pouce soit sacré pour chaque citoyen. Nous avons, sous certains rapports, les plus grands éléments d'unité qu'un peuple ait jamais possédés : un même langage, une même religion, un territoire indivisible dans ses limites naturelles, un continent isolé comme une île, un espace immense, il est vrai, mais vaincu et rapproché par le génie des arts modernes. Nous avons le souvenir solennel de ces guerres communes où un même peuple a versé son sang tantôt au nord et tantôt au sud. Nos grands hommes appartiennent au pays entier. Toutes les raisons du monde, hormis une seule, font des Américains un même peuple; l'épreuve que nous traversons décidera si cette seule raison l'emportera sur tout le reste.

« Sans doute la nationalité américaine a contre elle des obstacles particuliers. C'est un essai pour constituer une démocratie jalouse de sa liberté en une nation homogène, puissante, capable de se donner un gouvernement énergique, qui soit le symbole de la majesté populaire, tout en n'étant fort que de la confiance et de l'amour du pays. Vous ne pouvez pas faire une grande nation si vous n'avez un gouvernement fort. Et avec la liberté démocratique, vous ne pouvez pas avoir un gouvernement fort sans le libre consentement du peuple tout entier. Dans un pays comme le nôtre, pouvons-nous avoir ce consentement? Non, dit l'Europe. Non, dit l'histoire. Non, dit le Sud. Non, disent les États frontières. Non, disaient il y a huit jours quelques grands journaux du Nord. Non, disaient la crainte et l'inquiétude répandues partout. Mais, grâce à Dieu, les instincts, les affections du cœur

1. *A sermon preached in All-souls church*, New-York, april 21, 1861, by H. W. Bellows.

américain, le patriotisme qui gronde au fond des âmes, ont éclaté avec la force de l'orage, pour noyer toutes ces *négations* redoutables dans une sublime affirmation. « Oui, oui, crie le peuple, nous sommes un peuple. Nous n'avons qu'un cœur et qu'une âme, nous sommes un corps. Le gouvernement représente notre honneur, notre puissance, notre unité, notre dignité au dehors, notre prospérité au dedans ; le gouvernement, c'est nous ; le drapeau américain, c'est nous. Ces bandes rouges, c'est le sang de nos cœurs ; ce champ d'azur, c'est le ciel de la patrie. Nous tomberons avant ces étoiles. » Le peuple américain n'est pas un troupeau de pionniers civilisés, dispersés sur un territoire ; ce n'est pas une bande de poissons pris au hasard dans le filet fédéral, une agrégation de petites communes, renfermées dans je ne sais quel *kaléidoscope* politique, changeant de nature et d'aspect chaque fois qu'une main puissante les remue par une nouvelle élection ; l'Amérique est une nation, comme l'Angleterre, comme la France, comme la Russie ; elle a sa vie, sa destinée, son orgueil, son caractère, son âme ; elle les défendra aussi longtemps qu'elle aura une once d'argent dans sa caisse, une goutte de sang dans les veines. »

Ce n'est pas seulement une pensée patriotique qui guide le Nord, c'est encore le sentiment très-juste de la situation. S'il cédait, si, par une faiblesse intéressée, il abandonnait à l'esclavage tous ces beaux pays qui, dans un temps donné, appartiendront à la liberté, quel serait donc le jugement de l'Europe? quel serait l'arrêt de l'avenir?

Pourquoi parler d'avenir? le châtiment de cet égoïsme serait immédiat. La séparation est autre chose qu'une division de territoire ; elle amène un changement complet dans les institutions du Nord. Douanes intérieures, querelles de frontières, menaces de guerre, armées permanentes, intervention possible de l'Europe, établissement d'une monarchie dans le Sud, voilà ce

que gagnerait le Nord à la séparation; et l'on s'étonne qu'il résiste. Mais c'est sa propre indépendance, son bien-être, sa liberté, son honneur qu'il défend.

Que dis-je? C'est sa propre existence, menacée par l'ambition du Sud. Admettons le système qu'on défend au nom d'une fausse liberté. Aujourd'hui ce sont les États à esclaves qui se séparent; demain, pourquoi ne sera-ce pas l'Ouest? Pourquoi la Nouvelle-Angleterre resterait-elle unie à New-York? Pourquoi n'y aurait-il pas en Amérique autant d'empires que de provinces, que de comtés, que de villes? Si la Constitution n'est point un lien indissoluble qui maintienne les États-Unis, attendons-nous à les voir tomber en poudre comme le Mexique. Si quatre-vingts ans d'accord mutuel n'ont pas constitué l'Union, où donc y a-t-il un droit établi? Croit-on que si demain la Savoie voulait se séparer de nous, au nom de sa souveraineté propre, la France ne crierait pas à la trahison? La Savoie, dira-t-on, est une province qui s'est librement donnée. Eh quoi! est-ce que ce n'est pas aussi en renonçant à une part de leur souveraineté que les colonies ont fondé la grande république en 1787? De quel droit le Sud peut-il aujourd'hui modifier par la force un contrat perpétuel librement accepté?

Sans doute, c'est un terrible fléau que la guerre; qu'elle retombe en malédiction sur ceux qui l'ont déchaînée! Mais il faut aussi reconnaître qu'il est noble et saint de combattre quand on défend la patrie, la justice, l'humanité. C'est ce que fait le Nord. Cette guerre, le Sud peut l'arrêter d'un mot; qu'il se contente d'être

souverain dans son intérieur comme il l'est depuis quatre-vingts ans; personne ne l'outrage, personne ne le menace. On ne lui demande que de ne pas démembrer la patrie par une ambition sacrilége; mais céder, le Nord ne le peut pas sans se déshonorer. On s'imagine, en Europe, que l'intérêt sera plus fort que l'honneur, et que cette puissance qu'on appelle *le Roi Coton* (*King Cotton*) l'emportera sur des scrupules d'humanité, j'ose dire qu'on se trompe; les fils des puritains sont lents à émouvoir, mais une fois engagés dans une cause où le droit est en jeu, ils ne reculeront pas. Croire que les premières défaites les abattront, c'est mal les connaître; en toutes choses, ils sont patients, et vont jusqu'au bout.

Laissons l'Amérique; l'Europe a, en tout ceci, un devoir à remplir. Je ne parle pas des gouvernements qui se renferment dans une neutralité prudente, et qui n'ont rien de mieux à faire que d'accepter les faits accomplis; je parle de l'opinion. Déjà en Angleterre, quelque puissants que soient les intérêts engagés, l'opinion s'est prononcée contre le Sud. Il y a, je ne dirai pas dans le gouvernement, mais dans le peuple anglais, une honnêteté foncière, une moralité solide, un christianisme réel. On se souvient en Angleterre, et avec orgueil, qu'on a dépensé cinq cents millions pour abolir l'esclavage des colonies; on ne renoncera pas à ces convictions généreuses, pour avoir à meilleur marché quelques balles de coton. L'humanité passera avant tout.

Nous aussi nous avons un rôle à jouer. Nous sommes quelque chose aux États-Unis par les souvenirs que

nous y avons laissés. La dernière fois que la France a paru en Amérique, c'était pour y défendre la liberté menacée. L'Angleterre était une ennemie, l'Allemagne fournissait ces Hessois détestés qui faisaient la guerre pour le compte de la maison de Hanovre; La Fayette, Rochambeau, les deux Lameth, Mathieu Dumas combattaient à Yorktown; le drapeau blanc flottait à côté du drapeau étoilé.

Depuis cette époque, glorieuse pour les deux pays, la France est restée la sœur de l'Amérique; il y a là un noble héritage qu'il ne nous est pas permis de répudier. Prenons garde qu'au nom de l'industrie, c'est-à-dire d'un intérêt passager et peut-être même par de simples calculs d'ambition commerciale, on ne nous fasse renoncer à ce qu'il y a de plus précieux pour un peuple. Encourager les États du Sud, pousser à une reconnaissance prématurée, intervenir dans cette querelle en faveur de la servitude, lier notre nom au maintien de l'esclavage, ce serait mentir à notre passé. En Amérique, comme ailleurs, la France ne peut être l'alliée que de la liberté.

Le Sud peut réussir dans cette entreprise fatale; il peut conquérir une séparation qui, selon moi, précipitera sa ruine; il a pour lui la supériorité que donne, au début d'une guerre, une aristocratie audacieuse, résolue, intelligente, habituée aux armes; il peut emporter son indépendance par une bataille. Je ne le crois pas, cependant, et j'ai une tout autre confiance dans les populations laborieuses, honnêtes et tenaces de l'Ouest et du Nord. Mais quel que soit l'avenir, il sera

temps pour nous de reconnaître le Sud quand la séparation sera un fait accompli. Nous pourrons alors négocier avec la nouvelle république; le commerce ne connaît pas d'ennemis; mais notre véritable allié sera toujours le peuple qui, en 1776, a proclamé que tout homme avait droit à la liberté, le peuple que La Fayette a aimé, le peuple qui restera fidèle aux glorieuses traditions de Washington et de ses amis.

Octobre 1861.

L'AMÉRIQUE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE[1].

Messieurs,

L'année dernière nous avons étudié l'histoire de la Constitution des États-Unis d'Amérique. Dans le temps où nous vivons, il était difficile de rencontrer un sujet qui eût pour nous plus d'intérêt et plus d'utilité, car la situation de l'Amérique, en 1787, avait de singuliers rapports avec la situation présente de la France; c'est aussi parmi des obstacles sans nombre que les fondateurs de la liberté américaine organisèrent un gouvernement. Vous n'avez pas oublié le triste spectacle que nous a présenté l'Amérique au moment où la paix obtenue par nos efforts lui promettait des jours heureux. La République naissante manqua mourir dès le berceau. Dix ans de guerre avaient appauvri le pays; le papier-monnaie avait conduit fatalement à la banqueroute; point de crédit, point d'argent, point de finances; la faiblesse du pouvoir central encourageait

1. Discours prononcé le 8 décembre 1850, au Collége de France, à l'ouverture du cours de législation comparée.

l'indépendance des États particuliers; la désunion était partout; l'anarchie et la sédition menaçaient d'une ruine prochaine ce gouvernement nouveau, dont l'Angleterre proclamait l'impuissance avec une joie secrète, et déjà dans l'Amérique même, sur cette terre où jamais un roi n'avait paru, on parlait de la monarchie comme du seul régime qui pût fonder et maintenir l'unité d'un grand pays.

Ce fut alors et quand tout semblait perdu, quand Washington lui-même en venait à désespérer de l'avenir; ce fut alors qu'il se rencontra des hommes assez éclairés pour voir le remède à tant de maux, assez hardis pour le proposer, assez dévoués pour entreprendre une œuvre en apparence impossible : ramener l'opinion prévenue, diriger les esprits vers un même but, et, au mépris de tous les préjugés et de tous les intérêts particuliers, fonder l'Union. Sans autres moyens que la parole et que la plume, de simples citoyens proclamèrent la nécessité d'une Constitution qui unît tant de membres épars, firent adopter au Congrès leur projet d'une assemblée de révision, décidèrent le pays dans le choix de ses institutions, défendirent ces institutions contre les attaques de la passion ou de l'erreur, et, à force de patience et de courage, dotèrent enfin l'Amérique de cette organisation démocratique qui fait sa force et sa grandeur.

Telle fut l'œuvre des Franklin, des Randolph, des Madison, des Jay, et de ces deux hommes unis par une constante amitié, et que l'histoire ne séparera pas. L'un est Washington, le plus grand caractère des temps

modernes par son désintéressement et sa persévérance, ce héros qui cachait, sous un front sévère, la passion qui domina toute sa vie : l'amour de la patrie et de la liberté; l'autre est cette âme aimante, ce cœur généreux, cet esprit facile que la fortune trouva toujours à son niveau; c'est ce soldat, cet orateur, cet écrivain, ce législateur, ce financier, qui fut tour à tour le bras, la plume et quelquefois la pensée de Washington; c'est le brave, le chevaleresque, le malheureux Hamilton!

Nous avons fait revivre ces illustres morts; nous leur avons demandé le secret de leur politique et de leur vie. Cette Constitution, qui résumait pour eux ce que l'expérience du monde avait reconnu de conditions nécessaires au maintien de la liberté, nous l'avons vue naître et se former, nous l'avons suivie dans les longues épreuves qu'elle a traversées. Discutée dans le Congrès, soutenue par Hamilton et Madison dans le *Fédéraliste*, défendue dans les États particuliers par ceux qui voulaient l'Union, la Constitution ne fut pas imposée par des mandataires, qui peuvent se méprendre sur la pensée nationale; elle fut réellement discutée et acceptée par le pays tout entier. Ce qui devait être la loi de tous fut l'œuvre de tous. C'est la seule Constitution qui ait passé par cette épreuve; c'est pour cela, peut-être, qu'elle est la seule qui ait duré.

Il n'est pas un des problèmes politiques qui nous intéressent aujourd'hui, que nous n'ayons agité avec ces nobles esprits; car les conditions d'un gouvernement libre n'ont pas varié depuis un demi-siècle, et

l'Amérique, en 1787, était peut-être, par ses mœurs et son esprit, plus démocratique que la France d'aujourd'hui. Séparation des pouvoirs, indépendance du Président et de l'administration, garanties contre l'usurpation des assemblées, rôle de la puissance judiciaire, distribution du droit de suffrage, liberté communale et provinciale, liberté individuelle, droit d'association, liberté de la presse, il n'est pas une de ces questions délicates qui, longuement examinée par les législateurs des États-Unis, n'ait été résolue avec une sagesse et une raison admirables. Sur le mérite de ces solutions, que nous discutons encore, le temps, ce juge irréfragable, a prononcé sans appel. Il y a soixante ans que la Constitution des États-Unis dure dans toute sa majesté, et non-seulement elle est restée entière, environnée du respect universel, considérée par tous comme le palladium de la liberté, mais encore elle a servi de modèle aux Constitutions particulières des trente États de l'Union. Toutes sont des imitations, des copies de cette œuvre sanctifiée par les années et que protége le bien qu'elle a fait. C'est encore la pensée de Washington et de ses amis qui gouverne l'Amérique. Le génie de quelques patriotes est devenu l'esprit de la nation; et, par un phénomène sans exemple dans les annales du monde, la Constitution des États-Unis est aujourd'hui plus populaire qu'à son début. Les générations nouvelles l'ont si bien adoptée, que cette charte, vieillie d'un demi-siècle, est plus que jamais la parfaite expression de la volonté nationale. De quelle Constitution, même faite de la veille, en peut-on dire autant?

Je ne sais, Messieurs, si dans les annales du monde on trouverait un spectacle plus beau, plus touchant que cette histoire où le succès couronne tant de patriotisme et de raison. A la suite de ces bouleversements qui ont ébranlé non-seulement la fortune des empires, mais l'esprit même de l'homme, trop de gens en sont venus à considérer la destinée des nations comme un jeu de la force et du hasard, où les plus habiles sont les plus égoïstes. Le monde est rempli de ces Machiavels, qui n'ont jamais pensé qu'à eux-mêmes et aux étroites combinaisons de leur intérêt; et cependant l'œuvre de ces hommes d'État est toujours éphémère; leur vie se compte par les échecs qu'ils ont reçus.

Voilà, au contraire, des hommes qui avaient plus de caractère que de science, mais qui avaient au plus haut degré l'amour et le sentiment de la liberté. Ces hommes qui acceptaient franchement la démocratie, comme l'ordre social qui convenait le mieux à leur siècle et à leur pays, n'ont voulu qu'une seule chose : organiser le gouvernement de tous par tous. Ils n'ont point rusé avec les institutions, ils n'y ont point introduit d'élément étranger; c'est en modérant la démocratie par elle-même qu'ils l'ont disciplinée. La règle et le principe suprême de leur gouvernement, c'est la volonté de la nation, mais la volonté vraie, raisonnée, légitimement manifestée, et non point l'intérêt d'une oligarchie légale, encore moins la violence d'une poignée de séditieux qui, trop souvent, s'impose et se substitue à la nation. Eh bien, dans leur droiture et leur simplicité, ces esprits honnêtes ont trouvé ce que les plus habiles

politiques n'ont pu, jusqu'à présent, découvrir en France, une Constitution nationale qui fût adoptée par le pays.

Aussi leur gloire a été grande et pure, et, par une juste récompense, il leur a été donné de jouir du bien qu'ils avaient fait. Quoi de plus touchant que la fin d'Adams et de Jefferson? C'est cinquante ans après la déclaration de l'indépendance, au grand anniversaire du 4 juillet, parmi les cris de reconnaissance et les bénédictions des générations nouvelles célébrant après un demi-siècle l'œuvre de leurs bienfaiteurs, que s'endormirent dans leur paisible triomphe ces deux premiers successeurs de Washington, ces vétérans de la liberté!

Au milieu d'une révolution, quand tant de passions grondent encore, un pareil exemple fait du bien; c'est une grande leçon de morale et de politique. Elle ranime la confiance dans ces éternels principes qui dirigent l'homme ici-bas; elle empêche de désespérer pendant l'orage; elle relève l'esprit, elle calme le cœur.

L'étude de la Révolution et de la Constitution américaine en appelait involontairement et presque nécessairement une autre. Il est impossible, pour un Français, de considérer le développement de l'Amérique et de se rendre compte de la part, et de la part très-grande, qu'y prennent les institutions, sans faire un retour douloureux sur notre condition, sans chercher d'où vient la différence qu'un sort jaloux a mise entre les deux nations.

Depuis soixante ans l'Amérique vit heureuse et puissante sous l'empire des lois qu'elle s'est librement don-

nées ; elle est en pleine jouissance de son gouvernement. On n'y connaît point de parti qui vive en dehors de la Constitution et vise à la renverser. Sans doute on agite là-bas de graves questions industrielles, commerciales, politiques ; il en est une, l'esclavage, qui peut amener un jour la dissolution de l'Union ; mais on ne se dispute plus, depuis longtemps, sur l'organisation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, sur le droit du peuple à régler son gouvernement et à administrer ses intérêts ; le problème constitutionnel est résolu.

En France, au contraire, depuis soixante ans nous avons changé huit ou dix fois de gouvernement et de Constitution, passé de l'anarchie au despotisme, essayé deux ou trois formes de république et de monarchie, épuisé la proscription, l'échafaud, la guerre civile et la guerre étrangère, et après tant d'essais, et des essais payés de la fortune et du sang de la France, nous ne sommes guère plus avancés qu'au début. La Constitution de 1848 a pris pour modèle la Constitution de 1791 qui n'a pas vécu, et on agite aujourd'hui les questions mêmes qu'en 1789 on se flattait d'avoir résolues. Ouvrez l'histoire de la Constituante, vous y verrez discuter, sous le nom de *veto*, l'indépendance du pouvoir exécutif; vous y retrouverez la question des deux Chambres et l'organisation du suffrage universel. Je n'oserais dire que sur tous ces points nous ayons reculé, mais certes nous n'avons pas avancé ; les discours prononcés à la Constituante pourraient servir dans notre Assemblée. D'où vient cette différence? Comment se fait-il que les Américains aient organisé la liberté

sur des bases durables, tandis que nous, qui certes ne leur sommes pas inférieurs en civilisation, nous qui avions leur exemple sous les yeux, nous avons toujours échoué? C'est là un des plus intéressants problèmes de la science politique; et il nous semble impossible que le rapprochement des deux révolutions, la comparaison des institutions, ne nous donnent pas une instruction sérieuse, et plus encore, le secret de nos désastres, et le moyen d'éviter un nouveau naufrage.

J'ai donc cru bien faire en choisissant pour sujet de nos travaux l'histoire de la législation française pendant la Révolution, sujet difficile, d'un intérêt douloureux sans doute, mais incomparable pour un Français; étude féconde en leçons, qui met à notre service la pensée, l'effort de tous les grands esprits qui ont rêvé pour la France un gouvernement libre, et auxquels a manqué le succès plus que le dévouement.

C'est un cadre immense, que nous ne remplirons pas en une seule année; car ce que nous voulons étudier, ce n'est pas seulement la Constitution, ou les différentes Constitutions qu'a reçues la France de 1789 à 1800, c'est toute la législation.

Étudier la législation seule des États-Unis, c'était chose naturelle et commandée par le sujet même. La Révolution américaine n'a été qu'une insurrection contre la métropole, une résistance à la suzeraineté prétendue par l'Angleterre sur des colonies qui réclamaient l'égalité politique, une guerre étrangère plus qu'une guerre civile. Pendant comme après la lutte, la société américaine n'a point changé; elle a gardé son admi-

nistration intérieure, toute libérale et souvent toute républicaine, ses lois civiles et ses lois criminelles. Il a fallu seulement fonder une Constitution fédérale, qui réunît en une nation ces treize États qui prétendaient chacun à la souveraineté. La simplicité de la tâche en explique déjà le succès. Le problème était à peu près ce qu'il est aujourd'hui, en France, où personne (sauf les socialistes) ne propose de changer les institutions civiles; ce qu'on voulait, c'était simplement et uniquement un gouvernement central, une Constitution.

En France, au contraire, la révolution a été sociale; ce n'est pas seulement le gouvernement, c'est la société tout entière qui a été bouleversée. On n'a pas remplacé un gouverneur et un roi par un président : c'est la monarchie, c'est la noblesse, c'est le clergé qu'on a renversés. On a changé la condition du sol et la condition des personnes; administration, finances, justice, police, éducation, armée, marine, lois civiles et criminelles, toutes ces institutions calculées pour la royauté, sont tombées avec elle; il n'est rien resté de l'ancien édifice; tout a été ruiné. C'est de ces décombres qu'est sortie une société nouvelle, séparée de l'ancien monde par un abîme infranchissable. Il n'est rien resté de la France monarchique; quelles que soient nos prétentions, nous datons tous de 1789.

L'œuvre des Constituants a donc été des plus complexes. En séparer une partie et l'étudier isolément, serait une cause d'erreur. Doter la France d'une Constitution n'était pas pour nos pères, comme naguère pour l'Amérique, comme aujourd'hui pour nous, un

problème simple malgré son étendue. Ils étaient en présence de difficultés sans nombre, et qui naissaient les unes des autres; ils agissaient sur une société rebelle, où les mœurs et les idées n'étaient point d'accord; de plus habiles y eussent échoué. La Convention ne trouva pas de moindres obstacles. Sans doute il ne restait plus que des ruines de gouvernement, mais la société n'en résistait pas moins aux novateurs. Il fallait pour la vaincre un effort continu, désespéré; c'est en l'attaquant de tous côtés qu'on voulut la soumettre et la régénérer malgré elle.

Vous voyez quelle est l'étendue de la tâche que nous abordons : c'est l'ensemble des lois et des décrets de la Révolution qu'il nous faut étudier (le nombre en est considérable; je ne crois pas exagérer en évaluant à trente mille lois ou décrets les dispositions législatives de ces onze années). Sans doute, pour la clarté de l'exposition, il est bon de diviser : par exemple, il faut séparer l'examen de la Constitution de celui des lois civiles, ou des lois criminelles, mais sans oublier que cette division est factice, et bonne seulement pour aider la mémoire; que les lois civiles aussi bien que les lois criminelles s'expliquent par les lois politiques, et réciproquement. Tout se tient, tout s'enchaîne. La Révolution a fait entrer dans la société française les principes de liberté, et surtout d'égalité, qui n'étaient pas dans nos anciennes institutions, toutes fondées sur le principe d'ordre, de hiérarchie, de subordination. Il a donc fallu poursuivre cette transformation dans ses moindres rameaux, réformer la monarchie, séparer l'Église de l'État,

changer l'administration, inventer un nouveau droit politique, civil, criminel, et une nouvelle organisation judiciaire. Telle a été l'œuvre incessante de la Constituante, de la Convention et du Consulat. Chaque jour, chaque heure a vu éclore un décret pour achever la défaite de l'ancien monde et la victoire du nouveau. L'histoire de la législation française à cette époque n'est donc rien de moins que l'histoire même de la Révolution, histoire intérieure, civile, bien entendu; mais enfin, puisqu'on ne peut séparer les institutions des hommes qui les ont fondées, histoire de la Révolution, et la plus exacte de toutes, puisqu'elle repose non sur des suppositions, mais sur des faits. Ce sont les auteurs mêmes de ce grand événement qui nous parlent dans leur œuvre, et qui nous y attestent leur volonté et leur désir.

Une histoire de la Révolution même réduite aux institutions, et faite, par conséquent, d'un point de vue particulier, ce n'en est pas moins une œuvre lourde, difficile, et qui, à première vue, paraîtra peut-être inutile. On a tant écrit sur cette époque, pensera-t-on, qu'il ne doit plus rien rester à dire sur ce sujet épuisé.

Que l'œuvre soit difficile, je le sens mieux que personne au moment de me mesurer avec elle; mais inutile, je n'en conviens pas. Car cette histoire des institutions, le pays en a un besoin extrême, et cependant on ne l'a pas faite, elle n'existe pas.

Qu'il y ait en France un vif désir de connaître ces temps si près de nous quand on compte les années, si

éloignés quand on considère le caractère et la multitude des événements, c'est ce que témoigne la publication récente de tant d'histoires de la Révolution. C'est là, du reste, un phénomène qu'on retrouve à toutes les époques d'agitation et de reconstruction politique. Quand les esprits sont fortement remués, on demande au passé le secret de l'avenir; on cherche dans l'histoire des époques semblables à celles où l'on vit. En de pareils moments l'homme se sent faible, et n'ose s'en fier à sa raison; il a un besoin d'expérience, d'autorité, qui le pousse vers les siècles écoulés; un instinct secret et sûr lui dit qu'en politique le seul juge des théories, c'est l'événement.

Maintenant, au point où nous en sommes, quand il s'agit encore une fois de conserver ou de renouveler nos institutions politiques, est-il un livre qui donne satisfaction au besoin que je signale, un livre qui, nous éclairant sur la valeur et l'efficacité des institutions révolutionnaires, dirige notre esprit et règle notre conduite? J'avoue ne le pas connaître. On a fait l'histoire des partis, de leurs idées, de leurs passions, de leurs vengeances. Nous avons l'histoire des hommes, nous n'avons pas celle des institutions; et cependant celle-là complète, éclaire et juge toutes les autres. Peut-être même est-ce celle qui nous convient le mieux aujourd'hui.

Permettez-moi de justifier en quelques mots ce qui peut vous paraître obscur ou singulier dans cette assertion.

Les premières histoires de la Révolution, écrites de

1789 à 1820 par des auteurs ou des témoins du drame, sont des mémoires; elles en ont la passion sans en avoir la franchise. Rédigées par des amis de la monarchie, ou par les défenseurs de la Constituante ou de la Convention, elles expliquent tout par l'ambition ou les fautes des partis. C'est la faiblesse de Louis XVI, la légèreté de Calonne, le fédéralisme des Girondins, le fanatisme de Robespierre, les intrigues de la cour, les menées des émigrés qui ont compromis la plus sainte des causes. Si Mirabeau n'était pas né, il n'y aurait pas eu de révolution; ôté Robespierre, on n'eût pas connu la Terreur; si Louis XV n'eût conquis la Corse, le Consulat n'eût jamais existé; les hommes sont tout, les institutions trop peu de chose pour que l'historien s'en occupe.

Il est peu nécessaire d'insister sur ce qu'il y a d'étroit et de faux dans ces livres qui n'ont plus d'autorité; chez les contemporains l'erreur est inévitable; ils sont trop près des hommes pour voir autre chose; il leur semble que les acteurs de la pièce en sont aussi les seuls auteurs. Il faut être placé à une certaine distance pour juger des influences qui dominent les individus, et des causes qui ne leur laissent souvent que la moindre part dans la conduite des événements, alors même qu'ils croient les diriger.

En ramenant tout à l'action capricieuse et mobile des individus, ces premiers essais ont le défaut de faire de l'histoire une espèce de morale en exemple, et non pas une science soumise à des lois qu'on peut observer; les histoires récentes tombent dans l'excès

opposé; elles tiennent compte des idées plus que des hommes et ne voient partout que des abstractions. Pour les écrivains systématiques, les hommes (je poursuis ma comparaison) ne sont plus que de simples acteurs, jouant, sans être responsables, un rôle qui leur est imposé. Pour celui-ci, c'est la force des événements, la fatalité, qui a forcé la Révolution à fournir ce cycle fatal qui commence à Louis XVI et finit à Napoléon; pour cet autre, la Convention a sauvé la France, le salut public justifie tout ce qu'elle a fait; pour un troisième, la Révolution a été une dernière évolution du christianisme, et Robespierre le dernier apôtre de la morale et de la fraternité chrétienne; pour un quatrième, 1789 est la victoire de la bourgeoisie, et 1793 l'avénement du peuple : autant d'écrivains, autant de systèmes, chacun renchérissant sur celui qui l'a précédé.

Je ne veux point critiquer en détail ces différents systèmes, mais je signalerai un vice qui leur est commun, un vice radical : c'est de supprimer la liberté et la justice de la conduite des choses humaines, et d'ôter à l'histoire sa moralité et son utilité. Si la Constituante appelait nécessairement la Législative, si la Convention devait forcément écraser les fédéralistes pour sauver la France, si le 9 thermidor appelait le 18 brumaire, l'histoire de la Révolution n'a pas d'enseignement pour nous. On peut regretter pour Robespierre que les circonstances lui aient imposé un rôle sanglant, mais il faut le plaindre et non le blâmer, car il n'était pas libre de se soustraire à sa destinée.

C'est ainsi qu'on aboutit à cette fameuse souveraineté du but qui justifie tous les moyens; doctrine qui fut celle de la Convention peut-être, mais qui, dans le jugement des affaires humaines, substitue un principe nouveau à la justice et à la raison. Tout change de caractère dans un pareil système; ce n'est pas Louis XVI que guillotine la Convention, c'est la monarchie; ce n'est point Malesherbes et Rosambo qu'on égorge, ce sont les anciennes Cours souveraines qu'on supprime violemment. Le monde est une algèbre, les hommes des quantités abstraites qu'on place ou qu'on élimine suivant la marche des formules.

Vous voyez combien tous ces systèmes sont impuissants à satisfaire le besoin d'instruction qui nous dévore. Bons pour mettre en relief quelques-uns des principes directeurs de la Révolution, ils restent muets sur le caractère des institutions, ou plutôt ils le faussent en remplaçant par je ne sais quelle fatalité, la liberté qui est de l'essence des œuvres humaines. Si ces institutions ont été exigées par les circonstances, elles n'ont qu'une valeur de position, et par conséquent ne peuvent nous servir. L'expérience faite dans des conditions qui ne se renouvelleront pas ne peut nous instruire.

Il y a quatre ans que parut une histoire célèbre et qui a exercé sur nos destinées une grande influence, je veux parler des *Girondins* de M. Lamartine; elle se distingue de toutes les autres. Évidemment, l'auteur a été séduit au début par la théorie de M. Buchez, et sa source principale a été l'*Histoire parlementaire*, recueil utile, mais systématique, partial et incomplet. A ce

livre, M. Lamartine a joint la lecture de ces mémoires nombreux et intéressants, où s'est représenté plus d'un personnage de la Révolution, et bientôt, laissant de côté le système, il s'est mis à peindre les hommes. C'est de ce côté que devait l'emporter sa nature de poëte et d'écrivain. Ce n'est plus une histoire régulière qu'il a faite, mais une suite de portraits touchés de main de maître. Son livre a réussi et devait réussir, car sans être plus vraie que chez ses devanciers, l'histoire est chez lui plus vivante, plus humaine, elle donne davantage à la responsabilité de chacun.

Par malheur, l'imagination a dominé l'artiste, et, comme en temps de révolution chaque caractère reçoit des événements une énergie fébrile, une force singulière, M. Lamartine s'éprend à son tour pour chacun de ses personnages. C'est un peintre amoureux de son modèle. Il adopte les idées, il épouse les passions de celui qui pose devant lui, et, par son merveilleux talent, les fait accepter per le lecteur. Louis XVI est condamné, on admire ce roi dont la faiblesse fut un excès de bonté, et qui meurt avec la constance et la douceur d'un martyr. Mais comment blâmer ses juges, ces Girondins déjà proscrits dans la pensée de leurs ennemis et qui monteront d'un pas si ferme à l'échafaud? Nous nous intéressons à Vergniaud, si éloquent, à Valazé, si ferme, à Ducos, si spirituel, à Guadet, si mordant; nous oublions un instant la France pour suivre dans ses romanesques aventures Louvet, sauvé par l'héroïsme de l'amour. La Gironde disparue, je ne sais quel intérêt se reporte sur l'étrange figure de ce Danton, qu'on mau-

dit sans le haïr; Danton, singulier mélange d'énergie barbare et de faiblesse humaine, qui, maître d'écraser ses rivaux, meurt sans se défendre, parce qu'il est soûl de la vie, ou plutôt du sang qu'il a versé. Et comment séparer de Danton Camille Desmoulins, cet enfant perdu de la Révolution, qui sans doute poussa la légèreté jusqu'à la folie et au crime; Camille, dont la main imprudente et coupable livra les Girondins au bourreau, mais qu'on plaint cependant et qui mérite la pitié quand il meurt trahi par Robespierre, trahi parce que le pays qu'ils ont terrifié tous deux n'ose pas répondre à cette voix vibrante qui crie : Plus de sang!

Et ce Robespierre même, resté jusqu'à présent inexplicable, fanatique ou ambitieux, je ne sais lequel, quand on fait son portrait, est-ce une figure indigne d'attention? Est-ce un homme vulgaire que celui qui avait inspiré une amitié aussi ardente que celle de Lebas et de Saint-Just, celui qu'un frère suivit volontairement à l'échafaud? Et la mort de Robespierre, cette mort qui fut pour la France un jour de triomphe parce qu'elle était un jour de délivrance, à la considérer en elle-même, par le côté pittoresque, n'a-t-elle pas quelque chose de saisissant? Cet homme, naguère le maître de la France, qu'on n'ose arrêter qu'en tirant sur lui, on l'apporte mutilé à la Convention; on le jette sur une table, livide et sanglant, pour que chacun vienne, en l'insultant, jouir de sa chute; mais lui, sans céder sous la malédiction universelle, fixe sur ceux qui l'outragent un œil inflexible, sans qu'un geste, un soupir, une larme laisse à ses ennemis

le plaisir d'avoir humilié le Titan vaincu. Que dirait-on d'un martyr qui recevrait la mort avec un pareil dédain?

Dans ce livre, la Révolution ressemble à ces combats de gladiateurs dont saint Augustin nous fait la peinture; de loin on peut les fuir, mais on ne peut plus s'en tirer dès qu'on a entendu le premier cri, dès qu'on a vu le sang couler. On sort du monde réel pour assister à je ne sais quel spectacle, où, tout enivré d'un plaisir inhumain, on oublie la victime qui tombe pour suivre avec anxiété le meurtrier qui lutte encore, et va succomber à son tour. La Révolution est un combat où des furieux s'entr'égorgent; l'échafaud n'est qu'un instrument de guerre, et la guillotine, comme disait Desmoulins, un coup de sabre appliqué de la main du bourreau. Dans ce rêve pénible et qui énerve, justice, humanité, raison, ne sont plus que des mots vides de sens; rien ne distingue le bourreau de la victime, le patriote qui meurt pour la liberté, de l'ambitieux qui, après avoir tout sacrifié à sa passion, monte à l'échafaud en maudissant la fortune qui l'a trahi. André Chénier et Desmoulins, Danton et Malesherbes, le mal et le bien, la vertu et le crime, tout est mêlé, tout est confondu.

L'histoire ainsi contée, c'est une chronique, et pis encore, c'est un roman, et un roman dangereux, par la part même de vérités qu'enferme ce livre, où le pays ne paraît pas. Quelle tête un peu ardente, quelle imagination un peu vive n'a poursuivi le rêve, et ne s'est promis d'être un Mirabeau, un Guadet, un Desmoulins,

un Robespierre peut-être; ne s'est dit qu'après tout la politique est une partie où chacun peut se mêler, à la seule condition de mettre sa vie pour enjeu et de mourir bravement?

Non, ce n'est pas ainsi qu'on écrit l'histoire : qui dit histoire, dit jugement. L'histoire a horreur des systèmes et des romans; elle n'est ni fataliste, ni indifférente; et si l'intention ou le but peut justifier l'individu devant Celui qui ne juge que les cœurs, ni l'intention, ni le but n'excusent devant ce tribunal inexorable l'homme qui, sans y être forcé, a pris le gouvernement de ses concitoyens. L'histoire, qui parle pour l'avenir, juge les hommes moins par ce qu'ils ont voulu faire que par ce qu'ils ont fait; ce ne sont pas seulement les intentions, ce sont les actes qu'elle pèse dans sa balance, et c'est par là qu'elle sert à la postérité.

Voici des hommes qui ont tenu dans leurs mains les destinées de la France, et qui ont voulu nous régénérer : qu'ont-ils fait? quelles institutions ont-ils fondées? quelles lois ont-ils décrétées? C'est là ce qui nous touche plus que leurs pensées secrètes et des projets qui n'ont point abouti; c'est là ce que M. de Lamartine oublie de nous dire. Ils ont proclamé l'égalité : voyons leurs lois civiles; — ils ont revendiqué les droits de la justice et de l'humanité : voyons leurs lois criminelles; — ils ont voulu fonder le règne du peuple : voyons leurs lois politiques. Ce ne sont point leurs intentions, ce sont leurs actes qui les jugeront; les lois qu'ils ont faites, voilà le criterium avec lequel nous les éprouverons.

Qu'importe qu'ils aient proclamé l'égalité, s'ils ont proscrit des classes entières de citoyens, et confisqué les propriétés pour un crime de naissance ou de religion? Qu'importent leurs vains éloges de la justice et de l'humanité, si les formes protectrices de l'innocence ont été abolies; si un tribunal de sang a égorgé, sans les entendre, tous ceux qu'on envoyait devant lui; si chaque jugement a été un assassinat? Qu'importe qu'on ait proclamé la souveraineté du peuple, si tout a été fait pour soumettre la nation au despotisme d'une minorité? Qu'importe qu'on ait proclamé la liberté, si l'on a ruiné toutes les conditions sans lesquelles la liberté ne peut vivre? Voici les principes que vous avez proclamés, je les accepte; voilà les lois que vous avez rendues : comparons et jugeons!

Voyez maintenant, Messieurs, quelle est l'importance de l'histoire des institutions. Ce n'est pas la voix d'un parti, l'apologie d'une idée ou d'un homme; c'est un jugement impartial; toutes les opinions peuvent comparaître devant ce tribunal, où l'on répond moins de ce qu'on a pensé, que de ce qu'on a fait.

Vous comprenez maintenant ce que sera cet enseignement. Laissons aux grands écrivains le récit dramatique des choses, la vive peinture des hommes; qu'ils continuent de nous émouvoir et de nous charmer : mais nous qui cherchons dans la Révolution, moins une explication nouvelle d'événements connus qu'une leçon sérieuse pour le présent; nous qui voulons surtout éclairer notre raison, nous demanderons aux institutions, aux lois, cet enseignement que le passé ne refuse

jamais, quand on le cherche avec patience et bonne foi. Ne craignons pas de remuer la poussière du *Bulletin des lois* et du *Moniteur*, nous y trouverons d'utiles exemples, et peut-être le moyen d'éviter plus d'une faute et plus d'une erreur.

Ne croyez pas, du reste, que cette étude soit aride et qu'on ne puisse s'y attacher. Je suivrai le système qui m'a réussi l'an dernier; je vous ferai connaître les hommes en même temps que les institutions, car les uns s'expliquent par les autres. Et comme nous avons appris à connaître Washington, Hamilton, Jay, Jefferson, en étudiant leurs œuvres, nous apprécierons de même Turgot, Necker, Mirabeau, Mounier, Barnave, les Girondins, Robespierre, les fondateurs de la Constitution de l'an III; et, dans l'ordre civil, les Thouret, les Tronchet, les Merlin, les Cambacérès, les Portalis, noms qui tiennent dans la Révolution plus de place que les historiens ne leur en donnent ordinairement.

Car c'est encore là un des mérites particuliers de l'étude telle que je l'entends, qu'elle nous fera connaître à fond la Révolution, qu'on n'étudie qu'à la surface, dans les événements extérieurs, dans les agitations de l'Assemblée ou de la rue. Mais, au-dessous de ce mouvement, il y avait un travail souterrain, un travail considérable, qui modifiait la société et préparait l'avenir. Les Comités rédigeaient des lois adoptées presque sans discussion, et ces lois, destinées à survivre à la Révolution, et que le Code a résumées plus qu'il ne les a remplacées, nous ont faits

ce que nous sommes. Ne pas les connaître, c'est ne rien comprendre à l'histoire du pays. Comment, en effet, se rendre compte de la persistance de l'esprit nouveau, quand toutes les formes de gouvernement changent, quand le nom de République même devient odieux et qu'on le proscrit? Tout s'explique, au contraire, pour qui étudie les institutions civiles, et l'effort continu du législateur pour introduire l'égalité dans les mœurs.

C'est là le grand côté de la Révolution, celui par lequel les Assemblées sont restées populaires. C'est l'abolition de la féodalité et de ses priviléges, c'est l'égalité civile, c'est le jury, c'est la défense publique, c'est la liberté de la presse, ces bienfaits persistants, ces conquêtes de la Révolution, qui la défendent contre tant d'erreurs et tant de fautes. Mais, il faut le dire, les historiens ont en général peu de goût pour le droit, et ne se rendent pas assez compte de la place qui lui appartient dans l'histoire moderne. Quand ils ont raconté brillamment la nuit du 4 août et proclamé l'abolition des priviléges, ils croient en avoir dit assez; mais pour nous qui ne croyons pas qu'on change une société par un décret, il nous reste à étudier comment et par quel immense travail les Comités poursuivirent la féodalité et la chassèrent de son dernier refuge; comment la législation criminelle fut réformée et ramenée aux principes de la liberté; comment la nation tout entière reçut des institutions un nouveau principe et un nouvel esprit. C'est ainsi seulement que nous pourrons juger nos pères à leur juste mesure. Malgré leurs fautes

et leurs malheurs, ils sont assez grands pour que la vérité ne les amoindrisse pas.

J'espère, Messieurs, que vous sentez à présent qu'on peut, sans une ambition déplacée, essayer d'envisager la Révolution par un côté jusqu'à présent peu étudié, quoique assurément ce soit l'histoire la plus riche en matériaux de toute espèce, car ils surabondent, et la plus sûre, puisqu'on n'y procède point par supposition et qu'on n'avance que pièces en mains.

C'est en même temps l'étude la plus instructive, puisqu'elle nous remet sous les yeux la solution qu'a donnée l'expérience à tant de questions qu'on agite aujourd'hui comme nouvelles, et que le temps a jugées; puisque ainsi nous pouvons garder et défendre des résultats péniblement conquis, et épargner le stérile travail de Pénélope à la France obligée, par les révolutions, de reprendre tous les dix ans ses institutions, de remuer de nouveau des questions depuis longtemps épuisées.

L'intérêt, l'utilité de cet enseignement sont choses évidentes, et cependant, je l'avoue, j'ai hésité à l'aborder.

Prenez garde, m'a-t-on dit, c'est un sujet dangereux que vous choisissez. C'était déjà beaucoup d'aborder les questions que soulève la Constitution américaine; mais au moins le public n'avait-il dans ses études qu'un intérêt indirect, plus scientifique que politique. Que le suffrage universel soit plus ou moins fortement organisé aux États-Unis, que le pouvoir législatif y soit mieux partagé, et le pouvoir exécutif plus énergique-

ment constitué qu'en France, cela ne nous touche que de loin, car l'Amérique, après tout, n'est pas la France; mais transportées sur le sol français, ces questions prennent une gravité particulière. La Révolution est trop près de nous pour qu'on puisse la juger avec indifférence, les passions sont encore toutes vivantes, dans les partis d'aujourd'hui on retrouverait les partis de 89. N'éveillez pas ces flammes qui couvent sous la cendre; craignez d'agiter les esprits.

Je l'avouerai, Messieurs, ces paroles m'ont ébranlé. Si je croyais que de cette chaire puissent tomber des paroles qui portassent l'inquiétude et l'agitation, je m'arrêterais aussitôt. Un citoyen qui croit tenir la vérité dans la main a le droit et le devoir de l'ouvrir toute grande, mais un professeur est un fonctionnaire, et à ce titre il a des devoirs particuliers. S'il est une opinion qu'il lui paraisse nécessaire de propager à tout prix, qu'il écrive; dans son cabinet c'est un citoyen. Mais, dans cette chaire, il doit s'arrêter le jour où son enseignement devient, malgré lui, une cause d'émotion. C'est ici surtout qu'il n'est pas permis d'oublier que la science est faite pour éclairer et non pas pour incendier.

Mais, à la réflexion, je n'ai vu nulle raison suffisante pour renoncer à ces études, complément naturel de celles de l'an dernier. D'où viendrait le danger? du sujet, du professeur, de ceux qui lui font l'honneur de l'écouter?

Le sujet, en soi, est grave et sérieux; mais quel danger offre-t-il? et, dans une république, quelle est la

question qu'on ne peut discuter quand on la traite de bonne foi, sans préjugé, sans passion?

Est-ce du professeur qu'il y a quelque chose à craindre? il faudrait pour cela qu'il portât dans cette chaire la passion, l'entraînement d'un parti ; il faudrait qu'il eût une thèse toute préparée, un système fait d'avance, auquel il prétendrait plier les choses, pour y plier aussi vos intelligences : telle n'est pas, assurément, ma disposition d'esprit. Je n'apporte pas dans ces études une impartialité qui serait de l'indifférence; comment rester insensible en face de tant de maux soufferts? mais je n'y cherche pas une réponse faite d'avance, je ne veux pas dénaturer le passé pour en servir le présent. Pour ce passé, d'ailleurs, je n'ai que le respect dû à une grande infortune. Il me semble, pour emprunter une belle idée de Vergniaud, que la France, à cette époque, ressemble à deux amis qui, sans se connaître, se combattent dans la nuit et se portent de profondes blessures, prêts à se jeter dans les bras l'un de l'autre dès que le jour naissant leur révélera leur cruelle méprise. J'étudie ce passé avec quelque chose de ce respect et de cette curiosité pleine d'émotion qu'éprouve le médecin quand il interroge le cadavre pour arracher à la mort les secrets de la vie. Qu'importent les passions qui ont agité cette enveloppe mortelle? En présence des maux qu'elles ont causés il y a la place pour l'observation, il n'y en a plus pour le blâme!

D'ailleurs, une raison toute-puissante a emporté ma résolution, l'idée d'un devoir à remplir, l'idée de ré-

pondre à la mission dont l'État m'a honoré. En un temps où la passion et l'erreur se disputent l'empire de l'opinion, il me semble puéril d'agiter des questions purement scientifiques, sans intérêt actuel, quand le titre même de ma chaire m'autorise à traiter un sujet plus puissant. La science ne profite-t-elle pas autant que le pays de cette attention que doit éveiller chez vous cette page de notre histoire? Mon devoir est-il seulement d'occuper votre esprit de recherches curieuses? Me serait-il interdit de vous instruire plus utilement en formant, en développant chez vous ces connaissances qui servent toute la vie?

Songez-y, Messieurs, ce qui fait le citoyen, ce n'est pas seulement l'amour du pays, c'est encore la connaissance du bien et du vrai; sans cette éducation, le patriotisme et la vertu elle-même ne sont que des forces aveugles, sans direction, et qu'on peut facilement détourner. C'est toujours au nom du bien qu'on a fait le mal, au nom de la religion qu'on a dressé des bûchers, au nom de la liberté qu'on a dressé des échafauds. Il faut donc une forte éducation politique. Un esprit qui a vu la vérité ne s'en éloigne plus; l'ambition elle-même s'éclaire, et c'est sur le triomphe de la justice qu'elle fonde son succès. Voyez Mirabeau à la Constituante; l'homme, je vous le livre; mais comme il sait se servir des principes qu'il connaît, et comme il est grand quand il a raison!

Voulez-vous un exemple de ce que peut une sérieuse éducation? Prenez le seizième siècle, cette époque qui fut pour la religion ce que notre siècle est pour la

politique, un moment de crise et de régénération. Il y a une classe d'hommes qui, au milieu des désordres, ne varie pas, plus constante peut-être que les acteurs de notre Révolution. Ce sont, pour la plupart, des magistrats, des jurisconsultes, tous nourris de la Bible et du Droit romain, tous inflexibles dans leurs convictions, au milieu des clameurs des partis qui, suivant l'usage des faibles, s'indignent qu'on ne partage pas leur mobilité, tous constamment fidèles aux principes français; c'est parmi eux qu'Henri IV trouvera ses appuis, ses défenseurs, et plus tard, ses conseillers : un de Harlay, un Pithou, un Pasquier, un Loisel, un de Thou; avant eux, un Olivier, un l'Hospital. Des études profondes ont formé des convictions énergiques, inébranlables. Ce sont ces convictions qui font les grands et les bons citoyens.

Mon but vous est connu : vous donner des idées justes, des opinions arrêtées sur les questions sociales, politiques, législatives, qu'on a remuées durant la Révolution, et qu'on agite encore aujourd'hui. Pour cela il me faut vous exposer les opinions diverses, les résumer et conclure, sans prétendre en rien vous imposer mon jugement. Puis-je craindre qu'il soit dangereux de chercher la vérité librement, devant vous et avec vous? Messieurs, je ne vous ferai pas l'injure de le supposer. Quelles que soient vos opinions, j'ai pleine confiance dans votre indépendance et dans votre impartialité! Ce ne sont point les idées qui séparent les hommes, ce sont les passions; et dans cette enceinte, où seule règne l'étude, il n'y a place pour les passions

de personne. Nous voulons tous fonder la liberté sur des bases durables, organiser le noble gouvernement de la nation par elle-même ; rien ne peut donc nous diviser. On est bien près de s'entendre quand on a tous dans le cœur un même désir et un même amour : le désir d'arrêter ces révolutions qui nous épuisent, l'amour de notre sainte et malheureuse patrie !

Décembre 1850.

LES HORIZONS PROCHAINS[1].

Vous qui lisez *Wordsworth*, vous souvient-il d'un charmant poëme intitulé : *la Rêverie de la pauvre Suzanne?*

At the corner of Woodstreet, when daylight appears
Hangs a trush that sings loud; it has sung for three years;
Poor Suzan has passed by the spot, and has heard
In the silence of morning the song of the bird.

Tis a note of enchantment; what ails her? She sees
A mountain ascending, a vision of trees;
Bright volumes of vapour through Lothbury glide,
And a river flows on through the vale of Cheapside.

Green pastures she views in the midst of the dale,
Down which she so often has tripped with her pail;
And a single small cottage, a nest like a dove's,
The only dwelling on earth that she loves.

She looks, and her heart is in heaven; but they fade,
The mist and the river, the hill and the shade :
The stream will not flow, and the hill will not rise,
And the colour have all passed away from her eyes[2].

Qui de nous ne ressemble à la pauvre Suzanne? Qui

1. *Les Horizons prochains*. Paris, 1858. 1 vol. in-12.
2. « Au coin de Woodstreet est suspendue dès le point du jour une

de nous, las de tourner dans cette cage de pierre qu'on appelle la ville, qui de nous, perdu dans cette terrible solitude de la foule, n'a aussi son moment d'illusion et de rêverie? la rencontre d'un ami, la vue d'un tableau, une chanson d'autrefois, un mot dit au hasard éveillent tout à coup nos souvenirs et nous rouvrent le seul paradis d'où la vie ne nous chasse pas. En me parlant de politique ou d'industrie, vous avez prononcé le nom de je ne sais quel village de Normandie; allez toujours, soyez éloquent à votre aise, je ne vous écoute plus. Je vois une masure à-demi cachée par les pommiers en fleur, l'herbe envahit le seuil de la maison et semble grimper jusqu'au toit; les poules gloussent sur le fumier, les pigeons marchent deux à deux, roucoulant avec la gravité de chantres encapuchonnés; les vaches me regardent avec leurs grands yeux, et secouent au vent leurs naseaux mouillés : adieu Paris! adieu l'expérience! J'ai vingt ans, tout est bien, tout est beau!

cage où chante à plein gosier une grive; il y a trois ans qu'elle chante ainsi; la pauvre Suzanne a passé par là, et dans le silence du matin elle a entendu la chanson de l'oiseau.

« Aussitôt la voici comme enchantée! Qu'a-t-elle donc? Elle voit une montagne qui s'élève, et des arbres dans le lointain. Des masses de vapeurs brillantes glissent au travers de Lothbury, une rivière serpente dans la vallée de Cheapside.

« Au fond de la vallée, Suzanne voit de vertes prairies, ces prairies que si souvent elle a parcourues un seau à la main; elle voit une petite chaumière isolée, vrai nid de colombes, la seule, l'unique demeure qu'elle aime sur la terre.

« Elle regarde; son cœur est dans le ciel; mais tout s'évanouit; brouillard, rivière, collines, ombrages. L'eau ne veut plus couler, la montagne ne veut plus s'élever; pauvre Suzanne, tout a fui loin de ses yeux. »

la justice et la vérité règnent sur la terre, tous les cœurs battent pour la liberté. Pauvre Suzanne! nous avons rêvé tous les deux; mais les plus malheureux, ma chère, ne sont peut-être pas ceux qui peuvent rêver comme nous.

C'est un plaisir de cette espèce que j'ai goûté en lisant *les Horizons prochains*. Quelles sont les qualités ou les défauts de ce livre? je n'en sais rien; y sent-on l'inexpérience ou la recherche? je l'ignore. J'ai suivi l'auteur partout où il a voulu me promener, dans le fouillis des bois, au milieu des herbes, en répétant la chanson anglaise : « Il y a de la joie « dans les montagnes, il y a de la vie dans les fon- « taines et du bleu partout. » Mon opinion littéraire, c'est qu'il y a du soleil dans ce livre écrit au milieu des champs.

Que contiennent donc *les Horizons prochains?* De petits tableaux d'intérieur, de simples paysages rapidement esquissés. Quelques-unes de ces histoires, et non pas les moins touchantes, se passent à la ville : *le Sculpteur, le Forçat, le Pigeonnier* sont de ces drames familiers qui ne sont que trop communs dans Paris; la misère y joue le grand rôle; l'art de l'auteur, c'est de remuer dans notre cœur des fibres endurcies par l'habitude, c'est de nous intéresser à des maux qui ne nous troublent plus, parce que nous les voyons tous les jours. Mais, quelque difficile que soit cette œuvre, si simple en apparence, et quoiqu'à force de naturel le conteur ait réussi plus d'une fois à nous émouvoir avec un mot, ce n'est pas là, selon moi, qu'est

le grand mérite des *Horizons prochains*. Ce qui fait l'originalité du livre, ce qui lui donne un cachet de nouveauté et un attrait véritable, c'est la peinture des champs, peinture faite sur place, dessin à la plume tracé sous un arbre en regardant devant soi. Dans ces paysages, étudiés avec amour, il y a sans doute des personnages, mais ce n'est pas le fond du tableau; le véritable sujet, c'est la nature sentie par une âme tendre et rendue par une main énergique.

Prenons par exemple l'épisode de la tuilerie. Un ménage perdu dans les bois; le mari qui fait des tuiles, la femme qui va les vendre à la ville, voilà tout le poëme. L'histoire est un prétexte, il n'y a pas d'événements. Ce n'est pas même la tuilerie que nous décrit l'auteur, mais la route qui y mène; ce n'est pas de ces bonnes gens qu'il nous parle, mais de lui, et le récit n'en est pas moins agréable. On ne s'intéresse guère ni à Jacques ni à Jeanne, mais on s'intéresse toujours aux émotions et aux souvenirs d'une âme humaine. Toute histoire qu'on nous conte est toujours un peu la nôtre; le charme d'un roman, c'est de nous mettre de moitié dans les plaisirs et surtout dans les peines d'autrui.

« La forêt est devant nous. Voulez-vous des chansons? allons sous les futaies parmi les chênes; voulez-vous du silence? allons sous les sapins.

« Parmi les chênes d'abord. Là où croît l'herbe, où s'entrelacent les ronces, où les églantiers barrent le chemin, où les lianes foisonnent, là par cette trace luisante que les pieds ont faite en froissant les plantes.

« C'est là qu'on est bien perdu, c'est là que s'exhalent de ces parfums sans nom, fraîches émanations de la terre, des vieux troncs, de la jeune feuillée. Verte est la cage, l'ombre est toute pénétrée de soleil. Pas une brise, si ce n'est de temps à autre une bouffée, venue on ne sait d'où, qui soulève un peu la ramée, promène çà et là des senteurs plus suaves, puis tombe et vous laisse enivré.

« ... Il fait bon ici. Le chemin se glisse sous le couvert; des branches fleuries viennent vous frapper le visage; à mesure que vous avancez, des bruits d'ailes, un cri léger, un vol rapide décèlent les nids que votre main, en écartant les rameaux, fait doucement balancer. A toutes les profondeurs éclatent les notes étincelantes des maîtres des bois. Rouges-gorges, merles, pinsons, fauvettes, tous, excepté le rossignol, qui trouve le site trop sauvage, tous, excepté l'alouette, qui préfère les champs à ciel ouvert, tous, excepté la caille, qui cache sa couvée dans les foins, tous, à gorge déployée, tous, le gosier fièrement gonflé, chantent, trillent, appellent. C'est une splendeur d'harmonie qui fait penser aux vibrations du soleil.

« ... Ah ! liberté ! liberté ! Vivre de la saine vie des bois, camper dans la forêt comme font ces bohémiens qui ont laissé pendre leur loque rouge à ce jet d'églantier, voir lever le soleil sous la feuillée, voir la lune se promener parmi les chênes, recevoir la rosée du matin, errer sans entrave, se contenter de peu ! Tant de labeurs dans nos maisons de pierre, un si lourd fardeau de soucis, tant de difficulté à remuer le doigt, tant d'esclavage aux coutumes, des natures si courbées, si faussées, tant d'inhabileté aux vrais plaisirs, et ici, à deux pas, l'indépendance absolue, la possession de soi, le facile mouvement, l'existence telle qu'en Éden Dieu l'avait faite ! »

Voilà de ces pages vivantes, pleines de l'amour des champs, et d'un amour qui gagne le lecteur. Ce n'est pas une passion théâtrale, une façon de faire sentir à la ville qu'elle n'est pas digne de posséder une vertu comme la nôtre; ce n'est pas davantage ce goût de la campagne qui prend par hasard le citadin ennuyé

et lui fait aimer le silence des prairies ou le bruit des fontaines :

Somnos quod invitat leves[1];

c'est bien mieux, c'est la joie d'une âme qui en a fini avec la servitude des villes, heureuse de respirer au grand air et de jouir d'une grande liberté.

Mais pour nous intéresser à un paysage, il ne suffit pas de nous peindre des arbres et des eaux avec la fidélité d'un daguerréotype; non, pour que la nature nous touche, il faut que notre âme se mêle et se confonde avec elle. La nature devient alors une part de nous-mêmes; c'est là ce qui, en lui donnant la vie, lui donne en même temps la beauté. Que m'importent les solitudes du nouveau monde et ces forêts où l'homme n'est jamais entré? La sombre terreur de ces sapins séculaires, la variété de ces feuillages nouveaux peut m'étonner un instant; mais si vous voulez que je m'attache à vos tableaux et que j'y revienne avec plaisir, montrez-moi quelque coin du monde où l'on ait vécu, où l'on ait aimé, où l'on ait souffert. D'où vient le charme de la campagne romaine? Est-ce la transparence du ciel et la beauté des lignes qui nous séduisent, ou plutôt n'est-ce pas la majesté des siècles évanouis? Il y a deux mille ans, au temps le plus glorieux de la république, le fond de ce vaste amphithéâtre n'était déjà plus qu'un désert, la fièvre en avait chassé le laboureur, on n'y voyait comme aujourd'hui que ces hautes herbes où bon-

1. Parce qu'il invite doucement à dormir.

dissent des chevaux errants. J'imagine cependant qu'un voyageur qui venait saluer la reine du monde et en admirer la splendeur, descendait d'un pied joyeux dans cette plaine où d'immenses aqueducs allongeaient leurs arceaux. Albe et Tusculum lui souriaient dans le lointain, et s'il allait à Tibur, c'était pour y admirer, avec Horace, la verdure des champs et les vergers baignés par des eaux courantes.

Et uda
Mobilibus pomaria rivis.

L'horizon est toujours le même, et pourtant tout a changé. Les générations ont laissé leur empreinte sur cette terre vieillie; c'est leur souvenir qui, en jetant sur le paysage une tristesse infinie, y répand du même coup une incomparable grandeur.

C'est ainsi que partout l'homme se cherche lui-même; on dirait qu'en s'attachant aux lieux où il passe il veuille, à force d'amour, attendrir cette nature fatale qui, toujours riante au milieu de nos larmes, semble se jouer de la destruction, et ne donne la vie que pour enfanter la mort. Rien ne nous émeut que ce que l'homme a touché : les ruines d'une pauvre chaumière parlent plus à notre cœur que les Alpes solitaires, élevant leurs pics neigeux au milieu d'un silence éternel. C'est cette façon de sentir la nature, ce sont ces retours sur soi-même qui prêtent une grâce exquise aux *Horizons prochains;* il y a des pays plus beaux que le coin de terre où se plaît l'auteur; mais c'est là qu'il a vécu, et il aime si bien cette terre inconnue, qu'il

nous met de moitié dans ses souvenirs et dans son amour.

« Pour moi, dit-il, ce bois renferme une bonne part de ma vie. Enfant, je suivais des traces, hélas! effacées; l'aïeul, la mère, tant d'autres. Ces sombres allées ont entendu bien des cris de joie; bien de belles histoires, longues tant que durait la forêt, se sont déroulées aux plis de ces chemins. Et quel plaisir, quand d'aventure toute la belle compagnie s'enfonçait bravement en une fondrière! Quelle joie quand, les larges gouttes de pluie tombant une à une, on se réfugiait sous le couvert des chênes! La terre rendait sa saine odeur par les trouées; l'une après l'autre se faisaient les gouttières, puis les branches fléchissaient, puis l'ondée se versait en cataractes, nous étions trempés; que nous étions heureux!

« La forêt est la même... rien n'a changé; moi seul j'ai marché. Eh bien, cet immuable aspect de la nature, cette pérennité des saisons, des fleurs, des nids, je l'aime, elle me fait du bien. D'autres s'en aigrissent, la trouvant presque insultante à nos douleurs; pas plus que l'azur égal des cieux, pas plus que les lampes de la nuit, tous les soirs allumées. C'est l'éternité de la bonté de Dieu, c'est la jeunesse éternelle, c'est l'éternel idéal attaché par le doigt du Seigneur au front de la terre. Et puis n'y en a-t-il pas d'enfants quand nous sommes jeunes, de jeunes quand nous déclinons, de forts quand nous mourons? Ne faut-il pas que ceux-là respirent les mêmes fleurs, se réjouissent au même soleil, se désaltèrent aux mêmes fontaines?

« Revenons par le sentier des pins. »

A trente ans, dit Chamfort, *il faut que le cœur se brise ou se bronze.* Chamfort a raison. Qui ne sort pas des villes, qui veut vivre au milieu des hommes pour y poursuivre à outrance les rêves ambitieux de sa jeunesse, celui-là il lui faut un cœur armé d'un triple airain, car pour avancer dans la foule il faut marcher comme au travers d'une bataille, en écrasant sous ses pieds les blessés et les morts. Les âmes tendres sortent

bientôt de la lutte; elles se brisent ou plutôt elles s'ouvrent; loin de s'endurcir en vieillissant, elles se sentent prises d'une tendresse presque maternelle pour ceux qui viennent en arrière et auxquels on voudrait épargner les ronces du chemin. Non pas que pour ces âmes délicates il n'y ait aussi plus d'une épreuve et plus d'un doute: la vie si courte, les méchants si prospères, tant de misères qui semblent injustes, tant de crimes triomphants; mais la nature est là qui ramène à Dieu ceux qui savent l'interroger et la comprendre. A qui s'éloigne un peu des hommes pour mieux les aimer, à qui ne met pas son cœur dans les choses de la terre, rien n'arrive qui l'étonne; contre les orages du monde il y a toujours un abri prochain. Quand on ne songe qu'à la nuit, le soir est triste : c'est l'obscurité, le froid et la mort; mais le soir est doux comme l'espérance quand il annonce un lendemain.

Ce sont ces âmes pleines de foi qui sont faites pour aimer la campagne. Pour elles la nature n'est pas le simple plaisir des yeux, elle n'est pas davantage une force aveugle et brutale qui foule les générations sans entendre leurs cris, elle est l'œuvre et la création d'une main bienfaisante. Cette main toujours présente est celle qui habille le lis des champs et qui soutient le passereau; c'est aussi celle qui verse dans les cœurs fatigués cette paix qui les fait vivre à force d'espoir et d'amour.

En France, je le sais, ce n'est pas ainsi qu'on aime la nature; ou pour mieux dire on ne l'aime pas. Il nous faut, comme à tous les peuples latins, la vie des cités et

des casernes. La foule et le commandement nous plaisent, la solitude et l'indépendance nous font peur. Un poëte comme Wordsworth, passant ses jours au bord d'un lac, nous semblerait un caractère bizarre; nous n'aurions de goût ni pour ses plaisirs ni pour ses peines. Ce sont les peuples germaniques qui ont pour la campagne une tendresse secrète. Habitués à la vie de famille, bornant leur ambition à la haie de leur jardin, ils ont trouvé dans la retraite une veine de poésie que notre littérature classique n'a jamais connue. Sous Louis XIV, dans cette floraison du génie français, est-il un écrivain qui ait vu la nature autre part qu'à Versailles? Quand il veut décrire la grotte de Calypso, Fénelon se contente d'ouvrir Homère et Virgile. Pour trouver un véritable ami du soleil, des arbres et des prés, il faut descendre à J.-J. Rousseau; ses lettres à M. de Malesherbes sont un chef-d'œuvre, mais Rousseau est Genevois. Enfant, il a grandi auprès d'un lac, et loin des villes : vieillard, il écrit avec ses souvenirs. La profession de foi du vicaire savoyard n'est qu'un écho lointain des leçons qu'il a reçues dans sa jeunesse; c'est à Genève qu'on lui a appris à considérer la nature comme une échelle qui mène de la terre au ciel.

Aujourd'hui, il faut le reconnaître, le sentiment de la nature s'est fort répandu. Peut-être nous est-il venu du dehors, mais enfin ce germe transplanté chez nous n'y a point avorté. Cela est visible dans les écrits modernes, et plus visible encore dans la peinture, qui marche toujours de pair avec les lettres, et qui exprime

avec des couleurs ce que le poëte rend avec des mots. Jamais le paysage n'a été plus en faveur ni mieux compris. Ce qui me plaît surtout dans l'école moderne, c'est qu'elle anime la nature et qu'elle lui communique quelque chose de notre vie, et je dirais presque de nos passions. Je sais qu'il y a des réalistes qui se font gloire de ne voir dans un chêne que du bois et des feuilles, mais je sais aussi que les peintres de génie trouvent dans leur pinceau mille ressources pour faire parler ces objets silencieux; les arbres ont aussi leur vieillesse et leur souffrance; une chaumière isolée, un toit qui fume dans le lointain, un cerf levant sa tête inquiète au milieu de la neige amoncelée, un nuage qui menace à l'horizon, un rayon de soleil qui perce la ramée et y répand la vie, tout nous ramène dans ce paysage d'où l'homme est absent. C'est là qu'est la poésie; la nature est toujours un miroir où nous cherchons nos sentiments et nos souvenirs. Il faut qu'il y ait de l'homme jusque dans le désert où l'homme n'a jamais passé. Ce que nous appelons l'idéal, au fond c'est l'ombre agrandie que projette notre pauvre humanité.

J'en étais là de ma théorie, qui fera sourire plus d'un lecteur; tout à coup je sens derrière moi quelqu'un qui se penche par-dessus mon épaule et qui lit ma phrase commencée. C'est un camarade de collége, du petit nombre de ceux qui survivent, charmant garçon qui entre chez moi à toute heure, dérange mes papiers, trouve mauvais tout ce que j'écris, et m'emprunte des livres qu'il ne me rend jamais, en un mot, un véritable ami.

— Enfin, dit-il, vous parlez des *Horizons prochains*, c'est heureux; la première édition du livre est vendue, le succès est assuré.

— Tant mieux; il n'est jamais trop tard pour parler d'un bon livre.

— Maxime inventée depuis longtemps par la paresse des critiques, et qui n'est consolante ni pour l'auteur ni pour le public. Au moins dites-vous à vos lecteurs de qui est ce livre?

— Non, puisqu'il est anonyme, c'est que l'auteur ne veut pas être connu.

— Belle réponse, et digne d'un innocent comme vous; vous avez déjà oublié votre Virgile et la belle Galatée :

Et fugit ad salices et se cupit ante videri.

Pour moi, j'ai soupçonné quel était l'auteur avant d'avoir lu la moitié du livre. D'abord, c'est une femme; elle aime trop à parler en homme; quand on se rase tous les matins, on n'est pas si fier de porter la barbe.

— Bien deviné; mais l'auteur s'était volontairement trahi dès la première page. N'avez-vous pas compris la citation de Dante, vraie devise du livre :

Una donna soletta, che si gia
Cantando, ed iscegliendo fior da fiore
Ond' era pinta tutta la sua via[1].

— De plus, c'est une protestante; elle n'affiche pas sa foi; mais, malgré tout, il y a un bout de Bible qui passe.

1. *Purg.*, XXVIII, 40. Une dame seule, qui marchait en chantant, cueillant quelques-unes des fleurs dont sa route était émaillée.

— Est-ce un défaut?

— Je ne dis pas cela, mais enfin j'ai deviné. De plus, l'auteur vit à la campagne; il y a dans son langage je ne sais quoi d'agreste et de rustique qui fait plaisir; mais avant de s'exiler aux champs, le conteur a vécu à Paris : il y a dans son livre un parfum de grande société auquel on ne peut pas se tromper. Est-ce pour se déguiser qu'il imite le patois suisse? Je n'aime pas les *belles dimanches*, ni les *belles anges*, ni le *jusan du soir qui dévale du Jura*. Quand on a l'âme vraiment simple, à quoi bon cette affectation de naïveté?

— Vous êtes sévère.

— J'ai deviné aussi l'âge de l'auteur. Ce n'est pas un coup d'essai, c'est une femme qui sait écrire, et qui va quelquefois jusqu'à la recherche par le désir de mettre en relief le moindre détail. Et puis elle connaît trop le cœur humain; elle a trop réfléchi; il est clair qu'elle n'a plus vingt ans.

— Qu'est-ce que cela fait au public?

— Rien; mais il y a toujours un certain plaisir à dire aux écrivains quelque chose de désagréable; c'est leur montrer que le lecteur ne se laisse pas prendre pour dupe. Vous voyez que pour un homme d'esprit rien n'est plus aisé que de pénétrer un anonyme. Faites donc part au public de ma découverte, et nommez madame de...

— Je n'en ferai rien; le public n'aime pas qu'on lui dise le secret de la comédie.

— Alors qu'est-ce que votre article lui apprendra?

Ferez-vous l'analyse d'un livre pareil? Autant vaudrait prendre un papillon par les ailes. Allez-vous nous jouer des variations sur un thème aussi simple? Ce sera amusant comme toutes les variations.

— Non; je conseillerai tout bonnement au public de lire *les Horizons prochains.*

— C'est chose faite.

— Alors je lui conseillerai de les relire, et je prêcherai d'exemple en mettant ce livre dans un coin, pour le reprendre dans quelqu'un de ces jours mauvais où l'on est attristé par la pluie, le spleen ou les fâcheux.

— Fort bien, dépêchez-vous. Je vous l'emprunterai à la première occasion.

Enfin le voilà parti. Je rouvre le livre au hasard. Je tombe sur la touchante histoire des *Trois Roses*. Me voilà de nouveau dans les champs et les bois. Le charme des *Horizons prochains*, c'est qu'ils font rêver, et qu'ils vous mènent plus loin même que n'a songé l'auteur. Dès qu'on entre dans ce flot de la vie humaine, chacun s'y laisse entraîner. Je vois des pays que le conteur n'a point connus, des figures qu'il n'a point aimées, des fleurs cueillies par d'autres mains que les siennes, et à mon tour je répète avec Wordsworth :

« Ruisseaux qui fuyez dans vos rigoles, je vous aime plus encore qu'au temps où je courais aussi vite que vous. Pure clarté du jour qui vient de naître, je t'aime encore. Les nuages qui s'assemblent autour du soleil couchant prennent une teinte plus sévère pour l'œil qui a vu mourir. Les courses d'autrefois sont oubliées, de nouveaux venus se disputent les couronnes. Grâce à ce cœur qui nous fait vivre, grâce à sa tendresse, à ses joies, à

ses craintes, la plus petite fleur qui s'épanouit éveille en moi des pensées si profondes, que les larmes mêmes ne descendent pas toujours jusque-là[1]. »

1. Wordsworth, Ode : *Intimations of immortality from recollections of early childhood.*

I love the Broocks which down their channels fret,
Even more than when I tripped lightly as they;
The innocent brightness of a new-born Day
Is lovely yet;
The Clouds that gather round the setting sun
Do take a sober colouring from an eye
That hath kept watch o'er man's mortality;
Another race hath heen, and other palms are won,
Thanks to the human heart hy which we live,
Thanks to its tenderness, its joys, and fears,
To me the meanest flower that blows, can give
Thoughts that do often lie too deep for tears.

Mai 1859.

LES LETTRES D'ÉVERARD[1].

Aimez-vous les misanthropes? J'avoue tout bas que je me sens pour eux une faiblesse secrète. La faute en est à Molière; Alceste, malgré, ou peut-être à cause de sa rude franchise, m'a toujours paru le plus rare et le plus noble des hommes. Qui ne serait fier d'un tel ami? Quant à Philinte, que je rencontre tous les jours, il a fort enlaidi en vieillissant. Ces honnêtes gens, qui offrent à tout venant leur inépuisable complaisance et leur éternel sourire, me semblent complices de toutes les bassesses et de toutes les lâchetés. Au contraire, je tiens qu'il faut une âme peu commune pour rompre en visière aux opinions du jour, aux coteries en vogue, à la mode, à la peur, à la sottise, en un mot à toutes ces majorités d'une heure que forme et qu'emporte le vent. Cette haine, crie la foule, c'est la plus mauvaise forme de l'envie, c'est un orgueil impuissant; non, c'est un amour trompé. Ceux-là seuls, dit-on, médisent des femmes qui les ont aimées, ou, ce qui est souvent la même chose,

1. *Lettres d'Éverard*, par M. P. Lanfrey. Paris, 1860, in-12. — *Paris moderne, plan d'une ville modèle que l'auteur a appelée Novutopie*, par M. Couturier De Vienne, docteur en droit. Paris, 1860, in-12.

qui ont été trahis par elles; j'imagine qu'il en est ainsi des misanthropes. Ils ont trop aimé les hommes et leur ont trop demandé. Dans l'amertume de leur parole, dans la furie de leurs reproches, on sent un fonds d'amour, de regrets, d'espérances. Alceste n'a qu'un désir, c'est de pardonner. Les cœurs médiocres n'ont pas de pareils emportements; ils plient sous l'orage et se laissent entraîner par le flot; tout ce qui pourrait les gêner, vertu, convictions, amitiés, honneur, souvenirs, ils le jettent à la mer comme un lest inutile; aussi, quels que soient les temps, les choses et les hommes, finissent-ils toujours par acheter à tout prix un bonheur qui leur suffit et qui fait pitié.

A quoi bon ce préambule? A prévenir le lecteur. S'il pense que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, s'il a été nourri d'un pieux respect pour cette centralisation *que l'Europe nous envie*, quand il lui serait si facile de nous l'emprunter; s'il croit que l'humanité marche toujours en avant et n'a ni faiblesses ni retours, si la philosophie de l'histoire et la loi du progrès l'ont convaincu que sans avoir rien fait il vaut mieux que son père, et que ses enfants sont condamnés à valoir mieux que lui, qu'il jette au feu, sans les ouvrir, *les Lettres d'Éverard* et *Paris moderne.* Ce sont des livres hérétiques et malsonnants. A les toucher on perd la douce quiétude de l'homme qui s'admire, l'intime satisfaction qui fait le bonheur des gens prédestinés. Voilà le lecteur averti; qu'il ne s'en prenne qu'à lui seul s'il perd son loisir en un sujet plus vain encore que dangereux.

M. Lanfrey s'est fait en peu de temps un nom dans les lettres. Chose remarquable et qui montre un esprit original, à chaque nouvel ouvrage il a rompu avec un préjugé d'enfance ou d'école. Son *Essai sur la Révolution française* se distingue entre tant d'écrits du même genre par l'impartialité qui y règne; l'auteur n'identifie jamais la liberté avec un parti. En apparence, rien n'est plus aisé que d'être équitable avec un temps déjà loin de nous; au fond, rien n'est plus difficile ni plus méritoire; les partis qui s'agitaient en 1789 et en 1793 sont plus vivants qu'on ne croit; ils ont laissé des héritiers exigeants et jaloux. Malheur à qui les blesse, fût-ce au nom seul de la justice! Défendez le jugement et le supplice de Louis XVI, exaltez l'émigration, déshonorez la Gironde, réhabilitez Robespierre, vous aurez des prôneurs et des ennemis; on fera du bruit autour de vous. Avec un peu de vanité vous pourrez vous croire un Tacite. Soyez véridique, louez dans tous les partis ce qui est bien, mais blâmez ce qui est mal; ne soyez ni blanc, ni bleu, ni rouge, vous serez dédaigné de tous, vous ne rencontrerez au début que la froide et silencieuse estime de quelques bonnes gens qui croient encore à l'équité. C'est au temps à faire le reste, mais Dieu sait de quel pas tranquille il amène après lui la vérité. Qui connaît l'histoire de Louis XVI et de la Constituante par M. Droz? Combien d'éditions en a-t-on fait? Et cependant ce livre, écrit sur les Mémoires de Malouet, est une œuvre excellente; pour dire toute ma pensée, c'est la seule histoire qui soit vraie, parce que c'est la seule qui soit juste.

Le nouveau livre de M. Lanfrey n'a pas fait grand bruit dans la presse. Les journaux ont peu parlé des *Lettres d'Éverard.* Est-ce la faute du sujet, je l'ignore; cependant ce sujet ne manque pas d'importance, et il est traité avec talent. Si le chef-d'œuvre de l'art est la peinture d'un caractère, des essais comme celui de M. Lanfrey mériteraient d'être encouragés. Son Éverard est une figure vivante que nous avons tous connue, et cette figure est rendue avec énergie. On sent que l'âme du peintre a passé dans le portrait.

Qu'est-ce donc qu'Éverard? Un jeune homme qui a reçu une éducation libérale, et qui a de nobles instincts, rien de plus. Chaque année tire du collége et jette dans la société une génération nouvelle qui apporte avec elle les désirs, les espérances, les illusions de la jeunesse. On a vécu dix ans avec des camarades dans une égalité plus grande qu'à Sparte; on s'est abreuvé aux sources les plus pures, on croit au génie, au mérite, à la vertu. A force d'admirer les grands hommes du passé, on a pris quelque chose de leur esprit; c'est avec l'amour et l'ambition de tout ce qui est noble et beau qu'on entre sur la scène; tout à coup on se trouve en face de la foule, qui rit de tant de naïveté. — Nous ne sommes ni des Athéniens ni des Romains, vous crie-t-on, et vous vous en apercevez de reste. C'est la première déception et la première souffrance que nous garde le monde. Les âmes vulgaires se le tiennent pour dit, elles jettent aux buissons du chemin le noble langage de leur enfance, et courent après la fortune. Les grands cœurs ne se rendent pas du premier coup, et cherchent où se rete-

nir. Par hasard la France est dans un de ces jours où souffle la liberté; la tribune et la presse retentissent comme autrefois le Forum, les partis s'injurient avec une âcreté qui rappelle de loin Démosthène ou Cicéron; on s'enrôle sous le drapeau le plus libéral, on est soutenu, on est porté par l'opinion; c'est le beau moment de la vie! Il y a des dangers, on court aux avant-postes, on donnerait son sang pour un regard, pour un sourire de la France; un matin on s'éveille, on est seul. Le vent a tourné, chaque Français est un autre Clovis; fanatique d'une foi nouvelle, il brise ce qu'il adorait la veille, pour adorer aujourd'hui ce qu'il brisait hier. Dans ces renversements subits où se joue la furie française, malheur à qui reste à son poste, comme un soldat oublié! ce n'est plus un homme qui reste fidèle à l'honneur, c'est un orgueilleux, un misanthrope et un fou.

C'est là qu'en est Éverard aux premières pages de ses lettres. Simple passager, il a vu, au lendemain du naufrage, fuir au plus vite officiers et matelots; il est resté seul au milieu des débris et n'en veut pas sortir. Cette France, son premier amour, et qu'il ne retrouve plus, il l'appelle, il la maudit, d'autant plus malheureux qu'en la maudissant il n'a pas cessé de l'aimer. Qui sait même si dans l'abandon il n'a pas senti qu'il l'aimait davantage?

Renié par ses amis, dédaigné par les politiques, raillé par les sages, Éverard s'adresse à tous les partis pour leur redemander la France libérale, le rêve de ses beaux jours. Mais l'idéal qu'il porte en son âme lui rend tous

les partis odieux. A ses yeux, tous sont mesquins, ridicules, noyés dans leur misérable égoïsme. Partout la vanité des systèmes, la puérilité des regrets, des haines stériles, des espoirs insensés, nul sentiment de la justice, nul amour du pays. Ce qu'il faut à Éverard pour régénérer la France, ce qu'il demande à grands cris, c'est un miracle qui ne s'est jamais vu chez un peuple, c'est un retour subit à la liberté, un éclair pareil à cette lumière du ciel qui foudroie Paul sur le chemin de Damas, et qui en un instant change le cœur et l'esprit. Enfin, las de son impuissance et de son isolement, dégoûté des choses, des hommes et de lui-même, plus que jamais épris d'une ingrate qui ne le regarde même pas, ce Werther de la liberté, comme le nomme l'auteur, cherche une mort honorable afin de sortir d'une vie impossible. Une expédition part pour la Sicile; Éverard ira partout où on peut servir la liberté; le premier descendu sur la plage, il est frappé le premier, et tombe, n'ayant que le ciel pour témoin de son agonie, seul dans la vie, seul dans la mort.

Tel est le cadre choisi par M. Lanfrey pour nous peindre les mœurs et les idées du jour. A un personnage aussi triste qu'Éverard il ne faut demander ni l'esprit ni l'agrément des *Lettres persanes*. Werther est son modèle; c'est la même passion violente et concentrée, la même ironie et la même amertume. Comme Werther, Éverard vit en dehors de la société; il n'en voit que les vices, et n'a pour les hommes que du dédain. Ses observations sont vraies, mais cruelles; il est excessif et sans pitié. Là est le défaut du livre. On pardonne tout à

Werther; car à vingt ans, qui de nous, en faisant son nœud de cravate, ne s'est cru capable d'aimer Lolotte et de mourir pour elle? Mais la liberté n'a jamais troublé le repos de nos nuits; nous n'en voulons ni pour maîtresse ni pour femme; sa sévère majesté nous effraye; comment donc nous intéresser à des angoisses que nous n'avons jamais ressenties, même en rêvant?

Cependant il y a de belles pages dans ce livre; personne de nous ne s'y reconnaîtra sans doute; mais il ne sera pas difficile d'y reconnaître le voisin, dans tout le ridicule de son égoïsme et de sa bassesse. Quelquefois aussi il y a des considérations élevées et qui portent coup. Je citerai surtout une lettre qui m'a frappé; l'auteur y met le doigt sur la plaie du siècle; chaque jour le siége du mal est mieux connu; il est visible qu'en politique, comme en morale, en religion et même en littérature, c'est de ce côté que se jetteront bientôt tous les esprits généreux et clairvoyants.

« Si j'avais à donner en une courte formule la définition du grand combat où se jouent en ce moment les destinées de l'humanité, je l'appellerais la lutte du nombre contre l'individualité, si toutefois on peut encore appeler lutte la faible résistance que l'individualité expirante oppose à son ennemi partout vainqueur. Ce duel, ou, pour mieux dire, ce triomphe, n'est guère envisagé habituellement qu'au point de vue politique... Mais... la forme politique ne contient pas toute la pensée de l'homme, elle n'en est que l'expression pratiqué, et quand un mal profond se trahit en elle, on peut être assuré de la retrouver au fond de toutes les autres manifestations de l'esprit humain. »

« ... Comment contester qu'un panthéisme où l'homme est représenté comme un être dépourvu de liberté morale, esclave et jouet des forces de la nature et de ses propres passions, soumis comme un atome à des lois inflexibles, ne soit à la fois l'image et

la consécration la plus naturelle d'un système politique où tout le pouvoir et toute l'initiative sont confisqués au profit de la masse, où l'individu n'est qu'une molécule sans droits, sans volonté, sans garantie? Comment contester qu'une philosophie de l'histoire où le fait a toujours raison, pourvu qu'il soit ratifié par l'assentiment du grand nombre, ne soit aussi une application du même principe?...

« ... Cette analogie se retrouve dans tous les ordres de la création intellectuelle; il en est une qui semble n'avoir jamais eu d'autre but que l'anéantissement systématique de la personnalité et des droits individuels, c'est l'utopie sous toutes ses formes : religion, atelier, colonie, phalanstère, démocratie absolue, etc. La littérature la représente à sa manière... la nature tient plus de place que l'homme dans notre poésie. Il est heureux et avide de s'absorber dans son sein... Il gémit avec le vent, se plaint avec la vague, murmure avec le ruisseau, gronde avec la foudre, soupire avec la brise, s'envole sur les ailes des nuages, et fait un idéal de félicité de cette dispersion de tous les éléments de la vie. De leur côté, le drame et le roman empruntent tous leurs effets à la fatalité... Mais l'homme, au lieu de lui tenir tête, comme dans le drame antique, est emporté par elle comme un grain de poussière... Les personnages sont menés par leurs passions aussi aveuglément que l'animal par l'instinct, ou une pierre lancée dans l'espace par la loi de la chute des corps. Partout et toujours la volonté et le libre arbitre sont humiliés, avilis, vaincus par la tyrannie des circonstances extérieures.

« ... Ainsi le spectacle que nous offre la vie politique n'est qu'une des faces d'un mal immense, universel, contre lequel il est temps de réagir, car l'individualité humaine pourrait y périr pour des siècles. Il est vrai que ce serait là une perte très-mince aux yeux de beaucoup de nos philosophes[1]. »

Pauvres philosophes! Éverard leur en veut, et pourtant que fait-il autre chose que de la philosophie politique? Mais personne ne trouve grâce devant un misanthrope, et d'ordinaire ses meilleurs amis sont les

1. *Lettres d'Éverard*, pages 239-243.

moins ménagés. Si Éverard eût vécu, je sais bien ce que je lui aurais dit sur cette manie de jeter à la face des gens une chose aussi désagréable que la vérité; faute de tenir le coupable, et ne voulant pas perdre mon sermon, je m'adresserai à l'exécuteur testamentaire d'Éverard, et je lui dirai, parlant à son héros : Vous avez tort de vous plaindre et vous ne sentez pas la beauté de votre position. Aujourd'hui la liberté est comme ces châtelaines du moyen âge qu'on accusait de tous les crimes. Abandonnée des siens, maudite par la foule, la victime est perdue si un chevalier inconnu ne se présente pour venger l'innocence et confondre la calomnie. Que n'êtes-vous ce champion? Vous êtes jeune, vous avez du talent, on vous lit, et vous vous plaignez? Marchez en avant et sans vous inquiéter de l'heure présente. Vous regardez en haut pour chercher un appui chez des noms respectés, c'est d'en bas que vient la popularité et la force; ce sont les amis inconnus qui font la fortune des idées et la gloire de l'écrivain. Sortez de cette solitude, où ne se forme qu'un talent maladif, où le caractère s'aigrit, et en s'aigrissant s'affaiblit; descendez au milieu des hommes; vus de près, ils seront moins grands que votre imagination ne les rêve, mais moins bas et moins vils que votre dédain ne les suppose. C'est en luttant corps à corps avec le danger que vous apprendrez à connaître le monde et vous-même. Gœthe a tué Werther, parce qu'avec un héros de roman il n'y a que deux manières d'en finir : il faut l'enterrer dans la tombe ou dans un ménage; mais le véritable Werther a vécu. Vainqueur dans cette lutte terrible

contre son propre cœur, Gœthe a grandi en se mesurant avec la vie. C'est là qu'il a cherché la consolation et la force; c'est là qu'il s'est délivré de ces ennuis qui, à vingt ans, étouffent une âme généreuse. Lisez *le Tasse*, le plus touchant des drames de Gœthe, la confession du poëte, vous verrez, à chaque page, comment il signale l'écueil qu'il a heurté, l'écueil où restera quiconque se met à rêver au lieu d'agir. *Ma vie est un combat,* c'est la devise de Voltaire; *Qui dit homme dit soldat*, c'est la devise de l'auteur de *Werther*, dans son âge mûr. Lui-même nous dit en beaux vers le secret de sa conduite et de son génie.

> Inwendig lernt kein Mensch sein Innerstes
> Erkennen; denn er misst nach eignem Mass
> Sich bald zu klein und leider oft zu gross.
> Der Mensch erkennt sich nur in Menschen, nur
> Das Leben lehrt Jedem, was er sei[1].

Si l'on en croit l'humoriste Jean-Paul, nous n'avons à vivre ici-bas que deux minutes et demie : une minute pour gémir, l'autre pour rire, puis une demi-minute pour aimer; c'est là que la mort nous attend. Éverard en est encore aux soupirs, l'auteur de *Paris moderne* a passé la saison des larmes : il rit à belles dents comme riaient nos pères, et ne se refuse jamais une plaisanterie parce qu'elle est salée. Quand on est jeune et tout enivré d'espérance, on se désole au moindre obstacle, c'est le

1. Ce n'est pas intérieurement que l'homme apprend à connaître le fond de son âme, car il se mesure à sa propre mesure, tantôt trop petit et tantôt, hélas! trop grand. L'homme ne se connaît que dans l'homme, c'est la vie seule qui enseigne à chacun de nous ce qu'il est.

bon temps! Quand la vie nous a trompés, quand l'épreuve a tourné contre nous, nous ne prenons plus au sérieux ni la fortune ni les hommes; c'est alors qu'on rit de tout, mais d'un rire plus amer que les pleurs.

Ce n'est pas à dire que M. De Vienne soit un de ces railleurs haineux qui flétrissent tout ce qu'ils touchent; la gaieté de ces gens-là est atroce et fait peur. M. De Vienne, au contraire, est un Francais de la vieille roche; il a lu plus d'une fois Rabelais, Montaigne et Voltaire, et il s'en souvient. Partout où il trouve le préjugé, le convenu, le ridicule, il le signale en riant, le coupable fût-il celui que chacun de nous épargne d'ordinaire. Il est vrai qu'en chrétien pratique et régulier, M. De Vienne traite son prochain comme lui-même et regarde chacun de nous comme son prochain.

Je n'essayerai pas d'analyser un livre écrit au jour le jour par un homme d'esprit qui cède aux impressions du moment. On parle de tout dans Paris moderne, des choses les plus folles comme des plus sérieuses; du tir à l'oie et de la liberté, des moineaux aveugles et des rentiers, de la crinoline et du divorce. Il y a une Constitution complète pour un État impossible, et le plan d'une cité qu'on ne bâtira jamais; tout cela avec force anecdotes, bons mots, souvenirs de jeunesse et de garnison. Il y a des pages sentimentales, d'autres qui ne sont pas faites pour les demoiselles, quelques-unes même que je voudrais retrancher, telles que celles qui parlent de la confession et de la direction. C'est une véritable *olla podrida* où le gros sel n'est pas épargné; chacun y peut choisir à son goût, depuis le *garbanzo*

rustique et le solide morceau de bœuf, jusqu'à l'ail et au piment. Dans ce mélange un peu confus, les délicats auront beau jeu pour se plaindre, et cependant il est vrai de dire que ce livre, avec tous ses défauts, amuse souvent, fait quelquefois réfléchir et n'ennuie jamais.

Pourquoi l'auteur a-t-il pris cette forme de feuilleton et ce langage familier pour nous donner le résultat très-sérieux de ses réflexions et de son expérience? C'est qu'il a essayé des gros livres, et s'est aperçu qu'on ne les lisait guère. Son premier ouvrage, il nous l'avoue naïvement, avait plus d'un mérite. Songez-y : des *Études sur la législation*, par C. De Vienne, capitaine d'état-major auditeur au Conseil d'État, et docteur en droit, n'y avait-il pas là de quoi piquer la curiosité du public? Hélas! l'auteur n'a obtenu qu'un succès d'estime. Ces succès-là il n'en veut plus. Qu'on l'estime moins, mais qu'on le lise; voilà son vœu. Pour cela, il se moque de ses lecteurs; ce n'est pas le plus mauvais moyen.

Ce qui me plaît dans l'utopie de M. De Vienne, c'est qu'elle est le contre-pied de toutes les utopies présentes et passées. Platon, Morus, Fénelon, comme Saint-Simon, Fourier et tous les communistes modernes, font toujours de la société un couvent, une caserne ou un bagne. A Salente, comme en Icarie, on n'est un bon citoyen qu'autant qu'on est une bête obéissante, sans idée et sans volonté. J'ai peu de goût pour la servitude, même en roman. M. De Vienne s'est souvenu de la fameuse abbaye de Thélèmes; dans la cité qu'il fonde sur le papier, on ne connaît que la liberté. Tout y est libre, la religion,

l'éducation, la presse, les électeurs, le Corps législatif, le Sénat (car il y a un Sénat imaginaire dans cet État chimérique); c'est là une folle utopie, qui n'aura pas plus de succès que les autres; mais elle est moins monotone, et elle a pour elle le mérite de la nouveauté.

Je m'arrête, car j'ai l'air de recommander le livre de M. De Vienne, et ce n'est pas mon intention. Je suis de mon temps; toute gaieté m'est suspecte; peut-être y a-t-il un venin caché sous ces plaisanteries. Je ne l'ai pas senti; mais en ce point je suis mauvais juge. Depuis trente ans, la France a changé tant de fois son gouvernement, ses opinions, ses goûts et ses mœurs, que je ne reconnais plus les paradoxes. J'ai toujours peur que ce ne soient des vérités de la veille ou du lendemain. Mais ce qui ne m'émeut pas pourrait blesser des âmes plus tendres, et je ne veux scandaliser personne. Que l'auteur déclare qu'il regrette le vieux Paris, qu'il pleure son jardin et ses pigeons emportés par un boulevard, qu'il ajoute que les villes régulières sont mortellement ennuyeuses, c'est une faiblesse que j'excuse sans la partager; il est des yeux malades qui, par vice de naissance ou d'éducation, ne saisiront jamais la beauté de la ligne droite indéfiniment prolongée. Que M. De Vienne demande qu'on paye les professeurs un peu plus qu'un troisième commis de magasin, qu'il fasse même l'éloge du Collége de France et de la Sorbonne, je lui pardonne. C'est l'illusion d'un bourgeois arriéré qui croit encore que les idées sont bonnes à quelque chose, et qui ne voit pas qu'aujourd'hui la France enrichie n'a plus que faire d'écrivains, de philosophes ni d'his-

toriens. Qu'il attaque le droit romain comme un legs fatal des Césars, qu'il lui reproche d'avoir étouffé la vieille liberté germanique, c'est une boutade d'antiquaire qui n'excitera qu'un dédaigneux sourire chez les jurisconsultes de profession. Que l'auteur ait raison, peu importe; une erreur de mille ans sera toujours plus noble, plus puissante et plus respectée qu'une vérité d'un jour. Mais c'est ici que j'arrête mon indulgence; je ne peux pas m'engager plus loin sans me compromettre. Il y a dans *Paris moderne* une foule d'opinions que je n'accepte pas : les unes, parce que ce sont des vieilleries qui ne doivent pas rentrer dans une nouvelle utopie, comme l'amovibilité de la magistrature, et des plaisanteries surannées contre l'indiscrète curiosité des casuistes; les autres, parce que ce sont des nouveautés, et qu'avant d'accepter une nouveauté, le sage attend avec une longue patience que le temps l'ait vieillie. Si c'est un doux oreiller que l'ignorance, à plus forte raison le préjugé, qui est une ignorance doublée de paresse; on n'y rénonce pas en un jour pour courir les aventures à la suite d'un hussard qui vous traîne à travers champs, au risque de vous déchirer à toutes les ronces et de vous verser dans tous les fossés.

Peut-être M. De Vienne s'attendait-il à une critique plus solennelle, à une discussion plus approfondie. Qu'il ne s'en prenne qu'à lui-même et au ton de son livre; depuis Boileau nous craignons les railleurs : c'est déjà beaucoup que de ne pas fuir une aussi mauvaise compagnie. — Q'importe? s'écrient certaines gens qui ne respectent rien de ce qui n'est pas respectable, ce

sont les méchantes langues qui disent les bonnes vérités. — La vérité, grand Dieu! qu'en ferions-nous si une main imprudente la laissait échapper? Ce serait le soleil éclairant tout à coup l'Opéra. Acteurs et public sont faits pour le demi-jour de la rampe, comme notre société pour ces vérités de convention que M. De Vienne nommerait peut-être tout autrement. Peu de bruit, point d'éclat, une vie réglée, administrée, uniforme, voilà ce qu'il nous faut. Le siècle a soixante ans, il est revenu de ses erreurs de jeunesse; il lui faut, comme aux vieillards, le repos, le silence et l'oubli. Que M. De Vienne garde son livre; nous n'avons que faire de ses spirituelles témérités.

Septembre 1858.

LA LOTERIE[1]

M. le comte Petitti est mort à Turin en 1850, avant d'achever ce traité contre les loteries, qui n'aurait pas vu le jour sans le zèle pieux de quelques amis. En lisant la notice pleine de finesse et de sensibilité que l'un d'eux, le professeur Mancini, a consacrée à l'auteur, on sent combien il eût été fâcheux de laisser perdre ce livre intéressant, l'œuvre de prédilection d'un homme dont le nom est considérable en Piémont. Comme les Balbo, les d'Azeglio, les La Marmora, les Sclopis, le comte Petitti appartenait à cette famille de patriotes sincères et modérés qui sous le règne de Charles-Albert préparaient l'avénement de la liberté, en faisant l'éducation du peuple, par leurs écrits, leurs conseils, leur exemple. Magistrat et publiciste, c'est en plaidant auprès du roi la cause des libertés constitutionnelles qu'il témoignait de son attachement à la monarchie; aussi fut-il de ceux dont Charles-Albert, dans son exil d'Oporto, regrettait de n'avoir point écouté plus tôt les

1. *Del Giuto del Lotto considerato ne suoi effetti morali, politici ed economici*, ou *la Loterie considérée dans ses effets moraux, politiques et économiques* par le comte Petitti de Roreto. Turin, 1853. Imprimerie royale.

avis. Ce n'était point, du reste, un politique à moyens violents que le comte Petitti; c'est par la diffusion des lumières et de la moralité qu'il voulait amener l'émancipation de l'Italie. S'il fallait le comparer à quelqu'un des nôtres, ce serait à M. de Gérando, dont il fut l'ami. Comme cet homme de bien, de sainte mémoire, c'est entre l'administration et la charité qu'il avait partagé sa vie. Ses écrits ont pour objet le paupérisme, les prisons, les chemins de fer. Il a toutes les qualités de celui qu'il rappelle; peut-être en a-t-il aussi toutes les illusions : même amour du bien, même confiance dans la bonté humaine et dans l'action de la philanthropie. Le vice qu'il poursuit est toujours la cause de toutes les souffrances, le remède qu'il propose ramènera infailliblement l'âge d'or. Enfin il a une foi absolue dans la statistique et la législation, et croit qu'avec un peu plus de lumières et de bon vouloir les gouvernements extirperaient le mal de la terre. Après tout, cette simplicité d'un cœur honnête et plein d'indulgence vaut bien la délicatesse hautaine de ces gens qui ne croient à rien pour ne s'occuper que d'eux-mêmes, et qui ne raillent l'impuissance de la philanthropie que pour passer dédaigneusement à côté du crime et du malheur. Peut-être n'est-ce pas trop de ces nobles illusions et de ce généreux enthousiasme pour habituer même les gens de bien au spectacle de l'indigence et de ces misères morales qui sont plus tristes encore que les maux de la pauvreté.

Que le comte Petitti ait choisi la loterie pour sujet d'une étude sérieuse, qu'il ait réuni et comparé les lois

et l'expérience de vingt peuples, cela n'étonnera personne de l'autre côté des Alpes, car l'Italie est rongée par ce jeu perfide. Mais on demandera quel intérêt ce livre a pour nous. Il y a vingt ans que les Chambres nous ont délivrés de la loterie, il est peu probable qu'on songe à la rétablir. Ce n'est pas une raison pour n'en point parler. Il ne faut pas être très-vieux pour voir qu'en France tout passe et tout s'oublie avec une prodigieuse rapidité, le bien comme le mal, la vérité comme l'erreur. La France, a-t-on dit, est un pays où tout arrive; cela est vrai en toutes choses, et la raison en est simple. Chaque fois que l'opinion adopte une idée nouvelle, elle s'y jette avec une telle furie qu'elle lâche les idées anciennes et oublie tout ce qui n'est pas l'idole du moment. Les gens qui ont des convictions de vingt ans, on les montre au doigt, jusqu'au jour où le temps ramène la vérité comme les anciennes modes. Assurément si demain on proposait de rétablir la loterie, la génération nouvelle n'y verrait pas le mal dont se plaignaient nos pères; on taxerait leurs plaintes d'exagération. Il en serait autrement si chez nous, comme en Angleterre, on répandait partout les études et les notions économiques, ou si du moins, comme en Allemagne, on donnait dans l'Université cet enseignement sérieux de l'administration qui nous a valu les excellents traités de Mohl et de Rau. Jusque-là nous irons toujours aux extrêmes, nous essayerons sans fin de toutes les théories, toujours dupes de notre mobilité, et par cela même toujours dégoûtés et toujours avides de changement. En administration

comme en morale, la première condition du progrès, c'est de connaître la vérité et de s'y tenir.

Ce n'est donc pas chose inutile que de revenir sur des questions soi-disant épuisées. Le tableau tracé par le comte Petitti, en nous montrant ce que souffre l'Italie et ce qu'ont fait nos pères pour écarter de nous un pareil fléau, nous empêchera tout au moins d'être ingrats.

On sait qu'il y a deux espèces de loteries tenues par l'État : l'une où cinq numéros sur quatre-vingt-dix gagnent, et forment des combinaisons diverses de deux, trois, quatre et cinq chiffres, le nombre des mises et des joueurs étant illimité. C'est ce qu'on a nommé la loterie de Gênes, du lieu de son origine, jusqu'au jour où, la France étant arrivée à la perfection fiscale, suivant le dire ingénu de l'auteur, c'est le nom de loterie de Paris qui a prévalu.

L'autre loterie, dite loterie de Hollande, de Hambourg, de Francfort, est un jeu où il y a autant de numéros que de mises, et où, par conséquent, une seule personne profite du nombre gagnant. La quantité des billets émis et des lots est en général très-considérable, mais il n'y a aucune combinaison, aucun calcul possible de la part du joueur. Il est visible que le hasard seul y décide de tout. Dans ce système, le gouvernement n'est pas même le banquier du jeu; il ne court aucune chance, et s'attribue tout simplement un droit fiscal, qui varie de 10 à 15 pour 100.

Cette seconde loterie, très-répandue en Allemagne, et qui a longtemps régné en Angleterre, a toujours été

préférée dans le Nord ; l'autre, au contraire, n'a trouvé que trop de faveur dans le Midi. Sa trompeuse simplicité en même temps que l'énormité et la facilité apparente du gain, séduisent des esprits trop ardents pour réfléchir. Un Napolitain a trop de finesse naturelle pour ne pas voir qu'une loterie où le gros lot est gagné par un numéro sur cent mille n'est après tout qu'une déception; mais il ne calculera jamais que dans la loterie de Gênes il y a 117,480 combinaisons pour le terne, et 2 millions 500,000 pour le quaterne. Tout entier à son désir, il ne voit que 90 numéros; rien ne lui semble plus sûr que de suivre et de *nourrir* trois ou quatre chiffres qui, suivant lui, doivent infailliblement sortir en quelques tirages, et lui rapporter cinq mille fois ou soixante-quinze mille fois sa mise. Cette loterie est un jeu de dés pipés; il faut l'aveuglement de l'avarice et de l'ignorance pour tomber dans un piége aussi grossier.

A quoi bon insister sur la perfidie de ces combinaisons; il n'est pas de code pénal (et ce n'est pas un des moindres défauts de la loterie) qui ne qualifie ce même jeu de vol et de filouterie quand c'est un particulier qui le tient. La question est de savoir si le mal ne change pas de nom quand c'est l'État qui en profite, si l'application aux besoins publics d'un bénéfice trop sûr ne donne pas à la loterie un nouveau caractère, et n'en fait pas simplement un impôt mis sur le vice et l'oisiveté au profit du travail et de la bienfaisance. « *Mundus vult decipi, ergo decipiatur*, disent les financiers de l'ancienne école; le philosophe

réduit tout à la raison, comme l'économiste ramène tout à la production, et sans doute il y a des choses plus morales que la loterie et qui invitent davantage au travail; mais il faut se garder, dans les affaires d'État, d'une rigueur, excellente dans la vie privée. Le sage n'a point d'illusions, mais il en faut au peuple, nous lui vendons l'espérance. Le philosophe se dit au-dessus des passions; mais chez le commun des hommes, le goût du jeu est insurmontable. Fermez la loterie, on ira se ruiner à la Bourse ou dans quelque tripot honteux. Ne vaut-il pas mieux que l'État profite de cette incurable faiblesse et qu'il en règle le cours pour en diminuer le dommage? N'est-ce pas enfin un impôt volontaire; un impôt admirable, quoi qu'il coûte, car dans ce cas unique, c'est le contribuable qui court au-devant du fisc et le presse d'accepter son argent? »

Un impôt sur le vice, afin de le régulariser et d'en profiter! En suivant cette idée, on ferait bientôt de l'État le pourvoyeur général de la débauche et de l'ivrognerie. C'est une théorie dangereuse en tout pays, mais particulièrement en France. Chez nous, où la fiscalité est un art ingénieux, soyons sûrs que, du jour où le vice sera productif, on l'encouragera par tous les moyens, et qu'on ira porter la corruption jusqu'au foyer domestique. Je ne sais pas de prodiges d'adresse ou d'esprit dont le fisc ne soit capable; je tiens la France pour le pays le plus parfait du monde, si jamais on y impose la vertu.

Parlons sérieusement ou plutôt laissons parler nos pères avec la double autorité de l'expérience et du gé-

nie. Écoutons la voix tonnante de Mirabeau, dénonçant ce qu'il appelait *une royale filouterie*, et suppliant le successeur du grand Frédéric de signaler son avénement au trône par la suppression de la loterie, le présent le plus royal qu'un prince puisse faire à son peuple. Cette lettre, adressée à Frédéric-Guillaume II, en 1787, est un programme complet des principes constitutionnels, et si Mirabeau demande l'abolition de la loterie, c'est qu'il a compris qu'il n'y a point de liberté pour un peuple oisif et corrompu :

« On vous répétera, Sire, ce que de prétendus hommes d'État n'ont pas rougi d'écrire et d'imprimer, que la loterie peut être regardée comme un impôt libre et volontaire !... Un impôt !... Quel impôt qui fonde ses plus grands produits sur le délire ou sur le désespoir ! quel impôt que le plus riche propriétaire est dispensé de payer, et que les hommes sages, les meilleurs citoyens ne payeront jamais !... Un impôt libre !... Étrange liberté ! chaque jour, à chaque instant du jour, on crie au peuple qu'il ne tient qu'à lui de s'enrichir avec un peu d'argent ! On propose un million pour vingt sous au malheureux qui ne sait pas compter, qui manque du nécessaire ; et le sacrifice qu'il fait à ce fol espoir du seul argent qui lui reste, de cet argent qui apaiserait les cris de sa famille, est un don libre et volontaire ? C'est un impôt qu'il paye à son souverain. »

Mirabeau, dira-t-on, accuse la loterie comme un joueur qui se plaint de la carte qui l'a trompé ; soit ; ses paroles sont-elles moins vraies parce que la passion l'éclaire ? Peut-on imaginer rien de plus fou qu'un État qui ruine l'avenir et corrompt ses sujets pour le prix de quelques millions ? Car, on n'y songe pas assez : enlever au peuple un argent si chèrement gagné et si nécessaire, ce n'est que le moindre

mal de cette odieuse invention. Ce n'est pas seulement la misère qu'elle aigrit, ce n'est pas seulement l'espérance qu'elle empoisonne, suivant une belle expression de Mirabeau, c'est le travail même qu'elle atteint. En même temps qu'elle allume la cupidité, elle étouffe le goût d'une honnête industrie et répand partout l'oisiveté. A quoi bon le labeur incessant d'une vie pénible, quand on peut s'enrichir en jouant, et d'un seul coup?

C'est là, selon moi, le vice radical et incorrigible de la loterie, du jeu, de l'agiotage; c'est là ce qui en fait le plus terrible fléau d'une société. L'homme, suivant la parole de Job, est né pour le travail comme l'oiseau pour voler; c'est la loi de sa nature, le frein de ses passions, le fondement de toutes ses vertus. Tempérance, économie, modération, contentement de soi-même et des autres, c'est le fruit du labeur. En ôter le goût et l'habitude, c'est déchaîner tous les instincts mauvais, et, dans notre siècle d'agitations, c'est marcher droit à l'abîme. On s'imagine que le jeu ne fait de tort qu'à ses victimes, on se trompe, l'État n'en est pas moins blessé. Des gens ruinés, cupides et incapables d'occupation régulière, sont tout à la fois les plus inutiles et les plus dangereux des citoyens. Accoutumés aux émotions violentes du hasard, pour eux les révolutions ne sont qu'une loterie nouvelle et une chance de plus. Le travail, au contraire, vit d'ordre et de paix, et en même temps qu'il régularise et modère l'amour de la richesse, il le tourne au profit commun. Car, suivant la profonde remarque de Channing, le travail a cela de beau qu'il

ne peut nous servir sans qu'il ne profite aux autres. Cultivez, plantez, bâtissez, soyez ouvrier, artiste, écrivain, quoi que vous fassiez, et quelle que soit votre intention, votre œuvre ne vous restera pas tout entière; dans la propriété que vous avez créée il y a une part qui ira forcément à la société. C'est ainsi que l'intérêt général tient à l'intérêt particulier et que le travail est une condition de vie pour l'État non moins que pour l'individu; c'est pour cela que tout ce qui affaiblit l'industrie humaine, luxe, loterie, agiotage, est pour le pays qui le souffre une cause prochaine de décadence et de malheur. C'est donc un pauvre financier que celui qui assoit un impôt sur un fonds aussi stérile que l'oisiveté et aussi perfide que le jeu.

Il est du reste remarquable que chaque fois que l'opinion s'est fait jour en France, la loterie a disparu. Quand au seizième siècle elle arrive d'Italie sous le nom de *Blanque*, le Parlement l'interdit aussitôt, comme étant la pépinière du vol domestique et la ruine du pauvre peuple. Plus tard, quand on établira la loterie royale, il faudra la soustraire à la juridiction du Parlement, rigide défenseur de la morale publique. Après Law et son système, la loterie reparaît, mais sous un masque religieux; elle donne cinq millions pour reconstruire Saint-Sulpice; c'est chez le curé de l'église qu'est le bureau du jeu. Néanmoins les théologiens l'attaquent avec énergie; ce qu'on a écrit de plus solide contre les loteries est une dissertation anonyme publiée en 1742. C'est là que Dussault a pris toute l'érudition qu'il étale dans son traité *de la Passion du Jeu*. La loterie n'a pour

elle que les jésuites, qui ont toujours un faible pour les causes perdues. Puis, de religieuse, la loterie devient guerrière ; elle fonde et entretient l'École Militaire, et finit par être loterie royale et impôt régulier. Sous cette forme nouvelle, elle est combattue dans l'Encyclopédie par les physiocrates, honnêtes gens et bons citoyens qui attendent une plus complète justice. Le vent est aux réformes, et, faute de journaux pour faire de l'opposition, la France écrit et lit avec furie d'énormes in-quarto, même quand le sujet en est la critique d'un impôt. En 1789, le cahier-modèle, celui du Tiers-État de Paris, demande l'abolition de la loterie ; le 25 brumaire an II une députation de Paris décide la Convention à en voter la suppression ; enfin, en 1835, la loterie tombe devant l'opposition de ces hommes dont l'honnêteté est la gloire, et qui sont le plus beau fleuron d'un pays, les Daru, les Boissy-d'Anglas, les Liancourt, les Delessert.

Si la loterie ne peut résister à l'opinion, tout au contraire on la voit reparaître dans les mauvais jours de la société, quand le pays épuisé et abattu n'a plus ni volonté ni voix. C'est une chose singulière qu'au lendemain des révolutions, après la terreur et la misère, on voie sortir on ne sait d'où des gens à qui il faut l'ivresse pour oublier la peur, et qui ne connaissent, pour guérir une société malade, d'autre moyen que de l'étourdir. C'est en l'an VI, sous le Directoire, qu'on propose le rétablissement de la loterie et des jeux publics, deux inventions de même origine et qu'on ne sépare guère. Le prétexte, comme toujours, était des plus spécieux ; on voulait

payer les dettes de la république, chose assez nécessaire, car on était en pleine banqueroute. Le défenseur de la mesure fut le fougueux Mercier, à qui Boissy-d'Anglas opposa, mais en vain, les pages que vingt ans plus tôt il avait écrites dans son *Tableau de Paris.* Au milieu de la discussion, Creuzé de Lesser donna lecture d'une lettre trop spirituelle pour qu'on ne l'ait pas soupçonné d'en être l'auteur ou le complice, et qui fit ajourner, mais, hélas! de peu de temps, le retour de la loterie.

« Je suis (écrivait l'auteur prétendu de la lettre), je suis un de ceux à qui la loterie royale a les plus grandes obligations; non-seulement j'y ai mangé mon bien, mais encore j'ai engagé tous mes amis et ceux qui ont confiance en moi d'en faire autant; au point que les uns ont fait banqueroute, d'autres sont en fuite ou se sont tués. Je vous prie, en considération de ces services, de me faire obtenir une pension pour subsister. »

Si j'ai cité le nom de Mercier, ce n'est pas que l'autorité de cet esprit sans mesure ait grande valeur, soit : qu'il attaque ou qu'il défende la loterie; c'est que le rôle pris volontairement en l'an VI par l'auteur du *Tableau de Paris* réfute une anecdote qui traîne partout et n'en est pas plus vraie. Le Premier Consul, dit-on, se fit un malin plaisir d'humilier Mercier en nommant administrateur de la loterie restaurée le rhéteur qui sous l'ancien régime l'avait poursuivie de ses sarcasmes. Cela donne le plaisir d'écraser en passant ces pamphlétaires, ces gazetiers, dont l'opposition sous tous les régimes n'est, on le sait, qu'une ambition mécontente ou déguisée. Il faut renoncer à cette aimable supposition. A l'époque où Mercier changeait d'avis gratui-

tement, où le législateur démentait l'écrivain sans qu'on pût lui prêter un motif intéressé, Bonaparte combattait à Arcole, et ne connaissait de loterie que la guerre; Mercier d'ailleurs n'était pas et ne pouvait pas être un ennemi pour le Premier Consul; ses ennemis même, Bonaparte les ménageait peu, mais ne les humiliait pas.

Ce qui est vrai, et ce qui fait plus d'honneur à Napoléon qu'une vengeance indigne d'un grand esprit, c'est sa conduite avec le maire de Lyon, honnête homme dont l'histoire doit garder le souvenir. Quand M. Fay de Santhonay fut nommé maire de Lyon sous l'Empire, il vit de près les maux que causaient les maisons de jeu, et il demanda qu'on les fermât de suite. L'administration lui répondit, comme on devait s'y attendre, que les maisons de jeu étaient une sentine nécessaire dans les grandes villes, un moyen de surveillance, un obstacle aux tripots clandestins. M. Fay envoya sa démission; sa conscience lui défendait de se faire le complice honteux d'une pareille corruption. L'Empereur comprit la noblesse de cette résistance, et, Paris excepté, il fit fermer les jeux de toutes les villes de France; c'était l'acte d'un souverain.

Enfin, s'il est des gens que la question des loteries intéresse, et que ne satisfassent pas complétement la raison et l'expérience, je les engage à visiter l'Italie : c'est là qu'on peut étudier le mal dans toute sa vérité et en suivre les ravages. A Livourne, à Rome, et surtout à Naples, il n'est pas un coin de rue, pas un voisinage d'église qui ne soit garni de tableaux où des billets peints de toute couleur et des combinaisons sûres s'étalent et

provoquent le joueur. A voir tous ces piéges tendus au travail et à l'économie, on dirait que la seule crainte du gouvernement qui tolère de telles expositions, c'est qu'il ne reste dans la ville quelque malheureux qui échappe à la séduction. Chaque semaine on peut tenter la fortune, et il n'est pas de si faible denier qui ne soit reçu dans ces abominables réduits. De là des maux sans nombre. *C'est aujourd'hui la clôture*, disent à Naples les marchands de comestibles qui ne vendent rien. *C'est aujourd'hui la clôture*, disent les Monts-de-Piété qui prêtent sur le dernier meuble et le dernier vêtement d'une pauvre famille. Comment en effet ne pas se refuser le nécessaire, quand le lendemain avec quelques numéros rêvés on peut avoir mille ducats? Et on veut que le peuple travaille quand on le poursuit de pareilles tentations, et qu'à chaque instant on fait briller la richesse à ses yeux éblouis! Non, l'épreuve est trop forte, et chaque jour on le rend plus paresseux, plus cupide et plus misérable.

Il est un vice particulier que nourrit la loterie : la superstition. C'est la maladie des joueurs; il est possible qu'ils ne croient pas à Dieu, mais ils croient aux songes et aux pressentiments. Notre nature est ainsi faite qu'elle repousse l'idée de hasard; dans le tirage fortuit de cinq chiffres, elle voit une combinaison dont le secret lui échappe; ce secret, elle veut le saisir, elle le poursuit avec toute l'ardeur de la cupidité. Ouvrez le *Moniteur* d'octidi, 8 nivôse an VI, vous y verrez comment un citoyen a gagné cinquante mille livres par un calcul fait sur les lettres du nom de Bonaparte. En 1843,

au mois de juin, tout le peuple de Venise ayant joué sur le numéro 13 (le 13 est la fête de saint Antoine de Padoue), ce numéro sortit, et le saint fit sauter la banque autrichienne; mais en revanche la Toscane s'est ruinée pendant longues années à poursuivre le numéro 65, qui a défié la patience la plus longue et la plus riche. *Sunt mobiles ad superstitionem perculsæ semel mentes,* a dit Tacite, et il n'y a pas d'ébranlement comparable à celui d'une cupidité toujours en action. Aussi le commerce des livres de songes n'est-il pas un des moindres bénéfices des bureaux de loterie; *la Clef d'or* à Naples, *le Philosophe errant* en Sicile, *l'Auberge de la fortune* en Toscane ont une grande réputation; mais le livre incomparable est le *Livre des songes*, imprimé à Venise en 1794 par Curti; aussi il est introuvable. *Qui si vendono Libri dei sogni di vecchia edizione*, lit-on à Venise chez tous les marchands de billets; mais que le bibliophile ne s'y trompe pas, ce sont des contrefaçons. Le véritable Curti, celui qui n'égare jamais et avec lequel on gagne toujours, celui-là n'existe plus.

Il est tout simple qu'en Italie cette superstition naturelle aux joueurs prenne un caractère particulier, et ce n'est pas ce qu'il y a de moins triste que de voir mêlés ensemble la loterie et la religion. Je ne parle point des pratiques que la cupidité particulière peut inspirer, mais du rôle singulier que l'État fait prendre à l'Église. Voici, par exemple, trois articles que j'extrais du budget annuel de la loterie napolitaine :

« Au curé de l'église de Sainte-Catherine qui est chargé de bénir l'enfant qui tire les billets avant le tirage, 112 ducats.

« A trois chapelains pour célébrer la messe, à chacun 6 ducats 66 par mois, 239 ducats 76.

« Pour aumônes aux Capucines (*capucinelle*) dites les *trente-trois*, à 7 ducats 40 par mois pour chaque tirage ordinaire, et à 3 ducats 70 pour chaque tirage extraordinaire, 181 ducats 30. »

Quelle conclusion le peuple doit-il tirer d'une pareille intervention? A Naples, le lazzarone en conclut que si l'État fait l'aumône aux Capucines, c'est que ces pieuses sœurs connaissent les bons numéros; on les paye pour qu'elles ne disent rien. Ce sont donc des sollicitations infinies pour obtenir d'elles la révélation du nombre qui doit gagner; et comme il semble, à juger de la conduite de l'État, que Dieu se mêle très-directement de la loterie, ce n'est pas seulement aux religieuses qu'on s'adresse, mais à tous les prêtres; c'est chose commune que de demander en même temps l'absolution et un numéro. M. Petitti nous conte l'histoire d'un confesseur, trop indulgent sans doute, qui pour ne pas mécontenter ses pénitents, leur donnait à chacun un seul numéro, et par ordre. Comme le moine avait au moins quatre-vingt-dix joueurs dans son troupeau, il y en avait toujours cinq qui gagnaient et qui célébraient l'infaillibilité du Père. Les autres n'y croyaient pas moins, et espéraient qu'un jour leur tour viendrait et sans doute en récompense de leur piété. Rien n'est tout à la fois plus ridicule et plus navrant que de pareilles histoires; le vice, pour être grotesque, n'en est pas moins hideux. Il y a des superstitions qui appellent l'indulgence, car elles ne sont qu'une piété mal placée, il faut être bien sévère pour blâmer une mère qui met sa con-

fiance dans quelque tableau de madone au diadème d'argent. Mais il n'y a rien de plus horrible que cette superstition qui asservit Dieu à nos misérables passions, et fait de la religion même la servante du vice et de la cupidité. C'est là ce qu'il faut détruire à tout prix.

Souvent en Italie on entend les protestants, les Anglais surtout, exalter la moralité supérieure de leur pays et de leur religion. En général ils sont injustes, et, sans parler de la différence d'habitudes qu'ils ne comprennent pas toujours, on ne voit certainement pas à Rome les désordres qui à Londres frappent tous les yeux. Mais en ce point de la loterie, il faut avouer que les protestants ont raison. Chez eux il n'y a rien de comparable à ce scandale de billets vendus à la porte des églises et pour le compte du gouvernement. Il semble que si quelque part on doit chasser les vendeurs du temple c'est à Rome. Du reste, dans toute l'Italie les honnêtes gens souffrent de ce trafic corrupteur; et par exemple, en Piémont, les Chambres ont demandé la suppresion de la loterie. Le roi a promis de le faire aussitôt que l'état des finances le permettra; mais cette réforme partielle sera incomplète. On ira jouer un peu plus loin; la Toscane et la Lombardie profiteront seules de cette abolition. Il faut une mesure générale, et en ce cas comme en beaucoup d'autres, c'est de Rome seulement que peut venir le remède. Rien ne résisterait à la condamnation sortie du Vatican; c'est là, il faut le dire, qu'est la plus lourde responsabilité. Supprimer la loterie serait une œuvre digne du saint vieillard qui gouverne la chrétienté. Ses réformes politiques n'ont

pas été heureuses. L'orage parti de France a séché dans le germe des mesures excellentes, et qui ne demandaient pour réussir que des temps meilleurs et peut-être aussi un peuple mieux préparé. On comprend que la main doit trembler d'entreprendre, quand les desseins les plus sages ont été trompés, et n'ont valu à leur auteur que d'injustes accusations. Mais il n'en est pas des réformes morales comme des réformes politiques; celles-là n'excitent ni ambitions téméraires ni espérances insensées. Tout au contraire, elles rendent plus modéré dans le présent, et par cela même, elles assurent l'avenir. Abolir la loterie, ce serait ranimer l'esprit de travail et d'économie, relever la morale publique et servir en même temps deux causes qu'à Rome on ne doit pas et sans doute on ne veut pas séparer, la cause de l'Italie et celle de la religion.

Avril 1854.

LA MANIE DES LIVRES

A PROPOS D'UN CATALOGUE [1].

De toutes les folies qui peuvent mener un honnête homme à Charenton, et même ailleurs, la plus innocente à mon gré, c'est la manie des livres. Paris est rempli de graves personnages qui sont entichés de ce vice incurable, toujours prêts à condamner les erreurs d'autrui pour glorifier leur propre faiblesse, et d'autant plus malades qu'ils se croient plus sensés. « Vous savez la grande nouvelle, me dit un amateur que je rencontre dans la rue, la figure tout en feu. — Oui, la paix est faite. — Il s'agit bien de la paix! La bibliothèque de M. Sigogne est vendue, et à quel prix! Quatre cent mille francs pour posséder seul le Pierre Gringoire sur vélin, au chiffre de Diane de Poitiers! Quatre cent mille francs pour avoir, sur papier jauni et en lettres gothiques, de misérables poésies qu'on ne lirait pas si elles étaient lisibles. Si c'est à ce prix qu'on estime ces

1. *Catalogue of the choicer portion of the magnificent library formed by M. Guglielmo Libri, so eminent as a collector, who is leaving London in consequence of ill health, and solely for that reason disposing of his literary treasures*, etc. London, S. Leigh Sotheby and John Wilkinson, 1859, in-8.

ridicules et grossières vieilleries dont la rareté fait tout le mérite, que valent donc les anciens? — A propos d'anciens, quand nous donnez-vous cette édition de Pline le naturaliste que nous attendons depuis si longtemps? — Je suis le plus malheureux des hommes! Avez-vous vu le dernier catalogue de Leigh Sotheby! Un Pline elzevier, imprimé d'un seul côté et collé sur papier in-folio, un exemplaire unique, et en vélin! Je suis sûr que c'est l'édition in-12 de Jean de Laet, quelque épreuve de correcteur; mais, si je n'ai pas ces trois volumes, ma préface est incomplète, je suis déshonoré. Je pars pour Londres, il me faut ce Pline à tout prix. » Celui-là se croit sage, il n'aime qu'un auteur! Heureux homme du reste, et dont tous les jours se passent à préparer une édition qu'il ne publiera jamais. Si demain il était imprimé, comment vivrait-il?

Voyez-vous cette aimable figure qui avance vers nous? C'est le prince des imprimeurs, un éditeur tout dévoué à la science, un philologue excellent, le dernier successeur des Estienne; mais aujourd'hui ne lui parlez ni d'Aristote ni de Thucydide : on vend à Londres une collection xylographique, le télégraphe ne lui a pas encore appris s'il a enfin le trésor qu'il convoite depuis tant d'années. Vous connaissez sa riche bibliothèque; il vous a fait admirer le *Decor puellarum*, avec la date de 1461, le chef-d'œuvre de Nicolas Jenson; il vous a permis de toucher le *Tewrdannck* de 1517, la gloire de Nuremberg; à force d'argent et de peines, il a réuni les premiers et rudes essais de l'imprimerie naissante, il vous a montré *la Bible des pauvres*, le *Donat*, les

Lettres d'indulgence de Sixte IV; mais il lui manque le *Planeten Buch* sans date, le premier de tous les almanachs. Si on lui enlève aux enchères ces six feuilles de papier noirci qui, vers l'an 1460, charmaient les bonnes gens de Mayence, comment voulez-vous qu'il achève sa grande histoire de l'imprimerie?

Tournez-vous maintenant et regardez ce nouveau personnage qui marche à grands pas. A ces traits expressifs et mobiles, à ces yeux tour à tour si fiers et si doux, vous devinez un poëte; vous ne vous trompez pas de beaucoup : c'est le plus éloquent de nos philosophes, un grand écrivain, un causeur qui n'a guère de rival, mais, par-dessus tout, c'est un curieux. Rien n'échappe à sa passion : livres, manuscrits, gravures, tableaux, et partout où il met le pied, il est roi. Qui possède comme lui le siècle de Louis XIV? Il y a vécu, il en connaît tous les mystères, au besoin il aiderait le Mazarin à déchiffrer les énigmes de ses fameux carnets. Savez-vous ce qui, en ce moment, l'absorbe tout entier? C'est ce petit volume qu'il tient à la main, la première édition de *Zayde*, en grand papier, aux armes de cet abominable duc de La Rochefoucauld. Pour aujourd'hui, adieu la philosophie; notre sage ne vit que pour sa trouvaille; il en oublierait jusqu'à la gloire. Auprès du plaisir qu'il ressent qu'est-ce que la vanité des louanges humaines? Songez-y, un exemplaire unique, non rogné, et en maroquin citron!

Qui donc l'aborde et le tire de sa rêverie? C'est un petit homme, au sourire gracieux, qui d'une main brandit une canne innocente et de l'autre tient un livre

soigneusement couvert de papier blanc. Celui-là, c'est l'honneur de la presse. Pendant vingt ans, il a défendu les idées libérales avec une infatigable vivacité; il n'a reculé devant personne, et cependant il n'a pas un ennemi. C'est encore un amateur forcené de belles éditions et de belles reliures. Les lettres font le charme de sa vie; mais pour lui il n'existe que deux siècles, celui d'Auguste et celui de Louis XIV : le reste n'est que barbarie ou corruption. Ne lui parlez pas des écrivains du jour, il n'en sait pas même le nom. Chaque année est un cercle tracé d'avance qu'il parcourt d'un pas égal dans la société des mêmes amis. Au printemps, Cicéron le mène à Salluste, puis Salluste le cède à Bossuet ou à Fénelon; il passe l'automne avec La Bruyère et madame de Sévigné, pour revenir en hiver auprès de Lucrèce ou de Tacite. Il a lu Homère, mais traduit par madame Dacier et relié par Derôme. S'il a jamais le courage d'abandonner pour un jour ces auteurs qu'il a mêlés à toute sa vie, il s'est promis de lire *la Divine Comédie*, et je le crois capable de tenir sa promesse, pourvu qu'il rencontre quelque bel exemplaire de Dante en veau fauve ou en maroquin. Esprit naïf et délicat, âme candide, qu'on ne peut connaître sans l'aimer, et qui ressemble de façon surprenante à un humoriste anglais qu'il ne lira jamais, car il ne lit que des classiques! Lui aussi, comme Charles Lamb, est né deux siècles trop tard; ce n'est pas au milieu de nos révolutions, dans notre ville refaite à neuf, qu'il devait vivre, mais dans le vieux Paris de la Sorbonne, sur la montagne de l'Université, entre Saint-Jacques du Haut-

Pas et Saint-Séverin ! Quel respect il aurait eu pour le grand Arnauld, que d'affection pour M. Nicole, et avec quelle joie il eût accepté la Bastille en compagnie du saint traducteur de la Bible, le pieux et bon Lemaistre de Sacy[1] !

Je m'arrête : pour peindre cette galerie d'originaux, il faudrait un La Bruyère, mais un La Bruyère qui eût la même maladie que ses modèles. L'ancien, je suis fâché de le dire, n'a rien compris ni aux collections ni aux amateurs. Sa raillerie est froide, et plus forte que juste. Qui n'a pas éprouvé la tentation ne sait pas ce que c'est que l'humaine faiblesse, et n'a pas le droit de la condamner. En morale, comme en médecine, ne me parlez point de ces docteurs qui prétendent guérir les maux dont ils n'ont pas souffert. Leur main est rude et maladroite, leur cœur est sans pitié.

De tous les amateurs qui ont paru de notre temps, le plus célèbre assurément, c'est M. Libri. J'écarte tout ce qui, de près ou de loin, réveillerait de tristes souvenirs. Tant qu'un jugement de contumace ne sera pas anéanti, il faudra s'incliner en France devant l'arrêt de la justice; ceux qui croient à l'innocence de M. Libri n'auront pas le droit de le dire publiquement. Il y a là un fâcheux nuage que M. Libri seul peut dissiper et qu'il dissipera, j'en ai l'espoir. Je ne veux pas croire au divorce de l'esprit et de l'honnêteté; c'est un bruit que dans tous les âges les sots se plaisent à répandre; il

1. Dans ces portraits de fantaisie, on a voulu reconnaître M. Didot, M. Cousin et M. de Sacy. Je n'essayerai point de dire le contraire; le monde est devenu si méchant qu'on ne me croirait pas.

leur serait si commode de faire de leur nullité la marque de la vertu. Les lettres aussi sont une armée; on n'y connaît que le danger et l'honneur; il n'y a place ni pour l'intérêt ni pour les passions basses que l'intérêt traîne à sa suite. L'écrivain vaut le soldat; les veilles, les luttes, les déceptions tuent aussi sûrement que la mitraille, et tandis que celui qui reste sur le champ de bataille y trouve le respect et quelquefois la gloire, trop souvent le pauvre auteur, après une vie d'épreuves et de déboires, tombe sans espérance, ridicule pendant sa vie, oublié après sa mort. Ce ne sont pas des âmes vulgaires qui choisissent une telle destinée. Prenez quelqu'une de nos grandes époques littéraires, le règne de Richelieu, la jeunesse de Louis XIV; pour tant de courtisans qui mendient, de nobles qui flattent ou qui trahissent, de financiers qui volent, combien donc trouvez-vous d'écrivains qui se déshonorent, même parmi les plus pauvres et les plus dédaignés? Les cœurs ont-ils changé depuis que les lettres donnent plus d'indépendance et de considération? Pour moi, depuis vingt années que je suis entré en volontaire dans ce noble camp, j'y ai rencontré sans doute des petitesses et des misères, j'y ai entendu la jalousie et l'injure, je n'y ai jamais vu l'infamie. Si je m'éloigne de mon sujet, qu'on m'excuse; je suis soldat, j'ai foi dans l'honneur du corps; c'est notre commun drapeau que je défends.

La célébrité de M. Libri tient à toute autre chose qu'au bruit qui s'est fait autour de son nom. Quand nos opinions, nos préjugés, nos colères auront dis-

paru avec nous, cette physionomie singulière restera comme un sujet d'étude à l'usage des moralistes et des curieux; c'est ainsi que je voudrais l'esquisser dès à présent. Je le répète, ce qui m'intéresse, c'est une figure originale, qu'Érasme eût placée en excellente compagnie dans son *Eloge de la Folie*; je ne veux pas remuer des cendres brûlantes et qu'un souffle peut enflammer.

Le temps passe si vite qu'on a peut-être oublié ce qu'était M. Libri quand la France l'adoptait comme un des siens. Mathématicien et érudit, esprit fin et varié, il avait pris une belle place sur les confins des sciences et des lettres; nul n'était mieux fait que lui pour réconcilier deux puissances qui trop souvent se brouillent et se querellent par l'ignorance de leurs serviteurs. Il ne m'appartient pas de dire quelle est l'estime des géomètres et des physiciens pour l'*Histoire des sciences mathématiques en Italie;* mais je sais que cette histoire est une œuvre littéraire, aussi bien conçue que bien écrite; elle éclaire de façon toute nouvelle la marche de l'esprit humain. Au milieu de ce grand travail, qui par malheur ne s'achève pas, le démon de la curiosité, qui depuis longues années tournait autour de M. Libri, a fini par le posséder tout entier. Passion ou folie, le goût des livres a dominé sans partage une âme qui allait d'elle-même au-devant de la séduction; dès lors M. Libri a négligé la science pour faire des collections et des catalogues. Il est vrai que dans cet art il est sans rival; en fait de découvertes, jamais bibliophile n'a été ni plus habile ni plus heureux.

La plupart des amateurs s'enferment dans un cercle étroit pour y régner seuls. Les uns, comme Renouard ou Butler, ne recherchent que les Aldes; les autres, comme M. Mottelet, n'ont qu'une idée, c'est de composer leur bibliothèque avec le catalogue des Elzeviers. Celui-ci n'estime que les incunables; un livre daté de 1500 n'a déjà plus de prix à ses yeux; celui-là ne reçoit chez lui que Shakespeare; un troisième ne connaît que Dante ou Boccace. Autant de curieux, autant de manies. Au contraire, ce qui distingue M. Libri, c'est qu'il n'a aucun de ces goûts exclusifs ou mesquins. Chez lui ce n'est pas sagesse, la sagesse est une vertu qui ne loge guère chez les bibliophiles; c'est tout simplement qu'une passion plus haute le domine et l'emporte, la passion du rare et du beau dans tous les genres. Il lui faut des Aldes, mais en vélin, des Elzeviers, mais en papier bleu, des Dante, mais en manuscrit. C'est là son ambition, c'est là ce qui en fait un connaisseur à part, et cependant envié de tous. Il donne la main à toutes les faiblesses et justifie tous les caprices en les partageant.

Je ne crois pas que depuis vingt ans la curiosité ait ouvert un sillon nouveau sans que M. Libri ne s'y soit jeté et n'ait aussitôt dépassé ses concurrents. Manuscrits, incunables, éditions *princeps* des classiques grecs et latins, anciens poëtes français, littérature italienne, origines du théâtre, premières éditions de nos grands auteurs, il a voulu tout avoir, rien ne lui a échappé. Un exemple suffira. On sait quel intérêt s'attache aux romans de chevalerie; c'est l'épopée du moyen

âge. Au treizième siècle, la France a produit une foule de poëtes chevaleresques qui ont été traduits dans toute l'Europe, et qui partout ont donné le ton et l'accent français aux littératures naissantes. Par malheur, ces Homères oubliés ont écrit dans une langue qu'ils n'ont pas fixée; par malheur aussi, l'imprimerie à son début les a ignorés, et n'a reproduit que de mauvaises imitations en prose de ces originaux dédaignés ou perdus. Ces premières impressions gothiques sont des chefs-d'œuvre; Melci en a dressé le catalogue, le prince d'Essling s'est fait un nom parmi les curieux en réunissant les plus beaux exemplaires de ces vieux livres; aujourd'hui, parmi les bibliophiles, c'est à qui s'arrachera ces romans qu'on ne lit pas. Si don Quichotte revenait dans ce monde, où il n'a jamais existé, peut-être trouverait-on encore un sage licencié pour jeter par la fenêtre la bibliothèque du trop ingénieux chevalier; mais assurément notre compère le barbier, ce premier ancêtre de Figaro, y regarderait à deux fois avant de brûler *Don Belianis* ou *Florismar d'Hircanie*, car du prix de ses folies, vendues à d'autres fous, il achèterait les fameux moulins et le Toboso par-dessus le marché. Venu des derniers dans cette ardente mêlée, M. Libri a voulu refaire à son tour la bibliothèque de don Quichotte; on peut voir dans son dernier catalogue s'il y a réussi. Pour être complet, il ne lui manque guère que l'édition originale de *Tiran le Blanc*, cet autre phénix que personne n'a jamais vu; mais laissez faire M. Libri, il la retrouvera quelque jour et en grand papier.

La passion des bibliophiles pour les romans de che-

valerie a du moins servi la science; elle a ranimé le goût du moyen âge, elle a renouvelé une étude qui intéresse l'histoire de la civilisation. C'est le bon côté de ces fureurs épidémiques; en remuant la poudre des bibliothèques, elles remettent au jour des trésors enfouis et des idées oubliées. Si la curiosité restait ainsi la servante de l'érudition, ce serait presque une vertu; mais, hélas! elle ressemble à toutes les servantes-maîtresses. La fortune lui tourne la tête, elle abuse de la faiblesse de ses adorateurs pour les plier aux plus ridicules fantaisies. En ce point, M. Libri se distingue tout à fait des amateurs ordinaires; au plus fort de la fièvre qui l'emporte, il reste toujours homme de lettres : c'est là son originalité. Les bibliophiles sont un peuple jaloux; trop souvent, quand ils ont payé au poids de l'or quelque volume unique ou inconnu, ils l'enferment à double clef, ne le lisent guère, ne le montrent jamais et ne s'en séparent qu'en mourant. Pour M. Libri, tout le plaisir est dans la découverte. Une fois maître d'un livre précieux, il le décrit, le catalogue et le vend. On dirait qu'il a hâte de remettre en circulation cette richesse perdue et d'appeler tout le monde à en jouir.

C'est là ce qui fait le prix des catalogues qu'il publie. Ce n'est pas comme de coutume une sèche nomenclature, un nom d'auteur, une date d'impression, qui ne disent rien qu'aux adeptes; ce sont des notes succinctes, mais qui toutes contiennent quelque détail nouveau sur l'auteur, sur l'imprimeur, sur le livre. Ainsi conçu, le catalogue prend place dans l'histoire littéraire; c'est

une création originale et qui reste. Et ce n'est pas seulement l'histoire de chaque édition que donne M. Libri, c'est l'histoire même du volume qu'il a dans la main, car ce volume a un passé. Il en est des exemplaires d'un même ouvrage comme des hommes d'une même génération, ils n'ont ni la même vie ni la même fortune. La foule disparaît dans l'ombre, quelques privilégiés surnagent, et leur nom triomphe du temps. Le grand papier, le vélin, les belles reliures, voilà pour les livres une noblesse de race, qui trop souvent, elle aussi, immortalise plus d'un indigne et plus d'un sot; les exemplaires historiques, au contraire, représentent la noblesse acquise, c'est le mérite parvenu. Pour ces heureux volumes, M. Libri a fondé un nouveau livre d'or : ce sont ses catalogues; c'est là qu'il dresse des généalogies littéraires avec toute l'exactitude d'un d'Hozier. Cette plaquette in-quarto, c'est la première édition d'*Athalie*, corrigée de la main de Racine; ce maroquin rouge, avec des fers dorés, ce sont les *Satires du sieur D****, offertes par Boileau lui-même AU CHER M. RICHELET. Voici un manuscrit de musique, le seul livre connu de la bibliothèque de Cromwell. Voilà l'*Office de la Vierge Marie* dont se servait Marguerite de Valois. Dans la possession de ces beaux livres, n'y a-t-il qu'un plaisir de vanité, qu'une satisfaction puérile? N'est-ce pas, au contraire, un sentiment naturel qui nous attache à tout ce qui reste de ceux que nous admirons ou que nous aimons? Nous mettons dans nos musées l'épée de Napoléon; y verrions-nous avec moins de respect l'*Ossian* qu'il lisait à la veille d'une bataille? La pervenche de

Rousseau est-elle plus précieuse que le Baruch de La Fontaine? Relique pour relique, y a-t-il quelque chose de plus intime que ces pages fatiguées par la main d'un grand homme? N'est-ce pas là qu'il est le plus facile de ranimer sa pensée et de nous élever jusqu'à lui?

Ce ne sont pas seulement les lettres que les bibliophiles servent par leur curiosité; en ce moment, ils rappellent à la vie un art où la France a brillé : la reliure. Notre âge a les qualités de ses défauts; s'il n'a ni foi exclusive, ni symbole, ni style, au moins a-t-il les avantages d'un siècle éclectique; il comprend tout, il admire tout. Les armures, les émaux, les ivoires, le Boule, le rococo, ont trouvé des connaisseurs pour les retirer de la poudre où les avait jetés le dédain de nos pères; il est visible que les arts ont gagné à ce réveil d'un passé méconnu. La reliure devait avoir son tour; aujourd'hui c'est un engouement universel; un *Majoli* vaut son pesant d'or, les Grolier sont hors de prix. Quand l'amateur lyonnais faisait relier ses beaux Aldes à l'imitation de l'Italie, et qu'au-dessus de gracieuses arabesques il inscrivait en lettres d'or : *Portio mea, Domine, sit in terra viventium*, il ne se doutait guère comment l'avenir traduirait cette pieuse devise. Un volume de Grolier, c'est un héritage resté debout au travers des siècles, et qui ne craint ni l'impôt, ni la grêle; cette bibliothèque, qu'un simple trésorier de François Ier rassemblait pour lui et ses amis, ferait aujourd'hui l'orgueil d'un roi.

M. Libri ne pouvait échapper à cette passion nouvelle; mais, suivant son usage, il l'a épurée et ennoblie.

La collection qu'il vient de vendre à Londres était d'une beauté sans pareille; combien n'est-il pas à regretter qu'elle se soit dissipée aux enchères, et qu'il n'en reste plus qu'un catalogue! Quinze cents volumes en maroquin ou veau, avec les armes et les devises de leurs premiers maîtres, il y avait là les éléments d'un musée historique auquel on songera quand il sera trop tard. Les Majoli, les Grolier, y touchaient les Diane de Poitiers, les De Thou, les Colbert, les Séguier. Tous les rois de France y figuraient, depuis les François I[er] à la salamandre et les Henri III à la tête de mort, jusqu'aux reliures plus simples, mais non moins élégantes, de Louis XIV et de Louis XV. Tous les rois d'Angleterre, depuis Henri VII jusqu'à George III, avaient cédé à M. Libri quelques-uns de leurs plus beaux livres. Les papes, qui presque tous ont aimé les arts, Pie V, Innocent XII, Clément XI, Pie VI, y figuraient avec honneur près du prince Eugène et du comte d'Hoym. Dans cette collection unique, on pouvait suivre pas à pas les progrès d'un art qu'au seizième siècle la France tira de l'Italie, mais pour lui donner aussitôt le cachet de son génie. Il y avait là des Derome, des Pasdeloup, des Dusseuil, qui resteront toujours des modèles, alors même qu'une nouvelle école les dépasserait en les imitant. C'est à ces maîtres célèbres que s'arrêtait la bibliothèque de M. Libri. On y trouvait sans doute des noms modernes; Capé et Duru y représentaient le retour aux saines traditions, mais on avait écarté les œuvres médiocres de l'Empire et de la Restauration; encore moins y eût-on rencontré quelques reliques de

la Révolution, par exemple, cette constitution reliée en peau humaine qu'on a signalée dernièrement. La grande curiosité n'a rien de commun avec ces goûts dépravés; elle ne recherche ni le bizarre ni l'horrible, elle n'estime que ce qui est tout ensemble et rare et excellent.

En relisant le volume où M. Libri a décrit ces livres précieux, en reconstituant par la pensée cette bibliothèque digne d'un prince, il me venait une réflexion qui malgré moi m'offusquait l'esprit. Si petit amateur qu'on soit, on ne serait pas bibliophile, si, à la vue de tant de belles choses, on n'éprouvait une jalousie involontaire et une secrète envie. Que M. Libri remue les livres comme les spéculateurs remuent les millions à Bourse, on le comprend, car il agit de la même façon. *Vendre c'est acheter*, *acheter c'est vendre*, disait le patriarche des physiocrates, le vieux docteur Quesnay. De cet adage, qui contient toute l'économie politique, M. Libri a fait la devise de sa vie; c'est ainsi qu'avec la fortune d'un particulier il a pu se donner les jouissances d'un roi. Mais ce qu'on a plus de peine à comprendre, c'est comment un simple curieux, si riche qu'on le suppose, a pu rassembler de pareils trésors, et en si peu de temps. Car enfin nous connaissons la vie littéraire de M. Libri, ne fût-ce que par les catalogues qu'il a publiés. En 1847, il a vendu sa magnifique collection italienne. A la même époque, dit-on, il a cédé ses manuscrits à lord Ashburnam. En 1848, ses livres ont été saisis, et l'an dernier on en a fait la vente. M. Libri est donc arrivé en Angleterre, il y a dix ans, sans emporter un volume avec lui. Cependant, voici un catalogue du mois

de mars 1859 qui comprend douze cents manuscrits, dont soixante-dix sont antérieurs au douzième siècle. Un second catalogue du mois d'août contient près de trois mille numéros : ce sont ces livres de prix, ces reliures historiques dont je viens de parler. On annonce une troisième vente pour l'hiver de 1860, et dans une préface, M. Libri déclare qu'il garde avec lui douze mille volumes. C'est ce qu'il nomme ses outils. Voilà donc trente mille volumes, presque tous rares, uniques, curieux, que M. Libri a réunis en peu de temps sans sortir de Londres. Où donc se cachaient ces incunables, ces vélins, ces livres splendides, et d'où vient à M. Libri ce bonheur insolent?

Il y a quelques années, je recevais à Fontainebleau un jeune Saxon. C'était un botaniste distingué, qui faisait le voyage de France tout exprès pour chercher un certain ail jaune d'une extrême rareté, car il ne pousse, dit-on, qu'à Fontainebleau, sur le chaume qui chaperonne les murs de la Faisanderie. Quand mon hôte eut trouvé sa merveille, je le promenai dans la forêt. Tout en causant voyage ou politique : « On a tort, me dit-il, de souffrir autant de lapins dans ce bois. — Je n'aperçois pas de lapins, lui dis-je. — Ni moi non plus, me répondit-il en souriant; mais leurs traces sont à vos pieds. » Comme je ne voyais rien, je fis semblant de le croire et parlai d'autre chose. En approchant du Bas-Bréau, près de jeunes taillis, nous rencontrâmes un garde qui faisait sa tournée. « Les cerfs vous donnent bien du mal ! lui dit mon Allemand. — Ne m'en parlez pas, répondit le garde; on nous défend de les tuer, ils

dévorent tout; voilà un canton ravagé. — Où donc voyez-vous des cerfs? demandai-je. — Regardez ces nouvelles pousses, me dit l'étranger : voyez comme la dent du cerf les a écrasées; elles seront perdues. — Et pourquoi, repris-je, seraient-ce des cerfs plutôt que des chevreuils? — Monsieur n'est pas chasseur, dit le garde; un chevreuil eût rongé plus bas, et non pas de la même façon. » A la lisière de la forêt, un paysan armé d'un trident récoltait des pommes de terre. « Pressez-vous, mon brave, dit l'Allemand, ce soir vous serez deux. — Nous serons trois, répondit le bonhomme, car j'aurai mon fusil, et je dirai deux mots au voleur. — Prenez garde, reprit l'étranger, c'est un solitaire. — De qui donc parlez-vous? demandai-je fort étonné. — Du sanglier qui a labouré et piétiné ce coin de terre. — Vous l'avez vu? — Non, me dit-il en riant de ma naïveté, mais je suis chasseur. »

Chasseur! c'est le nom qui convient aux vrais bibliophiles. Ils voient, ils sentent, ils devinent ce qu'un œil vulgaire n'apercevra jamais. Toujours à l'affût, toujours prêts, rien ne leur échappe; pour eux, tout est occasion et succès. Le dernier des Antaldi se meurt à Pesaro; il y a là deux manuscrits de *la Divine Comédie*, signalés par Colomb de Batines; on en veut un prix énorme, et l'argent est rare. Qu'importe? de la cave au grenier la maison est pleine de livres, on vendra un étage s'il le faut, mais coûte que coûte, on aura les deux manuscrits. Les journaux annoncent la vente de la bibliothèque Albani à Rome : c'est là qu'à côté des beaux livres de Clément XI se trouve un exemplaire en vélin

des Décrets du concile de Trente, imprimé par Manuce en 1564; aussitôt ordre est expédié d'acheter à tout prix cette merveille; on ne s'arrêtera que devant le pape, qui, en vrai connaisseur, a déjà retenu ce bijou pour la bibliothèque du Vatican. Jour et nuit, on étudie ces catalogues allemands, français, italiens, anglais, qui maintenant vont chercher des acheteurs par toute l'Europe; il ne se passe pas de semaine qu'on n'entre chez Payne et Foss pour y feuilleter ces vieux livres qui arrivent par cargaison de tous les points du continent. C'est là que triomphe le vrai connaisseur. Il est beaucoup d'amateurs, et ce ne sont pas les moins riches, qui ressemblent aux touristes anglais, à ces voyageurs qui ont toujours leur *guide* à la main, et qui, pour admirer un nouveau Raphaël, attendent que Murray les y autorise dans une prochaine édition. Pour ces bibliophiles à la suite, un livre n'a de prix qu'autant qu'il en est question dans le *Manuel du Libraire*. Tout ce que Brunet n'a pas anobli n'est qu'une plèbe roturière qu'on ne regarde même pas. Au contraire, c'est dans cette poussière dédaignée que s'enfonce le vrai chasseur; c'est là qu'il suit des pistes nouvelles et fait ses plus beaux coups. Il examine, il compare; il vérifie les dates, il compte les feuilles, il mesure la hauteur des pages. Voici les comédies-ballets que Molière a composées, et à côté du *Bourgeois Gentilhomme*, le *Ballet des Fêtes de Bacchus*, qui a échappé à tous les éditeurs; voilà à la date de 1670, deux exemplaires des *Pensées* de Pascal qui n'ont pas le même nombre de pages, par conséquent deux éditions qui se disputent la primauté. Et

alors, entendez-vous ce cri de joie qui retentit en longs échos dans le catalogue? Cet Alde : inconnu à Renouard! Cet incunable : inconnu à Panzer! Ce roman de chevalerie : inconnu à Melzi! Cette vieille musique : inconnue à Fétis! Ces vélins : inconnus à Grenville! Voilà de ces jouissances qui font oublier toutes les peines. Seulement, ne reprochez pas à cet homme heureux une fortune qu'il ne doit qu'à d'infatigables recherches. Cette longue patience appliquée à des œuvres plus nobles, c'est ce qu'on appelle le génie.

Fort bien, diront les gens difficiles. Que tous les dix ans M. Libri s'amuse à faire une bibliothèque, qu'il y mette jusqu'à son dernier sou, et qu'ensuite, à l'exemple de Nodier, il vende ses beaux livres pour en acheter d'autres qui ne les vaudront pas, nous lui passerons aisément ces fantaisies qui nous servent. Celui-là n'est pas bibliophile qui à un jour donné pent arrêter sa passion. Qu'il fasse de merveilleuses découvertes, qu'il retire de la poudre un Arioste de 1530, un Dante ou un Boccace incunable, nous lui pardonnerons un bonheur qui tôt ou tard nous profitera; qu'il retrouve même deux ou trois doubles d'ouvrages prétendus uniques, nous nous résignerons à perdre nos plus chères illusions. Aussi bien, avec ce terrible chercheur, l'exemplaire unique n'est plus qu'une chimère à laquelle il faut renoncer. Mais ces volumes historiques, ces livres royaux, avec lesquels M. Libri se fait une bibliothèque incomparable, comment sont-ils entre les mains d'un particulier? Pourquoi les Heures de Marguerite de Valois, l'Imitation de madame de Maintenon, les Livres de

prières de Louis XIV, la Bible du roi Louis-Philippe, ne sont-ils pas au musée des Souverains? pourquoi ces beaux maroquins qui ont appartenu à Louis XV ne sont-ils pas au Louvre? M. Libri est-il l'héritier de Clément XI pour posséder ces précieuses reliques d'un pape, grand connaisseur en belles reliures? Les Anglais sont-ils si indifférents, qu'ils abandonnent au plus offrant les souvenirs de leurs anciens rois? Sans être ni trop curieux, ni trop jaloux, on peut demander par quel secret on a réuni ces joyaux princiers.

Ce sont là des réserves judicieuses; seulement il me semble qu'en raisonnant ainsi, ce n'est pas au bibliophile heureux qu'on fait le procès, mais à l'humaine condition. C'est le temps qui détruit ainsi toutes les œuvres des hommes; le même souffle qui jette au vent notre poussière dissipe au loin nos richesses et nos collections. Les révolutions, la guerre, la mort, la pauvreté, ces ennemis à qui rien n'échappe, renversent en une heure ce que nous avions bâti pour l'éternité. Il y a trois siècles, la riche Italie s'était emparée de tous les restes de l'antiquité, de toutes les merveilles de l'art renaissant. De solides majorats enchaînaient en des palais héréditaires les chefs-d'œuvre de Michel-Ange et de Raphaël; aujourd'hui, que reste-t-il de ces antiques galeries? Allez à Munich, à Berlin, à Paris, visitez les splendides demeures des lords anglais, vous y trouverez ces richesses qui ne devaient jamais sortir d'Italie. Les livres ont suivi le sort des tableaux; où sont les bibliothèques des Médicis, des Grimani, des Strozzi, des Spada, des Albani? Pour ne parler que de la France, comment la

révolution a-t-elle respecté les belles collections de nos anciens couvents ou les châteaux de nos rois? Nous avons beau faire, nous n'arrêterons jamais cette perpétuelle mobilité; il en sera de nos livres comme des maisons que nous avons construites, comme des arbres que nous avons plantés : quelque successeur indifférent ou besoigneux se rira de nos longs espoirs, et, pour un peu d'or, livrera à des étrangers cet héritage qui ne devait jamais finir. Il y a, dit-on, à Twickenham un noble exilé qui, à l'exemple du prince Eugène, cherche une distraction dans l'amour des livres. Fonder une bibliothèque qui garde son nom, c'est aujourd'hui la seule ambition qui lui soit permise; cette ambition modeste sera trompée comme les autres. Quoi qu'il fasse, un jour viendra où les amateurs se disputeront ces beaux livres, comme ils se disputaient hier ceux de François Ier ou de Louis XIV. Faut-il s'effrayer de cet avenir inévitable? Nos arrière-neveux sont souvent peu dignes de nous comprendre; l'histoire est ingrate et suit la fortune; d'ailleurs, les morts vont si vite qu'à peine elle a le temps d'inscrire leur nom; mais les connaisseurs sont un peuple tenace et qui a une longue mémoire : dans trois siècles, peut-être, en se partageant les livres de Twickenham, ils penseront encore à celui qui trompait sa mauvaise fortune par le goût des lettres et des arts.

Ne soyons donc pas si cruels pour les amateurs qui recueillent ce qu'emporte le temps et qui nous gardent les reliques du passé. En faveur des services qu'ils nous rendent, pardonnons-leur une innocente manie. — L'amour des livres, dira-t-on, n'a rien de commun

avec l'amour des lettres.—Cela n'est vrai que de quelques ignorants qui d'un livre ne connaissent et n'estiment que la peau; le bibliophile digne de ce nom est celui qui sait choisir également le livre et la reliure. Eh quoi! les anciens trouvaient la vertu même plus gracieuse quand ils la rencontraient unie à la beauté, et il ne serait pas permis d'aimer mieux la morale et l'éloquence sous une enveloppe élégante! Enfants, on nous fait admirer Alexandre enfermant l'*Iliade* dans la riche cassette de Darius, et plus tard on nous reprochera le luxe d'un Cicéron en maroquin! Nous mettons dans nos musées les ivoires que sculptait la piété de nos aïeux pour en orner les beaux manuscrits des Évangiles, et ce serait une faiblesse que de rechercher ces reliures jansénistes, dont la noble simplicité encadre si bien la parole divine! — Puériles fantaisies! dira-t-on, amusement indigne d'un esprit sérieux! — Mais, ô graves censeurs, il faut se consoler de n'avoir plus trente ans: pourquoi donc envier une dernière et paisible jouissance à ceux qui ont passé l'âge des premières illusions? Heureux, sans doute, ceux à qui la vie, en avançant, garde des plaisirs virils! Heureux ceux qui vivent au grand jour de la tribune, et qui, comme le vieux lord Lyndhurst, peuvent servir de leur dernier souffle le pays de leurs pères; mais c'est là un bonheur qui n'est pas donné à tous. Il faut souvent renoncer aux pures ambitions de notre jeunesse, il faut se résigner à vivre obscurément dans quelque pauvre cabinet, où n'entrera jamais l'ombre même de la gloire; quelquefois même il faut sortir de sa patrie, et goûter l'amertume d'un pain

et d'un sel étrangers. C'est alors qu'il est bon de se choisir dans le passé des amis qui ne changent ni avec les années, ni avec les révolutions, ni avec le malheur; c'est alors qu'il est permis d'entourer de notre amour et d'embellir d'un luxe innocent ces compagnons qui consolent de tous les mécomptes, et qui élèvent notre âme au-dessus des faiblesses qui l'énervent ou des colères qui l'avilissent. Ces beaux livres, derniers plaisirs, derniers soutiens de notre âge, nous gardent jusqu'à la fin des illusions dont l'homme a besoin pour vivre. Ils nous empêchent de désespérer, ils nous promettent que notre nom ne périra pas tout entier. Tant que dureront ces volumes chéris que nous avons marqués de notre devise, il y aura quelque part un bibliophile, c'est-à-dire un ami, pour conserver notre souvenir. Cette élégance même qu'on nous reproche sera comme un dernier témoignage de la distinction de nos goûts, de la noblesse de notre âme, et peut-être nous vaudra-t-elle dans l'avenir ce que trop souvent les passions du jour nous refusent : un peu de justice et de sympathie.

Septembre 1859.

SUR UN CATALOGUE.

M. Potier, libraire, distribue en ce moment le catalogue d'une riche collection de livres rares et curieux, dont la vente, qui doit se faire à la salle Silvestre, commencera le 26 de ce mois, et ne remplira pas moins de vingt-sept vacations. Cette bibliothèque est celle de M. Ch. G***, initiales transparentes sous lesquelles il ne sera pas malaisé de retrouver un connaisseur excellent, un bibliophile passionné, qui, avec la fortune d'un particulier, a eu le tort d'aimer les livres comme un prince seul eût pu le faire. A juger par le catalogue que nous avons sous les yeux, et qui est fait avec une méthode, une clarté, et surtout une simplicité qu'on ne saurait trop louer, cette collection, qui ne compte pas moins de 3,304 numéros, c'est-à-dire quelque chose comme sept ou huit mille volumes, parmi lesquels il n'en est pas un seul qui soit insignifiant, cette collection, dis-je, tiendra sa place à côté des bibliothèques les plus célèbres; on en parlera même après les ventes fameuses de MM. Armand Bertin, De Bure et Renouard. C'est encore une bonne fortune pour ceux qui aiment les beaux livres et à qui la richesse permet cette noble fantaisie.

Pour moi, en parcourant ces listes si complètes et si bien ordonnées, une pensée triste me traversait l'esprit. Avec ces numéros alignés je refaisais en idée les rangs d'une bibliothèque; sur les tablettes abandonnées je remettais en place ces livres splendides que l'enchère va jeter à tous les vents. Et là, dans ce cabinet repeuplé par ma pensée, je retrouvais toute la vie d'un homme (celle d'un savant n'est-elle pas dans ses livres?), et, peut-être en faisant un retour sur soi-même, il me semblait voir tout ce qu'avait aimé, tout ce qu'avait rêvé le maître de cette belle collection.

En admirant ces classiques, d'éditions choisies, voilà, me disais-je, un homme qui évidemment a commencé par être un amateur forcené de l'antiquité grecque et latine, et non-seulement un amateur, mais un connaisseur exquis et un philologue achevé. Pour un ignorant qui n'estime les livres que par la grandeur des marges ou le luxe de la reliure, il n'y a qu'un Cicéron et qu'un Horace; mais pour un érudit, il y en a deux ou trois par siècle, c'est un plaisir délicat que de suivre par couches successives ce travail incessant de l'esprit humain qui reprend sans cesse l'antiquité pour lui demander de nouvelles leçons. En comparant l'œuvre des critiques, on s'aperçoit bientôt combien les textes que nous possédons sont arbitraires; les Saumaises passés nous ont restauré Cicéron ou Tite-Live comme leurs contemporains restauraient les statues brisées; aujourd'hui nous ne comprenons plus ces replâtrages, parce que nous connaissons mieux l'antiquité. Ce qu'il nous faut, c'est le texte pur et la pensée même

de l'écrivain; mais où les retrouver? Les manuscrits sont rares et casés dans les bibliothèques publiques comme les tableaux des maîtres dans les musées des souverains. Ce qui est accessible, comme le sont les premières gravures, ce sont les premières éditions, rares par elles-mêmes, faites sur des manuscrits souvent perdus ou détruits, ou qui reproduisent avec une fidélité naïve jusqu'aux fautes de l'original. C'est une preuve de goût que de s'attacher à ces anciens monuments, précieux comme *incunables*, plus encore par les textes qu'ils nous ont sauvés. La bibliothèque de M. Ch. G*** regorge de ces trésors; voici l'Hippocrate, l'Eschyle, le Sophocle, l'Euripide, le Démosthènes, le Thucydide, le Théocrite des Aldes, l'Anthologie grecque de Lascaris, imprimée en lettres capitales (— Florence 1494 —); l'Hiéroclès de Padoue de 1474, celui de Rome de 1475, plus rare encore; voilà le Lactance de Parnatz, Rome, 1470; le Cicéron *de Natura Deorum*, imprimé à Venise en 1471, par Vendelin de Spire; le Boèce de Coburger, imprimé à Nuremberg en 1473; j'indique en passant les premières éditions de Pline, de Valère-Maxime, de Solin, de Quinte-Curce, le beau Tite-Live d'Alde, un splendide exemplaire du *Quintiliani Declamationes*, Parme 1494, relié aux armes du comte de Hoym; et j'arrive au joyau de la vente : c'est la première édition des *Offices* de Cicéron, imprimée sur vélin, et qui porte la date de 1465 avec la mention suivante : *Præsens Marci Tulij clarissimum opus Johannes Fust, Moguntinus civis, non atramento plumali canna neque ærea, sed arte quadam perpulcra,*

Petri manu pueri mei feliciter effeci. Finitum anno MCCCCLXV. C'est un des plus beaux et des plus rares incunables qui soit connu.

Le goût de l'antiquité conduit naturellement à aimer les auteurs du grand siècle, qui sont aussi pour nous des classiques. On commence à lire Bossuet et Racine comme on lit Cicéron et Virgile. Vivre avec ces parfaits modèles, c'est, on le sent bien, le seul moyen de retenir une langue prête à dégénérer. Mais dans cette étude des modernes il y a un plaisir nouveau pour l'amateur de livres. Chez les anciens, nous n'avons jamais qu'une forme de leur pensée. Tous les manuscrits se ressemblent, ce sont des copies plus ou moins bien faites d'un texte unique; deux éditions d'un même ouvrage, c'est chose à peu près inconnue. Il n'en est pas de même pour les écrivains modernes, il nous est presque toujours possible d'assister au travail de leur esprit. Goëthe prétend qu'un auteur fait tort à son livre lorsqu'il en change quelque partie, parce qu'il dérange ainsi les premières impressions et les habitudes du public; c'est une idée qui n'a jamais été reçue en France; nous n'avons guère de grand écrivain qui n'ait remanié ses ouvrages. C'est, par exemple, une étude utile et curieuse que d'observer ce labeur délicat chez Montaigne ou chez La Rochefoucauld; aussi comprend-on que de nos jours on ait attaché du prix aux premières éditions de nos classiques. M. Ch. G*** a poussé ce goût jusqu'à la passion; ce n'est pas seulement le premier texte de Montaigne, de Rabelais, de La Bruyère, de La Rochefoucauld, de Corneille, de Molière, de Ra-

cine, de Boileau qu'on trouve chez lui, ce sont toutes les éditions publiées du vivant de l'auteur; il semble qu'il ait fait souvent ce rêve agréable que d'autres ont formé en lisant un auteur favori, c'est de donner une édition comparée de ces grands écrivains où l'on suivrait pas à pas la marche de leur pensée, où l'on entrerait dans le secret de leur génie.

On a raffiné encore dans cette passion pour nos classiques; ce n'est pas seulement la première édition des œuvres complètes qu'on a recherchée, mais la première édition de chaque pièce. Les manuscrits de Fénelon, de Bossuet ne sont pas dans le domaine public; il ne reste rien de ceux de Molière ou de Corneille; il y a donc un certain charme à retrouver sous leur forme première chacun des écrits de ces grands hommes; il semble que ces premières éditions aient une physionomie particulière; elles nous rapprochent de l'auteur. Par exemple, le sombre génie de Pascal, tel que nous le connaissons dans les *Pensées*, nous cache le pamphlétaire; nous le sentons près de nous au contraire quand nous tenons dans nos mains, sous leur première forme, ces *petites lettres* anonymes qui remuaient tout Paris et faisaient sentir à l'Ordre des jésuites qu'une force nouvelle les menaçait, plus puissante que la royauté : l'opinion, cette reine du monde, qui n'existe que par la presse. L'édition originale et rarissime de ces pamphlets est dans la bibliothèque de M. Ch. G***. Ce que je dis de Pascal est aussi vrai de Bossuet. Quand nous ouvrons les œuvres de l'évêque de Meaux, quand nous contemplons ce monument de son génie, il semble

que nous ayons toujours devant les yeux la noble et sereine figure que Rigaut a reproduite; en lisant Bossuet, nous changeons de volume, mais pour nous l'auteur ne change pas; sur l'aurore de cette belle vie, nous reportons la majesté de la vieillesse; pour nous, c'est toujours l'évêque qui a fait l'oraison funèbre de Madame Henriette et celle du grand Condé; mais quand je tiens en première édition l'oraison funèbre de Madame prononcée par l'abbé Bossuet, alors il me semble que ce front sévère s'adoucit, et qu'il y a quelque chose de plus jeune, de plus humain, de plus tendre dans cette voix qui crie : *Madame se meurt, Madame est morte.* Recueillir ces premières œuvres de Bossuet comme l'a fait notre amateur, c'est donc tout autre chose qu'une vaine curiosité.

Après tout, la curiosité est la vertu des bibliophiles. C'est elle qui sauve de l'oubli et des vers les chefs-d'œuvre que l'indifférence laisserait périr. Peu de gens ont été, je crois, plus entachés de cette vertu que M. Ch. G***. Il y a une grande curiosité qui s'attache avant tout au mérite des livres; il y en a une petite qui s'attache à leur rareté ou à leur bizarrerie. Notre amateur a eu l'une et l'autre au suprême degré. Qu'on ne l'en blâme pas, il en est toujours ainsi; toute passion humaine a sa faiblesse comme sa grandeur. Que celui-là seul lui jette la pierre qui n'a rien aimé.

Voici d'abord les romans de chevalerie, magnifiques volumes, chefs-d'œuvre d'impression qui ont immortalisé le nom de Vérard. La collection est presque complète : l'histoire du saint Gréal, Merlin, Lancelot du

Lac, Méliadus de Léonnois, Isaïe le Triste, Arthus de Bretagne, Beaudouin, comte de Flandres, la Chronique de Turpin, Doolin de Mayence, les Quatre Fils Aymon, Morgant le Géant, Guérin le Mesquin, Ogier le Danois; j'en passe et des meilleurs; depuis la vente du prince d'Essling, on n'a pas vu une collection aussi considérable et aussi bien conservée.

Ces livres recherchés, on les couvrira d'or, et cependant je leur préfère des livres un peu moins rares et, au fond, plus précieux. Le grand mérite de ces romans de chevalerie (je ne parle pas de leur mérite typographique, qui est sans pareil), c'est de nous avoir conservé dans une pâle traduction en prose ces poëmes intarissables que l'érudition moderne a tirés des manuscrits du treizième siècle; c'est de nous avoir fait comprendre et goûter les originaux. Il n'en est pas de même des anciens mystères et des premiers monuments de notre théâtre; ceux-là ont du prix par eux-mêmes, on ne peut trop les estimer; ils garderont leur valeur comme originaux alors même que des éditions modernes les auront multipliés et mis à la portée des petites bourses. Il y a plusieurs de ces mystères dans la bibliothèque dont nous parlons, et quelques-uns de rarissimes, tels que *l'Homme juste et l'Homme mondain*, et *le Triomphant mystère des Actes des Apôtres*. Il y a aussi une collection bien faite du théâtre avant Corneille. Parmi ces auteurs oubliés, il en est un qui est complet dans cette vente et que j'envie, c'est Hardy, ce poëte à l'espagnole, qui écrivait non pas aussi bien, mais aussi vite que Lope de Vega. Est-il vraisemblable qu'il ait

passionné son siècle sans avoir quelque mérite ? Ne vaudrait-il pas la peine d'étudier comment, en habituant la France aux idées et même aux modes castillanes, il a frayé la voie à Corneille et à Rotrou?

Cet amour des romans de chevalerie, des mystères, des anciens poëtes français, a naturellement donné à notre amateur le goût de ces beaux livres imprimés en lettres gothiques ou romaines, qui sont l'honneur de l'imprimerie naissante et que nous n'avons point surpassés. C'est encore là ce que j'appelle de la grande curiosité, une passion que tout bibliophile peut avouer. Parmi ces monuments typographiques, je signalerai le *Catholicon* de Gutenberg, de 1460; les *Institutes* de Justinien, sur vélin, imprimées par Schœffer à Mayence, en 1468, livre aussi beau qu'un manuscrit; le *Liber Sextus Decretalium*, aussi sur vélin, imprimé par Schœffer en 1470; le *Gratiani Decretum*, de 1472, un des premiers ouvrages imprimés à Strasbourg; les *Coustumes de Normandie*, imprimées en 1483, le premier livre publié en Normandie, et deux éditions du *Songe de Vergier*, l'un des ouvrages les plus précieux de notre ancien droit canonique, éditions toutes deux remarquables par leur date, et dont la seconde a cela de particulier qu'elle a été faite par un imprimeur du nom de Petit-Laurens, qui n'a pas laissé d'autre trace dans l'imprimerie parisienne. Parmi les livres français, je citerai encore la *Nef des fols du monde*, imprimée par Marnef en 1497; l'*Art de bien mourir*, donné en 1496, par Vérard; la *Politique d'Aristote*, traduite par Nicolas Oresme, conseiller du roi Charles V,

le *Froissart* et le *Monstrelet* de Vérard, etc. Je m'arrête, car je copie tout le catalogue.

Après tous ces beaux livres, après des Vascosan d'une conservation parfaite, après des Elzeviers admirables par leur marge et leur reliure, viennent les livres singuliers ou bizarres : la *Dicæarchia* de Spifame, ce fou qui avait des idées si raisonnables; les œuvres presque complètes et aujourd'hui fort recherchées de J.-B. Thiers, l'auteur original et capricieux du *Traité des Superstitions* et de l'*Histoire des Perruques;* la prose et les poésies de Godeau, qui ne sont des chefs-d'œuvre qu'en typographie, mais qui font le plus grand honneur aux presses de Pierre Le Petit; la *Question royale*, de Saint-Cyran, où l'austère janséniste juge le suicide comme l'eût fait un stoïcien; les éternelles flatteries du servile Rangouze, l'*Imitation de Jésus-Christ*, traduite par l'abbé de Choisy, avec l'estampe du second livre qui représente madame de Maintenon à genoux, et au-dessous, en légende, les mots : *Audi*, *filia*, flatterie passablement sacrilége en un pareil lieu. C'est enfin le *Pastissier françois*, *où est enseigné la manière de faire toute sorte de pâtisserie très utile à toute sorte de personnes*. Livre de cuisine, mais chef-d'œuvre des Elzeviers, et qui aujourd'hui devenu rare, grâce à la négligence des cordons-bleus d'il y a deux siècles, vaut à lui seul le prix d'une bonne et complète collection des classiques grecs et latins. Curiosité! ce sont là de tes coups; mais, après tout, il y a de l'argent plus mal employé que celui qu'on donne pour une précieuse inutilité.

Ce qui me séduirait un peu plus que le *Pastissier*

françois, malgré tout son prix, ce sont ces reliures historiques, si nombreuses dans la bibliothèque de M. Ch. G***. Tous les grands amateurs y figurent : De Thou, le comte de Hoym, le duc de La Vallière, Longepierre, madame de Pompadour, Mirabeau, Girardot de Préfonds, Nodier, etc. On y voit paraître, pour la première fois, un personnage peu connu comme bibliophile, et qui n'est autre que le fameux prince Eugène de Savoie. En mourant, ce guerrier, qui était aussi un ami des lettres, avait légué ses livres à l'empereur Charles VI. On les plaça dans la bibliothèque impériale de Vienne dont ils n'auraient jamais dû sortir. Quelques-uns, cependant, s'en sont échappés, grâce à une de ces révisions maladroites qui font la joie des connaisseurs. Il y a notamment un *Gallia christiana* qui est fort beau, un *Tesoro* de Brunetto Latini, et un magnifique roman de chevalerie qui n'est pas commun, *Tristan de Leonnois*.

Quelques-uns de ces beaux livres se recommandent par leurs propriétaires. Il y a, par exemple, un charmant manuscrit intitulé *Prières saintes et chrétiennes*, de la main de Jarry, et qui, ainsi que le témoigne sa reliure fleurdelisée, a appartenu à quelque princesse de la maison royale. Il y a la première édition de la *Politique tirée de l'Écriture sainte* de Bossuet, aux armes du duc du Maine; une Bible aux armes de Bossuet, un Symmaque où le grand évêque a écrit son nom. Voici un délicieux Amadis qui, après le comte de Hoym, a appartenu à Louis de Bourbon, comte de Clermont; voilà le Virgile de Grolier, le Plutarque de Beatus Rhe-

nanus et de Brunck. Souvent le hasard a mis un contraste piquant entre le livre et celui qui le possède. Un Quinte-Curce d'Alde aux armes de François Ier n'a rien qui nous étonne; mais on peut douter que le roi chevalier ait lu le Jamblique et les autres philosophes platoniciens, qu'Alde lui offrit peut-être tout décorés de la salamandre; il n'est pas certain non plus qu'il ait étudié l'*Institutio principis christiani* d'Érasme, que lui envoyait Henri de Glaris, dont l'autographe est joint au volume. Henri III est représenté par le *Promptuaire des exemples des vertus et des vices recueillis de l'Ancien et du Nouveau Testament*, relié à la tête de mort, avec la devise : *Spes mea Deus;* ce n'était pas, sans doute, son livre favori. Anne d'Autriche a mis ses armes sur le *divin Arioste*, traduit par Rosset, et sur le poëte Théophile, que sûrement elle a lus; Mazarin place dans sa bibliothèque l'*Instruction du Chrétien*, écrite par son terrible prédécesseur; je ne crois pas qu'il en ait profité plus que l'auteur lui-même. Signalerai-je le *Corpus juris* de Tallemant des Réaux? Il vaudrait cent fois plus si le malin conseiller y eût mis à la marge quelques-unes de ses historiettes. Que dire d'un beau Nicole, grand papier, aux armes de Mirabeau? Ce n'est pas de ce côté qu'on eût cherché les *Essais de morale;* il est moins étonnant de trouver chez madame de Pompadour la *Narquoise Justine*. Le hasard a ses épigrammes comme les gens d'esprit.

Pour moi, si j'étais prince et soldat, je voudrais le Xénophon du prince Eugène; critique, je prendrais cette *Rhétorique d'Aristote*, traduite par Cassandre,

que rendent précieuse quelques lignes de J. Racine; poëte, je pousserais à l'enchère, ou cette *Imitation* de Corneille, qui porte une dédicace de la main du poëte, ou ce Ronsard in-folio, offert à Victor Hugo par un de ses admirateurs, avec l'inscription suivante :

« Au plus grand inventeur lyrique que la poésie française ait eu depuis Ronsard.

« Le très-humble commentateur de Ronsard.

« S. B. »

Ce livre, qui porte sur ses marges des vers autographes de V. Hugo, de Lamartine, de Dumas, d'Alfred de Vigny, de Sainte-Beuve, d'Ulric Guttinger, de madame Amable Tastu, ce livre, sorti des mains de son véritable maître, errant comme lui, n'est-il pas tout une histoire? Où sont les beaux rêves d'il y a vingt-cinq ans? Quel vent a dissipé ces fidèles qu'unissaient la religion des lettres et l'amour de la poésie? Où sont envolées tant d'espérances et tant d'amitiés?

Et cependant, si précieux que soit ce livre qui me rappellerait ma jeunesse, il en est un qui me serait plus cher encore : c'est un Nouveau Testament grec qui porte un simple nom, mais c'est le nom de Racine. Ce volume, à reliure modeste, est peut-être celui dont se servait le poëte. Que ne donnerait pas un amateur pour trouver un Baruch portant le nom de Despréaux, le Baruch qui ravissait La Fontaine et l'apaisait pendant l'office; et cependant il ne vaudrait pas pour moi le Nouveau Testament de Racine. J'en veux quelquefois à l'excessive piété qui nous a privés de tant de chefs-

d'œuvre; mais que je voudrais trouver dans ce petit livre un peu de cette force d'âme qui apprenait au poëte à dompter jusqu'aux passions les plus vives et les plus légitimes, et qui lui donnait le calme et la résignation d'un chrétien!

C'est là un vœu indiscret[1]. Ces livres splendides et curieux ne sont pas faits pour ceux qui lisent; ils appartiennent, par le droit de l'argent, à ceux qui, de Boileau, n'ont retenu qu'un seul vers, qu'ils ont pratiqué toute leur vie :

Cinq et quatre font neuf; ôtez deux, reste sept.

Adieu donc, chefs-d'œuvre de Pasdeloup, de Derome, de Niedrée, de Duru, de Capé, de Bauzonnet, beaux livres que j'ai admirés, mais que je n'osais toucher, tant vous étiez brillants d'or et de soie! A prendre les livrées de la fortune, vous voilà devenus volages et perfides comme elle. Que vous valez bien mieux sous une modeste couverture de basane ou de parchemin! Vous n'êtes pas alors ces bijoux que convoite le riche, ces raretés que les amateurs couvrent d'or. Personne ne vous envie; vous n'avez pas de prix sur le marché; vous n'êtes que la voix de l'humanité, cette voix qui, au travers des siècles, amuse notre enfance, console et dirige notre âge mûr, et, après nous avoir appris à bien vivre,

1. Fort indiscret; car ce vœu a été entendu. Un amateur, le général B. de V***, s'est fait un plaisir d'acheter cette relique du grand poëte et a eu la faiblesse (rare chez un connaisseur) de renoncer à son trésor, et de me donner gracieusement ce livre qui m'est deux fois précieux.

nous aide à bien mourir. Quel homme de sens donnerait un louis de ce trésor, qui appartient à tout le monde comme la splendeur du jour et la beauté des cieux ! Restez donc avec moi, pauvres livres de ma jeunesse, hirondelles blessées que j'ai recueillies sous mon toit. Vous n'en sortirez qu'après moi, pour retourner aux quais d'où je vous ai tirés; vous y attendrez quelque maître aussi obscur, mais qui, lui aussi, vous aimera pour ce que lui diront ces pages que la lecture a fatiguées. Vous ne m'avez apporté ni la richesee que je ne vous demandais pas, ni la gloire qu'à vingt ans il était permis de rêver, mais vous m'avez donné des amis fidèles et qui, chaque jour, me sont plus familiers et plus chers : un Cicéron, un Dante, un Shakespeare, un Milton, un Corneille, un Gœthe, belles et nobles figures, grands cœurs encore plus que grands esprits, maîtres toujours prêts à nous guider et à nous soutenir au milieu des défaillances et des épreuves de la vie, qui, en nous apprenant ce qu'ils ont souffert, nous apprennent aussi à haïr ce qu'ils ont maudit, à chérir ce qu'ils ont aimé, et nous enseignent enfin par leur exemple et leurs leçons que l'amour des lettres n'est point un goût stérile, mais, sous un autre nom, l'amour même de la justice et de la vérité.

Mars 1855.

FIN



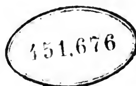


TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE.

Paris. — Imprimerie VIÉVILLE et CAPIOMONT, 6, rue des Poitevins.



